DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14103 – 5 F — VENDREDI 1er JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La déstabilisation de l'URSS et le sommet de Washington

En réclamant la « souveraineté » de la Russie M. Eltsine affaiblit M. Gorbatchev

A peine élu président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine a déclaré, mercredi 30 mai, que « la Russie sera indépendante en tout » dans cent jours. Cette nouvelle offensive du chef de file des radicaux s'ajoute aux difficultés qui affaiblissent M. Gorbatchev alors qu'il engage d'importantes négociations à Washington avec M. George Bush. Avant de quitter Ottawa pour les Etats-Unis, le président soviétique avait comparé l'insistance des Occidentaux à vouloir dicter leur propre solution sur le statut de l'Allemagne unifiée à un « disque rayé », leur demandant de « changer de mélodie »

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Lorsque l'avion de Mikhaïl Gorbatchev toucha le sol américain, sur la base militaire d'Andrews, mercredi 30 mai en fin d'après-midi, ses hôtes américains en savaient déjà un peu plus sur les intentions du président soviétique et sur la tonalité qu'il comptait donner à ses entretiens avec le chef de la Maison Blanche.

Il arrivait à Washington, précédé de l'une de ces formules imagées dont il est friand, une « petite phrase » musicale qui lui avait permis, dès l'étape canadienne, de donner le la. L'insistance des dirigeants occidentaux à prôner l'appartenance à l'OTAN de la future Allemagne unifiée évoquait aux oreilles de M. Gorbatchev un *« vieux disque rayé »* qui ne *« lui convenait pas »*. *« J'aimerais,* avait-il suggéré, *que nous trouvions une autre mélodie ».* Ce prélude d'Ottawa semblait donc confirmer d'emblée deux prédictions, souvent faites ces derniers jours : d'une part, le sommet de Washington serait dominé par la question allemande, d'autre part, le président soviétique n'entendait pas, quant à lui, changer de *« mélodie »*.

L'hostilité de l'URSS à une Allemagne unie membre à part entière de *l'alliance atlantique* restait donc intacte. Comme, de son côté, l'administration américaine avait pris soin, « en attendant Gorbatchev », de rappeler son attachement à cette même appartenance de l'Allemagne à l'OTAN, les « mélodies allemandes » des deux présidents risquent de donner lieu pendant trois jours à un dialogue de sourds ou de dégénérer en une cacophonie.

La tâche qui attend M. Bush est ardue. Il sait que M. Gorbatchev n'a ni le désir ni les moyens d'empêcher une unification de l'Allemagne, qui relève largement du fait accompli et franchira, le 2 juillet, une étape économique décisive, cette Allemagne dont les deux chefs de gouvernement parlent déjà d'une même voix. Car s'il n'a pas entièrement renié les leçons de Lénine, M. Gorbatchev sait, lui aussi, que les faits sont têtus.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 2

Lire page 3

Les déclarations de M. Eltsine

La Russie doit être « autonome en tout » d'ici cent jours

Une chance pour la Fédération ?

M. ELTSINE n'aura pas attendu longtemps pour justifier une fois de plus sa réputation de fonceur. A peine élu à la tête de la Fédération de Russie, il a exposé un programme de grande envergure, allant du rejet pur et simple du plan économique du gouvernement fédéral de M. Ryjkov à la promesse de proclamer dans les cent jours la « souveraineté » de sa République.

Pour peu que le président russe trouve au sein de son Parlement la majorité nécessaire, ses initiatives pourraient jouer un rôle bénéfique. D'abord parce qu'elles relancent de manière spectaculaire un processus de réformes qui s'était dangereusement enlisé ces derniers mois. *Au moment où l'absence de* perspectives poussait au désespoir une population déjà accablée par les difficultés économiques, l'élection de ce « radical » à un poste qui est en gros le second de l'URSS est de nature à *ranimer la confiance bien au delà* du territoire, déjà immense, de la Russie.

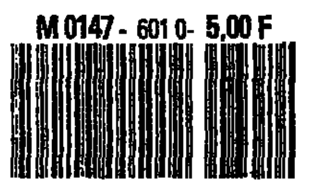
C'EST également toute la restructuration de la Fédération soviétique qui est ainsi relancée. *Pour avoir perdu au* moins deux précieuses années, M. Gorbatchev était visiblement impuissant à mettre en place le nouveau pacte fédéral qu'il appelle de ses vœux tout en gérant les revendications de *populations de plus en plus* impatientes.

L'approche de M. Eltsine a l'avantage, elle, de renverser l'ordre des facteurs : aux Républiques de se définir d'abord elles-mêmes et de mettre au point leurs structures internes, après quoi seulement la synthèse sera faite au niveau fédéral.

PLUSIEURS conditions seront cependant nécessaires pour avancer dans cette voie. *La première est que le* « centre » accepte une révision radicale de la conception qu'il s'est toujours faite de l'Union, une conception que partageait encore tout récemment M. Gorbatchev lui-même. M. Eltsine *affirme ainsi que la Constitution* de l'Union ne saurait prévaloir sur celle de sa République, alors que le reproche fait aux Baltes, par exemple, est précisément d'avoir donné la priorité à leurs propres lois sur celles de Moscou. *Et si la « variante Eltsine »* avait l'avantage de permettre à terme le retour éventuel dans l'ensemble ex-soviétique, fût-ce au prix d'arrangements spéciaux, de pays devenus indépendants, il faut bien admettre que cette *fédération « à la carte » serait* plus lâche que tout ce qui existe actuellement dans le monde, des Etats-Unis à la Suisse et même au Canada.

Une autre condition est que *M. Gorbatchev surmonte son amertume et joue le jeu du dialogue* avec quelqu'un qui ne se cache toujours pas d'être son opposant et rival politique. Qu'il accepte aussi une réduction considérable de ses pouvoirs, puisque M. Eltsine ne lui laisse *plus guère que les responsabilités* de la défense et de la sécurité, pas même entièrement celles de la diplomatie. Et qu'il commence à montrer sa bonne volonté en ouvrant enfin le dialogue avec la Lituanie.

M 0147 - 601 0- 5,00 F



Israël reproche à Washington ses contacts avec l'OLP

Après la plus importante tentative d'infiltration d'un commando palestinien sur la côte israélienne, mercredi 30 mai, le gouvernement de Jérusalem s'est adressé aux Etats-Unis pour leur reprocher de maintenir, à Tunis, des contacts avec l'OLP. page 4

Délits d'initiés : rebondissement



Le parquet a requis cinq inculpations dans l'affaire de la Société générale page 21 – section C

La guerre civile au Liberia

La victoire des rebelles paraît inéluctable page 4

Les enquêtes sur les profanations

Interpellations dans les milieux néo-nazis de Toulouse page 14 – section B

Roland-Garros

Noah, illusionniste sans illusions page 20 – section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32 - section C

Elf dans le piège gabonais

La compagnie pétrolière française dément avoir joué le changement mais elle ne le craint pas

Quel rôle a joué le groupe français Elf Aquitaine dans les événements du Gabon ?

En arrêtant sa production brutalement à la fin de la semaine *dernière sans avoir prévenu* le gouvernement, pour la reprendre aussitôt après la mise en garde musclée du président Bongo lundi soir, le groupe français a-t-il tenté de déstabiliser le régime, et fait ainsi le jeu des opposants, comme on l'en accuse aujourd'hui à mots couverts à Libreville ? Ou bien la compagnie française, victime des événements, n'a-t-elle fait, comme l'a affirmé mercredi le président d'Elf, que *« ce qu'il fallait dans le contexte »* en protégeant la sécurité de son personnel lorsqu'il était directement menacé, tout en gardant *« toujours le souci de reprendre au plus vite possible la production de pétrole qui joue un rôle très important dans l'économie gabonaise » ?* Le poids énorme d'Elf au Gabon, où il est non seulement le principal pourvoyeur de devises, le premier employeur et le premier contribuable, mais aussi traditionnellement une courroie de transmission plus ou moins parallèle des autorités françaises, fait spontanément pencher vers la première hypothèse.

D'autant plus que les relations d'Elf avec le gouvernement gabonais se sont quelque peu gâtées depuis cinq ans. La chute des résultats d'Elf Gabon (dont l'Etat gabonais détient 25 % et Elf 48,5 %), liée au contrechoc pétrolier, puis l'irruption du groupe Shell, nommé en 1985 opérateur du nouveau champ de Rabi Kounga, lequel, depuis sa mise en production en 1989 a détrôné Elf de son rang de premier producteur, et surtout la volonté affirmée du président Bongo de *diversifier ses appuis pétroliers* en appelant de nouvelles compagnies, avaient provoqué quelques inquiétudes au sein du groupe français. La redistribution prévue l'an prochain de nombreux permis à terre – les plus prometteurs – était considérée comme une épreuve de vérité.

VÉRONIQUE MAURUS

Lire la suite page 6

Plaies d'Afrique (IV)

Démocratie : l'adieu au parti unique page 7

Le savoir en compact

Une nouvelle forme d'édition qui marie entre le disque laser et l'informatique

Un doigt sur la « souris » de l'ordinateur et, sur l'écran, s'affichent les articles sur la rencontre de Yalta, la carte de l'Europe au sortir de la guerre ou telle caricature représentant Staline, Roosevelt et Churchill au bord de la mer Noire. Le voyage se poursuit au gré des curiosités, en suivant la chronologie de quarante années d'histoire contemporaine ou en la traversant à partir d'une des cinq cents thématiques proposées. A moins qu'on ne préfère la visiter en compagnie de ses figures les plus illustres : le logiciel extrait d'un index de 1 300 personnalités le nom de De Gaulle et, soudain, la voix du Général apostrophe un *« quarteron de généraux en retraite »*.

Sons, images et textes de *l'Histoire au jour le jour,* édité par la société Act Informatique, l'Institut national de l'audiovisuel et *le Monde,* sont stockés sur un simple petit disque compact (CD ROM), capable de contenir l'équivalent de 250 000 pages imprimées. Dans cette masse d'informations, l'ordinateur offre une richesse de parcours qu'aucun livre ne saurait donner. Ce mariage de technologies a donné naissance à l'édition *hypermédia*, baptisée ainsi en référence au principe de l'hypertexte : chaque mot du texte ouvre une porte sur un autre texte, dessinant ainsi un véritable labyrinthe du savoir.

Le *Dictionnaire électronique,* qu'Act Informatique éditera en juillet avec Hachette, constitue un pur modèle du genre. L'utilisateur peut y entrer à partir d'un des 70 000 mots comme il le ferait avec un dictionnaire classique.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Lire la suite page 16 - section B

LIVRES ◆ IDÉES

Revues « d'idées » : la sortie de la crise

Pour les revues, la crise de la fin des années 60 semble *bien surmontée : la parution* de deux nouvelles publications, *la Règle du jeu* et *Rive droite*, et le dixième anniversaire, fêté par un numéro spécial, de la revue *le Débat*, fondée par Pierre Nora en sont le témoignage spectaculaire.

■ « Eloge de la Fronde », *par Philippe Sollers* ■ Les Français et l'an 40 ■ « D'autres mondes », la chronique de Nicole Zand : les Mémoires de Maurice Girodias, éditeur-aventurier ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : *le Général dans le labyrinthe*, de Gabriel Garcia Marquez.

pages 33 à 42 - section D

AFFAIRES

L'esprit « qualité » dans les entreprises

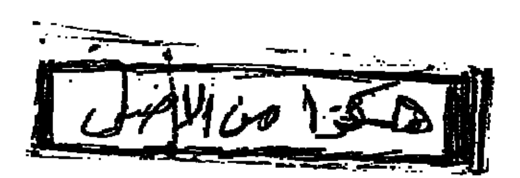
La guerre des réseaux sur le marché des connections de micro-ordinateurs

N.M. Rothschild, une banque londonienne très privée

Accor, un hôtelier qui rêve de tourisme

pages 23 à 28 – section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 660 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.



ÉTRANGER

Les Occidentaux jouent toujours à propos de l'Allemagne « le même vieux disque rayé »

a déclaré M. Gorbatchev à Ottawa

Présentée de façon caricaturale comme un séjour touristique « bed and breakfast » par la presse américaine – rarement tendre avec ses voisins du Nord – la visite que M. Mikhaïl Gorbatchev a effectuée à Ottawa, mardi 29 et mercredi 30 mai, en guise de prélude à ses entretiens avec le président George Bush, n'aura pas été tout à fait reposante pour le numéro un soviétique. Elle aura aussi donné au Canada, voix d'ordinaire plutôt discrète dans le concert des nations, l'occasion de développer ses idées sur l'avenir de la « nouvelle Europe », qui ont, par certains côtés, sonné agréablement aux oreilles de M. Gorbatchev.

MONTRÉAL

de notre correspondante

Dans cette partie du monde où il pouvait encore espérer être accueilli en héros, le numéro un soviétique a d'emblée trouvé mardi, sur son chemin, un drapeau estonien qui a failli le heurter, au beau milieu d'une foule dont les hourras auraient pu lui faire oublier un temps l'élection de Boris Eltsine à la présidence du Soviet suprême de la fédération de Russie. Au sortir de ses entretiens avec le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, le lendemain, quelque trois mille manifestants réclamant l'indépendance des Républiques baltes se sont chargés encore de lui rappeler ses soucis.

Devant les journalistes, M. Gorbatchev n'a pas assoupli d'un iota ses positions sur les Etats baltes. Les aspirations des nationalistes baltes sont *« légitimes »* mais elles sont relayées, a-t-il dit, par des *« aventuriers politiques »* qui les utilisent pour servir leurs propres ambitions.

Un « terrain d'entente » ?

De son côté, M. Mulroney, aux prises avec une grave crise liée à l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne, a estimé qu'il n'y avait *« aucun parallèle à dresser »* entre la montée des nationalismes en URSS et la renaissance au Québec d'un sentiment séparatiste. Avec une certaine impatience, le premier ministre a indiqué que l'existence du Canada s'est appuyée depuis ses origines sur la volonté de la majorité des Québécois de rester au sein de la fédération, ce qui n'est pas le cas des Républiques baltes.

Sur la question de l'éventuelle appartenance d'une Allemagne unifiée à l'OTAN – principal sujet discuté à Ottawa – le président soviétique tout en regrettant que les Occidentaux jouent toujours *« le même vieux disque rayé »* a laissé poindre une faible lueur d'espoir, estimant qu'il y avait *« place pour trouver un terrain d'entente »*.

M. Mulroney a, le premier, modifié sensiblement ses propres couplets en déclarant que le succès actuel du dialogue Est-Ouest ne devait pas être *« nécessairement et exclusivement déterminé par une proposition rigide » de l'Occident gagné « involontairement par une certaine insensibilité aux appréhensions légitimes de l'Union soviétique pour sa sécurité »* depuis que le mur de Berlin s'est écroulé. Le Canada, a-t-il dit, s'engage à faire pression sur ses alliés *pour que l'OTAN devienne* rapidement une alliance plus politique que militaire, considérant qu'elle n'a plus lieu de *« retenir en Europe le plus gros contingent militaire qu'ait connu le monde en temps de paix »*. L'alliance, estime le Canada, doit *« accueillir ses anciens adversaires »* et nouer *« un dialogue direct et constant »* avec l'URSS.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à laquelle participent tous les pays européens, sauf l'Albanie, ainsi que le Canada et les Etats-Unis, devrait selon M. Mulroney devenir *« l'architecte de la nouvelle Europe »* et se transformer, par une institutionnalisation de ses réunions en un *« véritable instrument de coopération pour la sécurité »*, complémentaire de l'OTAN.

Le Canada ne va certes pas jusqu'à entrevoir une disparition progressive des alliances, comme le souhaite Moscou, mais ses propositions en faveur de l'élargissement du rôle de la CSCE rejoignent largement celle de création d'un *« conseil de la grande Europe »*, récemment évoquée par le ministre soviétique des affaires étrangères. M. Gorbatchev ne s'y est pas trompé, qui en souligne l'importance de *« l'interaction du Canada et de l'URSS »* dans l'élaboration des *« structures de soutènement d'une future maison européenne commune »*, qu'il ne cesse d'appeler de ses vœux.

MARTINE JACOT

La 14e Conférence franco-allemande à Berlin

Quel destin pour l'Allemagne ?

BERLIN

de notre envoyé spécial

Images de paix. Là où la guerre froide montra si longtemps son visage le plus repoussant, un Turc vend à des Français de passage des casquettes militaires, des étoiles rouges, des insignes régimentaires, bradés par des soldats soviétiques ou est-allemands et des morceaux copieusement bariolés du mur qui, il y a quelques mois encore, séparait les deux Berlin. Des flopées de touristes descendent des cars pour contempler cette porte de Brandebourg, aujourd'hui couverte par les échafaudages d'une entreprise de ravalement, qui de symbole de la division de l'Allemagne est devenu celui de sa réunification.

A deux pas de là, à Check point Charlie, après un mirador détruit, sur ce qui fut un *no man's land* abandonné aux lapins et aux plantes sauvages, ces mêmes policiers « populaires » qui tiraient il n'y a pas si longtemps encore sur les candidats à la liberté, canalisent avec une désinvolture proprement latine le flot des voitures qui passent d'un Berlin à l'autre.

Incertitudes et appréhension

Il n'y a pas d'euphorie, cependant, qui ne finisse par laisser place à l'incertitude et à sa fille naturelle, l'appréhension. L'une et l'autre ont eu copieusement l'occasion de s'exprimer au cours de la 14e conférence franco-allemande (1) qui s'est réunie du 28 au 30 mai au Reichstag. Inquiétude générale quant aux imprévisibles développements de la situation en URSS.

Inquiétudes françaises nettement surestimées par certains participants de la République fédérale, à l'égard d'une Allemagne trop puissante, voire d'un mark susceptible, selon l'un de nos confrères, de devenir à brève échéance *« visqueux »* sinon *« gazeux »*. Mais surtout inquiétudes interallemandes quant aux conséquences d'une union monétaire qui promet de susciter un chômage massif à l'Est et risque donc de grossir à nouveau une ruée vers l'Ouest considérablement réduite à l'heure actuelle.

Incertitude quant aux structures de l'union politique des Douze et de l'organisation pan européenne dont tout le monde ou presque a reconnu la nécessité. Incertitude quant au statut militaire de l'Allemagne unifiée. Incertitude aussi quant au destin de notre voisine. La crainte d'un nouveau pangermanisme, qui hante certains esprits sur les bords de la Seine, fait sourire nos cousins germains. Mais plusieurs de leurs porte-parole à la conférence du Reichstag n'ont pas écarté l'hypothèse qu'à l'Europe chère à Adenauer et à Helmut Kohl, elle soit tentée à la longue de préférer soit un « mondialisme » à la japonaise dont on relève déjà plus d'un signe, soit, si l'unification devait engendrer des désordres économiques et donc sociaux durables, un repli « nombrilisme ».

Il n'a pas manqué de bons esprits cependant pour rappeler que peu de gens avaient prévu la prospérité actuelle de la RFA et moins encore une unification acquise sans qu'une goutte de sang soit versée. Et aussi que les Allemands de l'Est, dont les représentants fort qualifiés, et fort écoutés, participaient pour la première fois à la conférence, étaient singulièrement privilégiés par rapport à leurs frères des autres pays socialistes, puisqu'ils étaient accueillis à bras ouverts dans une société riche, prête, *malgré les réticences* d'une bonne partie de l'opinion, à racheter à prix d'or leur monnaie de singe et, privilège unique, bientôt admis sans délai ni examen de passage dans la CEE.

Diserts dans le diagnostic, voire dans le rappel historique – on est remonté jusqu'à la paix de Westphalie qui, en 1648, atomisa le Saint-Empire, – les délégués n'ont pas fait preuve d'un excès d'imagination quand il s'est agi de préciser les moyens d'assurer la bonne entente, la puissance et la présence de l'Europe. Mais il est vrai aussi que jamais Allemands et Français ne se sont, jusque dans leur instinctif conservatisme, autant ressemblés.

De toute manière, le dialogue ne pouvait être que franc et confiant entre des gens également convaincus de la nécessité de tout faire pour ne pas laisser remettre en cause la réconciliation et la bonne entente de nos deux pays.

A. F.

(1) Créées en 1955, les conférences franco-allemandes sont actuellement organisées en commun par le Deutsch-Französische Institut de Ludwigsburg, la Société allemande pour la politique étrangère, le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine de Paris et l'Institut français des relations internationales. Celle de Berlin a réuni plusieurs représentants des gouvernements dont les deux coordinateurs des relations franco-allemandes, MM. Rainer Barzel et André Bord, de nombreux ambassadeurs, ainsi que des personnalités du monde politique, économique et diplomatique, des universitaires et des journalistes.

La déstabilisation de l'URSS et le sommet de Washington

Suite de la première page

Mais M. Bush n'ignore pas que le président soviétique peut retarder l'échéance de l'unification de l'Allemagne : en refusant l'abrogation des droits des quatre pays vainqueurs de la seconde guerre mondiale, en menaçant à nouveau, comme il l'a fait la semaine dernière, de paralyser la négociation de Vienne sur le désarmement conventionnel et, bien sûr, en s'opposant à l'intégration de l'actuelle RDA dans l'alliance atlantique.

Désireux d'apaiser la colère de ses militaires, pour qui la dérive vers l'Ouest de son ancien allié est à la fois une grave *« violation de l'équilibre stratégique »* et un affront à la *« mémoire allemande »* de l'URSS (27 millions de morts en deux conflits), considérant qu'en cette affaire la *« sécurité du peuple et de l'Etat soviétiques »* sont en jeu, M. Gorbatchev paraît vouloir tenir bon.

Limitation de la puissance allemande

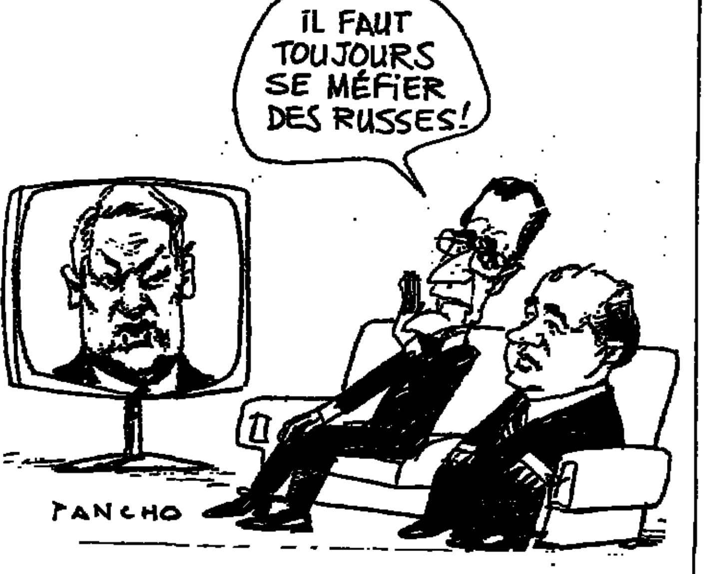
Face à un interlocuteur aussi résolu et aussi soucieux de ne pas perdre la face, M. Bush devra faire preuve d'habileté et d'une grande force de conviction. Pour avoir la moindre chance de « vendre » l'« Allemagne unie dans l'OTAN » à M. Gorbatchev, il lui faudra trouver les arguments propres à rassurer ce dernier. Le président américain qui, il y a quelques jours, disait tenir pour un *« ennemi »* le caractère *« imprévisible »* du monde actuel, insistera donc sur le fait que l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN contribuera à stabiliser l'Europe de demain. Il fera valoir notamment qu'une Allemagne livrée à elle-même songerait rapidement à assurer sa propre défense grâce au nucléaire.

Mais M. Gorbatchev veut plus. Il demande des « assurances » sur une limitation de la puissance militaire allemande, assurances qu'il aimerait obtenir dans le cadre des pourparlers « 2 + 4 » (que mènent les deux Allemagnes et les quatre puissances jusqu'à présent garantes de son statut). Or, sur ce point, la position des Etats-Unis, partagée par les autres Occidentaux, est claire : les négociateurs du « 2 + 4 » n'ont aucun mandat pour une telle discussion et celle-ci ne peut être conduite que dans le cadre des négociations globales sur le désarmement conventionnel de Vienne (CFE), lesquelles, au demeurant, ne sont pas supposées « singulariser » les effectifs allemands des autres armées européennes.

La Maison Blanche a rappelé sa position, mercredi, par une mise au point à la suite d'un article du *Washington Post*. Ce journal prêtait à M. Bush l'intention de proposer à M. Gorbatchev qu'une *« déclaration générale »* fixant le cadre des limitations des forces en Allemagne et dans les autres pays d'Europe soit incluse dans le traité sur les CFE actuellement en préparation. M. Bush aurait envisagé aussi, selon le *Washington Post*, de proposer à son hôte *« un accord sur la période de temps pendant laquelle les troupes soviétiques pourraient demeurer en RDA et les conditions de leur départ »*.

Sans démentir totalement les desseins prêtés à M. Bush, son porte-parole, M. Marlin Fitzwater, a tenté de minimiser la portée d'éventuels projets américano-soviétiques touchant à l'avenir de l'Allemagne. *« Nous sommes hostiles,* a-t-il dit, *à toute proposition qui singulariserait l'Allemagne en lui imposant des limitations spéciales (...) Nous voulons produire un processus qui soit harmonieux et politiquement acceptable (...) Mais cette question ne sera pas résolue ici. »* Les Etats-Unis, a cependant ajouté M. Fitzwater, comprennent les *« préoccupations soviétiques évidentes »* sur la taille qu'auront les forces armées de l'Allemagne unie. Quant au chancelier Helmut Kohl, il s'est entretenu mercredi par téléphone avec M. Bush de ce dossier brûlant qui l'intéresse au premier chef.

JEAN-PIERRE LANGELLIER



□ **M. Gorbatchev va rencontrer le président de la Corée du Sud.** – Le président Mikhaïl Gorbatchev rencontrera son homologue sud-coréen, M. Roh Tae-woo, à San-Francisco (Californie), après ses entretiens avec M. George Bush, ont confirmé mercredi des responsables américains à Washington. L'Union soviétique n'a pas de relations diplomatiques avec Séoul, alors qu'elle entretient des liens étroits avec la Corée du Nord. – *(AFP.)*

Un poste nouveau

M. Daniel Bernard est nommé porte-parole du Quai d'Orsay

Le Quai d'Orsay a désormais un porte-parole. M. Daniel Bernard, précédemment conseiller diplomatique de M. Laurent Fabius, a été nommé à ce poste mercredi 30 mai en conseil des ministres *(nos dernières éditions du 31 mai)*. Il s'agit d'un poste nouveau puisqu'au service de presse et d'information se substitue une « direction de la presse, de l'information et de la communication », qui devrait être dotée par conséquent d'un budget propre.

L'idée du ministre, dit M. Daniel Bernard, c'est *« d'avoir un porte-parole qui parle »*, c'est-à-dire, explique-t-il, de mieux expliquer la politique étrangère en libérant la fonction des traditionnelles contraintes de réserve qui pesaient sur elle et qui faisaient que le Quai d'Orsay ne s'exprimait que sous forme de communiqués officiels ou de déclarations « off ». Il cite comme exemples Mme Tutwiler au département d'Etat, MM. Chrobog ou Guerassimov, à Bonn et à Moscou.

Le projet est ambitieux dans le contexte particulier français où la politique étrangère sur les grands sujets est avant tout dictée par l'Elysée et par un homme, M. Mitterrand, qui s'est toujours montré particulièrement circonspect envers toute médiation de sa propre parole.

L'autre idée, ajoute M. Daniel Bernard, est de développer pour le ministère *« une véritable politique de communication, c'est-à-dire d'image »*. L'homme désigné pour cette tâche n'est pas de la neutralité politique considérée traditionnellement comme de bon ton au Quai, puisqu'il se présente lui même comme *« un groupie »* de M. Laurent Fabius dont il a été le conseiller à Matignon puis à l'Assemblée nationale.

C. T.

[Né en 1941, ancien élève de l'ENA, Daniel Bernard a été premier secrétaire à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1977-1981) puis conseiller technique au cabinet de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. Il a été délégué aux affaires internationales au ministère de l'industrie et de la recherche (1983-1984), avant de devenir conseiller de M. Laurent Fabius à Matignon (1985-1986) puis à l'Assemblée nationale.]

EN BREF

□ **M. Arafat pourrait servir de médiateur entre Irakiens et Iraniens.** – M. Yasser Arafat va probablement se rendre à Téhéran pour tenter de persuader les dirigeants iraniens d'engager des négociations directes avec l'Irak, a déclaré mercredi 30 mai M. Yasser Abed Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP. – *(Reuter.)*

□ **M. Perez de Cuellar plaide pour que le Canada reste « uni ».** – Le Canada *« est plus utile uni »* que séparé en deux nations, a affirmé, mercredi 30 mai à Québec, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, au dernier jour de sa visite au Canada. Interrogé par la presse sur les risques de sécession du Québec, seule province à majorité francophone, dans la crise constitutionnelle que traverse actuellement le pays, M. Perez de Cuellar s'est déclaré *« confiant »*, ajoutant que le Canada *« trouverait une solution raisonnable »*. – *(AFP.)*

□ **Signature d'un accord de paix avec la Guinée-Bissau.** – Un accord de paix a été signé, mardi 29 mai, entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, dont les armées s'étaient récemment affrontées. – *(Reuter.)*

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

URSS : la première conférence de presse de M. Boris Eltsine

La Russie doit être « autonome en tout » d'ici cent jours

M. Boris Eltsine, en sa nouvelle qualité de président de la Fédération de Russie, a exposé mercredi 30 mai devant la presse à Moscou le programme qu'il entend appliquer pour rendre cette dernière souveraine et « autonome en tout » d'ici cent jours. Il a cependant assuré qu'il souhaitait établir avec le président Gorbatchev des relations « dépourvues de passion » et « fondées sur le dialogue ».

MOSCOU

de notre correspondant

Cette fois-ci, tout vibrants de sympathie, c'étaient les journalistes soviétiques qui posaient les questions et non pas les correspondants étrangers. Car cette première conférence de presse, mercredi 30 mai, du nouveau président de la Fédération de Russie, était avant tout une affaire de famille, comme une fête de la démocratie, de la victoire de la liberté sur l'ancien système – sur ce système qu'a détruit M. Gorbatchev.

En créant la démocratie, le président soviétique s'est aussi créé une opposition. L'une ne va pas sans l'autre, et c'est cette ivresse de la concurrence qui atteignait soudain la presse soviétique. La télévision retransmettait tout en direct. Chaque journaliste, chaque journal voulait donc en profiter pour se mettre en avant, se faire connaître, et M. Eltsine prenait, lui, tant de plaisir à ce ping-pong, s'amusait tant à se tourner vers la statue de Lénine comme pour dire « j'ose... même devant lui », qu'il a prolongé l'exercice d'une demi-heure.

Cela ne signifie pas que seul le spectacle était important. Le fond l'était également puisque M. Eltsine a fait de la *« souveraineté »* de la Russie l'une de ses priorités, qu'il a insisté sur son désir de laisser de côté toute animosité personnelle vis-à-vis de M. Gorbatchev, qu'il a purement et simplement enterré le projet de réforme économique présentée la semaine dernière par le premier ministre, M. Ryjkov, et adoptée, sur la Lituanie, une position très semblable à celle du président soviétique.

Sous cent jours, a-t-il dit, la Russie sera *« autonome en tout »*, souveraine en politique intérieure comme en politique extérieure puisque les lois russes doivent avoir la prééminence sur les lois soviétiques et que la nouvelle Constitution russe doit être adoptée avant la nouvelle Constitution soviétique. Ce n'était pas l'indépendance que demandent les Républiques baltes. Ce n'était ni de près ni de loin la sortie de l'URSS, mais ce n'en était pas moins la lecture la plus radicale possible du projet d'autonomie et de souveraineté des Républiques défendu par M. Gorbatchev.

Car, dans la vision de l'URSS qu'a développée M. Eltsine au fil de ses réponses, l'Union s'occupe essentiellement de défense, de sécurité et de coordination de projets que les Républiques auraient décidé de lancer en commun. Il faut une Union forte, a-t-il dit, mais forte de la force des Républiques, qui devraient conclure des traités directement entre elles, sur des bases bilatérales.

Une accélération marquée

Grosso modo, c'était quelque chose comme la Communauté européenne dotée d'une défense et d'un président. Est-ce radicalement différent du « Commonwealth » qu'évoque, pour sa part, M. Gorbatchev ? Sur le fond, non, puisque cette évolution est de toute manière inscrite dans le démantèlement de la direction centralisée de l'économie, l'émergence de véritables pouvoirs politiques républicains et la future différenciation, surtout, du statut des différentes Républiques dans l'Union.

En ce sens, M. Eltsine n'a fait qu'énoncer ce vers quoi l'on va, mais la nouveauté absolue est qu'il y a maintenant un président de la Fédération de Russie qui réclame qu'on y aille et annonce que lui, en tout cas, y va. Avec derrière lui une République couvrant les trois quarts du territoire soviétique et une population (plus de la moitié de celle de l'URSS) qui soutient totalement cette revendication de souveraineté, la redéfinition de l'URSS a subi, cette semaine, une accélération marquée.

L'élection de M. Eltsine n'est décidément pas un changement de cap. C'est la précipitation d'un cours, et d'ores et déjà le changement s'est senti, mercredi soir, lorsque le président russe a déclaré qu'il appellerait le Parlement de Russie à se prononcer contre les augmentations de prix proposées par M. Ryjkov.

Dès la semaine dernière, le Parlement d'Ukraine avait exprimé son opposition à ces hausses. Le projet du premier ministre est passablement embourbé au Parlement de l'*Union*. La presse *réformatrice* publie des articles de tous les économistes réformateurs appelant à le repousser et il semble que les déclarations de M. Eltsine constituent le coup de grâce.

D'une manière ou l'autre, la copie sera revue, et le président russe a expliqué, pour sa part, que sa République allait commencer par adopter des lois plus radicales sur la terre, la propriété et l'entreprise, et que ce n'est qu'ensuite qu'on pourrait s'attaquer à la question des prix. Cette démarche est très parallèle à celle qu'avait vainement prônée les conseillers économiques de M. Gorbatchev avant de se heurter à l'opposition du gouvernement dont beaucoup pronostiquent maintenant la chute prochaine.

Eloges de « l'Etoile rouge »

Jeudi soir, les plus radicaux des membres de l'entourage présidentiel ne savaient en conséquence plus s'ils devaient se réjouir d'avoir trouvé des *alliés ou s'inquiéter de la difficulté* qu'il y aura à gérer bientôt une crise politique – le premier changement de gouvernement sous le nouveau régime présidentiel.

Sous peu, les nouvelles institutions vont être mises à l'épreuve. On va voir si oui ou non, le gouvernement peut, comme prévu, jouer son rôle de disjoncteur. Ce n'est pas encore prouvé, et loin de là, mais le fait est pourtant que c'est comme un sentiment d'euphorie qui l'emportait, jeudi, à Moscou. Finalement, tout le monde est plutôt content, et le très *conservateur quotidien du ministère* de la défense, *l'Etoile rouge*, a ainsi fait sensation ce jeudi matin. Dans un grand encadré de première page, le quotidien rend en effet compte en termes très élogieux de la réunion, mercredi, de la table ronde convoquée par M. Eltsine pour constituer une équipe de coalition de toutes les forces politiques du Parlement russe. *Cela est « rassurant », lit-on dans cet* article qui parle de *« méthodes normales, démocratiques »* et d' *« approches unitaires »*, vante la *« patience »* montrée par M. Eltsine dans les débats, critique ceux qui le critiquent, approuve ceux qui l'approuvent et applaudit enfin à ses déclarations sur l'armée.

Car tout en parlant, devant la presse, de la nécessité d'introduire un service civil alternatif pour les objecteurs de conscience et de passer *« graduellement »* à une professionnalisation de l'armée, M. Eltsine s'est prononcé contre la création d'armées républicaines et pour le maintien d'une armée soviétique.

C'était aller dans le sens de *réformes qui se préparent* avec le soutien de toute une nouvelle génération d'officiers et entre sa table ronde et ce clin d'œil, M. Eltsine a ainsi montré plus d'habileté politique qu'on ne lui en reconnaît généralement.

Pour ce qui est, en troisième lieu, de la Lituanie, le président russe a su concilier sa condamnation des sanctions économiques et un soutien remarqué à M. Gorbatchev. Des négociations sans préalables ni conditions d'aucune sorte doivent s'ouvrir au plus vite, a-t-il en effet déclaré en expliquant que tant la déclaration d'indépendance lituanienne que les sanctions soviétiques devaient être suspendues durant les pourparlers.

La Lituanie : un coup de pouce à un compromis

Avec une présentation permettant aux Lituaniens de sauver la face, c'est ce que souhaite M. Gorbatchev. C'est aussi ce vers quoi l'on s'oriente doucement depuis quinze jours et annonçant qu'il avait écrit en ce sens aux présidents lituanien et soviétique, M. Eltsine a su donner un coup de pouce à un compromis à l'éventuel succès duquel il pourra se féliciter d'avoir contribué.

Dernier point, enfin : M. Gorbatchev. Là ce fut un mélange dosé de gouaille insolente et de protestations de respect. Pour l'insolence, ce fut une allusion ironique aux *« félicitations »* venues du Canada, c'est-à-dire aux premières réactions, plutôt ouvertes mais pas enthousiastes de M. Gorbatchev. Et pour ce qui est *du respect, M. Eltsine a expliqué que* certains de ses différends avec M. Gorbatchev avaient disparu au fur et à mesure de la progression des réformes, que d'autres demeuraient mais que les relations entre les présidents russe et soviétique devaient être *« dépourvues de passion, fondées sur le dialogue, l'échange et ne pas nuire à la souveraineté de la Russie »*.

Tout cela, M. Gorbatchev peut parfaitement l'accepter, mais quand M. Eltsine explique que ses fonctions font de lui *« l'égal »* de M. Gorbatchev on voit bien ou le bât va blesser. Rien ne sera simple entre ces deux hommes et M. Eltsine a déjà annoncé qu'il voulait organiser, l'année prochaine, une élection présidentielle russe au suffrage universel.

Pour une concurrence, c'en serait une.

BERNARD GUETTA

Les déclarations du président russe

Au cours de sa conférence de presse, M. Boris Eltsine a notamment déclaré que l'une de ses toute premières priorités était de de parvenir à *« la souveraineté de la Russie, dans le sens le plus large du terme »*. Il a assuré que *« la Russie sera autonome en tout »* dans cent jours, si toutefois *« nous résistons au diktat du centre et s'il ne nous a pas abattus par tous les moyens »*.

« Les lois russes doivent être supérieures à celles de l'Union (soviétique), *et la Constitution russe doit être adoptée avant celle de l'Union »*, a poursuivi Boris Eltsine, en préconisant la création de *« commissions constitutionnelles »* en cas de *« divergences »* entre la Fédération de Russie et l'URSS.

Le président russe a également prôné la conclusion de *« traités directs »* avec les quatorze autres Républiques de l'Union *« si elles sont d'accord, dans les domaines les plus divers : économique, commercial, scientifique, culturel, national, etc. »* De même, a-t-il expliqué, la Fédération de Russie conclura des accords avec le gouvernement de l'Union pour la réalisation de *« programmes »* au niveau fédéral *« intéressant la Russie. » « La Russie paiera très exactement, pour un travail, ce que coûte ce travail pour la Russie »*, a-t-il souligné.

Evoquant la question de la répartition future des fonctions entre le centre et les Républiques, Boris Eltsine a estimé que le centre devrait s'occuper des questions de défense, de sécurité, de la *« coordination de la réalisation des programmes fédéraux qui ont été approuvés par les Républiques ». « La part du centre sera grande. Mais par rapport à maintenant, elle sera réduite considérablement »*, a-t-il déclaré, en estimant encore que *« notre pays sera fort si les Républiques sont fortes »*. L' *« Union doit toujours penser à la possibilité »* accordée aux Républiques par la Constitution de l'URSS d'avoir recours à l'autodétermination ou de faire sécession, a souligné le président russe. La Russie pour sa part, a-t-il poursuivi, est favorable à des *« compromis »* avec le centre et non pas à des *« confrontations »* avec le président soviétique ou le gouvernement fédéral.

Admettant que les *« forces centrifuges »* présentaient un danger pour le pays, le président russe a évoqué la *« triste expérience »* présentée par un *« centre dépassé par les problèmes interethniques (...) C'est pourquoi nous devons émanciper ces forces centrifuges. »* Interrogé sur ses relations avec le président Gorbatchev, Boris Eltsine s'est prononcé pour des relations *« basées sur le dialogue et des pourparlers »*.

A propos de la Lituanie, Boris Eltsine a suggéré que celle-ci suspende sa déclaration d'indépendance pendant la durée des négociations, tandis que Moscou lèverait pour sa part le blocus économique de la République balte.

Alors qu'on lui demandait si Moscou devait rester la capitale de l'Union soviétique, Boris Eltsine a répondu en souriant : *« Moscou, depuis le fond des âges, a été la capitale de la Russie. Où doit être la capitale de l'Union ? Que le centre y songe donc. »* – *(AFP.)*

□ **M. Ryjkov sort indemne d'un accident de voiture.** – Le Premier ministre soviétique, M. Nikolaï Ryjkov, a été victime mercredi 30 mai d'un accident de voiture à Moscou mais s'en est sorti indemne, rapporte jeudi l'agence de presse Interfax. Sa Zil, limousine blindée, a heurté un car de l'armée qu'elle doublait dans un quartier de l'ouest de Moscou. La Zil a été endommagée et l'un de ses occupants légèrement blessé. Le chauffeur du car était dans son tort, précise Interfax. – *(Reuter.)*

POLOGNE : résultats partiels des élections locales

Victoire écrasante de Solidarité dans les grandes agglomérations

Les candidats de Solidarité ont remporté une victoire écrasante aux élections municipales du 27 mai dans les grandes agglomérations, où ils auront plus de 85 % des sièges, mais les candidats indépendants *dominent dans les petites villes et à* la campagne. Selon des résultats partiels rendus publics mercredi 30 mai, 41,5 % des 52 000 sièges de conseillers locaux reviennent aux comités civiques de Solidarité. Les sondages leur en donnaient 55 %.

Le deuxième groupe est celui des candidats sans étiquette avec 38 % des sièges. Loin derrière, viennent le Parti paysan PSL (6,5 %), Solidarité rurale (4,3 %) et le Parti démocrate SD (1,7 %). Ces élections marquent la déroute des ex-communistes (0,7 %), du syndicat OPZZ et (0,3 %), du Parti-social démocrate SDRP (0,3 %) ainsi que de la droite nationaliste KPN (Confédération *pour une Pologne indépendante*) qui ne disposerait que de 0,1 % des sièges. – *(AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE

Précisions de la BBC sur le complot du KGB qui a déclenché la révolution

La chaîne de télévision BBC a diffusé mercredi 30 mai un documentaire donnant des précisions *sur le complot du KGB* ayant déclenché la « révolution de velours » et qui avait été révélé par une commission parlementaire tchécoslovaque *(le Monde* du 11 mai*)*.

Le projet initial des services secrets soviétique et tchécoslovaque (StB) prévoyait de déstabiliser *le pouvoir conservateur* en place et de lui substituer une équipe *« gorbatchévienne »*. Pour cela, la police anti-émeute avait reçu l'ordre de réprimer sévèrement la manifestation du 17 novembre, qui fit 561 blessés. Un agent du StB, le lieutenant Ludek Zivak – alias Martin Smid, étudiant à la faculté de mathématiques et de physique – *battu par la police pendant* la manifestation, s'était effondré rue Narodni, se faisant passer pour mort. Enveloppé dans une couverture, il fut emporté dans une ambulance non identifiée. La rumeur de sa mort fut alors propagée par une femme appartenant au StB et qui avait aussi infiltré le mouvement étudiant. La BBC cite *un témoin anonyme du StB et un* membre de la commission d'enquête, M. Milan Hulik.

Le plan du général Alois Lorenc, chef du StB, et du général Viktor Grouchko, vice-président du KGB – qui était à Prague le jour de la manifestation et dont le dîner avec deux membres du StB est reconstitué dans le documentaire – était de remplacer MM. Milos Jakes et Miroslav Stepan, discrédités par cette *« bavure »*, par un proche de Mikhaïl Gorbatchev, M. Zdenek Mlynar, signataire de la Charte 77, vivant en exil à Vienne. Ce que les services secrets n'avaient pas prévu, c'est que Martin Smid viendrait démentir sa propre mort, que le *« gorbatchévien »* pressenti déclinerait l'offre du KGB et que le peuple tchécoslovaque rejetterait purement et simplement le communisme pour élire un écrivain à la présidence de la République, conclut l'émission de la BBC. – *(AFP.)*

□ **Prague tente de jouer les médiateurs dans la crise lituanienne** – Le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, et son ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, se sont entretenus mercredi 30 mai avec le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, venu pour deux jours à Prague discuter de la crise lituanienne. M. Havel avait auparavant reçu l'ambassadeur d'Union soviétique.

Les Tchécoslovaques soutiennent le principe de la revendication d'indépendance de la Lituanie, mais M. Dienstbier a souligné que les questions devaient être résolues *« sans recours à la pression ou à la violence »*. M. Landsbergis avait indiqué mardi qu'il était prêt à envisager un gel de la déclaration d'indépendance lituanienne si cela ne signifiait pas la reconnaissance de la Constitution soviétique. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

ISRAEL : après la tentative d'infiltration d'un commando palestinien sur la côte

Jérusalem reproche à Washington la poursuite du dialogue avec l'OLP

Quelques instants à peine après la plus importante tentative d'infiltration par mer jamais risquée par un commando palestinien, les membres du gouvernement israélien se sont unanimement félicités de leur refus de tout dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et ont reproché aux Etats-Unis de maintenir, à Tunis, des contacts avec celle-ci.

JERUSALEM

de notre correspondant

A en croire les autorités israéliennes – tout comme la revendication palestinienne, – l'opération de débarquement déjouée mercredi 30 mai était bien l'œuvre d'une des branches de l'OLP, le Front de libération de la Palestine (FLP). Le ministre des affaires étrangères du gouvernement de transition Likoud (droite) ne s'est pas fait prier pour enfoncer le clou : *« Les faits parlent d'eux-mêmes,* a martelé M. Moshe Arens, *et cela prouve ce que nous avons toujours dit, à savoir que l'OLP n'a jamais renoncé au terrorisme. »* Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a tiré les mêmes conclusions.

Dans l'heure qui a suivi, le message a été dûment transmis aux Etats-Unis, auxquels les dirigeants israéliens, tout particulièrement ceux du Likoud, reprochent amèrement d'avoir ouvert un dialogue avec l'organisation de M. Yasser Arafat. Dès la mi-journée, ils faisaient publiquement valoir qu'ils avaient toujours maintenu que l'OLP, contrairement à ce que disent les Etats-Unis (qui se sont déclarés *« horrifiés »* par l'attaque de mercredi), n'avait jamais renoncé à la violence et ne devait donc pas être un partenaire dans la négociation.

Se fondant sur les documents trouvés sur les prisonniers, les responsables israéliens ont assuré que le « cerveau » de la tentative d'infiltration de mercredi était le patron du FLP. Il s'agit de M. Mohamed Aboul Abbas, membre du comité exécutif de l'OLP et dont le groupe était partie prenante au Conseil national palestinien d'Alger en novembre 1988. M. Aboul Abbas avait été le maître d'œuvre, en octobre 1985, du détournement d'un paquebot, l'*Achille-Lauro*, dont l'un des passagers (un Américain) avait été assassiné.

A l'issue du sommet arabe de Bagdad, où la rhétorique anti-israélienne a été particulièrement radicale, M. Arens avait beau jeu de se dire conforté dans sa politique actuelle : refus du processus de négociation avec une délégation palestinienne tel que le propose le « plan Baker ». Cela s'appelle se retrancher dans ses positions et, au beau milieu d'une phase de tension israélo-américaine, le ministre ne se privait pas de dire à l'adresse des Etats-Unis : *« Le sommet de Bagdad tout comme le Conseil de sécurité de l'ONU ont arrêté une politique agressive à l'égard d'Israël, et les terroristes de l'OLP ont tenté d'appliquer cette politique sur les côtes d'Israël en voulant s'en prendre à de paisibles civils. »*

C'est sans doute un raccourci un peu polémique, car l'opération de mercredi, selon les spécialistes israéliens, avait dû être préparée depuis de longs mois. L'alerte avait été donnée dès mardi soir, mais l'état-major ne soupçonnait apparemment pas l'ampleur de ce qui était en cours.

« Ils auraient pu commettre un massacre »

Telle qu'elle a été décrite par les autorités israéliennes, c'est-à-dire de manière encore confuse, l'opération commence au début de la semaine – dimanche – à Benghazi, le grand port de la côte est de la Libye. Un bâtiment prend le large, cap à l'est, avec à bord six petites vedettes – des embarcations très rapides, à coque en fibre de verre, et puissamment armées : mitrailleuse, lance-missiles et même canon. L'objectif, a dit le chef d'état-major, le général Dan Shomron, *« était d'attaquer les plages et les hôtels de la région de Tel-Aviv »* ; l'opération devait être réalisée mercredi, jour férié en Israël, où l'on célèbre la fête juive de Shavuot et où les Israéliens se pressent sur le bord de mer. *« Ils auraient pu commettre un massacre »*, a indiqué le général Shomron, en rapportant que les cartes saisies désignaient certaines des plages les plus fréquentées.

Les vedettes ont été larguées très au large, l'une d'elles servant de réservoir de carburant. Les autorités israéliennes se sont contentées de dire que le largage avait été fait suffisamment loin pour qu'elles aient été incapables d'intercepter ou de suspecter le vaisseau-transporteur. La plupart des vedettes sont tombées en panne – certaines seront récupérées vides plus tard – et les Palestiniens se sont regroupés à bord de deux d'entre elles. L'une a mis le cap au nord de Tel-Aviv, l'autre au sud.

La première a sans doute été interceptée par les Israéliens durant la nuit de mardi à mercredi. Cela s'est passé non loin de la localité d'Herzliya, près du kibboutz Gaash. La marine a repéré l'embarcation avant qu'elle puisse accoster, et ses passagers – cinq Palestiniens – se sont rendus. L'autre n'a été détectée que le matin par un avion d'observation. Aussitôt pris en chasse par des bâtiments de la marine et par des hélicoptères, l'engin fonçait vers un endroit de la côte encore relativement désert, près de Nitzanim – au sud d'Ashdod. L'alerte était déclenchée, les routes bloquées, les civils mobilisés, cependant que les unités d'élite de l'armée et de la police étaient dépêchées sur place.

Pressés par les tirs de semonce des hélicoptères et des gardes-côtes, les onze hommes à bord de la vedette d'attaque ont couru vers une rangée de dunes dès que leur embarcation a accosté. Chasse à l'homme et bref accrochage : quatre des Palestiniens ont été tués et sept autres capturés.

ALAIN FRACHON

A la fin du sommet de Bagdad

Le président Saddam Hussein s'élève contre une déclaration antisémite du colonel Kadhafi

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Arrivé le dernier au sommet arabe extraordinaire de Bagdad, après sa vaine médiation auprès du président syrien Hafez el Assad, le colonel Kadhafi ne pouvait s'en aller sans se faire remarquer. Prenant la parole, mercredi 30 mai au cours de la séance de clôture, le colonel libyen s'est cru obligé de se livrer à une de ses violentes diatribes antisémites qu'il affectionne tant, mais qui lui a valu à Bagdad une sèche et saine réplique du président Saddam Hussein.

« La Palestine sera le cimetière des Juifs. Les Arabes vont les liquider », s'est écrié le dirigeant libyen, avant d'ajouter : *« Rassembler les Juifs en Palestine, c'est les rassembler dans leur tombeau définitif. L'entité sioniste est en train de les enterrer dans un cimetière. La force avec laquelle ils (les Israéliens) menacent les Arabes est artificielle. Nous allons les battre par tous les moyens et les liquider. »*

Hôte de ce sommet, le président irakien a alors repris la parole pour rappeler au colonel Kadhafi, dont l'histoire n'est visiblement pas le point fort, que *« les Arabes ont donné la preuve, à travers les ans, qu'ils sont une nation et avec laquelle et en son sein peuvent coexister toutes les religions, toutes les communautés, toutes les confessions. Si les Juifs,* a déclaré le président Saddam Hussein, *étaient à la recherche d'un simple refuge, ils se seraient rendu compte que la nation arabe aurait pu leur offrir le meilleur. La nation arabe est contre toute hégémonie, tout expansionnisme et toute oppression. C'est sur cette base qu'elle a refusé la politique de l'entité sioniste et de ceux qui la soutiennent. »*

Une réponse qui s'imposait et a soulagé nombre de chefs d'Etat, ministres et délégués présents dans la salle.

FRANÇOISE CHIPAUX

AFRIQUE

LIBÉRIA : peur et chaos à Monrovia

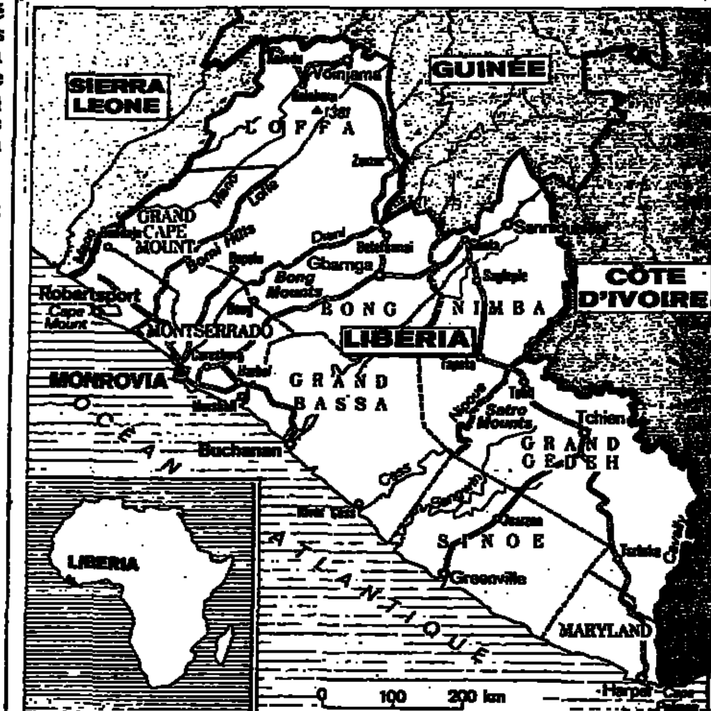
La victoire des rebelles paraît inéluctable

Alors que les rebelles continuent de progresser vers la capitale, la peur et le chaos règnent à Monrovia où un groupe d'hommes en uniforme a attaqué, mercredi 30 mai, un bâtiment de l'ONU, tuant un gardien et enlevant au moins une trentaine de personnes qui s'étaient réfugiées dans ces locaux, qui bénéficient de l'immunité diplomatique *(nos dernières éditions du 31 mai)*. *« Gravement préoccupé »* par cette agression, M. Perez de Cuellar, le secrétaire général de l'ONU, a ordonné au personnel de l'Organisation de quitter le pays. Les troupes du Front national patriotique du Libéria (NPFL) de M. Charles Taylor, ont repris le contrôle du port minéralier de Buchanan, à 100 kilomètres au sud-est de Monrovia, qui a été, pendant dix jours, le théâtre de durs combats avec les soldats gouvernementaux. Quelques dizaines de militaires « loyalistes », retranchés dans des maisons, tentent encore de ralentir l'avance des maquisards.

BUCHANAN

de notre envoyé spécial

L'ambulance « 4×4 » du NPFL, un des nombreux véhicules abandonnés par les expatriés, file à vive allure sur la piste. Les nombreux barrages sont passés sans difficulté, les rebelles armés ouvrant la barrière dès qu'apparaît le visage de Samuel Dokie, un proche de Charles Taylor. A l'arrière, trois combattants laissent errer leur regard sur l'interminable ruban rouge de latérite qui défile sur un fond de végétation dense. Les canons des fusils-mitrailleurs dépassent des portières.



La plupart des villages sont vides. Leurs habitants ont fui les combats, et bon nombre de maisons portent les traces d'impacts de balles. Des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants remontent par petits groupes vers le nord. Le visage grave, ils portent sur la tête des ballots ou des valises.

A quelques dizaines de kilomètres de Buchanan, le climat s'alourdit : voitures abandonnées sur les bas-côtés, toutes portes ouvertes, vêtements et chaussures jonchant le sol. Plus loin, des chiens errants. L'odeur de la mort plane autour de la ville. Plusieurs cadavres, des civils pour la plupart, abandonnés sur le macadam, témoignent du drame qui se joue au Libéria.

Depuis le début de la rébellion, il y a cinq mois, les populations, d'abord sceptiques, se sont ralliées à l'ennemi juré du président Doe. Les atrocités commises par les soldats gouvernementaux, notamment les ethnies Ghio et Mano du comté de Nimba, ont fini de faire basculer une opinion publique lasse de la gestion catastrophique du pays depuis dix ans.

Sur le terrain, le chef des NPFL se comporte en chef politique. *« Doe est à l'image de Hitler et d'Idi Amine Dada. Vous ne pouvez pas imaginer ce que ce type a fait dans ce pays »*, affirme-t-il, évoquant les crimes tribaux, les expéditions punitives et les crimes rituels. Les fétiches jouent un rôle important pour les rebelles. Pour la plupart très jeunes, ils n'ont pas peur de la mort et se protègent des balles en se grimant le visage ou le corps avec un enduit blanc avant de partir au combat.

Sur les 10 000 hommes que revendiquent les NPFL, la moitié sont armés. Un expert américain travaillant au Libéria est convaincu de la victoire prochaine des rebelles. *« Leur force est la combinaison de leur excellente organisation militaire et de la complicité des populations civiles qui se savent plus en sécurité avec eux qu'avec les soldats gouvernementaux. »*

L'armée du président Doe a le moral bien bas. Les soldats ne sont plus motivés et continuent de se livrer à des représailles contre les civils, n'hésitant pas à tuer femmes, vieillards et enfants. *« Voyez ces trois soldats capturés à Buchanan. Ils seront traités comme des prisonniers de guerre conformément à la convention de Genève »*, souligne Charles Taylor.

Même si l'attaque n'a pas encore été lancée contre Monrovia, la victoire de Charles Taylor paraît inéluctable. Que feront ces maquisards de leur victoire ? Elmer Johnson, un des adjoints de Charles Taylor explique : *« Nous ne sommes pas communistes. Le Libéria restera le paradis de la libre-entreprise. Il est évident que, juste après cette période de guerre, on ne pourra pas organiser des élections. Elles nous donneraient une écrasante majorité, mais cela ne serait pas représentatif. Dans un premier temps, nous formerons un gouvernement de transition, une coalition où le NPFL sera majoritaire, avec la participation de gestionnaires de bonne volonté. »*

Les Etats-Unis ont réduit leur aide au Libéria, qui est tombée de 30 à 20 millions de dollars, cette année. *« Jesse Jackson, l'ancien candidat noir à la Maison Blanche, actuellement en tournée en Afrique, cherche à me rencontrer »*, assure Charles Taylor. Des diplomates américains en poste à Abidjan se rendent régulièrement à la frontière du Libéria pour prendre des contacts avec les éléments du FNPL.

ROBERT MINANGOY





Partir avec tout le monde, comme tout le monde, pour voir la même chose que tout le monde, est-ce bien raisonnable ?

LE GUIDE DU ROUTARD

LA LIBERTÉ A TOUTES LES PAGES.

Depuis 15 ans le Guide du Routard voyage malin dans le monde entier : ce serait trop bête de ne pas en profiter. Partir avec lui, c'est, chaque fois, le même plaisir de sortir des sentiers battus (au total, 32 guides). C'est découvrir plus et savourer mieux, se créer une vision personnelle d'un pays. Et c'est, partout, saisir les bonnes affaires grâce à ses adresses mises à jour chaque année. Le Guide du Routard, si vous faisiez un bout de chemin avec lui ?

HACHETTE

AFRIQUE

GABON : le rétablissement de l'ordre à Port-Gentil

Les troupes françaises resteront « aussi longtemps que les circonstances l'exigeront »

affirme M. Roland Dumas

Le bilan de l'intervention des forces de l'ordre gabonaises à Port-Gentil s'élevait, mercredi soir 30 mai, à trois morts – deux civils et un militaire – et six blessés par balles, selon différentes sources.

D'autre part, quelque deux mille Français ont été rapatriés du Gabon depuis le début des événements, a précisé un porte-parole du Quai d'Orsay.

L'autopsie du corps de M. Joseph Rendjambe, secrétaire général du Parti gabonais du progrès (PGP), *n'aurait pas permis de conclure à une mort violente*, a-t-on appris de source officieuse. Cet opposant au régime du président Omar Bongo avait été *retrouvé mort*, la semaine dernière, dans un hôtel de Libreville et son décès avait provoqué de violentes manifestations. D'autre part, M. Augustin Boumah, le président de l'Assemblée nationale, qui avait mystérieusement disparu de son domicile, mardi, est rentré chez lui, le lendemain soir, sain et *sauf mais « très fatigué »*.

M. Roland Dumas, le ministre des affaires étrangères, a affirmé, mercredi, devant l'Assemblée nationale, que le dispositif militaire français serait maintenu *« aussi longtemps que les circonstances l'exigeront »*, soulignant que la France avait répondu à un *« appel au secours »* de ses ressortissants.

De son côté, M. Jean-Pierre Chevènement, le ministre de la défense, a exprimé le souhait, devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, que « le processus de démocratisation entamé avant l'assassinat de Joseph Rendjambe et qui prévoyait des élections en septembre, se poursuive ».

A cet égard, on a appris, de sources informées à Paris, que l'ambassadeur de France au Gabon n'était pas seulement en contact avec le président Bongo et son gouvernement mais aussi avec les dirigeants du PGP *« dans le souci de favoriser la reprise du dialogue entre Gabonais »*.

Mission presque accomplie

PORT-GENTIL

de notre envoyé spécial

Sur la piste de l'aérodrome dévasté lors des émeutes, quelques centaines d'Africains attendent, avec une infinie patience, l'arrivée hypothétique d'un avion d'évacuation. Certains sont de petits commerçants maliens dont les boutiques ont été brûlées dans les quartiers populaires en révolte. Ces cortèges de réfugiés sont les seuls résultats visibles de l'agitation des derniers jours dans les zones sous contrôle militaire. Dans les décombres des magasins et des bâtiments administratifs et sur les murs du centre-ville, des slogans en lettres rouges : *« Bongo jouet des Français », « Bongo assassin »*.

Selon le général Poncy, responsable gabonais des opérations, la situation est maintenant sous contrôle et l'état de siège ne durera pas plus de douze jours. Les mille hommes intervenus à Port-Gentil – policiers, gendarmes, soldats des unités blindées, paras, commandos de marine, garde présidentielle – ont pratiquement accompli l'essentiel de leur mission. A en croire le général, les barricades qui subsistent dans certains quartiers populaires et quelques tirs d'intimidation ne sont pas significatifs. *« Quarante meneurs ont été arrêtés dont quatre leaders. On a fait le vide dans la villa qui leur servait de quartier général ».*

« Opération Requin »

Bien qu'un bateau soit venu charger du pétrole mardi matin, la décision de la compagnie Elf de reprendre la production ne se concrétise pas encore dans les bâtiments administratifs de la direction, totalement déserts. La « cité Elf », véritable ville dans la ville, vouée habituellement au logement du personnel, est le principal centre d'accueil des réfugiés européens. En principe, ceux-ci ne sont pas autorisés à circuler en ville, mais certains ont pu aller chercher des affaires chez eux, sous escorte militaire. Ils reconnaissent que leur sécurité physique a été bien assurée mais évoquent souvent *« la protection de leurs biens »*. Quelques-uns ont vu leurs magasins pillés, puis détruits. Comme il n'est pas question d'indemnisation, ils annoncent *« que les événements du Gabon auront pour conséquence de faire réfléchir tous les Français installés en Afrique »*. Au total, cinq cents militaires français ont été mobilisés à Port-Gentil pour ce que l'état-major appelle l'*« opération Requin »*.

Le général Bernard Janvier, commandant en chef des éléments français à Port-Gentil, insiste : *« La mission est d'assurer la sécurité physique de nos ressortissants* (ils restent dans les centres d'hébergement jusqu'à nouvel ordre). *Nous ne sommes pas impliqués dans le maintien de l'ordre, qui relève des autorités compétentes du Gabon. »* Le général Janvier agit de concert avec un diplomate du Quai d'Orsay, le consul général Bernard Petit. Les deux hommes sont arrivés ensemble au Gabon, dans un avion du GLAM, le 26 mai, le lendemain du jour où la cellule de crise du ministère des affaires étrangères *a* décidé leur *« mission d'action et d'évaluation »*. Celle-ci se terminera *« après un certain délai de latence car nos compatriotes souhaitent notre présence »*. D'origine vietnamienne, M. Petit est actuellement en poste à Douala, mais il a été souvent choisi par le Quai d'Orsay pour des missions de ce type.

Peu craintif, par conséquent, il s'excuse en souriant quand, par sécurité, il est conduit à l'aéroport par un camion de soldats en armes. *« Ce sont les consignes pour éviter qu'il soit pris en otage »*. Il y a eu des menaces et, en effet, dit un responsable militaire, *« il faut toujours prendre ces menaces au sérieux tellement c'est facile et tellement c'est lourd de conséquences »*.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Elf dans le piège

Suite de la première page

Le groupe français avait donc le mobile et les moyens de mettre en difficulté l'actuel gouvernement gabonais, puisque, comme l'a expliqué le ministre de l'information, une interruption de la production pétrolière pendant dix jours suffit à *« mettre par terre »* l'économie (*le Monde* du 30 mai). Circonstance aggravante : un ancien cadre d'Elf Gabon, également ancien secrétaire général de l'OPEP, M. Marc Saturnin Nan Nguema, figure parmi les principaux dirigeants du parti d'opposition PGP.

Face à ce faisceau de suspicions, le groupe ne manque toutefois pas d'arguments. La réalité des menaces pesant sur le personnel expatrié à la veille du week-end, alors qu'on attendait une manifestation monstre à l'occasion de l'enterrement de l'opposant Joseph Rendjambe et que la police gabonaise semblait dépassée, ne fait pas de doute. Les dirigeants d'Elf Gabon avaient été pris en otage, et les installations clairement menacées par les manifestants. Il a fallu attendre, explique-t-on, que l'armée française ait l'autorisation, mardi 29 juin, de protéger directement le terminal de Cap Lopez, installation la plus exposée, par laquelle transite toute la production des champs en mer, pour que l'extraction puisse reprendre.

D'ailleurs Elf n'a pas été le seul à rapatrier ses ressortissants ; toutes les autres compagnies étrangères ont fait de même. La Shell assure certes après coup – pour souligner les responsabilités d'Elf ? – qu'elle n'a pas réduit massivement comme cela avait été écrit, le débit de son gisement de Rabi-Kounga. Il semble pourtant, selon plusieurs sources concordantes, que le groupe anglo-néerlandais, qui n'a d'ailleurs pas démenti immédiatement, ait bien, brièvement, diminué le rythme d'extraction de 120 000 à 20 000 barils/jour pour le remonter rapidement à 80 000 barils/jour. En outre, souligne-t-on chez Elf, Rabi, perdu au fin fond de la jungle, est beaucoup moins exposé que le terminal de Cap Lopez situé à proximité de Port-Gentil.

La compagnie française, assurent ses dirigeants, a d'ailleurs laissé sur place une équipe d'une cinquantaine de techniciens, suffisante pour assurer la maintenance et le redémarrage des opérations. Elle n'a en outre pas interrompu la production des petits champs du sud du pays, considérés, eux, comme sûrs mais ... sans le dire pour ne pas attirer l'attention des manifestants sur ce gisement.

« Dès que les équipes restées sur place ont été en sécurité, elles ont redémarré la production », affirme le président du groupe, ajoutant que le rythme de croisière sera retrouvé d'ici quatre ou cinq jours et que la perte de production rattrapable en quelques semaines *« n'aura aucune incidence sur les comptes »*. Quant à l'action de l'ancien directeur général adjoint d'Elf Gabon au sein de l'opposition, elle fait sourire au sein du groupe où on assure que M. Nan Nguema, opposant traditionnel et reconnu du président Bongo depuis les années 60, a été embauché par la compagnie en 1966 avec le plein accord du gouvernement, dont il est toujours, depuis son départ de l'OPEP en 1983, conseiller pétrolier.

« Couvert sur tous les fronts »

Reste la manière, la brutalité de la décision et surtout le manque d'information des autorités. Sur ce point, la défense d'Elf est moins convaincante. *« Nous avons essayé de joindre le gouvernement, nous n'y sommes pas parvenus, les conditions étaient extrêmement difficiles »*, assure le directeur général hydrocarbures d'Elf, M. André Tarallo... Reste enfin les conséquences. Quelle qu'en soit l'explication, l'affaire laissera des traces. Pour l'opinion, Elf restera soupçonné d'avoir pour le moins pris ses distances avec le pouvoir en place, de s'être en quelque sorte « démarqué » du président Bongo.

En cas de changement de pouvoir, ce n'est peut-être pas un mauvais point. Dans le cas inverse Elf pourra-t-il convaincre les autorités de sa bonne foi et conserver ses positions pétrolières dans un pays qui représente un bon tiers de ses réserves en Afrique et 16 % de ses réserves totales ? Il est vrai que le groupe a fait *a posteriori* preuve d'une docilité exemplaire, en répondant au quart de tour aux injonctions du président...

Elf s'est-il donc ainsi « couvert » sur tous les fronts ? L'état-major affiche en tous cas une belle sérénité. *« Quelle que soit l'évolution d'un pays pétrolier, il y a toujours nécessité de produire du pétrole. Nous sommes en situation de sécurité optimale. Je n'ai pas d'inquiétude particulière sur le sujet. Nos inquiétudes ont porté seulement sur la sécurité des personnes »*, a déclaré le président Loïk Le Floch Prigent, interrogé sur les conséquences d'une éventuelle déstabilisation politique majeure au Gabon...

VÉRONIQUE MAURUS

AMÉRIQUES

NICARAGUA

Accord sur le désarmement et la reconversion des contras

La présidente du Nicaragua, Mme Violeta Chamorro, et les dirigeants de la Résistance nicaraguayenne (RN) ont signé, mercredi 30 mai, un accord de sécurité qui prévoit notamment la reprise immédiate du désarmement des rebelles, puis leur reconversion en une police rurale dépendant du ministère de l'intérieur. L'accord a été conclu après des négociations qui ont duré toute la nuit de mardi à mercredi. Il a été annoncé lors d'une conférence de presse donnée à Managua par la présidente Chamorro, le chef des forces armées, le général Humberto Ortega (ancien ministre de la défense du gouvernement sandiniste), et le chef militaire de la RN, Israel Galeano, dit « commandant Franklin ». L'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando y Bravo, était également présent.

Aux termes de l'accord, les contras se sont engagés à remettre chaque jour cent armes au minimum dans chacune des sept zones de sécurité créées pour leur démobilisation. Il est prévu la création *« immédiate »* d'une police rurale formée par les anciens combattants de la RN. Cette force aura pour fonction d'assurer le maintien de l'ordre dans les nouvelles « zones de développement » dans lesquelles doivent s'installer les ex-rebelles et leurs familles, ainsi que tous les autres Nicaraguayens qui le souhaiteront.

Le processus de démobilisation avait été engagé après la défaite électorale de l'ancien président Daniel Ortega, le 25 février dernier, mais avait été interrompu le 18 mai par la Contra qui accusait les sandinistes de conserver le contrôle de l'armée. Mme Chamorro a annoncé à ce propos qu'elle avait ordonné au général Ortega de commencer immédiatement à appliquer un plan de réduction des forces armées. – *(AFP.)*

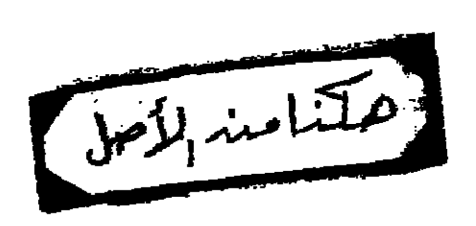
EN BREF

□ **CHINE : onze exécutions.** – Onze criminels ont été condamnés à mort et immédiatement exécutés, mercredi 30 mai à Pékin, dans le cadre de *« la campagne d'assainissement »* de la capitale en vue des Jeux asiatiques prévus du 22 septembre au 7 octobre. Les onze hommes étaient accusés de meurtres, de viols et de vols avec circonstances aggravantes, a indiqué la presse officielle. – *(AFP.)*

□ **VIETNAM : cent un boat people secourus par un navire américain.** – Un bâtiment américain a porté secours à cent un boat people vietnamiens en mer de Chine du Sud, ont indiqué, mercredi 30 mai, les forces armées philippines. L'*USS Beaufort* est venu en aide lundi à un premier groupe de vingt-quatre personnes. Soixante-dix-sept boat people ont également été recueillis mardi. Les réfugiés sont restés à bord du bâtiment américain, arrivé mercredi à la base navale de Subic Bay, dans l'attente d'un laissez-passer du gouvernement philippin, a précisé un porte-parole américain. – *(AFP.)*

□ **PAKISTAN : vingt-cinq morts à Karachi.** – Les violences ethniques et politiques ont encore fait au moins 25 morts et des dizaines de blessés, mercredi 30 mai à Karachi. Ces nouveaux incidents ont porté à 246 le bilan officieux des tués dans la province méridionale du Sind en quinze jours, dont 114 à Karachi depuis dimanche. – *(AFP.)*

□ **MALDIVES : le ministre de la défense limogé.** – M. Ilyas Ibrahim a été démis de ses fonctions de ministre de la défense, du commerce et de l'industrie, mercredi 30 mai, dans le cadre d'un remaniement du gouvernement. M. Ibrahim, beau-frère du président Gayoom et qui passe pour l'homme le plus riche du pays, avait quitté mardi les Maldives pour une destination inconnue. Il serait accusé de corruption. – *(AFP.)*



ENQUÊTE



Plaies d'Afrique

IV. – *Démocratie : l'adieu au parti unique ?*

Les changements en Europe de l'Est ont soudain provoqué dans de nombreux pays d'Afrique la remise en question des régimes marxistes et des systèmes de parti unique. Un pluralisme, plus ou moins limité, est maintenant à l'essai ou envisagé – jusqu'au Gabon. Mais plusieurs États en avaient déjà fait brièvement l'expérience, au lendemain de l'indépendance, souvent dans la confusion, avec, à la clé, de sanglantes querelles ethniques (*le Monde* des 29,30 ET 31 mai.)

C'est dans le décor très « soft » et très chic du Rotary Club de Nairobi que la tempête kényane a véritablement commencé, le 3 mai, avec une petite phrase lâchée, entre deux toasts, par l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Smith Hempstone : *« Il existe, au sein du Congrès* (qui contrôle les cordons de la bourse) *une tendance politique de plus en plus forte pour que notre assistance économique se concentre sur les pays du monde qui disposent d'institutions démocratiques, défendent les droits de l'homme et pratiquent le multipartisme. »* Le Kenya répond difficilement aux deux premiers critères, et pas du tout au troisième. Depuis 1982, le parti unique KANU est omnipotent, gérant d'une main de fer les affaires du pays.

Malgré cet état de fait, qui n'a rien de spécifiquement kenyan, Nairobi et Washington étaient en excellents termes. Hormis quelques anicroches à propos des droits de l'homme, les Etats-Unis (tout comme la Grande-Bretagne), ont toujours fait preuve d'une grande bienveillance vis-à-vis du président Daniel Arap Moi. Celui-ci n'a donc pas manqué de dénoncer cette *« ingérence »* inopinée, la classe politique exprimant sa *« consternation »* devant ce coup bas décoché par l'ami américain.

Les députés (tous membres du parti) ont exprimé unanimement leur rejet du multipartisme et il s'est même trouvé des « spécialistes » du droit kenyan pour le juger contraire à la Constitution. Le débat s'est néanmoins ouvert, avec l'accord, voire l'appui, du gouvernement : la presse locale ne parle plus que de cela. Il y a encore quelques semaines, un tel souffle de liberté eut été inconcevable. Il balaie désormais, plus ou moins violemment, toute l'Afrique de l'Est : le réveil démocratique, plus lent qu'ailleurs, semble là aussi irréversible.

Ce « retard » de l'Afrique de l'Est sur ses cousins de l'Ouest (Bénin, Gabon, Côte-d'Ivoire notamment, qui ont montré la voie) s'explique sans doute, en partie, du fait de passifs historiques différents. *« Les colons britanniques ont tenu compte, beaucoup plus que les colons français, des particularités tribales*, assure un diplomate de l'Afrique des grands lacs. *Aujourd'hui encore, dans les pays anglophones, on essaye de respecter, avec plus ou moins de bonheur, cette diversité ethnique. Toutes proportions gardées, ce sont des systèmes plus souples, plus ouverts que ceux d'Afrique de l'Ouest. La liberté de la presse est plus grande en Afrique de l'Est, les langues sont plus déliées. »*

Quelles que soient les particularités historiques et les différences de rythme entre l'Est et l'Ouest, la question du changement politique se pose désormais avec la même acuité. L'heure n'est plus de savoir si le multipartisme est *« un luxe »* pour l'Afrique – comme M. Chirac l'avait affirmé avec une belle assurance, lors d'une visite en Côte-d'Ivoire en février – et, encore moins, de le considérer comme une *« vue de l'esprit »* comme le pensait, il y a encore quelques semaines, le président Houphouët-Boigny. L'ouverture politique, quelle que soit sa forme ici ou là, est devenue une nécessité pour la survie du continent.

Le multipartisme n'est d'ailleurs pas une totale nouveauté. Au lendemain des indépendances, la plupart des pays africains en avaient tenté l'expérience. Une expérience embryonnaire puisque la multiplicité des partis n'a jamais, à l'époque, constitué une véritable garantie d'alternance : un seul parti, déjà, dominait tous les autres. C'est lui, évidemment, qui allait bientôt détenir les leviers de commande et éliminer ses rivaux, trop chétifs. Au Nigeria, en Côte-d'Ivoire ou au Zaïre, ils étaient des dizaines. Ce sont eux, avec d'autres, qui se réveillent aujourd'hui.

Quel sera leur avenir ? L'Afrique tirera-t-elle les leçons de son passé ? L'expérience du « multipartisme » des années 60 avait conduit à la confusion et aux querelles sanglantes. En fait de démocratie, on avait « inventé » la logique des règlements de comptes, généralement impitoyables. Et c'est, bien souvent, sur ces charniers, que se sont construits peu à peu ces « Etats forts » que l'on voit faiblir aujourd'hui. Des Etats que l'Occident aura longtemps confortés, qu'on y porte le costume trois-pièces des parvenus ou la veste kaki des militaires, avec leurs variantes « marxistes » (comme l'Ethiopie, l'Angola, le Congo ou le Bénin à leurs débuts) ou « socialistes » (comme la Zambie ou la Tanzanie).

Clientélisme et népotisme

Les systèmes de parti unique ou de parti-Etat, fruits des indépendances, ont aujourd'hui entre vingt et trente ans. Ont-ils atteint la limite d'âge ? Sur le plan économique, en tout cas, ils ont prouvé leur défaillance. Non seulement le système du parti unique n'a pas résolu les problèmes, mais, bien souvent, il les nourrit. *« Le développement de nombreux pays d'Afrique subsaharienne s'est trouvé inutilement limité par leur système politique* (...) *Il faut que l'Afrique soit mieux gouvernée* (...) *Les gens ont besoin d'être libres pour réaliser leur potentiel individuel et collectif »*, déclarait, fin avril à Washington, M. Barber Conable, président de la Banque mondiale.

Dénonçant *« le clientélisme et le népotisme »* qui ont *« entravé la formation de cadres professionnels »*, l'absence de *« volonté politique »* et le *« manque de responsabilité »* des gouvernements, M. Conable a lancé une mise en garde aux bailleurs de fonds : ceux-ci *« doivent accroître leur aide à l'Afrique, mais ils doivent aussi se montrer plus disciplinés et plus sélectifs dans leur assistance et s'assurer que celle-ci n'est pas gaspillée en dépenses militaires, produits de luxe et fuite de capitaux* (...) *Plutôt que de créer une dépendance, ils doivent encourager l'autonomie »*. Venant du numéro un de la Banque mondiale, cette déclaration de bon sens ne manque pas de sel.

En effet, les plans d'austérité, imposés par les organismes financiers internationaux, ne sont pas étrangers aux explosions sociales qu'ont connues les pays africains ces dernières années. Chacun garde en mémoire les émeutes de la faim de 1988 en Algérie – un pays d'Afrique blanche qui n'en a pas moins joué un rôle précurseur vis-à-vis de l' Afrique noire- celles de 1989 au Nigéria qui ont fait près de deux cents morts, ou celles encore de 1986, en Zambie, où les mineurs de la *Copperbelt* (ceinture de cuivre) s'étaient révoltés contre la cherté de la vie.

Chacun se souvient aussi des colères étudiantes dans plusieurs capitales, de Nairobi (Kenya) à Harare (Zimbabwe) en passant par Abidjan (Côte-d'Ivoire), Bangui (Centrafrique) ou Lusaka (Zambie). Ces soubresauts violents ont bien souvent donné l'alarme, précédant ou accompagnant la vague de contestation politique qui secoue aujourd'hui le continent.

Pour que cette « mue » soudaine ne dégénère pas en nouvelles guerres civiles, plusieurs gouvernements ont songé à ériger des garde-fous. C'est tout le sens de la « conférence nationale », il est vrai tardive, organisée au Gabon et, à une moindre échelle, de la « consultation » lancée au Zaïre. Que l'ouverture vienne du chef de l'Etat – qui exhume un article « oublié » de la Constitution – ou d'un dialogue direct avec la société civile et ses diverses composantes, les futurs partis devront avoir une assise nationale : c'est une condition *sine qua non* si l'on veut éviter le premier écueil – évident – des conflits tribaux, voire des guerres sécessionnistes.

Trois scénarios se dessinent. Certains pays préconisent, non pas l'abolition du système de parti unique, mais son « amélioration ». On accepte qu'en son sein les bouches s'ouvrent. Au Tchad, les élections législatives – qui doivent se dérouler cette année – seront « libres », c'est-à-dire qu'elles ne seront pas patronnées par le parti unique. Deuxième scénario : le chef de l'Etat autorise la création, en nombre limité, de nouveaux partis. C'est le cas du Nigeria où deux partis (l'un *« plutôt de gauche »*, l'autre *« plutôt de droite »)* seront légalisés, dans la perspective du scrutin de 1992, date à laquelle le président Babangida devrait céder la place à un gouvernement civil. C'est également le cas au Zaïre où trois partis doivent être autorisés. Dernier scénario : le multipartisme total. Le Bénin en a montré le chemin, suivi par le Gabon et – plus douloureusement – par la Côte-d'Ivoire.

L'« effet Mandela »

Plusieurs « petits » Etats, comme la Guinée-Bissau ou le Cap-Vert, font déjà l'expérience du multipartisme. Et il existe d'autres précédents, anciens comme l'île Maurice, ou récents comme Madagascar, sans oublier la Namibie qui vient de célébrer son indépendance. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'introduction du multipartisme n'entraîne pas forcément la défaite de l'ex-parti unique. A Madagascar, les élections « libres » de 1989 ont vu, malgré la présence d'une opposition virulente, la victoire de l'AREMA (qui a remporté 117 des 137 sièges de « l'assemblée populaire »).

Mais le pari du multipartisme ne se gagne pas au hasard. L'existence d'un sentiment national, suffisamment fort pour que puissent être dépassées les rancœurs ethniques, semble constituer un atout fondamental pour l'ouverture démocratique. De ce point de vue, la Tanzanie, moins bien dotée que le Kenya sur le plan économique, a plus de chances que celui-ci de réussir une éventuelle réforme politique. De ce point de vue, aussi, certains vieux clivages s'évanouissent. Ainsi le Cameroun et le Zimbabwe, frères ennemis sur le plan idéologique, se retrouvent dans le même camp du « non » au multipartisme. Les justifications « théoriques », avancées par les uns et les autres pour conforter le système de parti unique, s'estompent du même coup.

Mais il ne faut pas s'y tromper : les chefs d'Etat africains ont été plus nombreux à trembler à la mort du *« camarade »* Ceausescu qu' à applaudir au *« sacre »* de Vaclav Havel. En revanche, l'évolution politique de l'Afrique du Sud – avec la légalisation des mouvements d'opposition et la libération de Nelson Mandela – a marqué profondément les consciences. *« Un prisonnier comme Mandela, dans n'importe quel autre pays d'Afrique, il serait mort au bout d'un mois ! »*, vous lance-t-on souvent en privé.

Bien qu'il ne soit venu à l'idée d'aucun journaliste africain de saluer le courage du président De Klerk, beaucoup d'Africains doutent aujourd'hui des qualités et de la compétence de leurs dirigeants. Les « pères » de l'indépendance ont soudain pris un coup de vieux. Beaucoup vont tâcher de gagner un sursis. D'autres, comme Houphouët-Boigny, préparent déjà leur « sortie ». L'Afrique a besoin de sang neuf : parmi les futurs héritiers, ceux qui auront, de préférence, vécu à l'étranger et seront férus d'économie, semblent les mieux placés.

CATHERINE SIMON

Prochain article
Sida : le nouveau fléau
par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

POLITIQUE

La table ronde sur l'immigration a été « plus productive » que prévu

déclare le premier ministre

Lors de la séance des questions au gouvernement, mercredi 30 mai, le premier ministre a commenté le résultat de la table ronde de la veille consacrée à l'immigration. M. Rocard a affirmé que cette réunion a été *« plus productive »* que prévu. Le gouvernement et l'opposion disposent, *« au-delà des péripéties »*, d'un *« fil directeur susceptible de bénéficier d'un soutien large auprès de l'opinion*, a-t-il dit. *Il revient au gouvernement d'amplifier l'action déjà entreprise et de mettre en œuvre les mesures nouvelles qui ressortent du travail que nous avons mené »*.

S'adressant à l'opposition, M. Rocard lui a demandé s'il elle était *« d'accord »* sur une prochaine *« réforme de la procédure de délivrance des certificats d'hébergement »*, ou sur la *« confiscation des moyens privés de transports utilisés sciemment pour tenter de faire pénétrer des clandestins sur notre territoire »*, qui doit faire l'objet, a-t-il annoncé, d'un très prochain projet de loi.

M. Rocard a annoncé que des *« instructions »* avaient été données au ministre des Affaires étrangères pour *« faire connaître notre position très ferme à tous les Etats étrangers, qui est de considérer comme attitude inamicale celle de tout Etat qui encouragerait soit ses propres nationaux, soit, par transit, les clandestins »* à venir en France.

Empêché de réunir un meeting à Villeurbanne

M. Le Pen dénonce une « dérive totalitaire »

Près d'un millier de personnes ont participé, mercredi 30 mai, à Villeurbanne (Rhône), à un débat public animé par l'écrivain Marek Halter et intitulé « Trois heures pour répondre à Le Pen ». Le président du Front national, empêché par le maire socialiste de la ville de tenir le même soir une réunion publique à l'occasion de la campagne pour l'élection partielle prévue le 10 juin dans le canton de Villeurbanne-sud, a dénoncé ce qu'il considère comme *« une dérive vers des formes politiques de plus en plus totalitaires »*.

LYON

de notre bureau régional

Comment se comporter face à M. Le Pen ? En une seule journée, en pleine campagne électorale pour une cantonale partielle, Villeurbanne a vécu plusieurs réponses. Celle de Mme Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, venue soutenir la candidate socialiste et dire, au lendemain de la table ronde sur l'immigration, que c'est aux maires, désormais, de *« s'unir pour ne pas laisser pourrir la situation »*. Celle de la section communiste appelant à un *« rassemblement pacifique »* prévu pour le soir même. Celle aussi de Mlle Djida Tazdaït, parlementaire européenne et présidente des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue, toujours déterminée en faveur du droit de vote pour les immigrés. Celle, enfin, de M. Michel Noir, maire (RPR) de Lyon, venu en voisin rejoindre les dirigeants socialistes locaux à la soirée présidée par Marek Halter.

Le successeur de Charles Hernu à la mairie de Villeurbanne, M. Gilbert Chabroux, après bien des tergiversations, avait quant à lui décidé, à la veille de la venue du leader du Front national dans sa ville, de ne pas mettre de salle municipale à la disposition de celui-ci. Quitte à priver d'un meeting de campagne le candidat du Front national, M. Pierre Vial, cofondateur du GRECE, professeur à l'université de Lyon-III et membre du « conseil scientifique » de M. Le Pen. Enfin, pour compléter le dispositif, le préfet du Rhône avait prudemment rappelé qu'en vertu d'une loi du 30 juin 1881 *« les réunions publiques ne peuvent être tenues sur la voie publique »*. Du même coup, la manifestation anti-raciste organisée par le PCF s'est trouvée très fermement dispersée par les forces de police, fort nombreuses à Villeurbanne pendant toute cette journée.

Faute de meeting, M. Le Pen a pu s'exprimer longuement devant une batterie de caméras et de micros. Au sujet de la profanation du cimetière juif de Carpentras il a dénoncé plus qu'un *« coup monté »*, *« un attentat politique »*, pour lequel les enquêteurs n'ont pas exploré *« la piste des socialistes »* spécialistes, selon lui, des *« faux attentats »*.

S'il ne croit pas à une prochaine dissolution de son mouvement, le président du FN estime que la mesure dont il a été l'objet à Villeurbanne vise à créer un précédent pour limiter l'expression des candidats du Front national. Se présentant comme une victime de *« l'offensive générale lancée par le pouvoir socialiste »*, M. Le Pen affirme que *« la démocratie, c'est l'acceptation du débat avec des gens qui ne partagent pas les mêmes points de vue et qui ne sont donc pas obligés d'en faire part agréablement »*.

B. C. et J.-L. S.

□ **La municipalité de Villeneuve-sur-Lot refuse une salle de réunion à SOS-Racisme.** – L'association SOS-Racisme a protesté, mardi 29 mai, contre la décision de la municipalité de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) de lui refuser une salle, pour les mêmes motifs qui l'avait conduite, la semaine précédente, à en refuser une au Front national. Dans un télégramme adressé au maire, M. Claude Larroche (div. d.), SOS-Racisme observe que cette décision crée *« un précédent dans l'histoire de l'association »*. *« En mettant SOS-Racisme et le Front national sur le même plan, en pensant que notre discours, fondé sur les vraies valeurs de la France (liberté, égalité, fraternité), puisse porter atteinte à l'ordre public, en mettant en équivalence racisme et antiracisme, vous participez, sans vous en rendre compte, à la banalisation des idées de haine et d'exclusion. »*

Les travaux du Parlement

M. Mitterrand déconseille à M. Rocard d'engager sa responsabilité sur la taxe d'habitation

De nouvelles péripéties ont marqué, mercredi 30 mai à l'Assemblée nationale, la séance consacrée au projet de loi relatif à la réévalution des bases des impôts locaux, au cours de laquelle le groupe socialiste devait déposer son amendement sur la réforme de la taxe d'habitation. La discussion et le vote de cet amendement, qui a enfin reçu l'aval du ministère des finances, devaient reprendre jeudi 31 mai.

La réforme de la taxe d'habitation est décidément laborieuse. Mardi 29 mai, M. Louis Mermaz annonçait en fanfare qu'un accord était enfin intervenu entre le groupe socialiste et le gouvernement sur le dépôt d'un amendement instituant cette réforme (*le Monde* du 31 mai). Mais il restait encore à trouver une majorité à l'Assemblée pour le voter. Or, le groupe communiste, par la voix de son président, M. André Lajoinie, avait fait savoir qu'il n'entendait pas lui apporter son soutien en l'état. En l'absence de majorité, les députés socialistes ne pouvaient dès lors s'en remettre qu'au gouvernement et au pouvoir dont celui-ci dispose, pour faire adopter le texte par la manière forte, à l'aide de l'article 49-3 de la Constitution.

Au cours de son traditionnel entretien avec le président de la République, avant le conseil des ministres, mercredi 30 mai, M. Michel Rocard a donc soumis à M. François Mitterrand, la question de l'opportunité d'un engagement de la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi qui devait accueillir l'amendement du groupe socialiste. Le président, qui avait été auparavant soigneusement « éclairé » par le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy et le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse – tous deux ayant accepté à contre-cœur l'initiative du PS – a fait savoir au premier ministre qu'il ne jugeait pas nécessaire de recourir à cette procédure. Prenant volontiers acte de ce jugement présidentiel, qui ne semblait pas l'indisposer outre mesure, M. Rocard n'a donc pas évoqué l'engagement de la responsabilité du gouvernement pendant le conseil des ministres.

Le groupe socialiste s'est donc retrouvé à la case départ, sans majorité et sans sortie de secours. A cette difficulté, s'ajoutait un grand point d'interrogation sur l'interprétation de l'attitude présidentielle. Pendant quelques heures, les certitudes de M. Louis Mermaz, fidèle entre les fidèles de M. Mitterrand, ont semblé vaciller : fallait-il ou non continuer de défendre cette réforme avec autant de vigueur ? Dans les couloirs, chacun commentait à sa manière l'épisode de la matinée, certains n'hésitant pas à l'interpréter comme un nouveau signe des relations tumultueuses entre le président de la République et son premier ministre. *« Le président n'a pas voulu faire à Michel Rocard le cadeau d'une réforme de gauche »*, observait ironiquement M. François Hollande (PS, Corrèze).

M. Charasse ingénu

C'est dans ce climat de doute que la séance s'est ouverte mercredi après-midi. A la surprise générale, ni le rapporteur du projet de loi, M. René Dosière (PS, Aisne), ni le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise) n'évoquaient le fameux amendement de conciliation avec le gouvernement dans leurs interventions. Prenant à son tour la parole, M. Michel Charasse développait ingénument son propos sur la révision des bases des impôts directs qui faisait l'objet du projet de loi, et ignorait souverainement la réforme de la taxe d'habitation.

Le mystère entretenu autour de cet amendement, renforcé par de multiples demandes de suspension de séance de la part du groupe socialiste, a commencé à agacer sérieusement les groupes de l'opposition et les députés communistes. M. Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis) s'est donc décidé à rompre le silence, en annonçant ouvertement que son groupe voterait contre le projet de loi si la réforme annoncée de la taxe d'habitation n'était pas soumise à un examen complémentaire.

Deux heures plus tard, à la reprise des débats, la réforme est enfin réapparue, dans l'intervention de M. Augustin Bonrepaux (PS, Ariège), qui s'est fait le défenseur d'une *« mesure de justice et de clarté, prudente, progressive et réaliste »*. Quant aux orateurs de l'opposition, qui avaient beau jeu de railler cet étrange débat interne à la majorité, ils ont exprimé leur désaccord, sinon sur le fond de la réforme, du moins sur sa forme, en annonçant qu'ils ne pourraient voter un tel texte présenté *« à la sauvette »*.

Le coup de grâce a été porté par M. Charles Millon, président du groupe UDF, qui a eu recours aux trésors d'obstruction contenus dans le règlement de l'Assemblée nationale, pour contraindre le ministre du budget et le groupe socialiste à renoncer à faire examiner leur amendement à une heure avancée de la nuit. Et la réforme de la taxe d'habitation a donc été renvoyée une nouvelle fois au lendemain.

Cette péripétie risquait fort, toutefois, de ne pas être la dernière. Parmi les députés socialistes, nombreux étaient ceux qui pensaient que ce « répit » de quelques heures ne suffirait pas à décider le groupe communiste à modifier son attitude. L'amendement, discuté jeudi, devait donc probablement être rejeté faute de majorité. Il faudrait alors attendre les navettes parlementaires et satisfaire quelques-unes des exigences communistes pour que la réforme voie, enfin, le jour.

PASCALE ROBERT-DIARD

Au Sénat

La droite modifie le projet de statut de Renault

Les sénateurs ont adopté, dans la nuit du mercredi 30 au jeudi 31 mai, le projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault. La majorité sénatoriale a substantiellement modifié le texte issu des travaux de l'Assemblée nationale. Le groupe communiste, après une longue bataille de procédure, a voté contre, ainsi que le groupe socialiste.

En déposant plus de deux mille quatre cents amendements sur un texte de six articles, le groupe communiste du Sénat entendait entraver le plus longtemps possible la discussion du projet de loi sur le statut de Renault, à l'image de ce qui s'était passé à l'Assemblée nationale, où le premier ministre, M. Michel Rocard, s'était résigné à utiliser l'article 49-3 de la Constitution après deux jours de blocage. Privé au Sénat de la force de frappe que constitue l'engagement de la responsabilité du gouvernement, M. Roger Fauroux a dû recourir à un arsenal plus conventionnel pour venir à bout du tir de barrage communiste contre un projet jugé intrinsèquement mauvais.

Dans sa tâche, le ministre a bénéficié du soutien logistique, attendu, du groupe socialiste, et de ceux, plus pittoresques, du président du Sénat, M. Alain Poher, et de la commission des finances, qui entendait bien modifier le projet à sa convenance. M. Poher avait déjà déploré *« l'utilisation abusive de la procédure à des fins de blocage »*. Mercredi, convaincu qu'à l'évidence on voulait *« saboter le débat »*, il est intervenu à plusieurs reprises pour tempérer les ardeurs des sénateurs communistes.

Fort de cette alliance, M. Fauroux a mené victorieusement une sorte de *Blitzkrieg* contre les amendements du PC. La suppression, sur sa proposition, d'une partie du texte « grosse » de deux mille deux cent vingt-cinq amendements, l'utilisation de l'exception d'irrecevabilité (lorsque les amendements ne se rattachent pas au texte) et du vote bloqué (on ne retient que les amendements déposés par le gouvernement) ont fait passer le nombre des amendements communistes de plus de deux mille quatre cents à une trentaine.

Le ministre n'a pu cependant s'opposer avec la même réussite à ceux déposés par M. Roger Chinaud (RI, Paris) au nom de la commission des finances. Sur l'article 1, concernant la transformation de la Régie en société anonyme, les sénateurs ont adopté un dispositif prévoyant que les actions de la Régie détenues par l'Etat seront échangées à parité contre des actions de la SA. Hostiles *« à la suppression de l'actionnariat des salariés de Renault »*, ils ont supprimé un autre dispositif de remplacement des actions détenues par la Régie ou ses salariés et anciens salariés par des certificats d'investissement.

Les sénateurs se sont également prononcés contre des dérogations à la loi de démocratisation du secteur public, comme la composition du conseil d'administration. Soucieux de banaliser le statut de Renault, ils ont aussi suivi le rapporteur – favorable à un dispositif de holding gelé à hauteur de 10 % – à propos de la limite à 25 %, conformément à l'accord passé avec Volvo, de détention du capital de la société anonyme, qui *« fige l'évolution future du capital de Renault »*.

GILLES PARIS

□ **Un élu RPR favorable aux propositions de M. Joxe pour la Corse.** – M. Henri Antona, vice-président (RPR) de l'Assemblée de Corse, chargé du développement économique, a déclaré, mercredi 30 mai, à propos de la lettre d'intentions adressée aux élus corses par M. Pierre Joxe sur l'évolution du statut de l'île : *« Sous réserve des ajustements que devraient apporter le dialogue en Corse et le débat à l'Assemblée nationale, les orientations définies par la missive du ministre de l'intérieur me paraissent réaliser un équilibre satisfaisant entre la sagesse et l'audace. »*

Souhaitant le report des cantonales à 1992

Les socialistes cherchent un mode de scrutin pour les élections régionales

Le paysage électoral devient compliqué pour les socialistes, qui s'en inquiètent. Le bureau exécutif du PS s'est prononcé à l'unanimité, mercredi 30 mai, pour le report à 1992 des élections cantonales de l'an prochain, afin de les regrouper avec les élections régionales. En revanche, les opinions divergent, parmi les dirigeants du parti, sur le meilleur mode de scrutin pour ces dernières élections.

Les élections municipales de mars 1989 avaient montré l'attraction exercée sur les électeurs par les formations se situant hors de l'affrontement classique entre la gauche et la droite, qu'il s'agisse des Verts, qui le récusent, du Front national, qui tente de le détourner à son profit, ou du PCF, qui s'en réclame ou le refuse au gré de ses intérêts.

Elles avaient démontré, aussi, les avantages du scrutin proportionnel à deux tours, adopté en 1982, qui permet la représentation des minorités dans les conseils municipaux tout en assurant la majorité des sièges à la liste arrivée en tête et qui avait abouti, dans plusieurs grandes villes, à l'élection de maires socialistes n'ayant obtenu qu'une majorité relative dans les urnes.

C'est ce mode de scrutin que les socialistes aimeraient appliquer à l'élection des conseils régionaux, qui souffrent, depuis leur première désignation au suffrage universel, en 1986, des conséquences de la représentation proportionnelle intégrale, inapte à dégager de claires majorités. La transposition du système municipal aux élections régionales pose, toutefois, un problème particulier.

Le système Percheron

La logique voudrait que, dans cette hypothèse, les conseillers régionaux soient élus sur des listes régionales, mais comment pourraient-ils participer alors, au second degré, à l'élection des sénateurs, dont la circonscription est départementale ? A l'inverse, le maintien du cadre départemental pour l'élection des conseils régionaux pourrait annuler l'effet de la « prime » majoritaire, les résultats des divers départements risquant de se contrebalancer.

Derrière ces arguments techniques se cachent, en fait, d'autres préoccupations. Les adversaires du scrutin régional craignent qu'il ne favorise l'apparition de féodalités puissantes : on imagine, par exemple, la force que donnerait au président du conseil régional d'Ile-de-France le fait d'avoir été élu en tête de liste dans un périmètre englobant le cinquième des électeurs du pays.

A l'inverse, les partisans de ce scrutin estiment que la légitimité renforcée des conseils régionaux leur permettrait de faire contrepoids à la puissance des conseils généraux, dont le mode d'élection, qui ne sera pas modifié, avantage la droite.

Le premier secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, M. Daniel Percheron, a imaginé, pour répondre aux objections des uns et des autres, un système original, qui consisterait à créer des circonscriptions régionales, découpées dans les circonscriptions législatives, et qui éliraient chacune un conseiller régional au scrutin majoritaire. Cette proposition, soutenue par M. Laurent Fabius, dont M. Percheron est l'allié, a eu l'heur de plaire à M. François Mitterrand, séduit par son efficacité – elle permettrait aux socialistes de conquérir la présidence de plusieurs régions, dont la Bourgogne – autant que par l'importance qu'elle donne au département.

Elle se heurte à l'hostilité des partisans de la proportionnelle, dont M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, qui ont déjà dû faire leur deuil de celle-ci pour les élections cantonales et qui n'entendent pas y renoncer pour les régionales.

Le débat au bureau exécutif a permis aux adversaires du système Percheron de présenter leurs arguments. Ainsi M. Gérard Le Gall, jospiniste, membre adjoint du secrétariat national, a-t-il fait valoir la nécessité de permettre la représentation des « petites » formations – Verts, PCF, Front national, – tout en les obligeant, ainsi que leurs partenaires éventuels, à accepter ou à refuser des alliances explicites qui les engagent pour l'avenir.

Il est apparu, surtout, que M. Percheron était seul à défendre vraiment son idée, les autres fabiusiens présents étant plus réservés. M. Claude Bartolone, membre du secrétariat national, a, certes, souligné les mérites du système, notamment en ce qu'il réduirait ou éliminerait la représentation de l'extrême droite, mais il a admis que d'autres points de vue peuvent se défendre. M. Marcel Debarge, numéro deux du parti, a observé que le découpage de mille huit cents circonscriptions régionales provoquerait une belle tempête dans la classe politique.

Les rocardiens sont restés discrets. M. Jean-Claude Petitdemange, membre du secrétariat national, chargé des élections, se bornant à introduire le débat. Il a été désigné, sur la proposition de M. Pierre Mauroy, pour animer un groupe de réflexion qui présentera ses conclusions au comité directeur le 16 juin. M. Mauroy estime que le parti doit discuter et s'exprimer sur cette question, et il ne désespère pas de parvenir, alors, à faire changer d'avis M. Mitterrand.

PATRICK JARREAU

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 30 mai au palais de l'Elysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits.

- **Transparence et régularité des procédures de marchés**

(Le Monde du 30 mai.)

- **Répartition de l'indemnité versée par la République du Zaïre**
- **Comité interministériel relatif à EURÊKA**
- **Opérations été-jeunes 1990**

(...) En 1990, ces opérations intéresseront vingt-quatre départements urbanisés, représentant 51 % de la population française. Elle toucheront deux cent mille jeunes, dont plus de la moitié appartiennent à des familles de cinq enfants et plus.

Les « opérations été-jeunes » ont entraîné une diminution importante du nombre des actes de petite délinquance. Ces opérations sont complétées par des mesures destinées à permettre le départ en vacances des familles défavorisées. (...)

- **Plan d'action en faveur des handicapés**

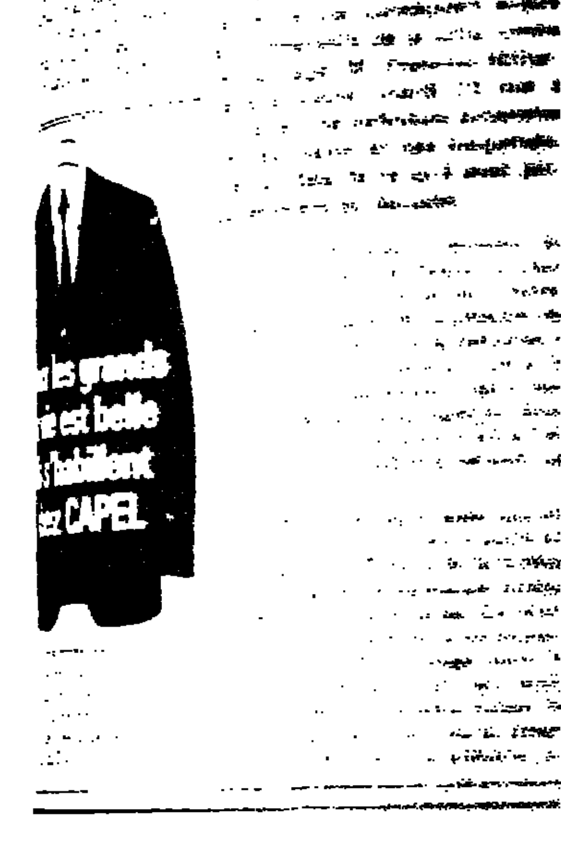
(...) Deux mesures nouvelles ont été décidées : 1) En 1991, un programme expérimental permettra à cent cinquante jeunes appelés volontaires de se consacrer, à l'issue d'une période de formation militaire, à l'accompagnement de personnes handicapées afin de permettre à celles-ci de vivre en milieu ordinaire ; 2) Le nombre de places disponibles en maisons d'accueil spécialisées pour les adultes les plus lourdement handicapés sera doublé et porté à treize mille d'ici à fin 1993.

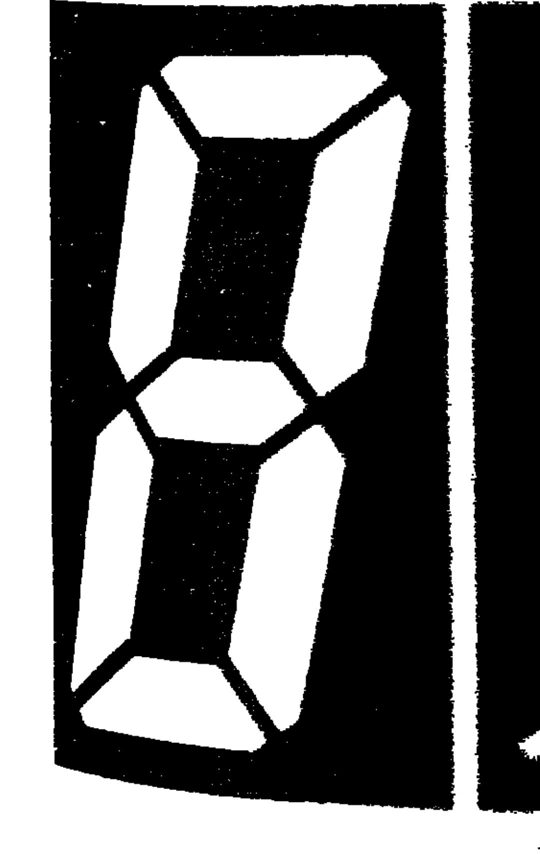
(Le Monde du 31 mai.)

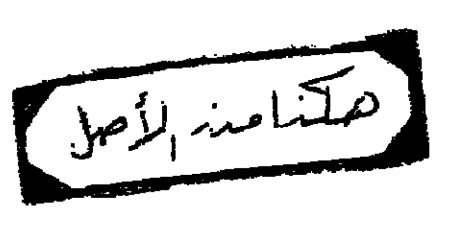
Le président de la République s'inquiète de la lenteur des décrets d'application des lois

A l'occasion du conseil des ministres du mercredi 30 mai, M. François Mitterrand a exprimé son mécontentement à propos des retards pris dans la publication des décrets d'application des textes de loi (*nos dernières éditions du 31 mai*). Selon le porte-parole du gouvernement, M. Mitterrand a évoqué un rapport rédigé à ce sujet par les services du premier ministre et transmis à l'Elysée. Le président de la République a cité l'exemple de l'article 136 du statut de la fonction publique de 1946. Cet article porte sur les activités privées interdites aux fonctionnaires, et l'on attend toujours, a expliqué le président, ses décrets d'application. M. Mitterrand a jugé que *« de tels retards ne sont pas acceptables »*. Selon lui, on est en présence de *« tombereaux de textes en retard »*, et les ministères doivent manifester une volonté politique afin que ces retards soient résorbés.

Le premier ministre a indiqué qu'il avait décidé qu'à l'avenir *« tout projet de loi présenté en conseil des ministres serait accompagné des décrets d'application »*.







POLITIQUE

L'opposition attaque M. Mitterrand sur les bas salaires et les inégalités

L'opposition s'est saisie du discours consacré à la lutte contre l'exclusion et les inégalités, prononcé par M. François Mitterrand à Auxerre le 29 mai, pour attaquer le chef de l'Etat. Pour le porte-parole de l'opposition chargé des questions sociales, M. Jean-Yves Chamard (RPR), le président de la République *« enregistre un triple échec »* en matière *« de morale, de justice sociale et de plein emploi, et cherche un bouc-émissaire, Michel Rocard ». « Les jours de Michel Rocard ne sont-ils pas comptés ? »*, demande-t-il. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a qualifié M. Mitterrand de *« champion de l'inégalité sociale »* et a estimé que *« les Français qui ont consenti beaucoup de sacrifices attendent aujourd'hui une revalorisation de leur niveau de vie »*. Après avoir affirmé que *« les employeurs publics et privés seraient aujourd'hui en mesure de mener une politique salariale plus généreuse et imaginative »* si le gouvernement avait poursuivi *« la politique systématique de baisse des charges et des impôts »* menée entre 1986 et 1988 par le gouvernement de M. Chirac, il estime que *« la tentative de M. Mitterrand de détourner le coup en incriminant un gouvernement qui est pourtant le sien ou en admonestant les employeurs n'est qu'une attitude hypocrite »*.

Invité sur Europe 1 quelques heures auparavant, M. Juppé avait trouvé *« surréaliste le comportement du président François Mitterrand, installé à l'Elysée depuis près de dix ans, qui découvre le problème du logement, celui du chômage, de l'éducation ou le problème des inégalités »*, tout en jugeant que, *« sur le fond, M. Mitterrand a évidemment raison »*.

Le délégué général de l'UDF, M. François Bayrou, partage ces appréciations quand il déclare : *« M. Mitterrand essaie de s'exonérer de son échec en le rejetant sur M. Rocard. » « On a envie de demander : mais où était-il pendant dix ans ? »*, a-t-il ajouté.

Quant à M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, il a affirmé, sur FR3, que le président de la République n'avait pas *« le monopole de la lutte contre les inégalités sociales »*, et il a annoncé que les centristes allaient présenter *« des propositions pour que les inégalités sociales soient réduites »*.

« Que le président donne son aval à notre proposition de SMIC à 6 500 francs », a lancé M. André Lajoinie.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a estimé que M. Mitterrand *« pourrait se demander qui est responsable »* des bas salaires, en notant que cette question, très grave *« depuis 1982 »*, découlait *« de la désindexation des salaires sur les prix »*. Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a décidé de déposer *« prochainement »* deux propositions de loi, l'une destinée à revaloriser les bas salaires, l'autre à limiter les plus-values spéculatives. Ces deux textes ne sont pas encore rédigés, et la proposition de loi sur les plus-values devrait tenir compte du rapport consacré à la fiscalité du patrimoine que doit présenter M. François Hollande.

Selon le chef de l'Etat

L'exclusion va jusqu'aux cadres rémunérés à 50 000 francs par mois

Devant le public tout de même particulier des élus locaux et des animateurs de missions locales, chargés d'aider à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, et par conséquent acquis aux impératifs de la lutte contre le chômage, M. François Mitterrand a donné, mardi 29 mai à Auxerre, une définition extensive de l'exclusion et des inégalités, bien au-delà de ce qu'il avait précédemment pu déclarer.

Les salaires, bas et moyens, ne sont pas seuls en cause. Il faut compter avec les exclus du système scolaire qui justifient la création du crédit-formation, dont le président a redit pour être compris – pour la troisième fois au moins – qu'il faudra que la mesure atteigne les deux cent mille bénéficiaires d'ici à l'an prochain, et les adultes, salariés ou chômeurs.

L'école est en cause, ainsi que les barrières *« trop étanches »* entre les mondes trop différents de la formation initiale, de la formation professionnelle et de l'entreprise. Un vieux sujet. Ce qui l'amène à expliquer, abusivement, le décalage entre la création d'emplois – six cent mille en deux ans – et la lente baisse du chômage par le retard ou le temps mis à former les travailleurs, au mépris d'autres causes, dont la démographie.

Sur la question du logement, le président est encore allé plus loin puisqu'il a dépassé le seul cas du logement social pour englober le *« logement tout court »*, la machine à exclure dévorant progressivement selon lui toutes les catégories sociales, et jusqu'aux cadres supérieurs qui *« dès lors que leurs salaires ne dépassent pas 50 000 francs par mois ne trouvent pas toujours la possibilité d'acquérir ou de louer »*.

Le propos a dû surprendre, qui s'explique peut-être par la situation très parisienne de la flambée de l'immobilier, mais a certainement pu rassurer les cadres de M. Paul Marchelli qui s'estimaient oubliés par la politique de justice sociale. Désormais, chacun est un exclu potentiel, et jusqu'à pratiquement dix fois le SMIC.

De façon tout aussi générale, l'exclusion ou les inégalités, qu'*« on a eu trop tendance à focaliser sur certains points »*, doivent se comprendre comme la manifestation de l'*« injustice sociale »* aux multiples facettes. Dès lors, *« la lutte contre les inégalités ne se limite pas au refus de l'exclusion »* et comporte d'autres volets, comme la nécessité, là aussi fédérative, d'en finir avec un système de sélection, y compris scolaire, ou d'offrir à chacun l'égalité des chances, bref l'espoir de perspectives de carrière ou de promotions professionnelles. *« Il y a là un problème moral, un problème psychologique »*, a souligné M. Mitterrand, qui avait auparavant étayé sa démonstration sur le sort des infirmières et des fonctionnaires, comme pour rappeler la diversité des chantiers à ouvrir.

La mauvaise arme du SMIC

C'est dans ce contexte volontairement élargi que le président de la République est revenu sur le sujet d'actualité, la revalorisation des bas et moyens salaires et, bien sûr, le SMIC. Tout en reconnaissant que le traitement de ce dossier demandait du temps, il a marqué son impatience à dessein, à défaut de pouvoir faire concrètement accélérer le pas, tout en maniant la carotte et le bâton.

La carotte, c'est la promesse, à peine voilée, *« d'accompagner, d'inciter, d'aider »* les négociations qu'il réclame dans les branches professionnelles entre le patronat et les syndicats. On pense à des dispositions fiscales ou plus certainement à des exonérations de charges qui récompenseraient les plus entreprenants.

Le bâton, c'est la menace de relever assez fortement le SMIC, au 1er juillet *« puis six mois plus tard »*, même si le Président ne cache pas les risques d'une telle politique volontariste dont il a rappelé les effets néfastes par le passé. Il n'empêche, ne disposant que de cette mauvaise arme, il se dit prêt à l'utiliser si la voie contractuelle, qu'il appelle de ses vœux, *« se révélait au bout du compte impraticable ou trop décevante »*. Il faut donc s'attendre à ce que l'incantation soit répétée, la menace d'une intervention plus active de l'Etat étant son seul moyen de pression.

Moins soucieux d'efficacité que de son positionnement sur un thème sensible, le président de la République a d'ailleurs utilisé la même technique à propos de l'enrichissement sans cause de ceux qui *« gagnent de l'argent en dormant »*, englobant dans sa critique les spéculateurs sur les valeurs mobilières et immobilières. Mais pourra-t-il agir sur ce point, sauf à prendre le risque de créer l'envers d'un paradis fiscal dans l'Europe communautaire ?

M. Mitterrand est également soucieux de se redonner une forte image de gauche qui justifierait une longue diatribe par laquelle il prend aussi ses distances avec le gouvernement de M. Rocard, auquel la leçon s'adresse. Plutôt que le consensus, on peut prendre des mesures qui provoquent la polémique..., mais qui ne sont pas ensuite abolies, a-t-il rappelé.

Et de citer les premières années de la gauche au pouvoir dans sa démonstration puis, sans le citer, de rendre hommage à l'action de M. Pierre Mauroy entre 1981 et 1984, qui a prouvé *« que la justice sociale rendait possible la réussite économique »*. Parfois, la mémoire présidentielle est sélective ou oublieuse. Le premier gouvernement socialiste avait aussi dû décréter la rigueur...

ALAIN LEBAUBE

Le Monde en librairie

L'ÉCONOMIE FRANCAISE : MUTATIONS 1975-1990

préface d'André Fontaine

Une synthèse originale de quatorze années du Bilan économique et social du *Monde* qui permet de prendre du champ pour décrire et analyser les temps forts des métamorphoses de l'économie française.

Une coédition SIREY/LE MONDE

340 pages - 98 F

FESTIVAL D'AVIGNON 89

Un ouvrage unique pour vivre ou revivre les passions et les émotions du festival d'Avignon 89, à travers une succession d'articles publiés « à chaud » et de textes de réflexion écrits *a posteriori*. Avec de nombreuses photos originales et exclusives.

Une coédition ACTES SUD PAPIERS - LE MONDE

164 pages - 95 F

DES FOURMIS DANS LES JAMBES

par Plantu

La sélection des meilleurs dessins de Plantu parus dans *le Monde* de septembre 1988 à septembre 1989. Pour revivre tous les événements importants de l'année, avec l'humour en plus.

Une coédition LA DÉCOUVERTE/LE MONDE

164 pages - 95 F



L'AMÉRIQUE LATINE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Préface de Jean-Noël Jeanneney

La Mission du Bicentenaire a recueilli dans ce livre les réactions d'écrivains latino-américains sur ce qu'a signifié, à leurs yeux, la Révolution française pour l'histoire et la culture de leur pays. Avec la contribution de Jorge Amado, Carlos Fuentes, Mario Vargas Llosa, René Depestre...

Une coédition LA DÉCOUVERTE/LE MONDE

244 pages - 89 F

SANG INDIEN ET AUTRES NOUVELLES

Prix du jeune écrivain 1989 - Prix du jeune écrivain francophone 1989

Préface de Roger Vrigny

Cet ouvrage rassemble les quinze textes primés en 1989 par un jury prestigieux d'écrivains et de critiques littéraires. Des nouvelles, parfois de brefs romans, qui reflètent, à travers le langage de ces jeunes auteurs, leur angoisse, leur imagination, leur tempérament, leur monde.

Une coédition LA DÉCOUVERTE/LE MONDE

244 pages - 89 F

POLITIQUE

Menaces d'orages sur Mayotte

Une communauté malade de sa jeunesse

L'outre-mer n'échappe pas aux tensions provoquées par les effets de l'immigration, ainsi qu'en témoigne, dans l'océan Indien, le cas singulier de l'île de Mayotte, confrontée à un afflux d'immigrés clandestins venus des Comores voisines et souvent dénoncés par la population (*le Monde* du 30 mai). Mais, dans cette collectivité territoriale qui s'accroche farouchement à sa personnalité française, la question de l'immigration n'est que l'une des données d'une situation très problématique à beaucoup d'autres points de vue.

M'TSAHARA
de notre envoyé spécial

« Direction des affaires artificielles, diplomatiques, impossibles et imaginaires de Mayotte » : de l'imagination, Ahmed n'en manque pas. Il rit en glissant la tête par la fenêtre de son « banga », sur lequel il a gravé en lettres blanches cette inscription pour le moins originale.

« Le banga » (petite paillote de terre battue), à Mayotte, c'est le coin du jeune, construit de ses mains à proximité de la case familiale ou un peu en retrait du village quand le terrain manque. Dès l'âge de la puberté, le jeune Mahorais émigre dans son « banga » où il vit en toute indépendance. Le seul lien qui le retient encore à ses parents, c'est la nourriture. La vie en « banga » confère très tôt au jeune Mahorais le sens des responsabilités, car il doit s'assumer seul. Par le biais de cette « décohabitation » précoce, l'adolescent tente aussi de capter l'attention des jeunes filles ! Les « signes » envers les demoiselles sont sans équivoque sur le « banga » où le jeune exprime, souvent en français ou en anglais (pour ceux qui sont allés au collège), toute sa passion : *« You are the one ! », « This girl is mine »*, affirme, naïve, une de ces façades.

De l'imagination, il en faudra beaucoup plus à Ahmed pour affronter l'avenir, qui ne s'annonce pas des meilleurs ici. Ce petit territoire de 354 kilomètres carrés devient une poudrière redoutable sous l'effet de plusieurs forces conjuguées. L'explosion démographique est telle que la population de la collectivité va doubler avant 2010. L'amélioration de la santé ainsi que la forte immigration sont à l'origine de cette courbe de croissance démographique incomparable.

Malheureusement, la croissance économique ne peut suivre le même rythme, et les incertitudes pesant sur l'avenir institutionnel de Mayotte servent de prétexte à la faiblesse des investissements productifs. Installée depuis moins de six mois, la direction du travail a déjà enregistré près de 6 000 demandes d'emploi, *« un chiffre en progression fulgurante »*, souligne le directeur, M. Dominique Ledemé. Les chômeurs viennent se faire inscrire sans illusions car, dans la collectivité territoriale, l'indemnisation du chômage n'existe pas, ni les prestations sociales et familiales généralement servies en France hexagonale ou dans les DOM. *« Malgré tout*, indique le directeur du travail, *les gens que nous recevons nous remercient, par lettre, de les avoir accueillis et d'avoir enregistré leur demande. »*

Certains, explique un jeune cadre mahorais, se proposent même de travailler gratuitement dans les services de l'administration, *« pour faire semblant d'aller au travail comme les autres » !* Au bout d'une année ou deux, il arrive qu'on leur verse l'équivalent d'un demi-SMIC puisé sur les crédits des « chantiers de développement » (ligne budgétaire financée par le FIDOM et qui permet aux mairies d'outre-mer de rémunérer des travaux d'intérêt collectif réalisés par les chômeurs). Pour 2 000 à 2 500 jeunes qui chaque année arrivent sur le marché du travail, l'économie mahoraise ne crée que 200 emplois, quand ils ne sont pas occupés par des immigrés clandestins !

Cet effet de ciseaux est porteur de graves menaces pour la stabilité sociale de l'île. L'explosion n'est évitée que parce que les Mahorais ont encore un mode de vie assez rustique, peu monétarisé. Dans la collectivité, chacun mange à sa faim et la nature est fort généreuse en bananes (base de l'alimentation), manioc et poissons. Pour un franc, on se nourrit correctement le midi dans un « restaurant de rue » à Dzaoudzi : une ou deux bananes bouillies, une brochette de viande et du piment. Dans la brousse, la *viande est remplacée par le poisson* ou les « brèdes » (feuilles comestibles que l'on fricasse ou cuit au bouillon).

Prière pour la lune

Effet de l'ouverture de la collectivité sur la France, les coutumes sont bousculées par la jeunesse mahoraise dont les éléments les plus dynamiques miment déjà le mode de vie occidental. Au Snack-bar du Rond-Point, à Mamoudzou – lieu de rencontre des M'zoungous et des Mahorais « branchés », – il n'est pas rare de rencontrer des jeunes cadres locaux devant un demi de bière ou d'un verre de vin, certains mangeant même du porc. *« Chez moi*, confie l'un d'entre eux, *jamais je ne bois du vin à table, mes parents et mes voisins ne comprendraient pas. »* Dès leur naissance, en effet, les Mahorais sont considérés musulmans. Mais *dans la collectivité territoriale, la* nouvelle génération a décidé de prendre beaucoup de libertés à l'égard des préceptes coraniques, même si tôt le matin les jeunes enfants récitent encore le Coran pendant une heure ou deux avant d'aller à l'école publique et laïque.

« Je me sens musulmane, affirme Houlia, vingt et un ans, employée de bureau, *mais je tiens par-dessus tout à ma liberté. Si je veux me voiler, je me voile. Si je veux aller en boîte de nuit, j'y vais ! »* Houlia a vécu de longues années en métropole et ses parents étaient plutôt rigoureux quant aux pratiques culturelles. Mais aujourd'hui, à Mayotte, ils tolèrent les attitudes nouvelles de leur fille. Farouck, vingt-deux ans, se proclame lui aussi musulman à cent pour cent ! *« Mais*, dit-il, *je rejette le fanatisme. »* Farouck, contrairement à ses aînés, dénonce la polygamie. *« Pour moi*, dit-il, *la femme est l'égale de l'homme. »* Dans la brousse mahoraise, ces idées nouvelles – et révolutionnaires aux yeux des anciens – gagnent du terrain tous les jours, même si les jeunes garçons hésitent encore à prêter main-forte aux filles pour le tâches ménagères quotidiennes.

De l'islam, les jeunes broussards n'ont qu'une vague idée. Bien souvent, ce sont les professeurs m'zoungous qui leur apprennent la signification réelle de telle ou telle fête religieuse marquée par une journée de congé à Mayotte. Des enseignants parfois surpris par les réactions de leurs élèves : *« De toute façon, je ne crois plus en Dieu ! »*, lance Yssouf à Robert, professeur d'histoire-géographie à D'zoumogné, qui par passion n'hésite pas à plonger dans la brousse chaque week-end. *« C'est vous, monsieur, qui m'avez dit de ne plus croire ! »* En fait, le professeur n'avait fait qu'expliquer à ses élèves la relativité des valeurs d'une religion donnée par rapport aux autres. *« Surtout*, lui réplique Robert, *ne va pas dire ça au « foundi »* (religieux du village), *il ferait encore des histoires ! »*

Tout comme Farouck, Yssouf rejette la polygamie. Dans son « banga », il a recopié sur tous les murs de terre battue une phrase puisée dans un livre : *« Quand on s'aime, chaque année qui s'écoule est un rayon ajouté à l'éclat de l'amour. »* Si les traditions vacillent sous le choc de la jeunesse, elles gardent encore le poids de leur symbole. A Mayotte, un jeune ne vous invite jamais à sa maison, mais à la case de « sa » mère. La femme mahoraise est la dépositaire de tous les biens matériels du ménage, en cas de divorce – même à sa demande, – elle garde tout : la maison et son équipement. Contrées par l'enseignement scientifique des collèges et lycées, les croyances populaires restent encore vivaces chez les jeunes. *« J'ai bien compris pourquoi il y avait dernièrement une éclipse de lune*, dit Mohamed à son professeur. *Mais j'ai quand même prié avec mes parents pour que l'obscurité nous rende la lune. On ne sait jamais ! »*

Mais le balancier entre la tradition et le modernisme est en train de basculer. La scolarisation de plus en plus poussée d'un grand nombre de jeunes, le désenclavement de la brousse par les routes bitumées qui remplacent les vieilles pistes de terre rouge, l'arrivée de l'électricité et de la télévision dans les villages les plus reculés refoulent les traditions vers les oubliettes de l'Histoire. Ces changements, que l'on estime ici trop brutaux pour une société qui vit encore partiellement dans une économie de cueillette, recèlent leurs effets pervers. Dans la campagne, le *« cinéma de brousse » fait des* ravages. Le cinéma consiste en un champ clos de feuilles de palmier séchées, pour éviter la resquille, en quelques bancs de bois grossier. Devant l'assistance, on installe un téléviseur et un magnétoscope alimentés par un petit groupe électrogène. Pour 5 ou 6 francs par famille, le spectacle peut commencer. La plupart du temps, les opérateurs peu scrupuleux ne projettent que des films à caractère pornographique ou de karaté. Ces séances attirent non seulement les parents, mais aussi les adolescents et les jeunes enfants (même les bébés, que l'on porte dans les bras). *« Tout le monde est scandalisé par ce phénomène*, souligne le directeur de RFO-Mayotte, Yves Rambault, *mais personne ne veut déposer plainte. En tout cas, on espère que la prochaine couverture totale de Mayotte en télévision va donner un coup de frein au cinéma de brousse. »*

Sentiment d'injustice

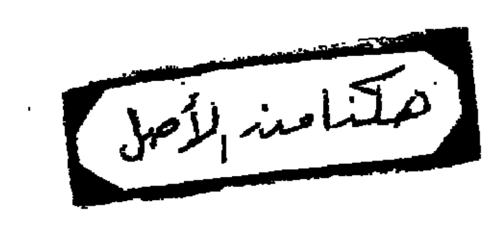
L'autre écueil sur lequel bute la jeunesse mahoraise est, de beaucoup, plus grave. A l'entrée en sixième, près de 80 % des élèves du cours moyen 2 sont soit refusés et renvoyés dans leur village, soit orientés vers des classes de transition, véritables voies de garage. A Mayotte, l'entrée en sixième est soumise à examen. Et la sélection est impitoyable. Pour 2 500 candidats, moins de 600 sont reçus. Officiellement, le critère déterminant est le défaut de maîtrise du français – dans la collectivité, on estime que 85 % de la population ne comprend pas ou parle mal le français !. Officieusement, le manque de places (et donc de collèges) est une réalité incontournable. *« Si on acueillait tous les candidats à l'entrée en sixième*, précise le directeur de l'enseignement à Mayotte, M. Fasquel, *cela mettrait en péril la qualité même de l'enseignement, vu le bas niveau de l'ensemble des élèves. »* Il faut dire que le système éducatif a pris son essor à Mayotte seulement en 1976. A l'époque, on recrutait des instituteurs du niveau de la cinquième pour former les plus jeunes. Souvent, ces enseignants éprouvaient eux-mêmes les pires difficultés à s'exprimer en français. Aujourd'hui, la collectivité territoriale paie un lourd tribut à cet héritage et la situation a tendance à empirer du fait de la pression démographique et aussi de la scolarisation en primaire de tous les enfants mahorais.

Ce goulet d'étranglement provoque une véritable coupure au sein de la jeunesse. Ceux qui réussissent l'examen se considèrent comme tirés d'affaire. Les autres, la grande *majorité des adolescents* rendus au village, éprouvent un profond sentiment d'injustice et se sentent exclus par avance d'un développement dont ils commencent à percevoir les bienfaits à la télévision. *« Si Mayotte doit exploser un jour, l'étincelle jaillira de là »*, pronostique un jeune cadre.

Manque de travail sur place, besoin de vivre d'autres expériences, de nombreux jeunes Mahorais souhaitent aujourd'hui quitter leur île pour aller à la Réunion – *« C'est le luxe, là-bas »*, disent-ils – ou en métropole. *« La France, c'est le paradis pour moi »*, assure un jeune élève de seconde 2 à Mamoudzou. Mais, chaque année, ce sont seulement 150 à 200 jeunes qui ont la possibilité de s'arracher de Mayotte – avec l'aide du conseil général – pour continuer leurs études à Saint-Denis ou en France métropolitaine. Parmi ceux qui sont partis au début des années 80, certains commencent à revenir au pays. Mais, pour ces jeunes bien formés, les débouchés *sont plutôt rares – ou alors il faut* passer sous les fourches caudines du Mouvement populaire mahorais (MPM) qui domine la vie politique locale, pour obtenir un poste intéressant.

Face à ces perspectives, les collégiens élaborent déjà leur stratégie. *« Dans un an*, s'exclame Ahmed, élève de troisième, devant son professeur médusé, *je vous inviterais dans mon banga. Il y aura la télévision et la climatisation ! »* Ahmed sait qu'avec son BEPC il pourra enseigner dans le primaire, pour un salaire légèrement supérieur à celui du smicar local.

ALIX DIJOUX



SOCIÉTÉ/CULTURE

Guérir à l'eau du puits

Une technique française permet de lutter contre les affections dues à des carences en iode

Un groupe franco-malien de médecins et de scientifiques vient de rendre publics, à Bamako, les résultats d'une importante opération de prévention de la carence en iode dans plusieurs villages du Mali. Ces résultats, obtenus grâce à une technologie originale de conception française, sont analysés et commentés jeudi 31 mai à Paris. Ils laissent entrevoir la possibilité d'éradiquer une affection qui touche plus de huit cents millions de personnes à travers le monde. La technique utilisée, basée sur la diffusion continue d'un principe actif dans l'eau des puits et des forages, pourrait d'autre part être mise en œuvre pour prévenir de nombreuses maladies endémiques dans le tiers-monde.

SEBABOUGOU *(nord-ouest du Mali)*

de notre envoyé spécial

Comme l'impose, depuis toujours, la coutume, on a d'abord offert aux visiteurs blancs l'eau du puits, du lait frais bouilli et des noix de kola. Devant le village rassemblé sous deux énormes figuiers d'un autre âge, les vieux ont soufflé dans des cornes et chanté les vertus de la *« parole d'honneur »*, la tradition étant assurée par M. Minabé Diarra, un sociologue-linguiste formé à l'université de Leningrad.

Puis dans le sable et le vent venu de Mauritanie, un groupe de danseurs superbement masqués a longuement mimé les animaux de la brousse. Et sous le soleil meurtrier, le groupe est parti assister au changement des *« diffuseurs d'iode »* immergés depuis un an dans le puits principal de Sebabougou – un puits de quarante-cinq mètres foré en 1988 par une équipe italienne – dont le débit de 400 litres à l'heure a permis aux cinq cents habitants de ce village situé aux marches du Sahel de ne pas trop souffrir de la sécheresse croissante. Un puits suffisamment important et respecté pour qu'il soit formellement interdit (l'amende est de 100 francs CFA) de monter aves ses chaussures sur la margelle de ciment.

C'est là, au beau milieu du pays bambara, dans ce village en majorité animiste mais où l'on trouve côte à côte une église et une mosquée faites de tôles et de terre séchée, que s'achevait, il y a quelques jours, la première phase de l'une des expériences les plus originales et les plus prometteuses de prévention de la carence en iode, une affection qui touche, estime-t-on, environ huit cents millions de personnes à travers le monde dans les pays enclavés, sans façade maritime, d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie.

Le crétinisme goitreux

Identifiée il y a plus d'un demi-siècle, la carence en iode est à l'origine d'une série de troubles fort divers touchant l'animal comme l'homme aux différentes étapes de la vie. Si l'on connaît bien les formes les plus spectaculaires de cette carence qui touche en particulier la glande thyroïde (goitre) et le développement intellectuel (crétinisme) – les deux formes associées réalisant le tableau de « crétinisme goitreux » décrit depuis longtemps dans certaines régions des Alpes – on ignore en général les nombreuses autres conséquences pathologiques de la carence en iode, qu'il s'agisse des avortements spontanés, des accouchements prématurés, des anomalies graves du développement psychomoteur, des troubles de la croissance et, d'une manière plus générale, d'une certaine adynamie, d'un manque notable d'énergie et de productivité.

Lorsque les lésions sous-jacentes n'ont pas atteint un stade irréversible, tous ces symptômes peuvent être corrigés au moyen de l'apport quotidien et suffisant d'un iode qui, pour des raisons complexes, n'est présent ni dans le sol ni dans l'eau et, par voie de conséquence, absent tant chez les végétaux que chez les animaux.

Pour être parfaitement connue et fréquemment décrite, une telle situation n'a pas encore débouché sur la mise en œuvre de campagnes efficaces de lutte contre cette carence, les différentes solutions imaginées (iodisation du sel de cuisine, injections intramusculaires d'huile iodée, administration orale de capsules d'huile iodée) n'ayant, au fond, jamais pleinement donné satisfaction tant au plan individuel que collectif.

C'est en prenant conscience, à la lecture de la bibliographie spécialisée, de ce constat, que le docteur Alain Fisch (centre hospitalier de Villeneuve-Saint-Georges), spécialiste de médecine tropicale et passionné par les innovations technologiques, décidait de tout mettre en œuvre pour sortir de l'impasse. *« J'ai découvert que les organisations internationales, l'OMS entre autres, étaient très compétentes pour tout ce qui concernait le comptage des personnes atteintes, mais que pour l'intervention pratique, la situation demeurait totalement catastrophique*, explique-t-il. *Les initiatives de prévention par injections étant soit dangereuses, compte tenu du risque de dissémination du virus du sida, soit trop coûteuses, je suis arrivé à la conclusion, connaissant bien l'Afrique, que seule l'eau constituait le vecteur universel de prévention. »*

Un programme sans précédent

Ce fut ainsi, dès 1984, le début d'une longue quête d'un procédé de diffusion permanente d'iode dans l'eau des puits de forage ou des puits traditionnels des pays du tiers-monde. Après diverses hypothèses, le docteur Fisch devait, en définitive, retenir, contre l'avis des spécialistes, les polymères de silicones en découvrant, par tâtonnements, que ces derniers pouvaient accepter la présence d'iode et relarguer de manière constante et prolongée cette substance dans l'eau.

Avec la collaboration de l'un de ses assistants (docteur Thierry Prazuck), puis avec celle, étroite, établie dans le cadre de la Fondation Rhône-Poulenc (docteur Robert Sebbag) avec celle d'ingénieurs-chercheurs du groupe Rhône-Poulenc (Mlle Ghislaine Torrès et M. Guy Cyprien), le docteur Fisch devait, en définitive, réussir la mise au *point d'un diffuseur d'iode* pouvant, *a priori*, être utilisé sur le terrain africain.

Grâce aux liens établis entre l'institut Santé et Développement du professeur Marc Gentilini et un groupe de médecins coopérants travaillant au Mali (docteur Eric Pichard), un programme de recherche sans précédent fut rapidement mis en place dans quatre villages maliens, soit auprès d'un millier de personnes souffrant de manière endémique de fortes carences en iode avec des taux très élevés (supérieurs à 50 %) de goitres.

Il fallut au départ tout mettre en œuvre pour que le principe même d'incorporer un élément étranger dans l'eau des puits soit accepté par les populations concernées. *« De l'avis général des habitants, le goitre pouvait être la conséquence de nombreuses pratiques, comme par exemple la boisson d'une eau d'un puits dans laquelle baignent les racines d'un baobab ou la consommation de différents fruits*, explique M. Minabé Diarra. *Mais tout le monde s'accordait pour dire que les pratiques thérapeutiques traditionnelles n'ont guère d'effet, ou même aucun effet, sur le traitement des goitres. Il fallut ensuite expliquer le point de vue de la médecine occidentale, évoquer les problèmes de la carence en iode, un concept totalement inconnu en langage bambara et parvenir à vaincre les fortes résistances concernant l'eau, l'urine et le sang, compte tenu des prélèvements nécessaires à l'évaluation scientifique de ce projet .»*

Au total, après une expérimentation réalisée dans le cadre d'une méthodologie rigoureuse durant un an, l'équipe franco-malienne est persuadée avoir réussi à démontrer l'efficacité d'une méthode préventive qui, grâce au vecteur choisi et à sa simplicité d'utilisation, pourrait rapidement prendre une très large dimension. L'analyse des résultats obtenus au Mali montre que l'iode est libérée de manière constante dans l'eau de boisson et retrouvée ensuite, à des taux physiologiques, dans le sang et l'urine des consommateurs (ainsi que chez les animaux domestiques), le pourcentage des goitres diminuant, parallèlement, de manière très spectaculaire.

« Il faut toutefois noter que cette opération préventive n'a pu être pleinement acceptée et menée à bien que dans la mesure où l'évaluation scientifique était associée à la mise en place d'une surveillance médicale étroite et gratuite des populations concernées », note le docteur Pichard.

Compte tenu de l'assurance donnée *par le groupe Rhône-Poulenc* de ne pas chercher à faire de profit direct sur le développement de ce procédé dont il assure pouvoir fournir dans six mois une production industrielle et compte tenu aussi de l'intérêt aujourd'hui affiché par plusieurs organisations *internationales* (l'OMS notamment) pour lutter au plus vite contre les carences en iode, l'expérience malienne pourrait très rapidement s'élargir. Pour un coût, sans profit, situé aux environs de 1 franc par an et par personne et avec le soutien de différents organismes, on confie, chez Rhône-Poulenc, être en mesure de fournir environ cent mille diffuseurs d'iode par an dès 1993, soit une prévention assurée de la carence en iode pour cinquante millions de personnes.

Plus intéressant encore, le dispositif inventé par le docteur Fisch pourrait, à court ou moyen terme, être utilisé pour la diffusion, toujours dans les eaux de puits, de plusieurs autres substances – qu'il s'agisse de molécules impliquées dans d'autres carences (la vitamine A ou le fer) ou de produits thérapeutiques permettant la destruction de larves impliquées dans des maladies comme la dracunculose ou l'onchocercose – voire la désinfection de l'eau par des produits bactéricides.

Ainsi, au-delà de la reconstitution du cycle naturel de l'iode issu de l'océan pour, après sublimation, s'intégrer aux processus vitaux, l'utilisation des polymères silicones biocompatibles immergés dans l'eau de boisson fournirait de manière totalement imprévue et quelque peu inespérée une méthode universelle de correction et de prévention de nombreux phénomènes pathologiques dans les régions les plus déshéritées de la planète.

JEAN-YVES NAU

« Performance économique et satisfaction éthique »

Promoteur de l'opération : « L'eau, nouvelle source d'iode » au Mali, M. Igor Landau, président du secteur santé de Rhône-Poulenc, a déclaré au Monde :

« Nous sommes directement concernés par les problèmes des pays en voie de développement où nous sommes implantés depuis des décennies. Nous devons y mener des actions humanitaires. Certes, rien n'est totalement naïf ou gratuit : cette action est valorisante et peut améliorer l'image de notre groupe. Mais, honnêtement, ce ne sont que des effets induits. Si nous avions créé cette fondation pour cette seule raison, nous aurions pu obtenir les mêmes résultats avec beaucoup moins d'argent et d'efforts.

» Sur un plan purement philosophique, je suis convaincu qu'il n'y a pas de contradiction entre nos soucis d'ordre éthique et nos préoccupations économiques. Si l'essentiel de nos efforts est orienté vers des problèmes pour lesquels il n'existe pas aujourd'hui de solution, cela signifie que, lorsque nous aboutissons à un résultat, il y a à la fois performance économique et satisfaction éthique, dans la mesure où nous apportons un progrès thérapeutique aux malades concernés. »

Le char Leclerc et la force d'action rapide présentés à M. Rocard

Une armée de terre à deux visages

En se rendant vendredi 1er juin à Poitiers et à Saint-Maixent où l'armée de terre a prévu de lui *présenter* le PC mobile de sa force d'action rapide (FAR), le prototype de son prochain char de bataille Leclerc et la formation dispensée à ses jeunes sous-officiers d'active, le premier ministre va au devant d'un corps de défense qui cherche sa nouvelle identité face à un « paysage » militaire mondial en complet bouleversement : l'adversaire tenu longtemps pour privilégié n'est plus, depuis le délitement du pacte de Varsovie, que l'ombre de lui-même tandis que d'autres menaces, encore mal cernées, se profilent confusément ailleurs qu'en Europe, avec la prolifération de puissances instables en passe de se doter de redoutables arsenaux balistico-chimiques.

Le court séjour de M. Michel Rocard dans les formations en kaki *a été conçu, semble-t-il, à l'image* de ce nouveau visage que son état-major voudrait donner, demain, à l'armée de terre.

Ce visage est une double face à la Janus. En Europe, où les risques à terme sont ceux du vide stratégique, l'armée de terre offre le visage d'une force qui veut mettre l'accent sur les systèmes d'armes, comme le char Leclerc, dont la puissance de choc est instantanée aux côtés d'autres qui garantissent au commandement sur le terrain le renseignement, la mobilité et la contre-mobilité. Hors d'Europe, où les crises peuvent surgir de façon brutale et inopinée, l'armée de terre entend présenter le visage d'une force « coup de poing », dite de projection, comme la FAR, à base d'hélicoptères armés et de blindés aérotransportés.

Des crédits déjà amputés

Sur l'aéroport de Poitiers-Biard et à l'Ecole nationale des sous-officiers d'active de Saint-Maixent, le premier ministre devrait avoir l'un et l'autre de ces deux visages : le prototype du char *Leclerc*, comparé à l'ancien AMX-30, et le PC déployé par avions et par hélicoptères de la FAR, dont le modèle commence d'inspirer des armées étrangères, comme les alliés de l'OTAN.

A ceux qui reprochent à l'armée de terre de vouloir en faire trop parce qu'elle s'obstine à ne pas choisir entre des systèmes d'armes chers, son chef d'état-major, le général Gilbert Forray, réplique : *« Je rejette toute conception manichéenne qui oppose le char à l'hélicoptère, le canon au missile, en annonçant la supériorité absolue de ceci ou de cela. Dans une boîte à outils, il y des marteaux, des pinces, des tournevis. Il ne viendrait à personne l'idée de n'avoir qu'une seule catégorie d'outils. »*

Et, à l'adresse de ceux qui s'en prennent plus spécialement au Leclerc, dont le prix frôle les 30 millions de francs à l'unité, le général Forray renchérit : *« Les Soviétiques ont actuellement 50 000 chars. Ils en fabriquent toujours 1 700 par an. Nous en avons 1 300, les Allemands de l'Ouest 5 000, les Turcs et les Syriens 3 500 chacun, les Britanniques 1 200, pour se limiter à ces quelques exemples. Aujourd'hui, notre potentiel de chars représente 2 % de celui de la zone de l'Atlantique à l'Oural. »*

Cette considération témoigne en réalité de la difficulté de la plupart des armées à expliquer à leurs contribuables que tout danger n'est pas définitivement écarté et que les rapports de forces continuent de régenter le dialogue international, même si, en Europe, le vent est à la discussion sur une certaine dose de désarmement. La difficulté est probablement accrue en France du fait que l'opinion a oublié que le gouvernement a anticipé, l'an dernier, sur cette évolution à la baisse des crédits militaires, en ayant déjà amputé – au nom de la « suffisance » – d'environ 10 % le montant des dépenses d'équipement prévues entre 1990 et 1993.

M. Rocard avait été, en son temps, à l'origine d'une telle initiative, contre l'avis exprimé par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement. C'est au terme d'un débat quasiment sur la place publique, on s'en souvient, que le chef de l'Etat était intervenu dans le sens souhaité par son premier ministre, en ayant soin cependant de ne pas rependre à son compte toutes les propositions de réduction avancées par M. Rocard. Rendant son arbitrage, M. Mitterrand avait ajouté que, de son point de vue, la question d'un nouvel effort de restrictions, s'il devait être décidé, serait réexaminée après l'exécution des budgets de 1990 et de 1991 tels qu'ils venaient d'être arrêtés. Sous-entendu : il convient de se donner un délai de réflexion face aux événements en Europe, dans l'attente de ce qui peut se passer en Union soviétique et durant les discussions de Vienne.

C'est en s'abritant derrière ces arguments du chef des armées que le ministre de la défense s'en tient, depuis ces dernières semaines, à l'obligation pour le gouvernement de respecter, lors du budget de 1991, les engagements de la programmation militaire.

A Poitiers et à Saint-Maixent, le premier ministre trouvera donc une armée de terre attentive aux propos qu'il devrait lui adresser et au sort qui pourrait lui être réservé après 1991. Qu'il s'agisse du prochain équipement des forces, de leur organisation probable à long terme, du volume des effectifs, qui ont déjà diminué de quelque 5 % en dix ans, l'armée de terre est, dans la communauté militaire française, l'institution qui a le plus besoin de savoir à quelle sauce elle sera assaisonnée.

JACQUES ISNARD

50 milliards de francs pour 327 000 hommes

Avec un budget, en 1990, de 49 434 millions de francs (soit 26,1 % des crédits militaires globaux) et avec un personnel de 326 995 hommes et femmes dont 180 504 appelés du contingent et 38 442 civils (soit 48,2 % des effectifs totaux de la défense), l'armée de terre est principalement organisée en trois forces :

1) Cinq régiments d'artillerie nucléaire préstratégique, soit trente rampes de tir du missile sol-sol Pluton qui porte à 120 kilomètres de distance une charge explosive de 25 kilotonnes (soit une fois et demie la puissance de la bombe sur Hiroshima) ;

2) un corps blindé et mécanisé de manœuvre, constituant la 1re armée. Cette grande unité, articulée actuellement en trois corps d'armée (ramenés à deux l'été prochain), comprend six divisions blindées, deux divisions légères blindées et deux divisions d'infanterie stationnées en France et en Allemagne ;

3) une force d'action rapide, comprenant une division aéromobile (équipée d'hélicoptères de combat et de transport), une division légère blindée et trois divisions d'infanterie.

L'armée de terre aligne également des forces territoriales (pour la protection de zones et de points sensibles aux côtés de la gendarmerie) et des forces prépositionnées outre-mer (dans les départements et territoires d'outre-mer ou en accord avec des pays en Afrique signataires d'accords de défense mutuelle).

En 1990, elle met en œuvre parmi ses principaux matériels classiques : 1 340 chars de bataille AMX-30 (dont la version modernisée B2), 297 blindés à roues AMX-10 RC, 147 blindés légers ERC Sagaie, 135 véhicules de l'avant blindés (VAB) armés de missiles anti-chars Hot, 3 340 VAB transport de troupes, 212 canons AUF1 de 155 mm, 14 canons tractés de 155 mm, 370 mortiers 120 RTF1, 1 140 postes de tir anti-chars Milan, 180 systèmes de missiles sol-air Roland, 351 hélicoptères antichars Gazelle, 164 hélicoptères de manœuvre Puma et Super-Puma, 27 systèmes de missiles antiaériens Mistral à très courte portée.

SOCIÉTÉ

L'enquête sur les profanations de Carpentras

Une dizaine d'interpellations à Toulouse dans les milieux néo-nazis

Les policiers chargés de l'enquête sur les profanations du cimetière de Carpentras continuent d'effectuer des interpellations tous azimuts, dans des milieux jugés suspects. Mercredi 30 mai à Toulouse, une dizaine de personnes liées à l'extrême droite néo-nazie, dont plusieurs anciens skinheads, ont été interpellés par les services de police judiciaire de Montpellier et de Toulouse.

Les perquisitions effectuées à leurs domiciles ont permis de saisir des photos de ces personnes posant en uniforme de l'armée allemande, ainsi qu'un stock important de littérature néo-nazie. Cette opération de police serait liée aux informations fournies par un témoin qui avait remarqué la présence d'une fourgonnette blanche, immatriculée dans la Haute-Garonne, aux abords du cimetière de Carpentras.

D'autre part, quatre ou cinq personnes habitant la région toulousaine ont été interpellées mercredi 30 mai en fin d'après-midi. Il s'agit cette fois de personnes impliquées dans la profanation du cimetière de Caromb (Vaucluse), les 18 et 19 juin 1981. Là encore, les policiers procèdent à des vérifications d'emplois du temps.

Parallèlement à ces interpellations, l'examen technique des indices trouvés sur les lieux de la profanation se poursuit. De source proche de l'enquête, on rejette l'hypothèse d'une profanation perpétrée par un commando « professionnel », du type de ceux travaillant pour des services secrets étrangers. On souligne en effet que les profanateurs de Carpentras avaient à la fois bien organisé leur opération, emportant notamment des outils, et largement improvisé son exécution, puisqu'ils auraient trouvé sur place le manche de parasol dont il se sont servi.

Enfants profanateurs

Deux d'entre eux ne savaient pas encore lire. La *petite bande n'a donc pas* inscrit de graffiti sur les tombes. Mais ils avaient déjà beaucoup regardé la télévision et ils voulaient « *faire pareil* ». C'était mercredi 30 mai, jour sans école, à Ver-sur-Mer, commune de neuf cents habitants du Calvados.

Les gendarmes passaient par hasard. Surpris de trouver des enfants à la sortie d'un cimetière, ils ont poussé l'enquête à l'intérieur. Dix tombes abîmées, les plus anciennes, les plus frêles, certaines la croix brisée, d'autres, la pierre déplacée.

Les trois enfants ont été interpellés à la grille du cimetière. Tous trois ont moins de dix ans. Après explication avec les gendarmes, ils ont été rendus à leurs parents et à leurs postes de télévision.

Ayant qualifié le président du FN de « nazi »

M. Roger Hanin aurait injurié et non diffamé M. Le Pen selon le parquet de Toulon

Le tribunal correctionnel de Toulon a examiné, mercredi 30 mai, l'affaire de diffamation opposant M. Jean-Marie Le Chevallier, député européen du Front national, à l'acteur Roger Hanin. Ce dernier avait qualifié M. Jean-Marie Le Pen et certains dirigeants du FN de « nazis », lors d'une intervention publique, le 19 décembre dernier, au Pradet (Var). S'estimant victime de diffamation, M. Le Chevallier avait déposé plainte contre Roger Hanin.

A l'audience, M. Olivier Decout, substitut du procureur de la République, estimant, à propos du terme utilisé, « nazi », qu'« *il s'agissait tout au plus d'une injure et pas d'une allégation diffamatoire* », a requis la nullité de la procédure. Le jugement a été mis en délibéré au 20 juin.

A la sortie du tribunal, Roger Hanin, défendu par Me Georges Kiejman, a déclaré qu'« *il avait bien dit que Jean-Marie Le Pen et certains dirigeants du Front national étaient de véritables nazis* », lors d'une visite dans le Var. « *J'ai étayé cette déclaration sur des faits, dont certains de leurs propos* », a-t-il poursuivi.

De son côté, M. Le Chevallier, responsable du FN dans le Var, a souligné que, par ses dernières affirmations, « *M. Hanin avait récidivé dans la diffamation et l'injure* ». « *Je ne crois pas que le Front national s'inscrive dans la même logique que le mouvement que dirigeait M. Hitler* », a-t-il conclu.

L'affaire de la communauté du Fréchou

Le procureur demande la relaxe pour les « faux évêques »

AGEN

de notre envoyé spécial

En prononçant son réquisitoire, devant le tribunal correctionnel d'Agen, mercredi 30 mai, M. Gérard Loubens, procureur de la République, a demandé la relaxe des dirigeants de la communauté religieuse du Fréchou, poursuivis pour « *escroquerie par fausse qualité* ».

Au terme d'un exposé strictement juridique, le magistrat a estimé que si les titres de « prêtre » et « d'évêque », dont se parent les prévenus, étaient bien une « *fausse qualité* », le délit d'escroquerie n'était pas constaté pour autant. Le procureur a notamment relevé que « *la fausse qualité* » était connue des fidèles du Fréchou et n'a donc pas été « *une cause déterminante* » de la remise des fonds.

Pour le conseil de l'unique plaignant, Me Franc, la communauté est « *une secte qui se sert de la religion pour attirer les mystiques* », alors que, pour les avocats de la défense, Mes Maisonneuve, Larche et Nacé-Voglimacci, il s'agit d'une « *Eglise parallèle* », injustement poursuivie par « *un procédurier* ».

Le tribunal rendra son jugement le 27 juin.

M. P.

Fortune de Duvalier : justice incompétente

Jean-Claude Duvalier peut désormais conserver les quelque 120 millions de dollars (675 millions de francs) que lui réclamait l'Etat haïtien, estimant qu'il s'agissait de fonds publics détournés. La Cour de cassation, devant laquelle s'était pourvu l'ancien dictateur, a en effet considéré, mardi 29 mai, que les tribunaux français étaient incompétents pour juger du litige opposant Haïti à « Baby Doc ».

La Cour de cassation a estimé que les tribunaux français n'étaient pas habilités à trancher les « *litiges relatifs aux rapports entre un Etat et ses dirigeants, quelle que soit la faute commise par ceux-ci.* »

Cette décision casse, sans renvoi devant une autre juridiction, un arrêt rendu le 25 avril 1988 par la cour d'appel d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), qui s'était jugée de son coté « *compétente* » pour examiner ces poursuites sur le fond.

A partir de 1995

Les chlorofluorocarbones seront interdits en Allemagne fédérale

La production et l'emploi des chlorofluorocarbones (CFC), qui participent à la destruction de la couche d'ozone, devraient être totalement interdits en Allemagne fédérale à partir de 1995. Le conseil des ministres de ce pays a en effet adopté, mercredi 30 mai, un décret dans ce sens dont le principe a été accepté par les deux fabricants de ces produits en RFA, les sociétés Hoechst AG et Kali-Chemie AG.

D'ici à 1995, la production des CFC devrait cesser. Mais pour éviter un trop brusque coup d'arrêt, les autorités allemandes ont décidé d'interdire les CFC contenus dans les aérosols dès 1991 et ceux qui servent à l'isolation des appareils de refroidissement en 1992. Cette progressivité dans la suppression des CFC par grands secteurs permettra donc, selon M. Klaus Toepfer, ministre allemand de l'environnement, de trouver des produits de remplacement à ces substances.

CATASTROPHES

Huits morts et trois cents blessés en Roumanie

La terre a tremblé dans toute la moitié est de l'Europe

Le séisme qui s'est produit, mercredi 30 mai en Roumanie, a tué huit personnes et en a blessé trois cents, selon un décompte provisoire (*nos dernières éditions du 31 mai*). La plupart des victimes sont roumaines, mais il est probable qu'il y en a aussi en Moldavie soviétique et en Bulgarie. La secousse de magnitude 6,9 a été ressentie dans une très vaste zone allant d'Ankara et d'Izmir à Varsovie et de Leningrad et Moscou à la Yougoslavie. Ce qui s'explique par le fait que le foyer (le point où se déclenche un tremblement de terre) est situé à la profondeur d'une centaine de kilomètres.

En Roumanie, où le souvenir du séisme du 4 mars 1977 (plus de cent morts) est toujours présent dans les esprits, la population a été prise de panique. Des personnes se sont ainsi blessées en sautant par les fenêtres. Des balcons se sont effondrés. En Bulgarie, les villes de Sofia et de Ruse (sur la rive bulgare du Danube), ont subi de légers dégâts. A Istanbul (Turquie d'Europe), quelques immeubles ont été fissurés.

Comme toujours après un séisme assez violent, la terre a de nouveau tremblé en Roumanie le 31 mai à 3 h 18 (soit 2 h 18, heure de Paris). La secousse, qui avait une magnitude de 5,8, a déclenché une nouvelle panique parmi la population. – *(AFP, Reuter.)*

Un foyer profond d'une centaine de kilomètres

Le séisme qui s'est produit le 30 mai en Roumanie, est la répétition de ceux qui sont survenus le 4 mars 1977 et le 10 novembre 1940. Même région : celle de Vrancea, à une centaine de kilomètres au nord-est de Bucarest ; magnitudes voisines : 6,9 en 1990, 7,2 en 1977, 7,4 en 1940 ; profondeur des trois foyers : de l'ordre d'une centaine de kilomètres.

Et ce ne sont là que les trois séimes les plus notables de ces cinquante dernières années. Presque tous les ans, en effet, se déclenchent, dans la région de Vrancea – c'est-à-dire dans le coude des Carpates – des tremblements de terre souvent moins violents, mais qui, tous, ont des foyers situés entre 75 et 160 kilomètres de profondeur et font donc partie des séismes intermédiaires.

Chaque année, les sismographes enregistrent plusieurs centaines de milliers de tremblements de terre, dont la grande majorité n'est même pas ressentie par les populations et dont seule une petite minorité est meurtrière. La plupart de tous ces séismes ont un foyer situé à moins de 30 kilomètres de profondeur. Tous ceux-ci, et même ceux qui ont leur foyer jusqu'à la profondeur de 60 kilomètres, sont appelés superficiels.

Mais il y a aussi les tremblements de terre intermédiaires, ceux dont le foyer est compris entre 60 et 90 kilomètres de profondeur, et les tremblements de terre profonds, dont le foyer est à une profondeur de 300 à 720 kilomètres. La quasi-totalité des séismes intermédiaires ou profonds se produisent dans les zones de subduction, c'est-à-dire le long d'une plaque océanique qui plonge sous sa voisine.

Pour qu'il y ait tremblement de terre, il faut qu'il y ait rupture en un point (le foyer) de la lithosphère (1), qui ne peut plus supporter les contraintes auxquelles la soumet la dynamique générale de la planète. Or, seul un matériau rigide peut casser. C'est le cas de la lithosphère. Au-dessous de celle-ci, la chaleur et la pression, qui augmentent avec la profondeur, font que le matériau est visqueux, à l'échelle des temps géologiques, et ne peut donc casser.

Tout autour du Pacifique

Dans les zones de subduction, la plaque qui plonge sous sa voisine, le long d'un plan plus ou moins incliné, est froide et rigide. Ce n'est que peu à peu qu'elle se réchauffe . Des tremblements de terre peuvent donc s'y produire tant qu'elle ne s'est pas assez réchauffée. La quasi-totalité des zones de subduction sont marquées par les fossés océaniques qui dessinent, tout autour du Pacifique, des festons très sismiques, jalonnés d'îles et de volcans.

Pour la Roumanie, Guy Perrier, professeur de géophysique à l'université Joseph Fourier de Grenoble, pense, comme ses confrères, qu'il pourrait s'agir d'une ancienne zone de subduction. Celle-ci existait dans la Tethys, un très vaste océan qui séparait l'Eurasie de l'Afrique-Arabie, il y a deux cents millions d'années. Depuis cette époque, le rapprochement de ces deux masses continentales a fait rétrécir la Tethys, dont il ne subsiste plus que de petits morceaux (Méditerranée orientale et mer Caspienne, notamment). La zone de subduction a été incluse dansle continent européen, là où sont actellement les Carpates et elle a cessé de fonctionner. Mais un lambeau de la plaque plongeante serait toujours rigide et casserait, donc tremblerait de temps à autre.

A magnitude égale, les séismes intermédiaires sont moins destructeurs, mais affectent une aire beaucoup plus grande que les séismes superficiels.

YVONNE REBEYROL

(1) La lithosphère est l'ensemble formé par la croûte (continentale ou océanique) et une partie du manteau supérieur. Elle est rigide et épaisse de 70 kilomètres sous les océans et de 100 à 120 kilomètres sous les continents. Elle est divisée en plaques qui bougent sans cesse les unes par rapport aux autres.

EN BREF

□ **Jacqueline Valente condamnée pour non-présentation d'enfants et amnistiée.** – Jacqueline Valente, l'ex-otage du *Silco* libérée le 10 avril après 882 jours de captivité, a été condamnée, mercredi 30 mai, à six mois de prison dont quatre avec sursis et mise à l'épreuve, pour non-présentation d'enfants, par le tribunal de Toulon *(nos dernières éditions)*. Cette condamnation, assortie d'une mise à l'épreuve de trois ans, est toutefois couverte par la loi d'amnistie de 1988. Le 2 mai, Jacqueline Valente avait fait opposition du jugement qui l'avait condamné, par défaut, en mars 1985, à un an de prison. En août 1983, au terme de son droit de visite, la jeune femme n'avait pas ramené au domicile de Pascal Bétille, son ex-mari qui avait la garde de leurs enfants, ses filles Marie-Laure et Virginie.

□ **Affaire Malik Oussekine : la révocation d'un policier est proposée à M. Joxe.** – Le conseil de discipline de la police nationale, réuni mercredi 30 mai, a proposé au ministre de l'intérieur la révocation du gardien de la paix Christophe Garcia. Ce dernier avait été condamné à deux ans de prison avec sursis, le 27 janvier 1990, pour avoir porté des coups mortels à Malik Oussekine lors des manifestations lycéennes et étudiantes de décembre 1986. Au cours de son procès devant la cour d'assises de Paris, M. Garcia, vingt-six ans, avait reconnu les faits, contrairement à son collègue Jean Schmitt, aujourd'hui à la retraite. S'agissant de M. Garcia, la décision de révocation dépend à présent de M. Pierre Joxe.

□ **Une nouvelle usine d'incinération d'ordures à Paris.** – Une usine d'incinération d'ordures « Saint-Ouen II » sera inaugurée le 11 juin, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Elle remplacera « Saint-Ouen I » dont les premières installations remontent à fin du siècle dernier. Cette usine, « *la plus propre de France* » pourra traiter 1 730 tonnes d'ordures par jour et la combustion des déchets permettra de chauffer quelque 70 000 appartements.

□ **Brésil : un écologiste sous protection.** – Le ministre brésilien de la justice a ordonné à la police de placer sous protection spéciale Osmarino Amancio, le leader syndical des petits seringueros (récolteurs de latex) d'Amazonie, considéré comme le successeur de l'écologiste Chico Mendes. Celui-ci avait été assassiné en 1988 par des tueurs à la solde des gros propriétaires. Osmarino Amancio lui-même a déjà échappé à six attentats. – *(AFP.)*

Le séisme du Pérou a fait 115 morts

Le séisme de magnitude 6,3, selon les plus récents calculs, qui s'est produit dans le nord du Pérou, mardi 29 mai à 21 h 34 (30 mai, 3 h 34, heure de Paris), sur le versant amazonien des Andes, a été plus meurtrier qu'on ne l'avait d'abord pensé (*le Monde* du 31 mai). On a dénombré 115 morts, dont 35 dans la ville de Moyobamba. En outre, 42 personnes sont portées disparues, 800 blessés et 15 000 sans-abris ont été dénombrés. – *(AFP, AP.)*

□ **Pollution du Rhin.** – A l'instar du beau Danube, le Rhin est devenu bleu. Cette coloration ne doit rien au reflet du ciel, mais à un déversement accidentel de drimarène, substance de faible toxicité, échappée d'une usine Sandoz à Bâle.

CINÉMA

Le corps de la Bugatti

« Rébus », premier long métrage de Massimo Guglielmi fait la part belle au rêve

Depuis plusieurs années, un garagiste de Saint-Denis, qui s'appelle Carabas, comme le marquis, recherche par petites annonces une Bugatti Royale 1927. Un soir de pluie, un jeune basque arrive et lui propose de partir avec lui, chercher cette voiture, la vraie, la bonne, à Biarritz. Le vieux Carabas va donc refaire, en compagnie de cet envoyé du destin, le voyage entrepris, trente ans plus tôt dans la Bugatti Royale avec la mystérieuse Myriam, comtesse du Terrail (comme Ponson) afin de participer au rallye Biarritz-San Sebastian.

Rebus est le premier long métrage de Massimo Guglielmi réalisateur italien de trente-cinq ans, travaillant à la RAI – et dont la brochure de presse nous dit qu'il a soutenu une thèse sur Jean-Luc Godard, dirigée par Umberto Ecco – a été tourné en 1988. Il est tiré d'une nouvelle d'Antonio Tabucchi (dans le recueil *Petits Malentendus sans importance)* ce qui appelle l'attention et la curiosité. La nouvelle est courte, mystérieuse, un vrai rébus. Les adaptateurs, dont Tabucchi *lui-même, en ont fait* pour le cinéma un roman, avec une énigme dont la solution est tout juste suggérée par maints détails, en particulier – pièce symbolique dont le rôle est considérable – la *statuette en argent représentant* un éléphant debout, qui orne la calandre de la fameuse voiture.



D.R.

Charlotte Rampling et Christophe Malavoy

L'action se déroule sur deux époques : le présent, 1982. Le passé, 1952. L'itinéraire est le même ; il n'emprunte pas la route directe. Les saisons sont différentes. Christophe Malavoy, grimé en vieillard prend une voix à la Belmondo. Il retrouve son physique et sa personnalité entre ces époques. Toutes ces anecdotes ne figurent pas dans la nouvelle. Le procédé est un peu agaçant, mais l'atmosphère de « thriller poétique » est curieuse, réussie. Laissons de côté les implications politiques qui relèvent du domaine du possible avec un peu trop d'insistance. Massimo Guglielmi transmet beaucoup mieux la fascination de l'imaginaire, dans ces mondes parallèles dont l'un est prodigieusement « habité » par Charlotte Rampling, femme fatale, femme de rêve, véritable corps érotique de la Bugatti Royale, dans les robes inspirées de Raniero Gattinoni : des merveilles. Les paysages français sont photographiés à l'italienne – c'est superbe – par Giuseppe Rotunno, chef opérateur de Visconti et Fellini.

JACQUES SICLIER

VENTES

Paul Bonet, relieur

Une vente à Drouot permettra de mieux connaître cet artiste minutieux

On connaissait ses reliures. Lui-même, en 1938 et 1970 (peu avant sa mort), avait tenu à vendre aux enchères sa collection personnelle d'ouvrages reliés d'après ses dessins. Une vente le 1er juin à Drouot des maquettes, gouaches et écrits de Paul Bonet, permettront, cette fois-ci, de mieux cerner le travail et la personnalité de celui qui fut, au côté de Pierre Legrain et de Rosa Adler, l'un des grands de la *reliure au vingtième siècle.*

Dès 1904, Paul Bonet entreprend, sans goût, un apprentissage dans un atelier d'électricité. Deux ans plus tard, à dix-sept ans, il se retrouve dans le magasin de chapeaux de sa mère. Mais il ne pense qu'à dessiner : des portraits, études décoratives, des fleurs et des machines hydrauliques, soigneusement consignés dans un cahier d'écolier (au total, 46 dessins originaux *estimés à 2 000 F).*

Il veut devenir peintre. Son père refuse et Bonet doit s'incliner. Loin d'être découragé, il trouve en 1909 une activité qui se rapproche de ses aspirations : modéliste. Mais il lui faudra attendre l'après-guerre pour réaliser ses premières maquettes. En 1931, il en fera son métier.

Dès lors, il multiplie ses formes irradiantes, ses spirales et ses volutes en mouvement ainsi que ses géométries de mosaïques. Un carnet de dessins originaux à l'encre est évalué à 40 000 F. Un autre, de 214 maquettes sur l'élaboration des meilleures œuvres de *Paul Bonet (dont les Calligrammes* d'Apollinaire), se monte à près de 15 000 F.

Bonet est à l'aise avec son temps. S'enthousiasmant pour le fantastique et le surréalisme, il exécute une maquette *du Colloque entre Monos et Una,* d'Edgar Allan Poe, en veau glacé noir avec des étoiles sur lequel se détache un couple. Ce « tableau » de 80 cm sur 60 cm est estimé à 20 000 F. Ses œuvres d'art s'accompagnent généralement d'un certificat d'authenticité. *Ce qui ne l'empêche pas* de contribuer régulièrement aux cartonnages de la NRF Les gouaches pour *les Conseils et derniers conseils à un jeune poète, le Cornet à dés* et *les Méditations religieuses,* de Max Jacob, valent plus cher (2 000 F) que la réunion des cinq volumes datés de 1945-1948 (800 F).

Bonet ne laisse rien au hasard. Il *justifie ses choix, donne son avis* sur tout et le note par écrit. Sa conception de la « reliure originale » s'inscrit *« en termes déterminés ... obligeant son créateur, quelle que soit la liberté de ses conceptions, à les soumettre à une rigoureuse géométrie ».*

La précision même, jusque dans l'élaboration d'une sorte de catalogue raisonné de ses œuvres, de 1930 à 1971 (10 000 à 15 000 F). Sur 1223 pages, la fine écriture de Bonet livre avec minutie le titre du livre, l'auteur, le nom du client, la date et le prix ainsi que la description de la reliure. Daniel Sickles, *dont on disperse depuis un an la* fabuleuse bibliothèque à Drouot, était l'un de ses clients attitrés, au même titre que le libraire Bérès.

Quels seront ses nouveaux clients vendredi prochain ? Des adeptes de la reliure de luxe ? Probablement pas. Un éditeur désirant faire un livre sur Bonet et ses maquettes, à défaut de les copier ? Peut-être.

La Bibliothèque nationale (qui possède déjà quelques carnets de notes de l'artiste) ou des bibliothèques municipales ? Vraisemblablement. Ou tout simplement, des particuliers qui désireraient voir *chez eux un exemplaire* de cartonnage NRF de Paul Bonet. Il n'y a pas de prix de réserve.

ALICE SÉDAR

▶ Vente : le 1er juin, à 14 heures , Salle n°7 à Richelieu-Drouot.

Les voix de la colère

« Voices of Sarafina » de Nigel Noble un film autour d'un spectacle

En 1976, clash sanglant entre la police sud-africaine et les lycéens de Soweto. Manifestant contre l'étude de l'afrikaan que le gouvernement tente d'imposer comme langue officielle et obligatoire, des enfants sont systématiquement massacrés par des militaires et des policiers. L'un des épisodes les plus honteux de l'histoire sud-africaine...

Et c'est, une dizaine d'années plus tard, un triomphe à Broadway. Dans *Sarafina !*, mis en musique par le trompettiste Hugh Masekela (le « roi du jazz africain »), et en scène par Mbongeni Ngema, les enfants des townships sud-africaines recréent l'événement avec l'innocence et l'exubérance d'un spectacle de fin d'année scolaire (c'en est précisément le fil de l'intrigue). L'état d'urgence et Soweto sont devenus une sorte de *chorus line* dont les thèmes seraient la vie, la mort, la liberté, l'oppression.

Venus à New-York pour un mois, les vingt-deux comédiens de *Sarafina*, âgés de seize à vingt et un ans (ce sont tous des écoliers des townships des environs de Durban), y sont restés plus d'un an, recréant une vie africaine dans leur hôtel proche du Lincoln Center (coproducteur de *Voices of Sarafina*)

C'est là, entre autres, que l'anglais Nigel Noble plante sa caméra. Formé à l'école du documentaire, Noble regarde, se tait, écoute. Pour ces acteurs, à peine sortis de l'adolescence, *Sarafina !* tient moins de la fiction musicale que du reportage sur leur vie quotidienne. Simplement, parfois timidement, ils racontent les cours et la récréation mais aussi les emprisonnements arbitraires, les manifestations et les incursions des militaires dans les salles de classe. *Une larme de* temps en temps, un sourire le plus souvent, et toujours le regard posé. Mais regard et sourire sont terrifiants par ce qu'ils recouvrent d'indicible souffrance (le spectacle a *été monté, le film a été tourné* alors que l'espoir était rare, avant la libération de Nelson Mandela, avant De Klerk).

Spécialiste également du concert-événement (Bob Dylan, Santana, les Eagles...), Nigel Noble monte en parallèle les interviews, des séquences du spectacle, des moments de répétition, des scènes de vie new-yorkaise comme le Noël des exilés au Lincoln Center, la rencontre avec Myriam Makeba.

Parfois surnommée « Mama Africa », Makeba est exilée depuis plus de vingt-cinq ans, aucun des enfants de *Sarafina !* ne l'a jamais rencontrée, ni même vue en photo (Makeba est « bannie », en Afrique du Sud). La visite qu'elle rend aux enfants est impromptue. C'est une des filles qui, la première, la repère et la « reconnaît », les yeux *écarquillés*, bientôt emplis de larmes. Au bord du sanglot, incapable de parler, Makeba se lance dans un chant traditionnel africain, bientôt repris par les enfants de *Sarafina !*. Tout est dit sans l'être, sans didactisme, sans dogmatisme démonstratif mais avec pudeur, tendresse, humour et émotion. Bouleversant.

HENRI BEHAR

MUSIQUES

Bizet ressuscité et défiguré

« Le Docteur Miracle », « Djamileh » et « Don Procopio » à la moulinette Alden

*On enrage de voir les meilleures intentions défigurées par la mode,*et le joli spectacle Bizet imaginé par l'école de chant de l'Opéra de Paris à la salle Favart ridiculisé en partie par un metteur en scène américain jaloux des lauriers de Peter Sellars, Christopher Alden.

Car c'était là une occasion unique de découvrir une musique fraîche comme au premier jour. trois petits opéras d'une verve étourdissante, éclipsés injustement par *Carmen*. On savait depuis la découverte de la *Symphonie en ut*, en 1935, que le jeune Bizet avait plus que du talent.

Ce spectacle le confirme : à dix-neuf ans, il écrit *le Docteur Miracle*, sous l'aile d'Offenbach ; à vingt et un, *Don Procopio*, qui rivalise avec *Don Pasquale* ; à trente-quatre, *Djamileh*, du côté de chez Musset et Massenet.

Partout, c'est un sens inné du théâtre, la même plume d'une verve quasi rossinienne, un style vocal français naturel, savoureux et plein d'aisance, qui ferait l'envie de nos compositeurs d'aujourd'hui. Fallait-il vraiment, pour « intéresser » des jeunes gens, dépoétiser totalement *le Docteur Miracle*, nous présenter l'univers le plus odieusement petit-bourgeois d'aujourd'hui (*« pour téléfilm américain », dit Alden*), *gentille pépée* en pyjama et pseudo-loubard, mère évaporée et hurlante, arrachant les rires par des effets gros et grossiers ? Dommage pour les voix exquises d'Anne Constantin et de Doris Lamprecht.

Le sultan Haroun de *Djamileh*, est devenu un fêtard hoquetant et sans doute drogué, en manches de chemise, son secrétaire, un personnage de film d'épouvante qui tombe en catalepsie devant la belle esclave, modèle Ava Gardner, comtesse aux pieds nus. Les gestes sont sophistiqués et faux, la danse de l'Almée relève de la danse de Saint-Guy, mais Jean-Luc Maurette (Haroun) et surtout Marie-Ange Todorovitch (Djamileh), aux voix prenantes, s'élèvent peu à peu au niveau des amants de Musset.

Le spectacle s'améliorant, *Don Procopio* s'accommode fort bien de ces gandins et élégantes tout en blanc fin de siècle et des farces un peu lourdes qui parsèment une comédie endiablée à la Feydeau, où tout le monde finit en chemise de nuit. Le Procopio de Philippe Fourcade en haut-de-forme, comme un Daumier, la nerveuse et étourdissante Bettina de Nathalie Dessay, et deux aimables garçons, Thierry Trégan (l'amoureux) et Olivier Lallouette (Ernesto), entre autres, font honneur à l'école de chant.

Les techniques et talents vocaux sont, bien entendu, inégaux, et on ne comprend malheureusement presque aucun de ces artistes (air connu), à part la touchante Djamileh, mais le spectacle est sauvé par l'entrain de la jeunesse. Notons qu'on fume beaucoup sur la scène, un bien mauvais exemple pour des chanteurs...

Jacques Mercier, à la tête de son Orchestre de l'Ile-de-France, défend avec talent ces œuvres que, jadis, les biographes de Bizet traitaient avec un invraisemblable mépris.

Le décor de Paul Steinberg, un huis clos tendu d'un obsédant papier peint Napoléon III, contribue peu au charme de la soirée. Alden et son frère, avec Paul Steinberg, doivent mettre en scène les trois opéras de Mozart-Da Ponte, dirigés par Daniel Barenboïm, l'an prochain à Chicago...

JACQUES LONCHAMPT

▶ Prochaines représentations à l'Opéra-Comique les 1er, 5 et 6 juin (à 19 h 30) et le 3 juin (à 17 heures). Cette production, réalisée avec le concours du Crédit local de France, doit être reprise dans une dizaine de villes de France.

CULTURE

DANSE

La saison 1990-1991 du Palais Garnier

Les premières armes du directeur Patrick Dupond

Né le 8 février directeur de la danse au Palais Garnier, où il succède à Rudolph Noureiev, le danseur Patrick Dupond prend officiellement ses fonctions le 1er septembre. Il n'en a pas moins collaboré avec Jean-Albert Cartier et les maîtres de ballets pour la préparation de la saison prochaine. Son but, arriver à 50 % de création et 50 % de répertoire dans des présentations nouvelles.

La saison ouvre le 3 octobre par un hommage aux danseurs français. Toutes les étoiles présentes et passées de la maison participeront au défilé du corps de ballet. Dominique Khalfouni et Eric Vu An danseront *l'Arlésienne*, de Roland Petit et *Bakhti*, de Béjart, *Suite en blanc*, *In the Night*, et *Tchaïkovski Pas de deux*. Les danseurs de l'Opéra de Paris rendront ensuite hommage à Lifar en deux programmes, avec *Suite en blanc*, *Mirages* d'Istar, *Variations*, *Icare*, *Roméo et Juliette*. Suivra en novembre *l'Histoire de Manon*, de Kenneth McMillan créé par le Royal Ballet de Londres en 1974. Le Palais Garnier accueillera en décembre la seule création mondiale de la saison commandée à Lar Lubovitch, entre *Capriccio*, de Balanchine, *Aunis*, de Jacques Garnier et *Sinfonietta*, de Jiri Kylian. *Don Quichotte*, version Noureiev sera repris. Après des tournées en France et en Orient, hommage sera rendu, en avril, au génie créateur de Nijinski et de sa soeur Nijinska dans *le Sacre du printemps* et *l'Après-midi d'un faune*, du premier, et *Noces* de la seconde. Après *Giselle*, (version Lifar) et *Le Songe*, de Noureiev, sera donné en juin un programme des chorégraphes américains contemporains : *Push Comesto Shove* et *As Time goes by*, de Twyla Tharp, *In the Night*, de Robbins et *In the Middle, Somewhat Elevated*, de Forsythe.

Le Palais Garnier accueillera également des compagnies étrangères prestigieuses : Graham, Pina Baush (qui montera l'opéra de Gluck, *Iphigénie en Aulide*) ; le Ballet du Bolchoï présentera *Ivan le Terrible* et un hommage à Petipa ; le Nederland Dans Theater interprètera des œuvres de Kylian ; l'American Ballet Theatre, sous réserve.

Deux rendez-vous annuels avec l'école de danse (démonstrations en décembre, spectacle en mai) et une carte blanche à Jean Gaizerix, qui prend sa retraite, sont programmés. Enfin, le Palais Garnier poursuit sa collaboration avec la Cinémathèque française de la danse qui présentera un film par mois.

Avant-programme du Festival d'Automne

Le Festival d'Automne à Paris ouvre le 20 septembre 1990. Il offre la possibilité de s'abonner à un minimum de cinq concerts ou cinq spectacles.

□ THÉATRE DE LA BASTILLE : *Les Enfants Tanner*, de Robert Walser par Joël Jouanneau (20 septembre /28 octobre). La Dernière Bande de Beckett en anglais avec David Warrilow (23/28 octobre) Pathologie verbale III (30 octobre /18 novembre). Tattoo de Mladen Materic (14/20 novembre). La Cité Cornu de Znorko (6/23 décembre). LA VILLETTE : *Le Marchand de Venise*, de Shakespeare en allemand, par Peter Zadek (28/30 septembre). ATHÉNÉE : *Un jour au début d'octobre* par Chantal Morel (9 octobre/17 novembre). NANTERRE AMANDIERS : *Le Cerceau*, de Slavkin par Claude Regy (6 novembre /16 décembre). *Les Mutilés*, de Herman Ungar (20 novembre /22 décembre). CHAILLOT : *Les Frères Zenith*, de Jérôme Deschamps (21 novembre /9 février). Quinzaine tchèque avec quatre spectacles (3/14 octobre) CENTRE POMPIDOU où Kantor présente Aujourd'hui c'est mon anniversaire (21 Janvier/4 février). □ THÉATRE MUSICAL - CHATELET : *The Black Rider*, de Bob Wilson, William Burroughs, Tom Waits (8/14 octobre). TCE : spectacle de *Kabuki* (8/14 octobre).

□ DANSE - CENTRE POMPIDOU : Brigitte Farges (5/9 décembre) Daniel Larrieu les 8/10 décembre. Ferme du Buisson. THEATRE DE LA VILLE : Merce Cunningham (25 septembre /6 octobre) Josef Nadj (11/15 décembre).

□ MUSIQUE - Le programme musical est centré sur la Hongrie. Au Théâtre des Champs- Elysées, avec notamment des concerts Peter Eotvos, Kurtag, Ligeti (24 octobre), Bartok, Balassa (10 novembre), Kurtag, Berio (11 décembre) ; à la Salle de l'ancien Conservatoire Gyorgy Kurtag (26, 27 octobre), à l'auditorium du Châtelet : Szabados, Mihaly Dresch (7 novembre). Enfin, John Cage à l'Opéra Bastille, les 3 et 4 octobre.

► Festival d'Automne, 156 rue de Rivoli 75001 Paris. Les demandes d'abonnements doivent parvenir avant le 27 aout 1990.

MODE

Alaïa, celui qui ose

Il faut savoir le mériter

Au premier rang, Love Amour, Carole Bouquet, trois Picasso, une fausse blonde et tous les fans d'Azzedine Alaïa venus là pour applaudir celui qui « ose », deux mois exactement après les autres, présenter son hiver 90-91. La première sirène retentit : le top modèle, Véronica Webb, sort des coulisses en corselet et mini-jupe de vrai-faux python noir avec des gants lacés. Le ton est donné. *« Vous qui m'aimez tant*, semble dire Azzedine Alaïa, *alors méritez-moi »*. Il complique avec des longueurs mi-cuisse, intraitables, des jacquards sublimes à rayures horizontales, imprimés de lettres arabes, des caleçons-shorts, des jupes-tabliers bien dégagées sur les fesses et d'autres tue-les-hanches courtes et entièrement plissées. Alaïa démarre en trombe et retrouve, pures et dures, les années 80. Ça se lace, ça se zippe (la veste tient du gilet d'homme et de la guêpière). Ça donne des motards de couture en perfecto, des bombes nues sous des mini-redingotes trottant sur des bottillons haut perchés.

Le noir domine mat, brillant, vinyl canaille ou flanelle tennis. Quand la couleur arrive, elle claque fort, orange fluo, rose de colorant, vert de fausse plante verte. Restent ces filles, la plus belle « cabine » de Paris. Linda Evangelista, Naomi Campbel, Farida, troublantes de naturel et d'artifices : jambes sublimes et faux-cils, coiffure de poupée 1960, fourreaux aux surpiqûres en trompe-l'oeil, balconnets de paillettes, maille nacrée, imperméables métallisés.

Au final, Alaïa a poussé Paco Rabane dans la fosse d'orchestre et sorti ses robes-maillots en pièces de métal. Sans nostalgie.

LAURENCE BENAIM

LETTRES

Mort de l'écrivain italien Giorgio Manganelli

L'écrivain italien Giorgio Manganelli est mort lundi 28 mai à Rome. Il était âgé de soixante-huit ans.

« Pour moi, ce sont les mots qui sont les inventeurs de la réalité », affirmait Giorgio Manganelli, qui appliqua cette maxime dans la vingtaine de livres qu'il publia et en poussa fort loin les conséquences.

Né en 1922 à Milan, il fréquente, tout en maintenant ses distances, l'avant-garde italienne réunie dans le « Groupe 63 ». Traducteur d'Edgar Poe, il collabore à différents journaux dans lesquels il publie de petites chroniques où le langage se joue du réel. Son premier livre au titre significatif, *Hilarotragedia*, paraît en 1964. Italo Calvino salue l'entrée de l'écrivain sur la scène littéraire italienne, tout armé, tel *« Minerve sortant de la tête de Jupiter »*.

Dans *la Littérature comme mensonge* (1967), Manganelli définit son goût de l'insolite et du baroquisme narquois nourris des grands rhéteurs et de leur machinerie savante.

Viennent ensuite *Centurie* (1979), cent petits romans-fleuves sur le thème du temps et de la mort ; Amour (1981), *Dall'inferno* (1985) ...

Plusieurs livres de Giorgio Manganelli ont été traduits en français, à partir de 1985, aux Editions W (Mâcon), au Seuil et chez Denoël.

P. KE.

ARTS

M. Jacques Sallois est nommé directeur des Musées de France

M. Jacques Sallois, conseiller-maître à la Cour des comptes, ancien directeur du cabinet du ministre de la culture, a été nommé, le 30 mai, directeur des Musées de France, sur proposition de M. Jack Lang. Il remplace M. Olivier Chevrillon. Ancien maître de requête au Conseil d'Etat, ancien président-directeur général de l'hebdomadaire *Le Point* (1971-1985), M. Chevrillon était à la tête des Musées de France (DMF) depuis mars 1987. Il *« sera appelé dans les prochains jours à d'autres fonctions au sein d'une entreprise du secteur public »*, annonce un communiqué du ministère de la culture. (Voir nos dernières éditions du 31 mai).

Né en 1941, M. Jacques Sallois a été nommé auditeur à la Cour des comptes en 1966, à sa sortie de l'ENA, puis promu conseiller référendaire en 1973. Directeur du cabinet de M. Jack Lang au ministère de la culture de 1981 à 1984, il devait être ensuite délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) de 1984 à 1987, et, parallèlement, président du comité de politique régionale de la commission des Communautés européennes (1986-87). Nommé en mai 1987 conseiller pour les relations internationales auprès du directeur général à la Caisse des dépôts et consignations, il s'y est vu confié le poste de délégué aux affaires européennes et internationales, en septembre 1989, après avoir été promu conseiller-maître à la Cour des comptes. M. Sallois est également président de la société Projenor et de la Société technique de gestion financière internationale. Il est l'auteur d'un Dictionnaire de l'administration (1974) et coauteur, avec M. Michel Crétin, de l'ouvrage : Le rôle social des hauts fonctionnaires et la crise de l'Etat (1976).

COMMUNICATION

Le lancement d'« Etoiles » par la Lyonnaise des eaux

La bataille des chaînes payantes sur le câble

L'introduction sur les réseaux câblés de décodeurs ouvre le marché disputé des chaînes payantes, sous l'oeil vigilant de Canal Plus.

LYON

de notre envoyé spécial

La Lyonnaise Communication (filiale câble de la Lyonnaise des eaux) a annoncé, lors du salon Médiaville, qu'elle lancera, d'ici à la fin de l'année, sur ses réseaux câblés, une chaîne de cinéma payante, baptisée « Etoiles ». Vingt-quatre heures par jour, pour un abonnement mensuel d'environ 40 francs, Etoiles veut offrir exclusivement des films ou des émissions traitant du septième art. Des films, d'abord : une dizaine par jour – dont un inédit – rediffusés à différents horaires, et puisés dans le répertoire français et étranger. Avec un budget de 50 millions de francs la première année, 100 millions la quatrième (moins de 10 % du budget cinéma de Canal Plus), Etoiles affiche néanmoins l'ambition d'être la chaîne de tous les cinémas.

L'émergence du projet ne doit rien au hasard. Le cinéma est depuis toujours reconnu comme un thème porteur en télévision. Mais jusqu'à présent, les câblo-opérateurs étaient limités en matière de cinéma, à la fois par leur budget, les règles strictes (nombre annuel de films, horaires) qui régissent les chaînes en clair et l'impossibilité technique de créer des chaînes à péage. Tout ceci va changer avec l'introduction progressive de décodeurs permettant le paiement individuel. Or la Lyonnaise Communication vient justement de signer un accord avec France Télécom (*le Monde* du 30 mai) qui prévoit l'introduction de tels décodeurs.

Ces décodeurs lui permettront en outre de diffuser Etoiles dans la norme D2 Mac Paquet, offrant ainsi aux cinéphiles une qualité de son et d'image jusqu'alors inégalée, avec notamment une image élargie au format cinéma. Le directeur général de la Lyonnaise Communication, M. Francis Brun-Buisson, a beau considérer qu'on peut *« exploiter une chaîne de cinéma sans être en concurrence avec Canal Plus »*, c'est pourtant bien ainsi que son projet est interprété. La Lyonnaise est en effet le seul grand câblo-opérateur qui n'ait pas passé d'accord avec Canal Plus ; la Générale des Eaux et la Caisse des dépôts ont préféré l'alliance à l'affrontement avec Canal Plus, pour leurs chaînes de cinéma sur le câble.

Le marché des chaînes payantes sera assurément très disputé, et le patron de Canal Plus, M. André Rousselet, n'a aucune raison de contempler sans réagir une brèche dans sa position-clé sur le marché du cinéma. M. Rousselet pourrait en revanche faire des concessions sur un autre dossier, celui du satellite TDF 1, dont les Allemands demandent instamment qu'il accueille des chaînes généralistes. *« Pourquoi pas ? »*, a répondu M. Rousselet sur France Inter : *« A partir du moment où sont en cause le D2 Mac Paquet et, par conséquent, l'avenir de la télévision haute définition, bien entendu, je m'incline. Qu'on me dise ce que je dois faire »*. Le président de Canal Plus, qui s'irrite des déclarations récentes d'Edith Cresson et d'Hubert Curien qui le désignent comme le responsable des différends franco-allemands sur le dossier des nouvelles normes de télévision, est prêt à renoncer à TDF 1 pour la chaîne allemande Première, développée avec les groupes Bertelsmann et Kirsh. Mais il veut qu'on lui demande ce sacrifice officiellement et que le gouvernement allemand s'engage, en retour, à adopter les normes D 2 Mac.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le savoir en compact

Suite de la première page.

L'utilisateur y trouvera aussi plus de 400 000 formes dérivées (conjugaisons, féminins, etc.), 8 000 lieux répertoriés sur les cartes d'un atlas et un dictionnaire de synonymes. Mais la technique lui permet aussi d'autres formes de vagabondage.

Prenons par exemple le dernier mot du dictionnaire : zynonys, ce *« petit rat à queue blanche d'Australie, récemment disparu »*. Pointée sur le mot « rat », la « souris » de l'ordinateur renverra docilement *au dictionnaire* et *aux significations* scientifiques ou métaphoriques du terme. Pointée sur « Australie », elle ouvre l'atlas, fait défiler les cartes. Sur l'écran, la petite flèche va chercher Melbourne et l'appareil ouvre à nouveau le dictionnaire. Le voyage peut continuer ainsi indéfiniment au fil des mots. Le *Dictionnaire électronique* peut aussi trouver presque instantanément, en croisant ses données, tous les musiciens anglais, les orateurs grecs, les célébrités nées en 1950 ou vivantes en l'an 440 avant Jésus-Christ. Pour le plus grand bonheur des cruciverbistes, il affichera tous les mots de cinq lettres commençant par « pr... » et finissant par « n ».

En 1993, un marché de 11 milliards de dollars

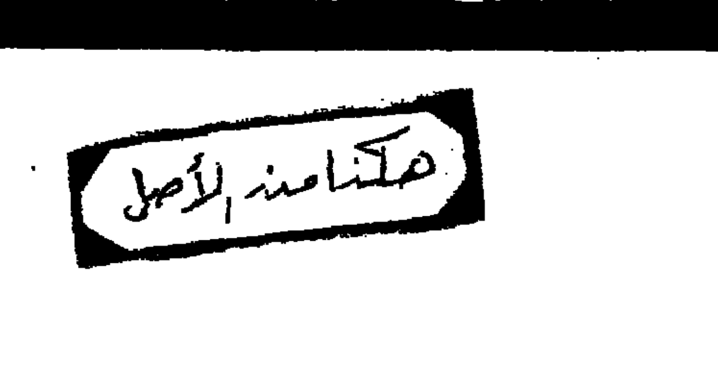
Les voyages dans l'information offrent à l'édition hypermédia une grande quantité d'applications. Le marché est encore limité par le prix des appareils (7 000 francs pour un lecteur de CD ROM auquel il faut ajouter un micro-ordinateur PC) mais constructeurs américains et japonais travaillent déjà sur des terminaux plus compacts et moins chers. Philips va lancer un lecteur CDI intégrant un microprocesseur tandis qu'Intel choisit, avec le DVI, d'intégrer une carte vidéo à son ordinateur. Sans attendre cette génération de matériels, l'édition hypermédia prospère déjà aux Etats-Unis. Le parc de machines est passé en un an de 170 000 à 400 000 appareils et le catalogue s'élève déjà à 425 titres. Il s'agit principalement d'encyclopédies spécialisées, de bases documentaires ou de répertoires destinés à des utilisateurs professionnels. Quelques éditeurs explorent déjà le marché des programmes grand public.

Warner a ainsi sorti, pour 400 francs, un coffret de trois disques sur *la Flûte enchantée* qui, outre l'opéra de Mozart, offre, grâce à un Macintosh, le livret synchronisé avec la musique et des analyses musicologiques de la partition. Lucasfilm prépare avec la revue *National Geographic* et Apple un exploration historique et géographique des Etats-Unis. La chaîne ABC a édité une analyse de l'élection présidentielle de 1988 et prépare d'autres coffrets sur la Palestine, le sida et la drogue. *L'érotisme a même fait son apparition* : Incat System, un éditeur de Milan, a classé sur six disques une collection de 9 000 photographies !

Les experts américains évaluent le marché de l'édition hypermédia à 11 milliards de dollars pour 1993 et M. John Sculley, le président d'Apple, n'hésite pas à affirmer que ce nouveau type d'édition *« va changer la face des années 90 comme l'ordinateur personnel l'a fait pour les années 80 »*. En France, le phénomène démarre depuis quelques mois et le catalogue comporte déjà une trentaine de titres, des textes politiques de référence édités par La Documentation française au guide des marchés publics en passant par une anthologie de la littérature française (Nathan).

JEAN-FRANCOIS LACAN

□ **Casterman prend le contrôle de l'imprimeur-éditeur belge Brepols.** – Casterman, l'éditeur de livres d'art, d'histoire et de bandes dessinées (*Tintin*, *Quick et Flupke*, *Corto Maltese*, etc.) vient de racheter, pour 44,8 millions de francs, 25 % de l'imprimeur-éditeur belge Brepols. Une offre publique d'achat (OPA) amicale a été lancée sur le reste des actions. Casterman, qui s'est développé en France, au Benelux (grâce à des accords de coédition avec les éditions Magnard et l'éditeur toulousain Milan), prend la direction opérationnelle de Brepols. Les deux maisons vont coopérer dans le domaine de l'impression mais vont conserver leur spécificité éditoriale (dictionnaires, agendas, ouvrages religieux et scientifiques pour Brepols, BD et « beaux livres » pour Casterman.



ATION

Lyonnaise des eaux

chaines

le câble

AGENDA

EXPOSITIONS

JEUDI 31 MAI

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. 1 volet : 1906-1940. Salle d'art graphique, 4 étage. Jusqu'au 3 juin.

LES CONCOURS D'ARCHITECTURES PUBLIQUES. Forum. Jusqu'au 27 août.

COULEURS DE LA VIE, COULEURS DE LA VILLE. Centre d'information Cci. Jusqu'au 24 juin.

MIGUEL EGANA, LE DERNIER JARDIN. Atelier des enfants. Jusqu'au 9 juin.

METRO-ART. Art et architecture des métropoles. Galerie du forum. Du 2 juin au 2 juillet.

NOUVEAU DESIGN A LONDRES. Galerie des brèves Cci. Jusqu'au 27 août.

JEAN-LUC PARANT. Musée national d'art moderne. Jusqu'au 10 juillet.

EDOUARD PIGNON. Musée d'art moderne. Jusqu'au 10 juillet.

ALVARO SIZA. Galerie des dessins d'architecture. Jusqu'au 3 septembre.

ULAY-ABRAMOVIC. Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 août.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CHAMPFLEURY, LA RÉALITÉ DANS LES ARTS. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 juin.

LE CORPS EN MORCEAUX. Entrée : 25 F (dimanche : 16 F.). Billet jumelé exposition musée : 40 F. Jusqu'au 3 juin.

CHARLES GARNIER (1825-1898) ARCHITECTE DE L'OPÉRA. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 juin.

L'OPÉRA DE MONTE-CARLO : CHARLES GARNIER, ARCHITECTE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 10 juin.

L'OPÉRA, PHOTOGRAPHIES DE CHANTIER. Exposition dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 3 juin.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.l.j. sf mar. et dim. 3 juin de 12 h à 21 h 45. Ouvert le 4 juin de ç h à 22 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 juillet.

LE GUERCHIN EN FRANCE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (ticket d'entrée au musée). Du 1 juin au 12 novembre.

HOUEL : VOYAGE EN SICILE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 26 juin.

LES NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES ARTS GRAPHIQUES. (1984-1989). Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Du 1 juin au 27 août.

POLYPTYQUES OU LE TABLEAU MULTIPLE DU MOYEN AGE AU XX• SIÈCLE. Hall Napoléon. Entrée : 25 F, possibilité de billets couplés avec le ticket d'entrée au musée. Jusqu'au 23 juillet.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 3 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. Visite commentée gratuite les jeudis à 15 h.

JEAN-MARC BUSTAMANTE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 juin.

THOMAS SCHUTTE. A.R.C. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 juin.

KEES VAN DONGEN, LE PEINTRE. Exposition rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 juin.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

ART PRÉCOLOMBIEN DU MEXIQUE. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 30 juillet.

SALON DES ARTISTES FRANÇAIS. (43-59-52-49). T.l.j. de 12 h à 19 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 5 juin.

JOSEPH WRIGHT OF DERBY. (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 juillet.

Musées

ANIMAUX ET PAYSANS. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 septembre.

LES ANNÉES V.I.A. Valorisation de l'innovation dans l'ameublement. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 août.

ARCHITECTURE EN TERRE DE PIERRE CULOT. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 25 juin.

L'ART PREND L'AIR. Cerfs-volants d'artistes. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 juillet.

BANG & OLUFSEN. Design et technologie. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

GLEN BAXTER. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 août.

BRONZES ANTIQUES. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 juillet.

DENISE COLOMB. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 10 juin.

EDWARD S. CURTIS, IMAGES DE L'OUEST AMÉRICAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 31 mai au 10 septembre.

DES ARTISTES A LA COUPOLE, MONTPARNASSE 1918-1940. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Du 1 juin au 30 septembre.

JAMES ENSOR. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Visites-conférences les jeudis et samedis à 14 h 30 (22 F). Entrée : 28 F. Jusqu'au 22 juillet.

GO WEST. Photographies de l'Ouest américain à la fin du XIX• siècle. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Du 31 mai au 15 septembre.

IMAGINAIRE POSTAL 1990. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 juillet.

JEUX DE MIROIR. Actualités d'hier et d'aujourd'hui. Bibliothèque Nationale, passage Colbert, galeries-vitrines, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. et fêtes de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

ANDRÉ KERTESZ. Ma France. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Du 31 mai au 20 août.

MYTHOLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.l.j. sauf sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 juin.

MÉTROPOLE 90. BARCELONE, LONDRES, STOCKHOLM, PARIS. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 juin.

P.A.B. A LA B.N. Petits livres majuscules. Bibliothèque Nationale, galerie Mortreuil, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.l.j. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 4 mars 1991.

PARIS RACONTÉ PAR L'IMAGE D'EPINAL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Cycle de conf. : histoire générale de Paris le jeudi de 18 h 15 à 19 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 août.

PARTITIONS D'ARMÉNIE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Jusqu'au 2 juin.

FRANÇOIS ALEXANDRE PERNOT (1793-1865). Musée de la vie romantique - Maison Renan-Scheffer, 16, rue Chaptal (48-74-95-38). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 juillet.

PLUMES & EN-TÊTES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

PRIX NIEPCE 1990. PHOTOGRAPHIES DE HUGUES DE WURSTEMBERGER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 31 mai au 10 septembre.

LA PROPAGANDE SOUS VICHY, 1940-1944. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. sf lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 21 juillet.

RODIN ET SES MODÈLES : LE PORTRAIT PHOTOGRAPHIÉ. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 16 F. Jusqu'au 3 juin.

LE ROI GUSTAVE III ET LE THÉÂTRE AU XVIII• SIÈCLE. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (45-62-39-94). T.l.j. de 10 h à 18 h 30. Visite-conf. les mar. et jeu. à 12 h 30, sam. à 14 h 30. Rens. : 42.25.08.77. Entrée : 35 F. Du 1 juin au 31 juillet.

ROUGEMONT - ESPACES PUBLICS ET ART DÉCORATIF. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 août.

LA SCIENCE DE DOISNEAU, QUARANTE-CINQ PHOTOGRAPHIES ANCIENNES ET. Nouvelles sur la science et ses à-côtés. Muséum d'histoire naturelle, hall de la bibliothèque centrale, jardin des Plantes, 57, rue Cuvier (40-79-30-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 juin.

LE THÉATRE DE LA MODE. Musée des Arts de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

TREMPLIN POUR DES IMAGES N• 8. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

TROIS CONCOURS LANCÉS PAR LA VILLE DE PARIS. Pavillon de l'Arsenal, galeries d'actualité, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Du 1 juin au 31 août.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F (billet donnant droit à la visite du musée). Jusqu'au 1 octobre.

GALERIES

ANNÉES SOIXANTE : L'OBJET-SCULPTURE. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-05). Jusqu'au 23 juin.

ART INDIEN D'AMAZONIE. Galerie Urubamba, 4, rue de la Bûcherie (43-54-08-24). Jusqu'au 23 juin.

AU TEMPS DES NABIS. Galerie Huguette Beres, 25, quai Voltaire (42-61-27-91). Jusqu'au 12 juillet.

AUTHOUART. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Du 31 mai au 13 juillet.

LUCIANO BARTOLINI. Galerie Montenay, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au 2 juin.

JEAN-MICHEL BASQUIAT, JAMES BROWN. Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré (47-42-65-66). Jusqu'au 29 juin.

LE BELVEDÈRE MANDIARGUES. André-Pieyre de Mandiargues et l'art du XX• siècle. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 13 juillet.

MIKE BIDLO. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Du 31 mai au 13 juillet.

MAX BILL. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 24 juin.

YVAN LE BOZEC. Galerie Polaris, 8, rue Saint-Claude (42-72-21-27). Jusqu'au 3 juillet.

ELLEN BROOKS. Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2 étage, escalier B (42-74-56-36). Du 2 juin au 30 juin.

JAMES BROWN. Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Du 31 mai au 23 juin.

CAMILLE BRYEN. Galerie Callu Mérite, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 9 juin.

PAUL COLIN. Galerie des Ambassades, 4, av. Matignon (42-25-17-35). Jusqu'au 16 juin.

JEAN DEYROLLE. Galerie Galarté, 13, rue Mazarine (43-25-90-84). Jusqu'au 16 juin.

FRANÇOIS DUFRÊNE. Galerie Mathias Fels & Cie, 138, bd Haussmann (45-62-21-34). Jusqu'au 16 juin.

JEAN DUPUY. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 30 juin.

BERNARD FAUCON. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 9 juin.

FRANÇOIS FIEDLER. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 10 juin.

ALAIN FLEISCHER. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 6 juin.

OTTO FREUNDLICH. Galerie Franka Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-83). Jusqu'au 23 juin.

FUNERAL MAL. Saura, Tapiès, Rojo, Palazuelo, Miro, Chillida. Galerie Ariane Bomsel, 40, rue de Verneuil (42-61-00-66). Jusqu'au 29 juin.

WOLFGANG GAFGEN. Galerie Baudoin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 9 juin.

MARC GIAI-MINIET. Galerie Serge Garnier, 12, bd de Courcelles (47-63-06-46). Jusqu'au 16 juin.

THOMAS GLEB. L'Atelier Lambert, 62, rue La Boétie (45-63-51-52). Jusqu'au 13 juillet.

LÉON GOLUB. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 30 juin.

LES GRAVEURS DES ANNÉES SOIXANTE. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 13 juin.

GRONK, HENRI LARRIÈRE, BERNADETTE TINTAUD. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 5 juin.

MICHEL HAAS. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 13 juillet.

HADJIZADEH. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 17 juin.

RAYMOND HAINS. Galerie Heyram - Mabel Semmler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 16 juin.

KEITH HARING, WARHOL, BEUYS, BASQUIAT. Galerie Façade, 30, rue Beaubourg (48-87-02-20). Jusqu'au 9 juin.

HOMMAGE A TORRES-GARCIA. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au 20 juillet.

L'HOMME TÉMOIN. Peintures de 1948 à 1950. Galerie Expression, 22, rue Mazarine (43-54-30-39). Jusqu'au 16 juin.

DENNIS HOPPER ET LE POP-ART. Galerie Boulakia rive droite, 30, rue de Miromesnil (47-42-55-51). Jusqu'au 15 juin.

GRAIGIE HORSFIELD. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois Bornes (40-21-89-69). Jusqu'au 20 juin.

JOL HUBAUT. Galerie Krief, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 17 juin.

JACQUES HÉROLD. Galerie la Pochade, 11, rue Guénégaud (43-54-89-03). Jusqu'au 17 juin.

ALAIN JACQUET. Sculptures. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 juin.

PAUL JENKINS. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 30 juin.

DONALD JUDD. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 15 juin.

YURI KUPER. Galerie Rambert, 4, rue des Beaux-Arts (43-29-34-90). Jusqu'au 17 juin.

JEAN-FRANÇOIS LACALMONTIE. Quarante jours dans la neige, dessins. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 16 juin.

FRANÇOIS LAMORE. Galerie Charles Sablon, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 30 juin.

JEAN-YVES LANGLOIS. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Du 1 juin au 7 juillet.

ANDRÉ LANSKOY. Peintures, les années Carré. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 13 juillet.

JEAN-CLAUDE LOUBIÈRES. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Du 5 juin au 30 juin.

ELIZABETH GAROUSTE MATTIA BONETTI. Galerie Néotu, 25, rue du Renard (42-78-96-97). Jusqu'au 9 juin.

MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie Odermatt-Cazeau, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-66-92-58). Jusqu'au 27 juillet.

ADALBERTO MECARELLI. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 9 juin.

JOAN MITCHELL. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 14 juillet.

HENRY MOORE. Galerie Maeght Editeur, 36, av. Matignon (45-62-28-18). Jusqu'au 15 juin.

RICARDO MOSNER. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 17 juin.

WINFRIED MUTHESIUS. Galerie Nane Stern, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 12 juin.

NAPO : CE N'EST PAS BÊTE DU TOUT. Galerie satirique Martine Moisan, 8, galerie Vivienne (42-97-46-65). Du 1 juin au 7 juillet.

EVELYN ORTLIEB. Ardoises. Galerie Jaquester, 153, rue Saint-Martin (45-08-51-25). Jusqu'au 7 juillet.

PARAVENTS D'ARTISTES. Galerie Leif Stahle, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Du 5 juin au 28 juillet.

GILBERT PASTOR. Librairie-galerie Biffures, 44, rue Vieille-du-Temple (42-71-73-32). Jusqu'au 13 juin.

RICHARD PEDUZZI. Galerie des éditions du Nopal, 3, rue Cardinale (46-33-47-15). Jusqu'au 15 juin.

FRANCIS PICABIA. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Matignon (45-62-10-40). Jusqu'au 12 juillet.

ROBERTO PLATE. Maquettes de théâtre. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 30 juin.

ISAAC POMIÉ. Années 70-75. Galerie le Minotaure, 2, rue des Beaux-Arts (43-25-35-37). Jusqu'au 30 juin.

POUGNY. Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot (43-26-99-73). Jusqu'au 30 juin.

PREMIER SALON INTERNATIONAL DE LA SCULPTURE CONTEMPORAINE. Galerie Maurice Ravel, 6, av. Maurice-Ravel (43-43-19-01). Jusqu'au 17 juin.

FRANÇOISE QUARDON. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 28 juillet.

ANDRÉ QUEFFURUS. Galerie Diane Manière, 11, rue Pastourelle (42-77-04-26). Jusqu'au 30 juin. / Galerie Sylvie Bruley, 27, rue de l'Université (40-15-00-63). Jusqu'au 16 juin.

ROBERT RAUSCHENBERG. Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte (43-26-56-79). Du 5 juin au 28 juillet.

MAN RAY, ASSEMBLAGES. Galerie Marion Meyer, 15, rue Guénégaud (46-33-04-38). Jusqu'au 31 juillet.

LARRY RIVERS. Dernières œuvres. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 30 juillet.

EDWARD RUSCHA. Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'au 6 juin.

RÉTABLE FLAMAND DU XV• SIÈCLE. Reflets de l'art sacré. Galerie d'art Saint-Honoré, 267, rue Saint-Honoré (42-60-15-03). Jusqu'au 15 septembre.

RÉTROSPECTIVE ERTÉ. Galerie Damien, 5, rue Bonaparte (43-25-05-22). Jusqu'au 30 juillet.

RÉTROSPECTIVE PAUL KALLOS. Galerie Hanin-Nogera, 6, rue Bonaparte (43-25-16-49). Jusqu'au 20 juillet.

WOLFRAM A. SCHEFFLER. Galerie du Jour Agnès B, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 23 juin.

GEORGES SCHNEIDER. Galerie suisse de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Du 31 mai au 28 juillet.

THOMAS SCHUTTE. Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 16 juin.

TONY SOULIÉ. Galerie Françoise Palluel, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 15 juin.

LOUIS SOUTTER. Galerie Franka Berndt, 11, rue de l'Echaudé (43-25-52-73). Jusqu'au 29 juin. / Galerie Jacques Barbier - Caroline Beltz, 9, rue Mazarine (43-54-10-97). Jusqu'au 30 juin.

TAL-COAT. Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 133, bd Haussmann (45-63-52-00). Jusqu'au 30 juin. / Galerie Clivages, 5, rue Sainte-Anastase (42-72-40-02). Du 5 juin au 13 juillet.

TARDI. Galerie Escale à Paris, 14, av. de la Bourdonnais (45-55-85-53). Jusqu'au 30 juin.

GÉRARD THALMANN. Galerie Pascal Gabert, 80, rue Quincampoix (48-04-94-84). Jusqu'au 23 juin.

DAVID TREMLETT. Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Jusqu'au 30 juin.

HERVÉ TÉLÉMAQUE. Galerie Jacqueline Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 30 juin.

GER VAN ELK. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (42-77-63-60). Jusqu'au 30 juin.

JACQUES DE LA VILLÉGLÉ. 36-15 code Villéglé. Galerie Apomixie, 19, rue Guénégaud (46-33-03-02). Jusqu'au 17 juin.

VINGT-CINQ ANS D'EXPOSITIONS, MAITRES FRANÇAIS XIX•-XX• SIÈCLES. Galerie Schmit, 396, rue Saint-Honoré (42-60-36-36). Jusqu'au 18 juillet.

WAKAKO. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 30 juin.

GRAIG WOOD. Galerie des Archives, 46, rue des Archives (42-78-05-77). Du 31 mai au 30 juin.

ZACK. Galerie Protée, 38, rue de Seine (43-25-21-95). Jusqu'au 17 juin.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 1er JUIN

« Le pilier des Nautes et la statue de l'empereur Julien », 12h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée Cluny).

« Le vieux Versailles », 14 h 30, 1, rue de l'Indépendance américaine (Office de tourisme).

« Mathématiques sacrées à la Sainte-Chapelle. La Verrière des initiés. Approche symbolique de l'œuvre des maîtres de lumière », 14 h 30, sortie métro Cité (E. Haulier).

« Hôtels du Pré-aux-Clercs », 14 h 30, métro Solferino (Paris pittoresque et insolite).

« Rodin et Camille Claudel en l'hôtel Biron », 14 h 30, 77, rue de Varenne, devant le portail (Connaissance de Paris).

« Notre-Dame de Paris, histoire et symbole », 14 h 30, sous le portail central (Arts et caetera).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Paris de l'An 2000 : le quartier Montparnasse, de la gare à Notre-Dame du Travail par les colonnades de Bofill », 15 h, hall du métro Gaîté.

« La vie quotidienne au Moyen-Age au musée de Cluny », 15 h, 6, place Paul-Painlevé (Monuments historiques).

« Les coulisses du nouvel Opéra. Le quartier de la Bastille et le faubourg Saint-Antoine », 14 heures, métro Bastille, sortie près de la Tour d'Argent (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'hôtel de Soubise », 15 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).

« De la folie de la reine Margot au grand séminaire sulpicien », 15 heures, métro Corentin-Celton (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

Foyer familial, 9, rue de la République, à Brunoy, 16 h : « Le Symbolisme en Europe », par P. Jusseaux.

21, boulevard Morland (salle des conférences), 18 h 30 : « Stratégies urbaines : coordonner un urbanisme », avec J.-P. Buffi, J.-P. Viguier, P. Micheloni, J. Fremiot (Pavillon de l'Arsenal).

11 bis, rue Keppler, 20 h 15 : « L'énergétique spirituelle ». Entrée gratuite (Loge unie des Théosophes).

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 31 mai à 0 heure et le dimanche 3 juin à 24 heures :

Vendredi, une zone de temps très nuageux et pluvieux traversera la France d'ouest en est et des orages assez forts éclateront. Samedi, le soleil fera quelques belles apparitions. Mais les nuages seront de retour dimanche.

Vendredi : orages assez forts excepté sur le quart sud-est.

Dès le matin, il pleuvra sur la Bretagne alors que le ciel se voilera de l'Aquitaine à la Normandie et qu'il sera dégagé sur le reste du pays.

En cours de journée, cette zone pluvio-orageuse progressera vers l'Est et des orages éclateront de la Bretagne à l'Aquitaine au Massif central à la Champagne-Ardenne et au Nord-Pas-de-Calais. Ils pourront être parfois violents sur la moitié nord et les précipitations associées y seront localement importantes.

En soirée, ils éclateront de façon plus isolée sur Lorraine, Alsace, Bourgogne et Franche-Comté. Les éclaircies entrecoupées de quelques averses reviendront sur la Bretagne.

Les températures minimales seront inférieures à 10 degrés dans le Centre et le Nord-Est. Ailleurs, elles seront supérieures et atteindront même 15 degrés sur le littoral atlantique, le Sud-Ouest et le bassin méditerranéen.

Les températures maximales seront de l'ordre de 18 à 20 degrés près des côtes de la Manche, 23 à 26 degrés sur la majeure partie du pays et 27 à 28 degrés près des Pyrénées.

Samedi : retour du beau temps.
Le matin, le ciel sera très nuageux avec quelques ondées ou orages épars sur toute une moitié sud-est, tandis qu'il y aura de très belles éclaircies sur la moitié nord-ouest. Quelques averses se produiront sur le Nord-Pas-de-Calais.

En cours de journée la zone nuageuse se limitera aux Alpes et à la Corse avec des orages possibles. Ailleurs, le temps sera ensoleillé mais des passages nuageux deviendront de plus en plus nombreux sur Bretagne, Pays de Loire et Basse-Normandie.

La tramontane modérée fera son apparition en soirée.

Les températures minimales iront de 7 à 11 degrés sur la moitié nord-ouest, et de 12 à 17 degrés sur la moitié sud-est.

Les températures maximales seront en baisse par rapport à la veille. Elles seront de l'ordre de 17 à 20 degrés, localement 22 degrés dans le Sud-Ouest et de 22 à 24 degrés près de la Méditerranée.

Dimanche, les nuages prédomineront largement sur la majeure partie du pays. Ils donneront un peu de pluie, notamment sur le quart nord-ouest. Sur le Sud-Ouest, les ondées seront peu nombreuses mais pourront devenir orageuses. Près de la Méditerranée, le soleil se montrera plus généreux, le vent de nord soufflera modérément à assez fort.

Le matin, les températures seront comprises entre 10 et 15 degrés du nord au sud. L'après-midi, elles atteindront 18 à 22 degrés sur la moitié nord, 21 à 24 degrés sur la moitié sud, localement 25 à 26 degrés dans le Sud-Ouest.

SITUATION LE 31 MAI 1990 A 0 HEURE TU

METEO FRANCE

PRÉVISIONS POUR LE 2 JUIN 1990 A 12 HEURES TU

METEO FRANCE

LEGENDE: ENSOLEILLÉ · ÉCLAIRCIES PEU NUAGEUX · NUAGEUX COURTES ÉCLAIRCIES · TRÈS NUAGEUX OU COUVERT · PLUIE OU BRUINE · NEIGE · AVERSES · ORAGES · BRUMES ET BROUILLARDS · SENS DE DÉPLACEMENT

METEO FRANCE

TEMPS PREVU LE 01-06-90 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 29-05-90 à 6 heures TU et le 30-05-90 à 6 heures TU — le 30-05-1990

	Max.	Min.	Temps
FRANCE			
AJACCIO	24	11	D
BIARRITZ	21	12	D
BORDEAUX	24	13	D
BOURGES	19	7	D
BREST	18	10	D
CAEN	19	7	B
CHERBOURG	16	9	B
CLERMONT-FER.	20	7	N
DIJON	20	7	D
GRENOBLE St-M-H	19	8	D
LILLE	21	9	D
LIMOGES	20	11	D
LYON	20	8	D
MARSEILLE-MAR.	22	11	D
NANCY	21	4	D
NANTES	23	13	D
NICE	21	13	D
PARIS-MONTS.	21	12	D
PAU	23	11	D
PERPIGNAN	23	14	N
RENNES	22	9	B
ST-ETIENNE	19	7	D
STRASBOURG	22	5	D
TOURS	21	8	D
TOULOUSE	24	14	D
POINTE-A-PITRE	32	25	N
ÉTRANGER			
ALGER	26	14	D
AMSTERDAM	23	7	B
ATHENES	24	17	C
BANGKOK	34	27	C
BARCELONE	24	15	D
BELGRADE	5	5	D
BERLIN	30	7	C
BRUXELLES	23	10	D
LE CAIRE	-	-	-
COPENHAGUE	17	13	P
DAKAR	24	21	N
DELHI	39	27	N
DJERBA	23	16	D
GENEVE	20	7	D
HONGKONG	26	24	C
ISTANBUL	29	18	C
JÉRUSALEM	30	18	D
LISBONNE	30	18	D
LONDRES	19	12	P
LOS ANGELES	20	12	D
LUXEMBOURG	21	8	D
MADRID	29	13	D
MARRAKECH	39	22	N
MEXICO	27	15	B
MILAN	22	12	D
MONTRÉAL	18	8	C
MOSCOU	17	9	P
NAIROBI	-	-	-
NEW-YORK	21	12	D
OSLO	17	12	P
PALMA-DE-MAJ.	24	10	D
PÉKIN	19	13	P
RIO-DE-JANEIRO	31	25	D
ROME	25	9	D
SINGAPOUR	33	27	A
STOCKHOLM	17	7	N
SYDNEY	21	20	C
TOKYO	28	20	C
TUNIS	24	17	N
VARSOVIE	11	3	N
VENISE	20	11	D
VIENNE	18	8	D

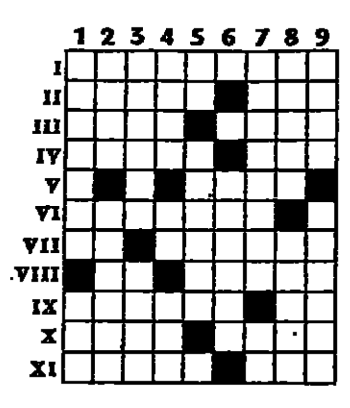
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SUR MINITEL Prévisions complètes. Météo marine. Temps observé Paris, province, étranger. 36.15 Tapez LEMONDE puis METEO.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5272



HORIZONTALEMENT

I. Consacre beaucoup de son temps aux bonnes œuvres. – II. Est toute en nuances. Un qui est allé loin. – III. Des devoirs sont faits en sa présence. Il est souhaitable qu'il soit bien dressé. – IV. Ils en pinçaient pour leur musique. Est destiné à des gens qui marchent avec des cannes. – V. Peut être apporté sur un plateau. – VI. Fus à l'origine d'un « mauvais » contact. – VII. Préposition. Faire gagner, dans un sens. – VIII. Démontre. Arrive à certaines oreilles. – IX. Assure une distribution. Révèlent des façons de faire. – X. Nous prive d'un certain « relief ». Passaient sous le nez. – XI. Pas de côté. Arrivée parmi nous.

VERTICALEMENT

1. Pendant certains travaux, il faut qu'elle soit bien appliquée. Est au violon. – 2. Pas facile. A l'habitude d'empiler. – 3. A besoin d'être poussé. Est toujours actif malgré son âge. – 4. On y a beaucoup philosophé. Note. A ses élèves. – 5. Où peut arriver celui qui sait mener sa barque. A une vie de chien. – 6. Portent des sabots. – 7. Pas enclin à partager. Adverbe. – 8. Assure une protection. Veut doubler. – 9. A connu un ailleurs. Peut inciter à passer l'éponge.

Solution du problème n° 5271

Horizontalement

I. Hamburger. – II. Ignorance. – III. Sien. Nous. – IV. Tome. Ame. – V. Stèle. – VI. Rosier. Lu. – VII. Idylle. En. – VIII. Eons. – IX. Ere. Clerc. – X. Sa. Aoûtat. – XI. Taiseuse.

Verticalement

1. Historiées. – 2. Agio. Odorat. – 3. Mnémosyne. – 4. Bône. Ils. Ai. – 5. Ur. Sel. Cos. – 6. Ranatre. Lue. – 7. Gnome. Fétu. – 8. Ecuelle. Ras. – 9. Réa. Eunecte.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

– M. Jean FALCK et Mme,
née Marie-Anne Perrilliat,
et Mathilde
ont la joie de faire part de la naissance de

Cécile.

24 mai 1990.

161, boulevard Voltaire,
75011 Paris.

– Dominique ERENFRID,
Yves MAMOU,
Léah et Noé,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Hugo,

le 14 mai 1990.

4, rue de Candie,
75011 Paris.

– Jean-Jacques et Antoinette BEUVE-MÉRY,
Antoine et Sophie BEUVE-MÉRY,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils,

Julien,

le 25 mai 1990.

79, avenue Carsoel,
1180 Bruxelles.
229, avenue Montjoie,
1180 Bruxelles.

Mariages

– Paris. Orange.

M. et Mme Gilbert Kaan,
Mme Lucien Abécassis,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Isabelle et Alain,

– Michel MELLA,
président fondateur
d'Europe culture France,
a l'honneur d'informer du mariage de son secrétaire,

M. Pierre-Alain QUENET
avec
Mlle Sandrine COLPART,

le samedi 2 juin, à 15 heures, en la mairie de Clichy-sur-Seine.

Avec tous nos vœux de bonheur.

Décès

– Catherine Bisiaux-Jajolet,
son épouse,
Marie-Laure et Cécile,
ses filles,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de l'écrivain

Marcel BISIAUX,

survenu le 28 mai 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Albert-Ier,
92600 Asnières.

La mort de Natacha Dioujeva

La journaliste Natacha Dioujeva est morte, lundi 28 mai, à Paris (*le Monde* du 31 mai). Née en Sibérie du Nord, à Norilsk, elle avait fait ses études à Leningrad et quitté très jeune l'Union soviétique. Entrée il y a dix ans à *la Pensée russe*, l'hebdomadaire russe de Paris, dont elle était devenue directrice adjointe, elle y a travaillé jusqu'à la limite de ses forces, luttant contre la leucémie qui l'a emportée, à quarante et un ans. Sa gentillesse, son dynamisme, son enthousiasme ne lui avaient fait que des amis. Les collaborateurs du *Monde* qui l'ont connue présentent leurs plus sincères condoléances à Thierry Wolton, son mari. Ses obsèques auront lieu vendredi 1er juin, à l'église russe de la rue Daru, à Paris (8e).

– La baronne Robert Dillon-Corneck,
née Pamela Davis,
Mlle Lucrezia Dillon-Corneck,
sa fille,
Jacques, Patrick Dillon-Corneck,
Et Anne-Marie de Lamarzelle,
née Dillon-Corneck,
ses frères et sœur
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès du

baron Robert DILLON-CORNECK

survenu en son domicile, le 28 mai 1990, à l'âge de cinquante-huit ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1er juin 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Eustache, à Paris-1er.

Le mardi 5 juin 1990 un service religieux aura lieu en l'église de Tellières-le-Plessis (Orne).

59, rue de Varenne,
75007 Paris.

– Mme Jean-Fernand Guiral,
née Monique Lobey,
Cyril, Laetitia et Clarisse,
M. et Mme Pierre Guiral,
leurs enfants et petits-enfants,
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

Jean-Fernand GUIRAL,

leur époux, père, fils, frère, beau-frère et oncle.

Les obsèques ont été célébrées le 26 mai à Cagnes-sur-Mer.

– Paris. Loches.

M. Jérôme Hayaux du Tilly,
son fils,
Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
ont la grande tristesse de faire part du décès, muni des sacrements de l'Eglise, de

M. André HAYAUX du TILLY,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre national du Mérite,
agent de change honoraire,

survenu à son domicile parisien, le 28 mai 1990, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Antoine de Loches (Indre-et-Loire), le vendredi 1er juin, à 15 heures.

Une messe sera célébrée le jeudi 14 juin, à 18 h 30, en l'église Saint-Germain l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1er.

15, place du Pont-Neuf,
75001 Paris.

– M. Etienne Honoré,
Ses enfants, petits-enfants,
Arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de

M. Etienne HONORÉ,
née Juliette Gillot,

survenu le 30 mai 1990, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1er juin, à 16 heures, en l'église Saint-Germain de Châtenay-Malabry, place de l'Eglise.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue des Prés-Hauts,
92290 Châtenay-Malabry.

– Anne et André Liberati,
Et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Odette LAZAR-VERNET,
fondatrice de Paroles peintes
et des Editions O.L.V.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1er juin 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice.

– Beni-Saf. Paris. Vanves.

Le docteur et Mme Jo Labouze,
M. et Mme Robert Labouze,
M. et Mme Claude Labouze,
M. et Mme Charly Labouze,
M. et Mme Gérard Labouze,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Cécile LABOUZE,
née Benkemoun,

survenu à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, le 29 mai 1990.

Les obsèques auront lieu le vendredi 1er juin, à 13 h 45, au cimetière communal de Vanves, avenue Marcel-Martinie.

On se réunira à 13 h 15, 25, rue Ernest-Laval, à Vanves.

– Anne-Marie,
son épouse,
Mourad, Farid et Zohra,
Meriem et Ferial,
ses enfants,
Les familles Louanchi, Chaulet, Atlaoui et Khennaf,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mohammed Salah LOUANCHI,

survenu à El-Biar (Alger), le 27 mai 1990, dans sa soixante-septième année.

7, rue Ahmed-Benchiheub,
El-Biar (Alger).

– Bône. Paris.

M. et Mme Georges Deï,
ses enfants,
Mme veuve Raoul Naouri,
sa belle-sœur,
Les familles Naouri, Lefrançois, Guionnet,
ses neveux et nièces,
Et l'amicale des Bônois,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alexandre NAOURI,

survenu le 29 mai 1990.

Les obsèques auront lieu vendredi 1er juin, à 10 h 45, au Cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira, à la porte principale.

– La direction générale
et le personnel du groupe STERIA
ont la douleur de faire part du décès accidentel, survenu le 25 mai 1990, de

Annie LACHTER PACHTER,
directeur des ressources humaines
de STERIA Développement.

Ses obsèques auront lieu dans l'intimité, le mardi 5 juin, à 10 h 30, au Cimetière parisien de Pantin.

STERIA,
147, rue de Courcelles,
75017 Paris.

Pentecôte : les services ouverts et fermés

Presse. – Les quotidiens paraissent normalement le lundi 4 juin.

Banques. – Fermées le 4 juin.

Bureaux de poste. – Fermés le 4 juin, seuls seront ouverts les bureaux qui assurent la permanence des dimanches et jours fériés. Pas de distribution de courrier à domicile.

Grands magasin. – Fermés le 4 juin.

RATP. – Service réduit des dimanches et jours fériés.

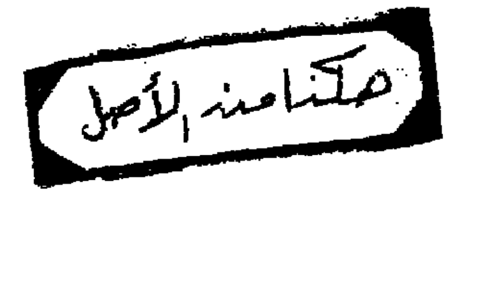
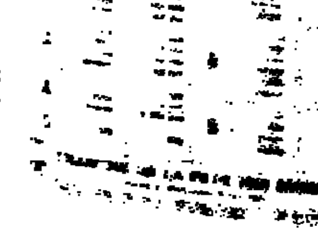
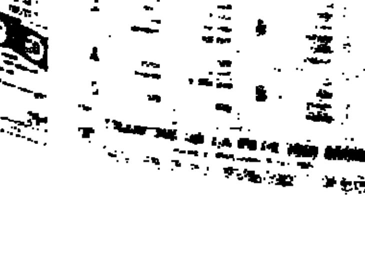
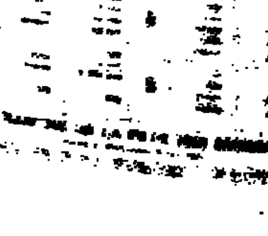
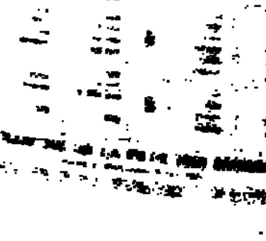
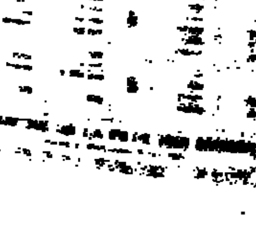
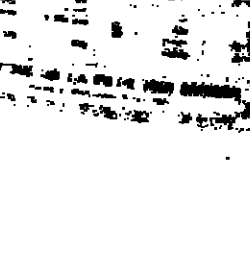
Assurance maladie. – Les centres de la région parisienne seront fermés au public du vendredi 1er juin, à 15 heures, au mardi 5 juin, aux heures habituelles.

Allocations familiales. – Les bureaux d'accueil du siège et des unités de gestion de la région parisienne seront fermés du vendredi 1er juin, à 12 heures, au mardi 5 juin, aux heures habituelles.

Musées. – **A Paris**, le musée du Louvre sera fermé le dimanche 3 juin mais ouvert le lundi 4 (de 9 heures à 18 heures pour le musée, et de 9 heures à 22 heures, les musées de l'Hôtel national des Invalides seront également ouverts aux heures habituelles.

En Ile-de-France, le château de Chantilly ainsi que le domaine de l'abbaye de Chaalis seront ouverts aux heures habituelles.

Pour les autres musées, en région parisienne et en province, il est préférable de se renseigner.




AGENDA

CARNET DU Monde

– Mme Marie-Thérèse Papy,
François et Claire Papy,
Benoît et Cécile,
Michel et Monique Papy,
Anne, Emmanuel et Agnès,
Geneviève Papy,
Catherine et Jean Soumagne-Papy,
Marie-Dominique et Olivier,
ont la douleur de faire part du décès de

Louis PAPY,
doyen honoraire de la faculté
des lettres et sciences humaines
de Bordeaux,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
commandeur des palmes académiques,
chevalier du mérite agricole,
commandeur de l'ordre du mérite
d'Henri le Navigateur,

survenu brutalement à Bordeaux, le 28 mai 1990.

La cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 31 mai, à 10 h 30, en l'église *Notre-Dame-des-Anges (210, rue de* Pessac, Bordeaux).

L'inhumation se fera au cimetière de Mont-de-Marsan le jour même, à *16 heures.*

– Le président,
Les enseignants
Et le personnel de l'université de Bordeaux-III,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis PAPY,
doyen honoraire de la faculté
des lettres et sciences humaines
de Bordeaux.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 31 mai 1990, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Anges (210, rue de Pessac, à Bordeaux).

– La direction, le personnel,
Et les centres de recherches associés de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. le doyen Louis PAPY,
membre fondateur,

survenu le lundi 28 mai 1990.

Esplanade des Antilles,
33405 Talence Cedex.

– M. *Henri Pastoureau*,
M. et Mme Michel Pastoureau
et leurs filles,
M. et Mme Dominique Ailloud
et *leur fils*,
M. *Henri Dubief*,
M. et Mme Jean-Louis Lefaix
et leur fille,
Mme Aline Roby,
ses enfants, petits-enfants, beau-frère, neveux et cousine,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri PASTOUREAU,
née Hélène Level,
pharmacien,

survenu le 17 mai 1990, à Paris, dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation a eu *lieu le 22 mai*, à Saint-Céneri-le-Gerei (Orne), dans l'intimité familiale.

48, rue des Francs-Bourgeois,
75003 Paris.

– M. et Mme François Sorlin
ont la douleur de faire part du décès de leur fils

Jean SORLIN,
officier de réserve,
croix de la valeur militaire.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

2, rue Paul-Doumer,
95520 Osny.

– *Le ministre de la coopération et du développement*
Et tous les personnels en poste à la centrale et à l'étranger,
ont la grande tristesse de faire part du *décès de*

M. Alain WERBROUCK,
chef de service du protocole,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 25 mai 1990, à l'âge de quarante-neuf ans, à Paris.

Remerciements

– En ce 1er juin, jour anniversaire de la mort de

Jean RABAUT,

M. et Mme Jean-Guy Gourson,
M. et Mme Michel Rabaut,
ses enfants,
Mme Louise Bluman,
sa sœur,

remercient leurs amis et ceux de Jean de leurs témoignages d'affection et pensent à lui avec tendresse.

Condoléances

– J'exprime mon profond chagrin à la famille Serge Borochovitch pour la disparition de Micheline Rosenthal, qui a connu la Maison d'enfants d'Izieu (Ain).

Sabine Zlatin,
fondatrice-directrice
de la Maison d'enfants d'Izieu.

Erratum

– Mme Antoinette Schreyer,
Son fils, Terry,
Sa fille, Martine Schreyer Perrin,
Ses petits-enfants
Et la famille Venant de Madagascar,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland Charles SCHREYER,

survenu à Paris, le 24 mai 1990.

Cet avis tient lieu de faire part.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel daté lundi 28 et mardi 29 mai :

UN ARRÊTÉ

• *Du 27 avril 1990 portant* création de départements d'institut universitaire de technologie à compter de la rentrée universitaire de 1990.

CAMPUS

Une antenne universitaire à Albi

Le Centre universitaire d'Albi (Tarn) ouvrira ses portes en octobre prochain. Il devrait accueillir près de 300 étudiants de première année de droit dans son antenne de l'université de sciences sociales de Toulouse. D'ici là, seront aménagés un amphithéâtre de 300 places, une *bibliothèque* de 220 des salles de travaux dirigés, d'informatique, une cafétéria et une mini-cité universitaire de 70 chambres dans les locaux du lycée Bellevue sous-utilisé.

Les premiers travaux ont été lancés la fin mai, en même temps qu'une grande campagne de communication dans les établissements scolaires de la zone, menée conjointement par la municipalité socialiste, le *conseil général du Tarn et le* conseil régional Midi-Pyrénées qui se partageront, à parts *égales*, un investissement de plus de 8 millions de francs.

Les promoteurs de cette *antenne universitaire* attendent 600 étudiants à la rentrée 1991 avec la mise en place de la seconde année du DEUG de droit, et d'un millier à l'horizon 1994-1995 avec l'*implantation* souhaitée d'un DEUG de sciences sociales et d'un DEUG de « culture générale » avec l'*université* Toulouse - Le *Mirail*.

Le Centre universitaire devrait alors s'installer définitivement dans les bâtiments réaménagés de *la caserne Lapérouse, qui* sera abandonnée de deux ans par les 600 parachutistes du 7e RPCS dans le cadre du plan « Armées 2000 ». *(Corresp.)*.

A.A.

TAC-O-TAC

Le numéro 104447 gagne 4 000 000,00 F

004447 204447 304447 404447 504447 604447 704447 gagnent 40 000,00 F

[illegible]

LOTO

[illegible]

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaines dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film a éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 31 mai

TF 1

20.40 **Cinéma : Haut les flingues.** ■
Film américain de Richard Benjamin (1984).
22.20 **Magazine : Ex libris.**
Expliquez-moi : Dominique Rouch *(Dieu seul le sait)*, Jean-Pierre Petit *(Enquête sur les ovnis)*, Robert Laffont *(la Bible de pierre*, de Thierry Enel et François-Xavier Hery) Jean Guitton *(Portrait de Marthe Robin* et *Un siècle, une vie)* ; Extérieur livres : Arnaud Desjardins *(L'audace de vivre* et *Ashrams)* ; Exploration : Mircea Eliade.
23.20 **Série : L'heure Simenon.**
0.15 **Journal, Météo et Bourse.**
0.30 **Série : Drôles d'histoires** (et à 3.40).
1.05 **TF 1 *nuit*.**

A 2

Un conseil Promotelec, ça vous change l'électricité.
PROMOTELEC Paris (1) 45 22 87 70

20.40 **Magazine : Envoyé spécial.**
De Paul Nahon, présenté par Bernard Benyamin. Les intégristes sur les marches du pouvoir ; Massacre à la tronçonneuse ; *Les espoirs noirs.*
21.40 **La caméra cachée.**
22.20 **Sport : Tennis**
Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
23.15 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.30 **Météo.**
23.35 **Magazine : Du côté de chez Fred.**
De Frédéric Mitterrand. *Le retour à la terre natale.*

FR 3

20.35 **Cinéma : L'épreuve de force.** ■
Film américain de Clind Eastwood (1977).
22.30 **Journal et météo.**
22.55 ***Documentaire : Lauren Bacall* raconte Humphrey Bogart.**
De David Heeley, avec la participation d'Ingrid Bergman, Richard Brooks, Allstair Cook, Katherine Hepburn, John Huston.
0.20 ***Musique : Carnet de notes.***
Choral : Jésus que ma joie demeure de Bach, par Emile Naoumoff, piano.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Un aller sans retour.** ■
Film américain de Ronnie Rondell (1986).
22.00 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma : Les filous.** ■■
Film américain de Barry Levinson (1987) (v.o.).

LA 5

20.40 **Téléfilm : L'innocence foudroyée.**
De Sandor Stern, avec Melinda Dillon, Jonna Lee.
Une jeune adolescente un peu perdue.
22.25 **Série : Deux flics à Miami.**
23.30 **Magazine : Désir.**
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

20.35 **Cinéma : Belles, blondes et bronzées.** □
Film français de Max Pécas (1981). Avec Michel Vocoret, Philippe Klébert, Xavier Lepetit.
22.05 **Série : Brigade de nuit.**
23.05 **Série : Destination danger.**
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Informations : Dazibao.**
0.10 **Magazine : Charmes.**
3.35 **Musique : Boulevard des clips.**

LA SEPT

20.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**
De Philippe Grandrieux.
21.00 ▶ **Documentaire : Poussières de guerre** (1).
De Frédéric Laffont et Christophe de Ponfilly.
22.00 **Documentaire : Dizzy atmosphère.**
De Frank Cassenti.
23.00 **Concert : Dizzy Gillespie et Max Roach.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Dramatique. Le rat de marée**, d'Ambre Atlan.
21.30 **Profils perdus.**
Henri Algueperse (1re partie).
22.40 **Nuits magnétiques.**
L'araignée.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Michael Franks.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Idoménée, musique de ballet K 367, Concerto pour piano et orchestre nº 20 en ré mineur K 466, Symphonie nº 41 en ut majeur K 551 de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Bernhard Klee ; sol. : Christian *Zacharias*, piano.
22.30 **Studio 116.**
23.07 **L'invité du soir.** Gabriel Bacquier.

Vendredi 1er juin

TF 1

14.30 **Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.**
15.15 **Feuilleton : Orages d'été** (4e épisode).
16.45 **Club Dorothée.** Caroline.
17.05 **Série : 21 Jump Street.**
17.55 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.50 **Avis de recherche.**
18.55 ***Feuilleton : Santa-Barbara.***
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.55 **Divertissement : Pas folles, les bêtes !**
20.00 **Journal, Météo.**
20.35 **Variétés : Avis de recherche.**
Invité : Roger Zabel.
22.35 ▶ **Magazine : 52' sur la Une.**
La faune étrange des sous-sols de Paris.
23.35 ***Série : Enquêtes à l'italienne.***
0.25 **Journal, Météo et Bourse.**

A2

14.10 ***Sport : Tennis.***
Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.
20.00 ***Journal* et Météo.**
20.40 **Série : L'ami Giono.**
Onorato, de Marcel Bluwal, avec Luciano Bartoli, Danièle Lebrun.
Une châtelaine aimée d'un maçon italien.
21.35 **Apostrophes.**
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Dernière émission sur le roman avant la sortie. Invités : André Brincourt (*La parole dérobée*), Jean-Marc Roberts (*L'angoisse du tigre*), Yann Quéffelec (*Le maître des chimères*), Bernard Clavel (*Quand j'étais capitaine*), Dominique Rolin (*Vingt chambres d'hôtel*), Jacques Attali (*Le premier jour après moi*).
22.55 **Sport : Tennis.**
Internationaux de Roland-Garros (résumé *des matchs de la journée*).
23.25 **Journal et Météo.**
23.45 **Cinéma : Les yeux sans visage.** ■■■
Film français de Georges Franju (1959). *Avec Pierre Brasseur, Alida Valli, Juliette* Mayniel.

FR3

13.00 ***Sport : Tennis.***
Internationaux de Roland-Garros.
15.00 **Flash d'informations** (et à 17.00).
15.03 **Sport : Tennis** (suite).
Internationaux de Roland-Garros.
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Jeux : La classe.**
20.35 **Magazine : Thalassa.**
Main basse sur l'estuaire, de Dominique Langard et Philippe Rives.
Tout sur la Nivelle.
21.35 **Feuilleton : Les tisserands du pouvoir.**
De Claude Fournier (5e épisode).
22.30 **Journal et Météo.**
22.55 **Magazine : Faut pas rêver.**
De Georges Pernoud.
Inde : Auroville, de Jean-Pierre Bozon ; Allemagne : La route des contes de Grimm, de Patricia Micaleff ; Mali : Les orpailleurs, *de Jérôme Equer.*
23.50 **Musique : Carnet de notes.**
Choral transcrit pour piano, de Bach, par Emile Naoumoff, piano.
0.00 **Sport : Volley-ball**
France-Italie, à Lyon.

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : L'empire du soleil.** ■■
Film américain de Steven Spielberg (1987).
16.00 **Cinéma : Protection rapprochée.** □
Film américain de Peter Hunt (1986).
17.25 **Sport : Cyclisme.** Tour d'Italie.
17.50 **Cabou cadin.**
Zorro.

En clair jusqu'à 20.30

18.15 **Dessins animés : Ça cartoon.**
18.30 **Top album.**
Présenté par Marc Toesca.
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 **Téléfilm : Le premier du genre.**
De Philippe Saville, avec Charles Dance, Jamie Foster.
A la suite d'expériences génétiques, un bébé naît de la fécondation in vitro *d'une femelle gorille avec du sperme humain.*
22.50 **Flash d'informations.**
22.55 **Magazine : Contact.**
23.00 ***Cinéma :*** **Police Academy 4.** □
Film américain de Jim Drake (1987).
0.25 **Cinéma : La main droite du diable.** ■■
Film américain de *Costa-Gavras (1986)* (v.o.).

LA 5

14.30 ***Série : Soko, brigade des stups.***
15.25 **Série : Bergerac.**
16.26 **Dessins animés.**
Les triplés ; Charlotte ; Rémi sans famille ; Les aventures de Claire et Tipoune ; Pollyanna ; Max et compagnie ; Olive et Tom, champions de foot.
18.50 **Journal images.**
19.00 **Magazine : Reporters.**
19.45 **Journal.**
20.30 ***Drôles d'histoires.***
20.40 **Série : Sur les lieux du crime.**
Trahison intime, téléfilm de Robert M. Lewis, avec James Brolin, Melody Anderson. *La voiture explose, disparaît au fond de l'eau, mais le corps du conducteur reste introuvable.*
22.25 **Téléfilm : Mort en Californie.**
De Delbert Mann, avec Cheryl Ladd, Sam Elliott (1re partie).
Un meurtre et un viol dans un ranch...
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

14.45 **Série : Maîtres et valets.**
15.35 **Musique : Boulevard des clips** (et à 0.45).
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.25 **Série : L'homme de fer.**
18.15 **Série : L'ami des bêtes.**
19.00 **Série : Aline et Cathy.**
19.25 **Série : La fête à la maison.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Cosby show.**
20.35 **Téléfilm : Réminiscences.**
De Rus Mayberry, avec Tom Selleck, John *Hillerman.*
Magnum en plein irrationnel.
22.10 **Série : Brigade de nuit.**
23.05 **Série : Destination danger.**
0.00 **Six minutes d'informations.**

La Sept

14.30 **Cours d'italien (10).**
15.00 **Cinéma : Koko, le gorille qui parle.** ■■
Film français de Barbet Schroeder (1977). Avec Penny Patterson, Carl Pribram, Roger Fouts.
16.20 **Court métrage : Le coup du berger.**
De Jacques Rivette.
16.50 **Court métrage : Chambre de bonnes.**
De Jean-Pierre Moulin.
17.05 ***Documentaire :* 10 jours... 48 heures (v.o.).** De Georges Dufaux.
18.00 **Téléfilm : Le peloton d'exécution.** De Michel Andrieu.
18.30 **Documentaire : L'âge d'or du cinéma.**
De John Edwards, David Mingay, Bailey Silleck.
20.00 **Documentaire : Musée d'Orsay** (2). De Pierre Dumayet.
21.00 ***Danse : Alvin Ailey, American Dance* Theatre.** Spectacle de Thomas Grimm.
22.30 **Documentaire : Check the changes.**
De Marc Huraux.

FRANCE-MUSIQUE

20.15 **Concert** (en direct de Baden-Baden) : Sinfonie en sol mineur op. 6, de J.-S. Bach ; Concerto pour piano et orchestre en la *mineur, op. 54 de Schumann ; Sonate pour* piano à quatre mains en ut majeur op. 140 D 812, de Schubert (orchestration de Leibowitz), par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk de Baden-Baden, dir. Hans *Martin Schneidt ; sol. Suzanne Grutzmann*, piano.
22.20 **Musique légère.** Folklore roumain, œuvres d'El Khoury, Schubert.
23.07 **Le livre des mesianges.**
0.30 **Poissons d'or.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Radio-archives.** *Vous avez dit Œudipe ?*
21.30 **Musique : Black and blue.**
Jazz-hot encyclopédie.
22.40 **Nuits magnétiques.** *L'araignée.*
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Michael Franks.

Audience TV du 30 mai 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
		Bande ann.	*Tennis*	*Actual. rég.*	*Bande ann.*	*Reporters*	*Cathy et Aline*
19 h 22	49,2	17,2	10,6	14,3	1,4	2,4	2,5
		Roue fortune	Tennis	19-20 infos	Nulle part	Journal	Fête maison
9 h 45	55,8	24,8	12,6	8,0	3,1	3,4	3,8
		Journal	Journal	Tennis	Nulle part	Journal	Cosby Show
20 h 16	64,9	25,4	11,8	14,6	3,0	5,3	5,0
		Sacrée soirée	la Tricheuse	Concours...	Ciné salles	Acte d'amour	Trou mémoire
20 h 55	63,4	22,0	15,7	5,9	4,7	9,2	5,6
		Sacrée soirée	la Tricheuse	Concours...	Retours...	Acte d'amour	Trou mémoire
22 h 08	59,5	21,7	14,9	4,8	3,6	9,6	5,9
		Quête vérité	Tennis	*Concours...*	*Blancs cassés*	*Débat*	*Mortelle...*
22 h 44	33,3	12,6	6,5	5,4	1,0	3,3	4,5

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Les enfants qui ont trépigné mercredi 30 mai tout un après-midi dans les allées de Roland-Garros en attendant que Yannick Noah se présente sur le Central auraient été bien inspirés d'aller passer un moment « à la campagne », sur les gradins du court n°9.

C'est là qu'un des moments les plus forts de la journée a eu lieu, loin de la frénésie provoquée par les dernières vedettes en compétition : Niclas Kulti, beau bébé scandinave qui, à dix-neuf ans, culmine à près de 2 mètres, s'y est en effet qualifié pour le troisième tour.

Comparée aux deuxièmes victoires des Français Leconte et Noah, la nouvelle pourrait paraître sans importance. Pourtant, Kulti, tout champion du monde juniors 1989 qu'il soit, a gagné sa place dans le tableau final en disputant les qualifications. Puis il a éliminé successivement, en cinq sets l'Espagnol Emilio Sanchez, tête de série n°6, et, mercredi, en trois manches le Suisse Jakob Hlasek, qui reste dans les quarante meilleurs mondiaux.

C'est une entrée en matière intéressante. Kulti – *un pur produit du terroir suédois, si fertile en lifteurs* – appartient à cette génération sans complexe qui a compris que ces Internationaux 1990, très ouverts, constituaient une occasion sans doute unique de victoire dans un tournoi du grand chelem. Et le sort, qui sait être ironique, a mis *sur la route de Niclas Kulti*, au troisième tour, un autre membre de la tribu des Sanchez, Javier.

Noah, illusionniste sans illusions

La Fédération française de tennis a le sentiment d'assurer la promotion du jeu en conviant, chaque premier mercredi des Internationaux de France, les enfants de la région parisienne dans l'enceinte de la porte d'Auteuil. Ce sont de futurs licenciés et de futurs spectateurs qui déambulent ainsi dans les allées du stade, créant une joyeuse cohue. L'invitation est de bonne politique. Mais elle comporte un risque : ne donner à voir aux chères têtes blondes que de mauvais exemples, de fausses valeurs, bref les induire en erreur sur la qualité du jeu lui-même. Et c'est un peu ce qui s'est produit mercredi 30 mai.

Roland-Garros, ce n'est pas cela. Ou plutôt ce ne devrait pas être cela, une succession de parties bancales servies comme des monuments de tennis. Il y a eu tromperie sur les étiquettes. On n'était pas dans un des quatre tournois du grand chelem, mais aux Sables-d'Olonne en automne, devant du tennis de fin de saison, au rabais. Encore une fois Roland-Garros soldait. Non pas ses plus belles têtes de série comme la veille, mais de belles pièces tout de même, *Alberto Mancini* par exemple.

Depuis qu'il a battu Boris Becker lors de la finale du tournoi de Monte-Carlo 1989, l'Argentin est entré dans le club des candidats potentiels à une victoire à Paris. Mais, après une très belle prestation, lundi, contre l'Américain Jay Berger, tête de série numéro 9, Alberto Mancini n'a été capable de tenir son niveau de jeu que durant une manche face à son compatriote Franco Davin.

« *J'ai régressé* », a-t-il dit pour expliquer cette contre-performance assez déprimante face à un gaucher certes accrocheur, mais sans talent particulier. C'était comme si Mancini avait été incapable de se concentrer sur son sujet. Il était dépourvu d'agressivité sur les points importants. Il ne parvenait plus à produire les accélérations qui laissent ses adversaires à 3 mètres de la balle. Triste spectacle d'un bel athlète qui se fait chahuter par un gringalet aux jambes Louis XV.

Autre prestation laborieuse parmi beaucoup : celle de Michael Chang. Est-ce volontaire ou non ? Les chaussettes du champion en titre tirebouchonnaient comme celles d'un ministre des finances. Il semblait encore mal inspiré, le jeune Américain. Au point d'avoir des difficultés à tenir le rythme d'un grand gaillard suisse, Marc Rosset, *avant que celui-ci ne perde* le souffle.

Une douce crise de schizophrénie

Mais, pendant les deux premières manches, il aurait été difficile de dire lequel des deux était le champion. Rosset avait mis le terrain sous la mitraille d'un gros coup droit, belle arme qui avait fauché Yannick Noah au premier tour du tournoi de Nice début mai. Et il n'est pas dit que le Suisse n'aurait pas récidivé s'il avait eu en face de lui le Français.

Car Roland-Garros est en train de se préparer une douce crise de schizophrénie à propos du champion 1983 : celui-ci n'a jamais été autant encouragé pour avoir aussi mal joué. Yannick Noah en était parfaitement conscient. Alors que les ovations du public résonnaient encore sur le central après sa victoire sur le Canadien Andrew Sznajder, *il a expliqué sereinement* qu'il était sous le coup de la fatigue nerveuse provoquée par sa première victoire, qu'il était *« à plat »*, qu'il était donc souvent en retard sur la balle et pas assez agressif.

« Le Canadien contrait bien, j'avais du mal à suivre mon service au filet sans être à la merci d'un retour : j'ai donc dû rester le plus souvent au fond du court. J'ai essayé de le faire jouer en avant et en arrière, mais, comme la plupart de mes coups restaient dans le carré de service, il pouvait prendre le filet sans trop de mal. Heureusement qu'il n'était pas aussi accrocheur que mon premier adversaire, l'Espagnol Clavet, qui, lui, ne faisait pas cadeau du moindre point. Sznajder était un ton en dessous, il a fait beaucoup de fautes qui m'ont permis de faire les breaks et de gagner. »

Faite à chaud, cette analyse avait le mérite de la lucidité. Noah est heureux d'être encore en course dans ce tournoi qui a fait sa gloire, mais il ne se fait pas d'illusions sur le niveau réel de sa forme. Sans sa longue expérience, sans quelques ficelles bien tirées, sans aussi un arbitrage un peu complaisant, il ne se serait peut-être pas sorti aussi facilement de la confrontation avec ce Canadien dont les coups le laissaient parfois sans réaction.

Quand Noah mesurait bien la part de chance qui est la sienne, le public se berçait d'illusions. D'une qualification heureuse, il a fait un quasi-exploit. Or l'exploit, pour le Français, ce serait de battre l'Argentin Guillermo Perez-Roldan, son adversaire au troisième tour. Un peu éclipsé par son compatriote Alberto Mancini l'an passé, alors qu'il s'était montré auparavant plus brillant, Perez-Roldan *avait été battu au quatrième tour* par Boris Becker après avoir eu une balle de match.

Et Yannick Noah s'en souvient très bien : *« C'est un jeune solide. L'affronter sera un test sérieux. Il va falloir se sortir les tripes. »* Or, jusqu'à ce jour, le panache fou, la fureur vraie, ont singulièrement fait défaut à ce tournoi.

ALAIN GIRAUDO

Le rire de Chesnokov

Le rendez-vous annuel de la porte d'Auteuil est semblable à ces réunions de famille qui permettent, à des espaces plus ou moins réguliers, de retrouver oncles et cousines. Chacun observe l'autre à la dérobée et juge les effets du temps sur les visages ou les changements de comportements liés à l'évolution des carrières. Le monde du tennis n'échappe pas à ces retrouvailles où le regard critique s'exerce dans une ambiance de fête.

A Roland-Garros, les habitués notent les nouveaux shorts d'Agassi et remarquent les efforts de Noah pour placer une balle à l'intérieur du terrain de son adversaire.

Les passionnés savent que tous ces sportifs ont une existence en dehors de la quinzaine de jours passée dans la capitale. Certains ont lu des informations sur leurs aventures aux antipodes, d'autres les ont vu apparaître, une nuit, sur leur petit écran. Mais le contact physique, la vraie rencontre qui fait croire que l'on est tout seul sur le stade à regarder les vedettes n'intervient qu'une fois l'an.

Le court numéro 1 se prête magnifiquement à ce genre de situation. Plus petit que le central, il semble mieux convenir à la convivialité. Les sièges, disposés à hauteur des joueurs, facilitent l'observation et permettent de lire des messages étranges sur les visages des vedettes en action. Andreï Chesnokov, par exemple, se révèle un grand parleur sur le terrain, même si les paroles qu'il prononce ne sont pas toujours compréhensibles.

Raquette rouge vif

Il semble jurer lorsque sa superbe raquette rouge vif n'envoie pas la balle à l'endroit qu'il avait décidé. Brusquement, son visage s'éclaire et voici le grand gaillard qui passe une main dans ses cheveux et *esquisse un sourire. Il est sorti,* à son avantage, du premier set qui l'a opposé au Français Jean-Philippe Fleurian, pendant près d'une heure. La voie de la victoire était ouverte pour le Soviétique (7-6, 6-2, 6-0). Il a deviné, à ce moment du jeu, que son adversaire avait *« perdu sa concentration et sa patience, et allait faire des erreurs »*. Une faute de néophyte, une faute comme lui-même en commettait auparavant.

Mais depuis ses premières prestations à Roland-Garros, il y a cinq ans, le joueur moscovite a bien changé. L'ours slave a fait place à un jeune homme au rire facile et à la répartie habile. La fréquentation du circuit mondial n'a pas aidé seulement Chesnokov à se perfectionner en anglais, elle lui a offert aussi l'occasion de s'extérioriser un peu plus. L'enfant de Moscou illustre, pour les spectateurs, *les progrès de la perestroïka* dans son pays.

A mesure qu'il devenait un joueur plus complet, n'hésitant pas à venir chercher les points au filet, il a laissé apparaître un autre type de personnage. La froideur de ses coups mécaniques assenés depuis la ligne, qui lui avait valu le surnom de métronome des courts, s'estompe ou s'intègre dans un jeu *plus offensif*. Et Chesnokov rit. A Rome, lors du dernier tournoi disputé dans cette ville, il a même été jusqu'à faire la bise à un spectateur assis au premier rang.

Indépendance financière

Sans être devenu un clown des terrains, le jeune homme de vingt-quatre ans montre qu'il a acquis suffisamment de confiance en lui pour prendre plus de plaisir à jouer. A l'aise depuis qu'il a gagné, il y a quelques mois, son autonomie et son indépendance financière par rapport au Comité des sports de l'Union soviétique, le dixième joueur mondial s'affirme. *« J'ai gagné un million de dollars cette année, mais je n'ai conservé que les prix que j'ai touchés depuis le tournoi de Nice »*, précise-t-il lorsqu'on l'interroge sur ses gains. L'argent ne semble pas encore trop l'attirer et il a su se montrer un généreux donateur pour les causes humanitaires, qu'elles se nomment Tchernobyl ou Arménie.

Ses séjours à l'étranger lui offrent l'occasion de remplir ses rayons de disques. Il se déclare passionné de musique, de toutes les musiques *« de Mozart aux groupes de rock type Heavy Metal, en passant par le disco »*. L'image du gentil petit russe collectionnant les timbres-postes qu'il offrait les années précédentes semble bien éloignée. Chesnokov a mûri, son indolence naturelle paraît aujourd'hui cacher un détachement serein. Lorsque son entraîneur, la blonde Tatiana Naoumko, lui reproche en russe de donner trop de détails aux journalistes sur son emploi du temps, il lui répond, sans forcer le ton, qu'il n'a rien à cacher. Le masque impassible qui vient éteindre son visage ne résistera que quelques secondes, le temps qu'il capte un regard, qu'il entende une question.

Le public de Roland-Garros découvre un nouveau Chesnokov, auréolé de sa victoire au tournoi de Monte-Carlo et de sa place en finale à Rome. *« Tout le monde a une petite chance de gagner ici, et j'ajouterai que les joueurs encore en piste ont plus de chance »*, plaisante ce spécialiste de la terre battue.

SERGE BOLLOCH

Les résultats

Simples messieurs (deuxième tour)

Premier quart du tableau

J. Svensson (SUE) b. S. Bruguera 2-6, 2-6, 6-4, 6-4, 6-0 ; R. Azar (ARG, Q) b. M. Streiba (TCH) 3-6, 6-4, 4-6, 6-3, 6-4 ; Y. Noah (FRA) b. A. Sznajder (CAN) 6-4, 5-7, 6-4, 6-4 ; G. Perez-Roldan (ARG, n°15) b. A. Tcherkasov (URS) 7-5, 6-4, 6-3 ; F. Davin (ARG) b. A. Mancini (ARG) 6-3, 5-7, 7-5, 6-1 ; H. Leconte (FRA, W) b. B. Oresar (You) 6-4, 6-2, 6-1 ; J. Arrese (ESP) b. F. Santoro (FRA, W) 4-6, 6-3, 6-2, 6-2 ; A. Chesnokov (URS, n°8) b. J. Fleurian (FRA) 7-6, 6-2, 6-0 ;

Deuxième quart du tableau

A. Agassi (E-U, n°3) b. T. Woodbridge (AUS, Q) 7-5, 6-1, 6-3 ; A. Boetsch (FRA, Q) b. G. Bloom (ISR) 6-2, 6-1, 6-0 ; J. Anderson (AUS) b. N. Marques (POR, Q) 7-5, 6-3, 6-1 ; J. Courier (E-U, n°13) b. M. Srejber (TCH) 7-6, 6-1, 2-6, 6-2 ; M. Chang (E-U, n°11) b. M. Rosset (SUI) 7-5, 4-6, 6-4, 6-3 ; C. Bergstroem (SUE, Q) b. T. Wilkison (E-U) 6-4, 6-2, 6-1 ; J. Sanchez (ESP) b. P. Rebolledo (CHI, Q) 6-4, 7-6, 6-2 ; N. Kulti (SUE, Q) b. J. Hlasek (SUI) 6-2, 6-4, 6-4.

Simples dames (deuxième tour)

Premier quart du tableau

S. Graf (RFA, n°1) b. J. Sentrock (E-U, L) 6-1, 6-2 ; S. Cecchini (Ita) b. S. Amiach (Fra) 6-2, 6-1 ; L. Lapi (Ita) b. M. Javer (G-B) 6-1, 6-2 ; N. Tauziat (Fra, n°15) b. S. Hack (RFA) 6-2, 3-6, 6-3 ; C. Martinez (Esp, n°8) b. P. Etchemendy (Fra, W) 7-6, 6-3 ; R. Zrubakova (Tch) b. M. Strandlund (Sué) 6-1, 7-6 ; C. Benjamin (E-U) b. H. Na (E-U) 7-6, 6-3 ; W. Probst (RFA) b. B. Romano (Ita) 6-2, 4-6, 7-5

Deuxième quart du tableau

G. Sabatini (Arg, n°4) b. S. Sloane (E-U) 6-0, 5-7, 6-1 ; N. Herreman (Fr.) b. N. Sawamatsu (Jap) 6-1, 6-3 ; E. Sviglerova (Tch) b. D. Van Rensburg (RFA) 6-3, 6-6 ; J. Novotna (Tch, n°11) b. B. Schultz (P-B) 6-3, 6-1 ; A. Temesvari (Hon) b. R. Simpson (Can) 7-6, 6-2 ; N. Provis (Aus) b. E. Pampoulova (Bul) 6-4, 6-2 ; J. Halard (Fra) b. N. Medvedeva (URS) 6-2, 4-6, 6-4 ; K. Maleeva (Bul, n°8) b. D. Faber (E-U) 7-5, 6-1.

FOOTBALL

Le RC Strasbourg se réorganise

STRASBOURG

de notre correspondant

Le Racing-Club de Strasbourg, qui a raté mardi 29 mai son accession en première division du championnat de France de football, a enfin réussi à se restructurer. La section professionnelle va être reprise par une société d'économie mixte, dont le capital est réparti entre la ville (49 %), le club omnisport (56 %) et une équipe de chefs d'entreprises privées (45 %) à la tête de laquelle M. Jacky Kientz, PDG de Roosheim (Bas-Rhin), prendra la présidence du directoire. Il sera aidé par le bâtonnier de Strasbourg, Me Nicolas Wiltberger, qui présidera le conseil de surveillance.

Cette SEM prévoit pour la première saison un budget de 48 millions de francs, dont une subvention municipale de 20 millions que le premier adjoint au maire, M. Roland Ries (PS) a délibérément plafonnée.

Ce changement de structure et l'abandon par la ville des créances qu'elle a sur le club permettent à la SEM d'espérer équilibrer son budget. Elle paiera au club omnisports un « loyer » compris entre 1 million et 1,5 million de francs par an.

Cet accord, longtemps bloqué par le président du club omnisports, l'ancien ministre RPR André Bord, a été rendu possible par la nomination à ses côtés d'un administrateur judiciaire par le tribunal de Strasbourg. Me Claude Weil a précisé que sa mission – aujourd'hui achevée – serait levée par le tribunal, M. Bord pourrait reprendre l'intégralité de sa tâche, mais dans les seules sections amateurs, qui conservent le statut associatif.

J. F.

Heureux absents

Les absents ont toujours tort, dit-on. Voire. Dans l'affaire de la Société générale, le parquet vient de demander l'inculpation de cinq personnalités. Plusieurs acteurs éminents du raid manqué sur la banque privatisée, à l'automne 1988, n'en font pas partie. Faute de la publication du rapport d'enquête de la COB, on est en droit de s'interroger sur ces absences.

Première famille de disparus, les « papys ». On se souvient que, pour mener à bien son offensive contre la Générale, M. Georges Pébereau, le président de Marceau Investissements, avait obtenu le concours de trois éminents industriels, MM. Georges Leven, président de Perrier, Jean-Louis Descours, PDG des Chaussures André, et François Dalle, président honoraire de L'Oréal. Autre grand absent, M. Samir Traboulsi, l'homme d'affaires libanais qui avait aussi joué un rôle important dans l'opération de rapprochement entre Pechiney et American Can. Il avait acheté 500 000 actions de la Société générale au bon moment et réalisé, à titre personnel, une plus-value substantielle. Il se défend d'avoir été un initié et explique que cet achat s'inscrit dans la gestion de son portefeuille. C'était, explique-t-il, une opération de « *trading* » classique (aller et retour rapide en vue de réaliser des plus-values boursières). Au magistrat d'apprécier.

Autre absent de taille, le promoteur immobilier M. Christian Pellerin. Pourquoi le parquet a-t-il choisi, contre l'avis de la COB, de proposer l'inculpation de M. Naouri et pas celle du PDG de la SARI-SEERI ? M. Pellerin s'est défendu en affirmant qu'il était initiateur de l'opération, avec M. Pébereau, et que ses achats personnels avaient été effectués en accord avec lui. On ne peut être à la fois initiateur et initié, plaide-t-il. Cet argument a-t-il suffi à lui éviter de figurer sur la liste ?

D'autres inconnues subsistent. Des investigations restent à mener, notamment en Suisse où un courtier, M. Jean Zuberer, avait acheté 500 000 titres. Un certain « Monsieur Michel », de son côté, en avait acquis 100 000 depuis un paradis fiscal. Heureux absents.

E. I. et Y. M.

□ **Report de la date limite des déclarations de l'ISF.** – La date limite de dépôt des déclarations de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) est reportée au 20 juin, a annoncé le ministère des finances le mercredi 30 mai. La date de dépôt avait initialement été fixée au 15 juin. Le ministère a rappelé que le paiement de l'impôt, qui touche les personnes physiques dont la valeur nette du patrimoine excède 4,13 millions de francs au 1er janvier, devra être effectué lors du dépôt de la déclaration.

Huit mois après la transmission du rapport de la COB

Le parquet demande l'inculpation de cinq personnes dans l'affaire de la Société générale

Huit mois après la transmission à la justice du rapport de la Commission des opérations de Bourse sur l'affaire de la Société générale, le parquet de Paris a ouvert, mercredi 30 mai, une information judiciaire pour délit d'initié. Il a requis auprès du juge d'instruction, Mme Monique Radenne, l'inculpation de cinq personnes dont M. Jean-Charles Naouri, président de la société d'investissement Euris et ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, entre 1982 et 1986.

M. Jean-Charles Naouri fait-il les frais d'un règlement de comptes entre la magistrature et le gouvernement ? Inclus par la volonté expresse du parquet dans la liste des personnes susceptibles d'être inculpées dans l'affaire de la Société générale, M. Naouri serait, selon certains, le « *bouc émissaire* » livré à la vindicte des juges, « scandalisés » par le vote de la loi d'amnistie sur le financement illicite des partis politiques.

Cette analyse a été réfutée, jeudi 31 mai par M. Arpaillange qui, s'exprimant sur France-Culture, a déclaré : « *Ne parlez pas de revanche des juges sur les politiques. Quel vilain terme pour une si noble profession* », avant d'ajouter : « *La présomption d'innocence ne joue plus. J'en suis très triste.* »

Au demeurant, la requête visant à l'inculpation de M. Naouri et de quatre autres personnes aurait été précédée, selon l'Agence France Presse, de longues semaines de débats entre M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie. Selon la même source, ce dernier souhaitait qu'une information soit ouverte contre X, tandis que le ministre de la justice soutenait les magistrats partisans de requérir des inculpations nominatives. M. Bérégovoy pour sa part, a démenti qu'un tel débat ait eu lieu.

La Commission des opérations de Bourse (COB) qui, voici huit mois, avait remis à la justice un rapport sur l'ensemble des opérations boursières illicites commises au moment du raid lancé par M. Georges Pébereau sur la Société générale n'avait, à l'époque, identifié que quatre, et seulement quatre, séries d'opérations suspectes commises par quatre personnes physiques et morales.

Licite et illicite

Ces mouvements boursiers, selon un communiqué de la COB en date du 31 juillet 1989, « *ont concerné 668 460 actions et ont dégagé une plus-value de 42,2 millions de francs (...) laissant présumer que leurs auteurs ont pu bénéficier d'informations indirectes sur le ramassage conduit par Marceau Investissement et seraient donc justiciables de délit d'initiés* ».

Les noms de ces quatre personnes sont désormais officiellement connus. Il s'agit de Mme Genevieve Dalle, épouse de M. François Dalle, ancien PDG de L'Oréal qui, interrogée mercredi 30 mai sur RTL, s'est déclarée un peu « *amère* » qu'on veuille lui « *faire porter le chapeau* » ; de MM. Jean et Jean-Claude Foureau, professionnels de la finance et patrons de Capital Finance, une société d'investissement, et de M. Jean-Pierre Peyraud, ancien directeur général de la Banque Rivaud.

A ces quatre personnes désignées par la COB, le parquet a donc choisi d'en ajouter une cinquième, M. Jean-Charles Naouri. Outre des opérations effectuées pour le compte de la société Euris (qu'il préside), ce dernier avait acheté, au cours de l'été 1988 et à titre personnel 5 800 actions de la banque et réalisé une plus-value de 170 000 francs. Le collège de la COB avait considéré à ce sujet qu'il n'y avait pas délit, plaçant M. Naouri dans une seconde catégorie d'opérateurs. Mais à cause du flou des textes définissant le délit d'initiés, la COB n'avait pu, expliquait-elle dans son communiqué de juillet 1989, « *tracer avec certitude, une frontière précise entre le licite et l'illicite* ».

Ce communiqué avait provoqué, alors, un certain émoi au sein du service d'inspection de la COB. Les inspecteurs estimaient en effet que le texte adopté par le collège de la COB entrait, quelque peu, en contradiction avec le rapport qu'ils avaient fourni et absolvait un peu trop facilement certains opérateurs. Le rapport de la COB n'ayant jamais été rendu public, il est difficile aujourd'hui d'apprécier cette contradiction concernant M. Jean-Charles Naouri.

YVES MAMOU

Fin de la réunion ministérielle au Château de la Muette

Le désaccord sur les subventions agricoles a dominé les débats de l'OCDE

Les Etats-Unis et l'Europe des Douze ont une nouvelle fois constaté leur désaccord sur les réformes à apporter aux échanges agricoles, lors de la réunion à Paris mercredi 30 et jeudi 31 mai des ministres des vingt-quatre pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Un rapport publié mercredi à Bruxelles par la Cour des comptes de la CEE, critiquant sévèrement le coût des subventions à l'exportation dans la politique agricole commune, apporte de façon inattendue des arguments aux Etats-Unis.

Etait-ce le lieu ? Etait-ce le moment ? La réunion à vingt-quatre des ministres de l'OCDE mercredi et jeudi à Paris a tourné au duel entre les Etats-Unis et la Communauté européenne sur la question des échanges agricoles.

La délégation américaine, conduite par Mme Carla Hills représentante du Président Bush pour les questions commerciales et M. Clayton Yeutter, Secrétaire à l'agriculture, souhaitait que les pays industrialisés envoient « *un signal politique* » aux autres nations membres du GATT (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce) pour affirmer clairement leur volonté de voir aboutir, en décembre prochain, les négociations commerciales multilatérales entamées en 1986 à Punta del Este et connues sous le nom d'Uruguay Round. Or, a dit et répété Mme Hills, « *l'agriculture est la clé de la réussite pour l'ensemble du Round* ».

Les Américains souhaitent, depuis le début, obtenir des résultats dans quatre domaines : l'accès aux marchés, les aides intérieures aux agriculteurs, les règles phytosanitaires, et les subventions à l'exportation. Ils souhaitent une disparition pure et simple de ces dernières, qui sont le principale mécanisme de la politique agricole commune. Leur projet pour le communiqué de l'OCDE parlait d' « *élimination progressive des subventions à l'exportation* ».

« *Une provocation* », déclaraient en fulminant les Européens qui considèrent que l'OCDE n'est pas le lieu pour des négociations commerciales. « *Les Américains reviennent sur ce qui avait été décidé l'an dernier à Genève. Ils essaient de contourner les instances normales de négociation pour obtenir un avantage* », commentait un haut fonctionnaire de la CEE. La Communauté ne veut pas entendre parler d'une suppression des subventions à l'exportation - qui ont d'ailleurs été réduites automatiquement avec la baisse des prix agricoles intérieures depuis 1986- et propose une « mesure globale de soutien », instrument prenant en compte toutes les formes d'aide à l'agriculture, et qui, elle, pourrait être progresivement réduite.

Dans ce débat où chacun a rejetté sur l'autre la responsabilité de l'échec et l'accusation de « mauvaise foi », un élément inattendu est venu apporter des arguments aux critiques américaines. La Cour des Comptes européenne a en effet publié mercredi un rapport très critique du sytème européen des subventions à l'exportation qui « *ne tient pas suffisamment compte de l'impératif d'économie* » et « *n'assure qu'une protection insufisante contre les fraudes* ». En 1988, la CEE a déboursé 7 milliards d'ECU (49 milliards de francs) pour aider l'exportation de 24,8 millions de tonnes de cértéales, 0,8 million de tonnes de viande bovine et 16,8 millions de tonnes de produits laitiers.

Ces restitutions coûteuses et mal contrôlées (une fraude de plusieurs millions de francs sur le blé tendre est citée dans le rapport), sont devenues « *le principal instrument de gestion du marché intérieur* » et « *un instrument souple de politique commerciale et de relations extérieures* », ce qui est un risque pour les finances communautaires.

SOPHIE GHERARDI

Pour financer des grands projets

Le Crédit local de France crée un GIE européen à Bruxelles

Le Crédit local de France (CLF), qui n'a que deux ans d'existence, reste l'établissement financier spécialisé dans le développement des régions et des collectivités locales, mais il cherche de plus en plus à sortir de l'Hexagone. C'est ce qu'a déclaré M. Pierre Richard, président du directoire, le 30 mai, à l'issue de l'assemblée générale du CLF à laquelle avait assisté M. Michel Rocard pour marquer son attachement à la décentralisation.

Avec un total de bilan de 212 milliards de francs à la fin de 1989 (au lieu de 153 milliards à la fin de 1987) le CLF occupe 44 % du marché du financement des villes, départements et régions. Mais la concurrence de l'ensemble du réseau bancaire apparaît chaque jour plus redoutable et le CLF ne bénéficie plus d'une sorte de rente historique de situation.

Le Crédit foncier, les caisses d'épargne, le Crédit mutuel, la Société générale ou la BNP, les banques étrangères et surtout le Crédit agricole (avec près de 20 % du marché) accroissent chaque jour leur influence, non seulement comme prêteurs, mais aussi comme conseillers pour la gestion de la dette ou la politique d'investissement et d'équipement. Le CLF, qui jouit d'une bonne réputation internationale (puisque, sans bénéficier de la garantie de l'Etat pour ses emprunts, il est titulaire du rating international AAA), a considérablement augmenté ses fonds propres qui frisent les 10 milliards. Il est, après l'Etat, le premier émetteur d'emprunts sur le marché domestique mais, sur les places internationales, il aura levé en 1990 quelque 14 milliards de francs au lieu de 3 en 1988. (1).

M. Richard a pu en outre annoncer une progression de 15 % par rapport à 1988 du bénéfice net de l'établissement, soit 848 millions, mais sur cette somme 670 millions seront mis en réserve pour renforcer encore les fonds propres.

Implantation aux Etats-Unis

Bien que les collectivités locales françaises accroissent chaque année, à un rythme très rapide, leurs investissements (142 milliards l'an dernier, 115 milliards en francs d'aujourd'hui en 1985), leurs besoins d'emprunts diminuent. Elles se désendettent de plus en plus et financent sur leurs ressources propres leurs dépenses, ce qui rend plus difficile évidemment le métier de banquier. Le CLF a toutefois augmenté des prêts de 20 % par rapport à 1988, mais le Crédit agricole, son grand rival, a fait beaucoup mieux (+ 75 %) en accroissant la part des prêts à taux révisables et les prêts à moins de douze ans.

1989 aura été l'année d'implantation du CLF aux Etats-Unis. Son chiffre d'affaires sur le marché des *municipal bonds* a atteint 200 millions de francs. En Europe, le CLF veut être, a indiqué M. Richard, l'interlocuteur reconnu de la Banque européenne d'investissement pour le financement des grands projets d'infrastructure. Un groupement d'intérêt économique européen (GIE) va voir le jour à Bruxelles dans ce but avec, autour du CLF, des partenaires comparables, belges, allemands, italiens et espagnols, représentant une force de frappe en termes de bilan consolidé de 850 milliards de francs.

FRANÇOIS GROSRICHARD

(1) Avec respectivement 47,5 % et 25 % du capital, l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations sont les principaux actionnaires. 6,5 % sont détenus par des établissements financiers étrangers. Le gouvernement n'envisage pas pour le moment d'ouvrir le capital du CLF au public ni aux collectivités locales elles-mêmes.

M. Mitterrand veut alléger la dette des pays « à revenus intermédiaires »

Après les remises de dettes consenties aux pays les moins avancés, M. François Mitterrand veut aller plus loin : « *Maintenant,* a-t-il dit aux ministres des vingt-quatre pays de l'OCDE qu'il recevait mercredi 30 mai à l'Elysée, *j'attends de nous tous que nous nous attachions à alléger le fardeau de la dette des pays dits intermédiaires.* » « *Comment pourrait-on accepter que ces pays, qui ont souvent de réelles capacités de croissance et ont mis en place des politiques courageuses soient freinés dans leur développement par le poids du service des dettes ? Pourquoi leur serait-il interdit toute chance ?* », a-t-il ajouté. Le président français a également souhaité que la deuxième conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra à Paris en septembre, aboutisse à « *des engagements précis et contraignants : que les pays de l'OCDE consacrent 0,7 % de leur produit intérieur brut aux pays en développement, dont 0,15 % aux plus pauvres d'entre eux* ».

Avec le lancement de camions haut de gamme

R.-V. I. veut montrer son originalité face à Volvo

LYON

de notre bureau régional

Fort opportunément, après ses récentes fiançailles avec le constructeur suédois Volvo (*le Monde* daté 25-26 février), Renault-Véhicules industriels vient d'entreprendre à l'usine d'assemblage de Bourg-en-Bresse, mercredi 30 mai, le lancement commercial de sa nouvelle gamme de tracteurs de semi-remorques, d'une puissance de 380 CV (moteur Renault) à 500 CV (moteur Mack). La gamme AE est le fruit de sept ans d'études et d'un investissement estimé à 1,5 milliard de francs.

Selon M. Jean-Pierre Capron, président de Renault-Véhicules industriels, le rythme annuel de production atteindra les 8 000 unités à partir du milieu de l'année 1991. R.V.I. entend bien que cette nouvelle gamme contribue à porter sa part de marché totale à 14 % des immatriculations de poids lourds en Europe. Ce lancement commercial se poursuivra jusqu'en juin et l'usine de Bourg-en-Bresse accueillera plus de cinq mille visiteurs, clients et concessionnaires venant de toute l'Europe. Une telle recherche de notoriété peut surprendre, car Volvo, le nouveau partenaire de R.-V. I. est précisément réputé pour ses véhicules de haut de gamme.

La naissance de la nouvelle gamme survient dans une conjoncture délicate. On a constaté une baisse de 20 % du marché du poids lourd durant les quatre premiers mois de l'année.

GÉRARD BUÉTAS

Forte hausse des services

Les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en avril

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,4 % en avril, a confirmé l'INSEE mercredi 30 mai. L'indice calculé sur la base 100 en 1980 s'est établi à 182,4 % contre 181,7 en mars. Par rapport à avril 1989, l'augmentation des prix est de 3,2 % contre 3,4 % le mois précédent (mars 1990 comparé à mars 1989).

Les prix de l'alimentation ont augmenté de 0,3 % en un mois et de 4,7 % en un an. Certains produits n'ont pas augmenté du tout (poissons, laits et fromages, beurres et corps gras) tandis que d'autres baissaient (œufs, café). Les prix des légumes (+ 1,4 % en un mois) ont en revanche fortement augmenté, de même que ceux des boissons (+ 0,7 %).

Les prix des produits manufacturés ont quant à eux peu augmenté (+ 0,1 % en un mois, + 1,5 % en un an), du fait notamment de la baisse des produits pétroliers (– 0,8 % en un mois, – 2,1 % en un an), et de ceux des appareils électroacoustiques.

Les prix des services ont augmenté très fortement : de 0,8 % en un mois, de 4,1 % en un an. Principaux responsables : les loyers (+ 1,2 %), la santé (+ 2 %). Le poste hôtels-cafés-restaurants continue d'augmenter vivement : + 0,5 % en un mois, + 5,4 % en un an.

L'écart annuel d'inflation avec la RFA remonte, passant à 0,9 point (+ 3,2 % en France, + 2,3 % en RFA) contre 0,7 point en janvier, février et mars.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CONSEIL POLYVALENT pays de l'Est, bonne connaissance du terrain et des mentalités culturelles et économiques, formation supérieure économiste, 45 ans. Nat. française d'origine tchèque, allemand, anglais, russe, polonais.
APPORTE : toute aide à société para-étatique ou organismes internationaux, PME, PMI désirant s'implanter dans ces nouveaux pays. (Section BCO/CR 1533)

ESCP trilingue français, anglais, allemand, spécialiste marketing produits et distribution, vente internationale de produits industriels, relations avec grands industriels renommés, recrutement, formation et animation de réseaux commerciaux ayant exercé activité en France, RFA, USA, Japon.
RECHERCHE : direction des ventes à dominante internationale grand groupe ou PMI performante. (Section BCO/AB 1534)

INGÉNIEUR IDN, 10 ans expérience, très solides références, spécialiste IBM 38 AS 400, contrôle de processus, grande expérience en organisation et conseil étude et développement, assistance et formation.
ETUDIERAIT : toutes *propositions* de collaboration. (Section BCO/AB 1535)

JURISTE D'AFFAIRES, double formation juridique (maîtrise + DES) et économique (IAE niveau DECS management), bilingue anglais, espagnol, longue expérience juridique, presse, recyclage permanent.
RECHERCHE : poste chef de service juridique, consultant, rédact. ou *type secrétariat général CDI* ou *CDD Paris* (poste exonération charges sociales employeur dans le cadre du CRE). URGENT. (Section BCO/VL 1536)

FONDÉ DE POUVOIRS,spécialiste de l'étranger, montage de crédits garantis sur zone France et pays anglophones. Connaissant procédure DREE, BECF, BDF, 18 ans expérience négociations haut niveau avec bonnes introductions.
RECHERCHE : à *Paris* responsabilités de cette zone au sein banque ambitieuse. (Section BCO/HP 1537)

STATISTICIEN ENSAE, 35 ans, nat. française, 8 ans expérience d'analyses statistiques, modélisation, analyse de données, connaissances informatiques : SAS, DBASE III + bases de données relationnelles.
OFFRE : sa collaboration à grande entreprise tout secteur économique. (Section BCO/MAB 1538)

RESPONSABLE ADMINISTRATION VENTES - 37 ans - bilingue anglais - 20 ans expérience France et export - maîtrise des problèmes logistiques par la diminution des coûts et le suivi des commandes jusqu'au rapatriement, de la créance véritable interface au sein de l'entreprise.
RECHERCHE : *fonctions similaires conjuguant rigueur et communication commerciale* – disponible pour déplacements et installation province (section BCO/JVAS 1528).

DIPLOMÉE MAITRISE DE GESTION Dauphine - 30 ans - 4 ans expérience en commerce international - trilingue anglais, espagnol.
RECHERCHE : poste dans le management (section BCO/CR 1529).

J.-H. - 31 ans - DESS Paris Dauphine gestion des entreprises culturelles - DEA histoire de l'art, école du Louvre. - Culture de haut niveau. - Expériences prof. - Dynamique, organisé, rigoureux.
RECHERCHE : poste à responsabilité dans art, communication, culture, édition d'art, direction projets culturels (section *BCO/DDS 1530*).

JURISTE haut niveau. Expérience et formation France et étranger. Ingénieur BTP, avocat, doctorats en droit et sciences économiques, spécialiste droit des contrats, immobilier, affaires (haut de bilan).
RECHERCHE : toutes formes de partenariat (section BCO/BD 1531).



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

DIRECTEUR SYSTÈMES D'INFORMATION
offre 18 ans d'exp., industrie et cosmétiques, environnement IBM à GRANDE ou MOYENNE ENTREPRISE. Paris ou province.
Ecrire sous le n° 7124 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7

Assistante de direction bilingue, anglais, 37 ans Bac + 4, 15 ans d'expérience. *Rigoureuse et dynamique.* Cherche poste à responsabilités, statut cadre dans entreprise performante.
Écrire sous le n° 6 043
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7

J. F. 30 ans, 3e cycle d'anglais. *Expérience en agence de publicité et support*, cherche poste à responsabilités dans un service Information/Relations extérieures/promotion.
Ecrire sous le n° 6 047
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7

Etudiante allemande, 20 parlant également anglais français et espagnol cherche emploi de vacances de mi-juillet à début septembre. Sandra KOSCIELNY In der Hommersbach 24 D-6601 Heusweiler.

Archit. H., form. comm. intern. Diplôme Beaux-Arts, 1 an USA Ch. activité mi-temps partiel Culturel, touristique ou immob. Tél. 43-27-11-59.

H. 52 ans, fr éclectique grande exp. entreprises. Angl. arabe, albanais, sens int. analyse, synthèse organis. Gestion. coal chevronné. Connais. Pays arabes M.O., Albanie. Ch. poste resp. Fr. ou étranger. Ecr. M. AREF, 26, rue Fresnel, PARIS-16e.

ECRIVAIN JOURNALISTE 44 ans. Exp. communication. Cherche poste stable temps complet ou partiel Secteur presse ou édition Tél. : 45-33-82-18.

GARDE DE NUIT POUR PERS. AGEE OU MALADE Tél. : 45-84-51-27.

TRADUCTEUR ESPAGNOL FRANÇAIS, ch. emploi. Tél. : 48-99-48-40.

H. 46 a., 21 a. exp. admin et financ. Sens de la discrét. ch. situation position cadre.
Ecrire sous le n° 8924
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7

J. F. 30 ans. BTS comptab 8 ans exp., cherche place adjointe au chef comptable ou autre poste responsabilité. Tél. : 45-47-73-65.

Cadre banque/assurance. 20 ans expérience. Trilingue espagnol/anglais. Mobilité géographique étranger, rech poste à responsabilité. Ecr. J.-P. Brunet, B.P. 3, 92420 Vaucresson ou tél 47-01-06-06, répondeur.

OFFRES D'EMPLOIS

PRESSE QUOTIDIENNE
RECRUTE POUR SON DÉPART. MARKETING DIRECT
TÉLÉVENDEURS
(H. ou F.) NIVEAU BAC
Bonne culture générale. Expérience souhaitée. Fixe + intéressement
45-55-15-27

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

4e arrdt
FRANCS-BOURGEOIS
S/HOTEL DE SOUBISE 75 m². RÉNOVÉ dans HOTEL 18e s. 45-62-14-60

8e arrdt
MALESHERBES ÉLÉGANT IMM. 1890
TRIPLE RÉCEPT., 4 CHBRES GD SERVICE POUR COUPLE. MICHEL BERNARD. 45-02-13-43

13e arrdt
Sur square et voie privée
MAISON
atelier 210 m², rénov. 42-78-68-56

77 Seine-et-Marne
NOISIEL (77)
Centre du Lazard PARTIC. Vend F 3, 83 m² 100 m RER, 30 min. OPÉRA Tous commerces, pr. écoles square. Calme. bois proxim. Salle à manger 27 m², 2 ch cuis. 12 m², s. de bns 6 m² Cont. : 60-17-20-45 ap. 20 h (PRIX : 700 000 F).

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e, 12e, av. ou sans travaux. PAIE COMPT. chez notaire. 48-73-48-07 même soir.

locations non meublées offres

Région parisienne
LE VÉSINET
Imm. neuf, beaux 3 et 4 p., cuis. équipée, loggia, park. 8 900 F à 10 500 F ch. comp. AM IMMOBILIER. Tél. : 39-76-52-52.

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
8, av de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST. Tél. (1) 45-62-78-99

MASTER GROUP
recherche appts vides ou meublés de stand. pour clientèle de société. 47, r. VANEAU, Paris-7e. 42-22-14-81, 42-22-24-66

immeubles

ANTONY AV. SOMMER 900 m² BURX
ACTIVITÉS 1 500 m² + 35 PKGS. LUXE. CLIMATISE. CONSTRUCTION POSSIBLE. ESPACES VERTS, 45-02-13-43

ANTONY
900 m² BUREAUX
1 500 m² ACTIVITÉS
PC 1 500 m²
VENTE EN TVA
MICHEL BERNARD 45-02-13-43

terrains

45 MN DE PARIS
TERRAINS CONSTRUCTIBLES 600 ET 4 300 m² CLOS. FACE PARC DE CHATEAU. ARBORÉS. VUE SEINE. MICHEL BERNARD. 45-02-13-43

fonds de commerce

Ventes
89 SENS
Bien situé centre-ville
MAROQUINERIE
Bijoux fantaisie. Surf. sociale 27 m², ch. indél. CA prouvé. Bail 3-6-9. Loyer 1 500 F/ms. B. agenc. T. le soir (16) 38-87-24-20 Prix du fond : 280 000 F.

bureaux

Locations
SIÈGE SOCIAL
Burx équipés ts services, démarches RC - RM. SODEC SERVICES CHPS-ELYSÉES 47-23-55-47 NATION 43-41-81-81

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et tous services. 43-55-17-60

DÉFENSE/PUTEAUX 55 m², IMM. NEUF
MICHEL BERNARD, 45-02-13-43

ANTONY AUTOROUTE SUD GD STANDING
AVENUE SOMMER, IMM. DE 870 m², CLOISONNÉS + ACTIVITÉS 1 250 m². PKGS ESPACES VERTS, 45-02-13-43

Domiciliation bureaux, télécopie, télex
AGECO 42-94-95-28

PTE GENTILLY RER A 50 M 350 m², 10 BURX
27 500 F/mois/HC/HT
MICHEL BERNARD 45-02-13-4.

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Protocole d'accord Etat-SNCF-Alsthom

Une enveloppe de 535 millions de francs pour le TGV de la nouvelle génération

Le ministre de l'équipement, du logement, des tranports et de la mer, le ministre de l'industrie et de l'*aménagement* du territoire, le ministre de la recherche et de la technologie ont signé, le 31 mai, avec le PDG de GEC-Alsthom et le président de la SNCF un protocole d'accord destiné à la mise au point d'un train à grande vitesse d'une nouvelle génération capable de circuler à la vitesse de 350 km/h quand le TGV Sud-Est ne dépasse pas le 270 km/h et le TGV Atlantique, le 300 km/h.

Un programme de recherche et de développement s'étendra sur quatre ans et mobilisera 445 millions de francs – dont le budget de l'Etat supportera un tiers – auxquels s'ajouteront 90 millions de francs d'études et d'essais menés par la SNCF (*le Monde* du 9 décembre).

Les principales améliorations attendues pour que le TGV français conserve son avance technologique sur ses concurrents japonais et allemands concernent le moteur asynchrone, qui devra fonctionner avec tous les courants électriques utilisés aujourd'hui. Elles viendront aussi de l'allègement des trains, pour permettre de mettre en service des TGV à étages ou couchettes, ainsi que de l'étanchéité des voitures afin de rendre supportable pour les voyageurs la pression *du franchissement des tunnels* à grande vitesse.

Des recherches seront enfin menées sur l'emploi de matériaux composites dans les freins et sur la *technique de voitures « pendulaires »* s'inclinant dans les courbes pour compenser la force centrifuge sur les parcours classiques sinueux.

AL. F.

AGRICULTURE

Conséquence de l'épidémie de « la vache folle »

Paris interdit les importations de viande de bœuf britannique

Le gouvernement français a décidé de suspendre toute importation de viande bovine et de bovins vivants en provenance de Grande-Bretagne par crainte qu'ils ne soient contaminés par la maladie de « la vache folle » ou encéphalite bovine spongiforme (EBS).

Le ministre britannique de l'agriculture, M. John Gummer, a, le 30 mai, dénoncé cette mesure qui est, selon lui, « *injustifiable, injustifiée et contraire aux règles de la Communauté européenne* ». « *Elle mine*, a-t-il affirmé, *les bases du commerce entre partenaires européens* » qui sont fondées sur « *la reconnaissance mutuelle des institutions communes et des avis des experts scientifiques.* » Un porte-parole de la CEE a aussi dénoncé et déploré « *l'initiative unilatérale de la France* » (le Monde Sciences-Médecine » du 30 mai).

EN BREF

□ **M. Gattaz à l'Académie des Sciences morales et politiques.** – M. Yvon Gattaz, ancien président du CNPF, a été élu, mardi 29 mai, à l'Académie des sciences Morales et Politiques, au siège de Pierre Massé . « Patron des patrons » de 1981 à 1986, M. Gattaz est le premier président du CNPF à recevoir cette distinction. Président de *Radiall, il est l'auteur de trois* livres : *Les hommes en gris* (1969), *La fin des patrons* (1979), et *Les patrons reviennent* (1988). L'épée d'académicien devait être remise, jeudi 31 mai, à M. Gattaz par M. Alain Peyrefitte. Elle a été conçue par un de ses fils, ingénieur des télécommunications, et comporte notamment une fusée en sodalite portant en incrustations d'or deux dauphins rappellant l'aventure des deux frères dauphinois, Yvon et Lucien Gattaz, qui ont créé ensemble Radiall en 1952. Son pommeau est un connecteur coaxial doré, principale activité industrielle de la société.

□ **Formation professionnelle : la CGC mécontente.** – L'accord intervenu entre M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, et les partenaires sociaux, (CNPF, CGPME et CFDT) sur les amendements au projet de loi sur la formation professionnelle (*le Monde* du 27-28 mai) est manifestement intervenu sans la participation de la CGC. Dans un communiqué, publié le 29 mai, la confédération des cadres « *s'étonne de l'abus de présentation* » qui a pu en être fait par le secrétariat d'Etat et que « *l'on puisse présenter les projets d'amendements proposés par le gouvernement comme issus des partenaires sociaux, alors, qu'à sa connaissance, aucune réunion formelle n'a été mise sur pied pour en débattre* ». Bien qu'elle juge la majorité des sept amendements « *admissibles* », à l'exception de l'un d'eux, la CGC manifeste donc sa mauvaise humeur à l'égard d'une méthode de concertation qui l'a écartée.

□ **Accor et un homme d'affaires sud-africain reprennent le casino Ruhl.** – Le groupe hôtelier français Accor, associé avec le gérant de casinos sud-africain Sol Karzner (créateur de la cité des jeux de Sun-City dans le bantoustan du Bophuthatswana et de la chaîne hôtelière Sun International), vient de racheter le casino Ruhl de Nice à la Société niçoise des bains de mer (SNBM) pour 180 millions de francs. Accor, qui possède six hôtels à Nice, a pris deux tiers du capital et M. Karzner un tiers. La transaction doit encore recevoir l'aval du ministère de l'intérieur. Le Ruhl, fondé en 1974, fermé en 1982 à la suite des poursuites lancées contre son fondateur, M. Jean-Dominique Fratoni, et rouvert en avril 1987, a réalisé une vingtaine de millions de francs de bénéfice pour un chiffre d'affaires de 200 millions de francs en 1989.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

INDUSTRIE

Le groupe Chargeurs restructure son activité textile

Le groupe Chargeurs présidé par M. Jérôme Seydoux a décidé de filialiser ses activités textiles. C'est ce que révèle dans un entretien publié par *le Journal du textile* M. Eduardo Malone, PDG de cette nouvelle structure baptisée Chargeurs Textiles, qui représente 11 milliards de francs de chiffre d'affaires dans les activités de négoce-peignage, ennoblissement, tissus d'habillement, entoilage et tissus maille.

Parallèlement à cette réorganisation, le groupe procède à des licenciements dans deux entreprises. Lors du comité d'entreprise du mercredi 30 mai, la société Peignage Amédée à Roubaix (Nord) a annoncé 85 suppressions d'emplois et la fermeture de son unité de fibres synthétiques. Chez André Roudière à Lavelanet (Ariège), les 458 suppressions d'emplois prévues qui s'ajoutent aux 745 effectuées en avril 1989 provoquent de vives réactions dans la région.

□ **Smithkline-Beecham revend les produits de beauté Astor et Lancaster.**– Après des mois de recherche parmi les candidats potentiels, le groupe américano-britannique Smithkline-Beecham, numéro trois mondial de l'industrie pharmaceutique, a réussi à revendre ses activités dans les produits de beauté, exercées sous les marques Margaret Astor, Lancaster, Monteil (traitements pour la peau) et Parera (parfums). L'acquéreur est le groupe allemand Benckiser, spécialisé dans la fabrication de détergents, notamment pour les machines à laver la vaisselle, en voie de diversification dans les biens de consommation. Le prix de cession est de 210 millions de livres (près de 2 milliards de francs). La réalisation de la transaction reste toutefois subordonnée au feu vert des autorités allemandes.

Les activités « produits de beauté » de Smithkline-Beecham réalisent un chiffre d'affaires de 264 millions de livres ((2,6 milliards de francs). Benckiser est une petite firme qui monte dans le marché de la détergence, avec 2,2 milliards de DM de chiffre d'affaires (7,5 milliards de francs).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois □ 6 mois □ 1 an □

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
______ Code postal : ______
Localité : ______ Pays : ______

011 MONO 1

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La revanche de la qualité totale

Fini l'engouement pour les cercles de qualité. Reste l'objectif d'obtenir la satisfaction du client au moindre coût. Cela suppose de bousculer bien des réticences et des chasses gardées...

« P*ENSONS au client. Nous ne voulons pas vendre un mauvais pneu, une mauvaise roue. Nous ne voulons pas envoyer une facture erronée. Donc, recherchons les causes des malfaçons et combattons-les dans l'œuf.* » Cette note, adressée aux chefs de service « économie et qualité » de Michelin, date de... 1926. Et pourtant, l'essentiel de l'esprit « qualité » est déjà là ! Mais qu'il semble long et escarpé, le chemin qui mène à la perfection d'un produit, d'un service, voire, pour les plus ambitieux, à l'amélioration des relations de travail entre acteurs d'une même entreprise !

« Dans cinq ans, on ne parlera plus de qualité, mais de management. » Président d'Eurêquip, troisième groupe de conseil français, Hervé Sérieyx est décidément un homme pressé. Alors que nombre de sociétés entrent tout juste dans l'ère dite de *« la qualité totale »*, lui évolue, depuis 1984, dans *« l'entreprise du 3e type »* et depuis 1989 dans le « zéro mépris ». Et tant pis pour ceux qui l'ont lâché en route. Le groupe Lesieur, par exemple, qui fut, sous son égide, au début des années 80, un laboratoire de management participatif, avant d'être éclaté, en 1986, et de revenir à des méthodes de gestion plus classiques (« le Monde Affaires » du 5 mars 1988). *« Pour les dirigeants de Lesieur*, affirme aujourd'hui Hervé Sérieyx, *la démarche qualité revenait à mettre de la confiture sur du taylorisme et à la supprimer quand l'entreprise est allée mal. Cela ne pouvait pas marcher. »*

La recherche de la qualité n'a pas pour autant disparu de l'ancien groupe huilier français, qui a adopté un profil bas en regrettant d'être allé *« un peu trop vite en la matière »* et de *« s'être laissé imposer, par les consultants, une hiérarchie parallèle »* préjudiciable en temps de crise. Les recherches s'orientent désormais vers l'assurance-qualité au niveau des méthodes utilisées dans les différentes divisions du groupe racheté par Ferruzzi.

« De petits bidules pour managers »

Phénomène de mode, la qualité ? Non, une nécessité, répondent les spécialistes. A ne pas confondre avec l'engouement, aujourd'hui retombé, suscité par les cercles de qualité dans les années 80 *« A l'époque, toutes les entreprises avaient leur cercle de qualité parce qu'il fallait en avoir un »*, se souvient Joseph Conrad, directeur de la qualité de Saint-Gobain. *« Mais, faute d'une bonne définition des problèmes à traiter, d'un animateur compétent, d'un objectif, la plupart*, ajoute-t-il, *ont tourné en rond. »* A moins, précise Christian Potié, consultant, d'*« avoir servi pour répercuter le message du patron »*. Quant à Hervé Sérieyx, qui, en 1984, écrivait que les cercles de qualité constituaient *« l'un des leviers les plus incitateurs de transformations profondes de l'entreprise »*, il considère aujourd'hui qu'il s'agissait de *« petits bidules destinés à faire comprendre aux managers l'intérêt de la qualité totale »*.

En temps de crise économique ou de concurrence accrue, la quête de l'excellence apparaît inéluctable, *dans la mesure où ce sont les* clients qui dictent leur loi à l'entreprise et non l'inverse, comme au temps où seule la quantité suffisait à répondre à la demande. Le Crédit lyonnais, qui s'est, à son tour, engagé en 1989 dans une recherche de *« qualité totale »*, entend, par exemple, se prémunir contre la concurrence des banques mutualistes ou européennes dans un marché où tous les produits bancaires *« sont banalisés et où seule*, estime Michel Krug, directeur de la qualité du groupe, *la qualité fera la différence »*. L'éventualité d'une hausse du coût des services bancaires n'est pas étrangère non plus à cette démarche.

Même objectif dans l'industrie, où Sollac, filiale d'Usinor-Sacilor, numéro deux mondial pour les produits plats (tôle), s'est lancé dans une démarche *« qualité totale »*, engrangeant 4,6 milliards de francs de bénéfices en 1988 contre 230 millions de francs en 1986.

La fonction publique touchée à son tour

« Qualité totale » encore chez Valeo ou chez Saint-Gobain, où les meilleurs gains de productivité ont été obtenus dans les usines menacées de dépôt de bilan. La fonction publique ou le secteur para-public ne sont pas en reste non plus. Certains établissements tels que France Télécom ou la Caisse des dépôts et consignations, confrontés à la concurrence privée, ont, depuis plusieurs années déjà, lancé un programme d'amélioration de la qualité de leurs services.

Les agents des administrations centrales ou territoriales, *« touchés de plein fouet par les attentes des autres collectivités, sont également sensibles à l'amélioration de la qualité du service public »*, ajoute Martine Guérin, conseiller en management social au ministère des PTT. L'armée de terre elle-même a organisé, le 22 mai à Nîmes, un colloque sur la qualité totale. Le programme le plus accompli d'amélioration de la qualité est, aujourd'hui, celui de la *« qualité totale »*. Officiellement défini le 3 mai 1989 à Montréal, il s'agit d'un ensemble de principes et de méthodes organisés en stratégie globale, visant à mobiliser toute l'entreprise pour obtenir la satisfaction du client au moindre coût. Aussi évidente qu'elle puisse paraître, cette définition n'en soustend pas moins, selon Eric Le Gouvello, consultant, *« un bouleversement des organisations privées et publiques »*. Et nulle entreprise ou administration ne peut, selon lui, y prétendre *« sans mouiller sa chemise »*.

Les problèmes qui émergent au cours d'une démarche qualité sont, en effet, précise Christian Potié, *« quasi exclusivement »* liés aux comportements et, en particulier, à l'attitude des managers de l'entreprise ou de l'administration. Bousculer l'inertie, les réticences, les chasses gardées afin que chacun trouve, finalement, son compte en prenant en charge, à son niveau, l'amélioration de la qualité de son travail et que l'encadrement se transforme en animateurs d'équipes responsabilisées, tel est l'enjeu de *« la qualité totale »*. Il prendra du temps.

Au Crédit lyonnais, véritable paquebot de 45 000 personnes, Michel Krug n'envisage pas de mesurer les premières retombées avant 1993, en dépit des efforts importants consentis (7,5 % de la masse salariale consacrés essentiellement à la formation qualité).

En attendant, salariés et agents se forment aux méthodes « qualité », en balayant d'abord devant leur porte. Ici, c'est un centre de tri des PTT qui s'attaque au problème de sacs postaux glissant perpétuellement des chariots. Ailleurs, on cherche à limiter la file d'attente à trois personnes. Les premières résistances apparaissent, ne serait-ce qu'en remédiant à ces détails fâcheux qui, jusqu'à présent, faisaient partie du paysage. Une section syndicale marque sa mauvaise humeur en se sentant dépossédée de son rôle d'intermédiaire obligé entre la base et l'encadrement. Les aléas de la vie quotidienne de l'entreprise mettent à tout moment l'encadrement en porte-à-faux avec son discours qualité. *« Avec un bon dispositif suivi extrêmement rigoureusement, cela doit marcher »*, assure, confiant, Eric Le Gouvello, qui met toutefois en garde contre ceux qui jouent *« les apprentis sorciers »* dans le conseil.

Le plus important reste de ne pas *vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué* en présentant comme acquise une démarche qualité forcément imparfaite. Avis aux communicateurs trop pressés...

V. D.

Valeo recherche l'« excellence » à petits pas

A l'usine d'alternateurs d'Etaples, un plan de qualité totale a été mis en œuvre en 1988. Mais le pragmatisme prime

ETAPLES

de notre envoyée spéciale

« Le plus dur, c'est de colmater les brèches qui, tous les jours, entravent notre recherche de l'excellence. » Directeur depuis huit ans de l'usine d'alternateurs de Valeo à Etaples, Michel Poquet en sait quelque chose. Et de citer en exemple ce fournisseur de diodes qui a changé sans le dire son mode de fabrication, provoquant, en bout de chaîne, la multiplication par quatre du nombre de pièces retournées à l'usine par le groupe PSA. Ou bien encore ce stupide mélange de poulies différentes qui a fait culbuter le niveau de qualité des alternateurs vendus à Renault.



Auparavant, le personnel aurait glissé sur ces erreurs alors qu'aujourd'hui il s'y arrête. Signe des temps, une table de présentation des morceaux d'alternateurs défectueux est apparue au bout des sept lignes de production. Chaque opérateur peut venir y constater, en réel et sous forme graphique, les dégâts occasionnés par ces *« aléas »* qui polluent les chaînes de montage. Un résultat qu'il peut ensuite mesurer à l'aune de la *« charte qualité »*, signée par les directeurs de la division alternateurs-démarreurs de Valeo, et apposée depuis le 11 avril 1988, à côté des graphiques de non-qualité réalisés par les opérateurs eux-mêmes.

Chaque défaut est désormais disséqué, expliqué aux opérateurs et donne lieu, si le besoin s'en fait sentir, à la constitution d'un groupe ponctuel de résolution de problèmes. Actuellement, 360 des 1 300 salariés de la division alternateurs participent à l'un de ces groupes (une centaine au total) constitués dans les ateliers ou les bureaux.

Depuis la mise en œuvre du plan qualité totale en 1988, quarante-six difficultés ont ainsi été formellement résolues. Ce qui n'empêche pas certaines solutions proposées, jugées trop chères, de ne pas avoir été retenues. *« L'important étant de l'expliquer aux membres du groupe »*, précise François Chéreau, directeur qualité de l'usine.

L'organisation du travail a changé, elle aussi. Auparavant, l'opérateur qui avait fini une série d'usinage appelait l'agent de maîtrise de surveillance, qui faisait, à son tour, intervenir l'équipe volante de régulateurs des machines. Maintenant, l'opérateur décide lui-même de la série prioritaire à usiner au vu de l'état des stocks fabriqués pour l'étape suivante ; il relève les défauts constatés sur ces séries, tout en assurant la petite maintenance de sa machine. Chaque opérateur dispose du mode d'emploi de son matériel, de ses tableaux de mesure et d'une boîte rouge servant à recueillir les pièces défectueuses.

« Toutes ces subtilités, mises au point avec les intéressés, ont l'air bête, reconnaît François Chéreau, *mais elles nous ont rapporté très gros. »* De 1 200 pièces défectueuses par million retournées, en 1986, par les clients, l'usine est passée à cinquante en 1989. *« En trois ans*, explique Michel Poquet, *les constructeurs automobiles sont devenus extrêmement pointilleux sur la façon dont nous gérons deux objectifs apparemment contradictoires : produire de la qualité au moindre coût. »* Chacun d'entre eux vient donc, chaque année, juger sur place, et « note » l'usine selon sa propre grille de critères. Les constructeurs s'attachent non seulement à mesurer l'amélioration du climat social, la stricte définition des tâches, mais s'arrêtent aussi à des détails tels que la fermeture à clé de ces boîtes rouges recevant les pièces mauvaises.

Ces audits permettent, selon François Chéreau, de mesurer d'un œil neuf le chemin restant à accomplir vers la qualité totale. Tout en continuant à *« balayer devant sa porte »*, précise Michel Poquet. Car il n'y a rien de pire, ajoute-t-il, que de se fixer de grands objectifs alors qu'on ne peut même pas assurer la qualité du quotidien. D'autant que le personnel, sensibilisé à la qualité, est devenu très exigeant par rapport au travail réalisé en aval.

Cette politique à petits pas semble payer. L'absentéisme (4,7 % en 1989) a ainsi diminué de 0,5 point en un an, et l'accord sur les salaires a été cette année, pour la première fois dans l'histoire de l'usine, signé par tous les syndicats.

V. D.

« Manipulation et langue de bois ne passent pas »

Un entretien avec M. Raveleau, ancien délégué général de l'Association française pour les cercles de qualité et la qualité totale

Ancien délégué général de l'Association française pour les cercles de qualité et la qualité totale (AFCERQ), Gilbert Raveleau s'explique sur le dépôt de bilan de cette association il y a près d'un an et sur la prise en compte de la démarche qualité dans les entreprises.

« Quelle leçon avez-vous tirée du dépôt de bilan de l'AFCERQ en 1989 ?

– Dès 1985, notre orientation était qu'il ne peut pas y avoir de cercles de qualité sans intégration dans une démarche qualité totale ni implication complète du management en ce sens. Car la qualité est un domaine où manipulation et langue de bois ne passent pas. Malheureusement, on a eu du mal à faire passer dans l'encadrement français les méthodes sous-tendant un tel changement de mentalité.

– L'AFCERQ était essentiellement subventionnée par les entreprises. Pourquoi lui ont-elles, en 1989, retiré leur confiance ?

– Ce n'était pas une question de confiance. Les entreprises souhaitaient surtout qu'il y ait une seule et grande association de promotion de la qualité. Dès juillet 1985, l'AFCERQ s'est réunie avec les représentants de l'AFCIQ pour évoquer l'unification des deux sensibilités complémentaires de la qualité : le courant technique, d'une part, représenté par les outils, les normes, la certification ; le courant participatif, d'autre part, symbolisé par l'implication, la motivation, l'engagement.

– Comment les cercles de qualité qui ont souvent tourné en rond ont-ils pu ainsi se pervertir ?

– Si beaucoup de cercles de qualité se sont arrêtés en France, quelques dizaines de milliers continuent de tourner correctement, mais personne n'en parle. Dans les entreprises où les cercles ont eu des difficultés, on les a considérés comme un gadget social. Les cercles font long feu si le mode de participation du personnel est en contradiction avec les autres systèmes d'appréciation ou de promotion, voire de circulation de l'information. On ne peut mobiliser le personnel sur la qualité que si la transparence existe. Avec notre culture taylorienne, on a avant tout cherché à mesurer les retours sur investissement des cercles. Mais on a oublié qu'en améliorant la communication à tous les niveaux on s'attaquait au fondement même des freins de l'entreprise tels que les cloisonnements et le non-respect des individus. Et cela ne se mesure pas.

– Y a-t-il un risque pour que des entreprises ratent le coche de la qualité totale comme elles ont raté celui des cercles ?

– Le risque majeur que courent les entreprises occidentales est de concevoir la démarche qualité comme un produit fini alors que, dans les faits, on n'atteint jamais la qualité totale.

– A quel risque s'expose une entreprise qui se contente d'appliquer des procédures d'assurance-qualité en occultant les changements de mentalité induits par une telle démarche ?

– Les systèmes d'assurance qualité devraient se généraliser et on assiste déjà à l'harmonisation des standards avec l'alignement des entreprises américaines, européennes et même africaines, sur les normes ISO 9000. A partir du moment où le client évalue la qualité d'un produit à l'ensemble des prestations englobant ce produit, l'assurance-qualité doit s'étendre au-delà de la seule production industrielle. Un fabricant de machines à laver expliquait, par exemple, que la qualité de ses parkings était un argument de vente. Les véritables systèmes d'assurance qualité ne se construisent qu'avec la participation du personnel.

– Comment sensibiliser à la qualité une administration non soumise à la pression extérieure directe ?

– Une démarche qualité trouve, dans les services publics, un terrain extrêmement favorable car les fonctionnaires français ont un sens du service public très développé, doublé d'une conscience très forte de ce que représente l'argent du contribuable. Seule l'organisation est responsable du fait qu'à un moment donné les salariés ne peuvent pas bien faire leur travail. De surcroît, l'administration se trouve de plus en plus dans un secteur concurrentiel. Même dans les services régaliens où se développe l'idée de compétitivité des Etats.

– Les entreprises sont souvent confrontées à la nécessité de maintenir intact l'intérêt du personnel pour la qualité...

– Toute démarche d'innovation subit forcément une érosion. Il n'y a pas de recette mais tous les trois, quatre, cinq ans, il faut réinjecter de l'énergie dans le processus, sinon il s'éteint. Au Japon, on se contente de changer l'habillage des méthodes tout en continuant dans la même voie. Certains critiquent ces phénomènes de mode alors qu'ils présentent l'avantage de redonner un second souffle à la démarche. En revanche, il ne faut surtout pas abandonner le mot qualité : depuis Colbert, il est le seul à ne pas se démoder.

» Nous assistons, à travers la réflexion sur le management, à la fin de l'ère industrielle bâtie sur l'échange travail-salaire au sein de laquelle on ne pouvait qu'octroyer du social. Avec la remise en cause de cet échange, celui qui fournissait hier un travail apportera demain son intelligence, sa créativité et sa capacité d'adhésion à des valeurs. En contrepartie, il attendra non seulement une participation au résultat économique de l'entreprise mais aussi une reconnaissance et une identification au projet de son entreprise. Dans ce futur système d'entreprise, on y retrouvera les valeurs de dignité, de respect de l'individu, d'authenticité, d'éthique et d'équité à tous les niveaux... »

Propos recueillis par
VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

La guerre des réseaux aura bien lieu

L'échec de la tentative de fusion entre les deux formes de logiciels, Novell et Lotus, marque le déclenchement des hostilités sur le marché des connections de micro-ordinateurs

SAN-FRANCISCO

correspondance

C'EST sur le pas de l'autel qu'ils se seront quittés. Ray Noorda, le sage de soixante-six ans qui dirige Novell, et Jim Manzi, le patron de Lotus, de trente ans son cadet. Le patriarche de la profession se retirant dans l'Utah, terre d'asile des Mormons. Manzi s'envolant en *Floride promener ses enfants* à Disneyworld. Un *Harold et Maude* à la sauce informatique qui fit vibrer bien des claviers dès l'annonce des fiançailles le 6 avril dernier. Mais, dans la technologie spectacle, médiatisée à l'extrême, *« tout a chaviré en direct, en quelques heures »*, confirme Ray Noorda. *Une rupture* consommée le 18 mai sur la question de la répartition des sièges au conseil d'administration.

Seuls les banquiers regretteront cet accord manqué : ils auraient dû collecter 30 millions de dollars d'honoraires dans la troisième fusion en taille de l'histoire informatique, une transaction de 1,5 milliard de dollars. Ce mariage de déraison avorté, né des frayeurs inspirées par Microsoft, leader de la micro-informatique, laissera des traces. La guerre des réseaux aura bien lieu. Depuis 1988, les grandes manœuvres s'accélèrent 3Com, le pion*nier des réseaux, absorbe Bridge.* En 1989, Novell (chiffre d'affaires en 1989 : 422 millions de dollars) achète Excelan pour 175 millions de dollars. L'enjeu ? Un marché de *10 milliards* de dollars, selon les prévisions de Dataquest, un cabinet d'études de marché spécialisé dans l'informatique. Les réseaux s'avèrent cruciaux pour les entreprises avides de « connectivité » en d'autres *termes, de logiciels capables de* communiquer entre eux, de transférer des fichiers et des données selon des modalités qualifiées de « protocoles ». *Par* ailleurs, l'existence de divers systèmes d'exploitation *pour* les ordinateurs personnels (IBM-PC, MacIntosh) incitait à la création d'outils susceptibles de les connecter. Enfin, de nombreuses *firmes abandonnent progressive*ment les gros systèmes dont les prix avoisinent parfois 20 millions de dollars l'unité. Elles leur substituent des centaines d'ordinateurs avec des architectures de micro-processeurs pour un résultat équivalent et un coût largement inférieur. AT&T, Baxter Travenol, Bank of America comptent parmi les *Fortune 500*, les grandes firmes américaines qui ont installé des configurations de 250 000 dollars à la place de systèmes dix fois plus chers. L'obsolescence des gros systèmes et leur faible avantage comparatif en termes de performances par rapport aux PC de haut de gamme profitent directement aux réseaux. *« Le leader du marché sera l'entreprise vedette du secteur dans les années 90 »*, confie David Perro, un homme de Dataquest.

Or le paysage concurrentiel continue de se polariser. Avec pour acteurs les éditeurs indépendants d'applications (Lotus, Borland) ou de systèmes d'exploitation (Banyan, Novell), d'une part, et, d'autre part, 3Com et Microsoft. L'entreprise de Seattle annonce en 1988 un système d'ex*ploitation* (OS/2) *et un standard* de réseau (LAN Manager) développé avec 3Com et IBM. Le retard subi par OS/2 a servi les indépendants, mais *« Microsoft commence à se réveiller dans ce domaine »*, dit Richard Sherlund, un analyste de Goldman Sachs. *« Le succès de LAN Manager apparaît inéluctable »*, confirme le président de 3Com, Eric Benhamou.

La menace créée par le géant Microsoft (1,1 milliard de dollars de ventes) s'accentue du fait de la percée de sa gamme de logiciels d'application qui grignotent des parts de marché à Lotus de plus en plus incommodé par le succès du tableur de Borland, Quattro Pro. *La prédominance de la firme* de Manzi sur le segment s'effiloche, passant de 74 % à 60 % en dix-huit mois. Or, Lotus demeurant une firme « monoproduit », *selon Sherlund*, il se devait de trouver un partenaire.

Novell recherche avec anxiété une occasion de fusionner malgré 70 % de part de marché des systèmes d'exploitation, un chiffre qui n'a pas décliné. L'ombre de *Microsoft, conjuguée aux pro*blèmes de succession inhérents à la firme de l'Utah, incite Noorda à presser le mouvement. A l'âge de la retraite, après huit ans à la *tête de Novell et avec la perspec*tive de gagner 150 millions de dollars en vendant ses actions, l'opportunité est à saisir. Lotus est très réceptif. Des synergies apparentes – distribution internationale de Lotus, réputation de Novell, service aux utilisateurs – devraient plaire. Après trois semaines de négociations secrètes, il signe une « lettre d'intention » avec Manzi. L'entité s'appellera Lotus-Novell. Lotus, une marque célèbre dans la profession, a tous les traits du bon choix. *« Il s'agit d'un mariage de vainqueurs »*, nous déclarait Ray Norda quelques jours après l'annonce des « fiançailles ».

Union bâclée

Le marché réagit maussadement, une fois l'effet de surprise passé. L'absence de prime à l'absorbé (Novell), qui compense rituellement la perte d'indépendance, mécontente les actionnaires de la firme mormone. Le cours de l'action Novell chute de 10 %. Dans les cercles de l'Utah, on parle d'union bâclée. *« Dans une fusion, 2 et 2 font rarement 4 »*, constate Bernard Vergnes, le président de Microsoft Europe. En effet, l'arithmétique de l'alliance n'apparaît pas évidente : 3 000 kilomètres séparent Novell de Lotus et l'alliage de l'éthique introvertie des mormons et de l'agressivité des « MBA de Manzi » alimente les critiques. *« Mégalomanie »*, dit Philippe Kahn, de Borland, qui conclut le 6 avril : *« Condamné à l'échec ! »*

Commencé sous des auspices moroses, le projet de fusion tombe vite à l'eau. D'antre part, les dirigeants de Novell s'aperçoivent que les ambitions de Manzi *« ne manquent pas d'ambivalence »*, selon l'un d'entre eux. *« Une fusion entre égaux ne devrait pas faire de nous des dupes »*, raconte Ernst Gemassmer, le patron de l'international. *« Le jeune Manzi a révélé son jeu un peu trop tôt »*, confie un banquier, qui ajoute qu'*« il souhaitait porter la culotte et emporter la dot : c'était trop demander. »*

Chez Lotus, un récit des faits diamétralement opposé circule. *« Toutes les concessions de dernière heure exigées par Noorda furent accordées »*, selon Manzi. Le point d'achoppement, un nombre identique de sièges pour chaque firme, avait été résolu dès le 6 avril, les parties acceptant une primauté de Lotus (4 contre 3). Lotus ne cédera pas, car *« cela aurait bloqué le fonctionnement de l'entreprise »*, conclut Manzi.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que le sujet de désaccord n'aura servi que de prétexte à un symptôme plus profond, la désillusion des partenaires. L'annonce unilatérale de la rupture témoigne de l'irritation des dirigeants de Boston.

Initialement, Lotus et Novell devaient informer conjointement la presse. Manzi passera outre, publiant un communiqué pendant le week-end et mettant indirectement en cause l'intégrité des dirigeants avec lesquels il souhaitait s'allier la veille. *« Il n'a pas de tenue »*, constate placidement un des banquiers de Novell.

Les conséquences de cet échec sont incommensurables. Les protagonistes voient leur réputation ternie à la suite de cet intermède. *« Les employés de Novell, leurs fournisseurs ou même des partenaires potentiels vivent dans un état d'incertitude »*, explique Jeff Tarter, l'éditeur de *Softletter*. A Boston, malgré le discours insouciant – *« tout va comme avant »* – les cadres de Lotus ont appris à leurs dépens qu'une union n'est scellée qu'une fois l'encre séchée. Mais Wall Street est soulagé, l'action de Novell remontant, car une fusion déséquilibrée aurait coûté plus cher que les péripéties de ce dernier mois.

Sur le front du service

Le redéploiement des forces en présence présage de la virulence inéluctable de la guerre des réseaux. 3Com, qui s'est récemment doté d'un président français, un ancien des Arts et Métiers, Eric Benhamou, devra tenir la dragée haute à Novell, esseulé. La concurrence indirecte entre les deux firmes conduit à des jeux subtils. 3Com se spécialise dans les systèmes, offrant à la fois des matériels et des logiciels à travers un réseau de 900 revendeurs spécialisés, tandis que Novell se concentre sur les logiciels en pratiquant la théorie de l'évangélisation prônée par Noorda : *« Laisser faire par d'autres ce qu'on ne ferait pas parfaitement soi-même. »* Depuis deux ans, neuf mille spécialistes (matériels et logiciels) jouent le rôle de bras séculier de la firme de mormons.

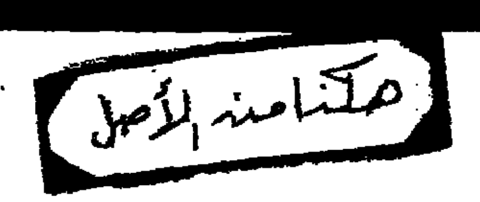
La bataille de la distribution ne se limite pas à un chiffre. *« Les mille revendeurs 3Com disposent de marges supérieures à celles des revendeurs Novell »*, confie Benhamou. L'équation se double d'un problème de qualité, toutefois : les agents Novell demeurent plus proches des utilisateurs qui sollicitent une assitance accrue en termes de services. *« La guerre des réseaux se gagnera sur le front du service »*, analyse David Perro, de Dataquest, qui ajoute : *« La complexité des produits en fait le paramètre essentiel du succès. »*

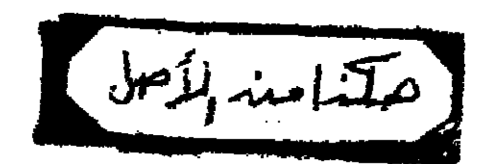
En effet, malgré leur succès, les réseaux locaux souffrent d'un handicap majeur, leur complexité. Les multiples protocoles de transmission d'informations cohabitent avec un bonheur inégal. La fragmentation de ce secteur, où vingt-cinq firmes se partagent le gâteau (IBM, DEC, 3Com, Novell, Banyan et vingt suiveurs), ne profite guère aux utilisateurs. Des réseaux incompatibles ont entraîné l'éclosion de systèmes interréseaux.

Toutefois, la tour de Babel s'atténue au profit d'une standardisation croissante des grandes institutions. La concentration de la demande en appelle à la consolidation de l'offre. Microsoft, qui vient d'échapper à l'alliance Lotus-Novell, dispose désormais de temps pour réaffirmer sa présence dans le domaine des réseaux. A moins que de nouvelles fusions se profilent à l'horizon, *« Un mariage raté ne signifie guère que nous ne poursuivons pas d'autres alliances »*, confiait, sybillin, Ray Noorda. Les banquiers d'affaires devraient se consoler de cette union tuée dans l'œuf : les années de vaches grasses vont commencer.

ALEX SERGE VIEUX







AFFAIRES

N. M. Rothschild, banquier londonien très privé

Spécialiste des dénationalisations, le « merchant banker » familial résiste bien à la concurrence

LONDRES

correspondance

LES gratte-ciel de verre et de métal de la City écrasent de leur masse un immeuble de bureaux moderne et banal. Mais dès que l'on entre dans le vestibule de New Court, siège de la banque N. M. Rothschild & Sons, la différence avec les autres banques du quartier devient manifeste. Des armoiries dont la devise proclame « *Intégrité, Industrie, Concorde* », des murs en marbre couverts de portraits de famille, des huissiers hautains et insondables, une atmosphère enivrée de respectabilité qui sied à l'une des dernières banques familiales londoniennes totalement privées, dirigée par l'un des descendants du fondateur, Nathan Meyer Rothschild.

« *Nous travaillons toujours en famille. La banque constitue l'épine dorsale de la tradition Rothschild* » : assis dans sa salle de conférences personnelle, Sir Evelyn de Rothschild, cinquante-neuf ans, président de N. M. Rothschild, paraît presque timide. Peut-être parce que ce pilier du « square mile » assure la réputation de puissance et de gloire d'une famille-symbole sans publicité aucune. La direction du fixing deux fois par jour du cours de l'or, la privatisation de British Gas et de BP, la gestion des plus grosses fortunes, le conseil du magnat anglais Lord Hanson pour les acquisitions et les fusions, l'assistance au gouvernement mexicain pour rééchelonner la dette nationale... Derrière toutes ces opérations, on retrouve l'Honorable N. M. Rothschild & Sons. Cette banque privée de taille moyenne, qui compte deux mille employés dans dix-neuf pays, n'est pas tenue de publier ses résultats. Le rapport annuel révèle seulement que le dividende global versé aux actionnaires s'est élevé à 4 millions de livres (40 millions de francs). Au même titre que Rothschild Assets Management et la maison de courtage Smith New Court (35 % du capital), la banque londonienne est chapeautée par la même société holding basée en Suisse qui contrôle les principaux avoirs des cousins français et suisses.

Le conseil en privatisation a fait la réputation de N. M. Rothschild au Royaume-Uni. Si, comme le soulignent les analystes du secteur, ces prestigieuses opérations pour le compte du gouvernement tory n'ont guère été rémunératrices en Grande-Bretagne, leur succès a permis de vendre l'expérience Thatcher aux quatre coins du monde. Pétrole en Espagne, chemins de fer en Malaisie, eau à Singapour, électricité au Chili, banque en Jamaïque, papier en Turquie... : la dénationalisation est désormais le fer de lance des activités internationales de « N. M. ».

Au service de la Couronne

Cette « *success story* » a mis en lumière les liens très étroits entre l'héritier réservé de St Swithen Lane et l'hôtesse de Dowding Street. L'actuel numéro deux du Trésor, Norman Lamont, qui siège au cabinet, le secrétaire d'Etat responsable de la supervision de la City et le secrétaire politique de Margaret Thatcher sont des anciens de N. M. Rothschild. Peter Walker démissionne-t-il avec fracas de son poste de ministre du pays de Galles qu'il va immédiatement « pantoufler » au conseil d'administration du bureau de représentation de Cardiff, spécialisé dans les investissements « high tech ».

Sir Evelyn dément catégoriquement que la banque ait pu profiter de ces liens privilégiés avec l'équipe Thatcher dans l'attribution des opérations de dénationalisation du programme entrepris par la « Dame de fer ». « *Ce sont les hauts fonctionnaires du Trésor et non pas les hommes politiques qui octroient à telle ou telle banque un contrat de privatisation uniquement sur la base du mérite et des honoraires. Dans le passé, nous avons conseillé des gouvernements de gauche comme de droite. Tout ce que nous demandons aux pouvoirs publics, c'est de nous laisser faire notre travail en intervenant le moins possible.* » Le choix par le ministère des finances d'autres institutions que la sienne pour mener à bien la privatisation de l'acier, de l'eau et de l'électricité n'a guère ébranlé le flegme de notre interlocuteur. Sa banque offre désormais ses conseils aux compagnies d'eau et d'électricité acquéreuses. Le pragmatisme est sa marque de distinction. Ainsi, malgré ses démêlés avec la presse lors de la tragique disparition en 1980, en Italie, de son ex-épouse, cet avare d'interviews a conservé son strapontin au conseil de direction de l'hebdomadaire *The Economist*.

Reste que cette « Thatcher connection » ne fait que perpétuer la mythologie de la symbiose entre le pouvoir et cette dynastie de seigneurs de l'argent, les « *princes des banquiers et banquiers des princes* », comme on disait au dix-neuvième siècle. Les siens n'ont cessé de briller au service de la couronne. Nathan Meyer, le financier des campagnes antinapoléoniennes de Wellington. Lionel, qui offre à Disraeli le contrôle du canal de Suez en rachetant au nez et à la barbe des Français les parts du khédive. Natty, qui aide l'homme d'affaires Cecil Rhodes à étendre la domination britannique en Afrique du Sud. Ami d'Edouard VIII, Lord Victor, ancien officier du contre-espionnage, homme d'affaires et scientifique, conseille Edward Heath. Moulé à Harrow et à Cambridge, plus intéressé par les arts et les chevaux que par les arcanes de l'économie, Evelyn de Rothschild jeune homme ne se passionne guère pour cette banque dont il est pourtant l'actionnaire principal. Ingénieux, intellectuel, volontiers caustique, son cousin Jacob tient les commandes. Devant la transformation du paysage autour de New Court et de l'internationalisation des mouvements de capitaux, ce dernier propose de transformer ce temple de la tradition en un supermarché de la finance offrant toute la palette des services. Il insiste sur une introduction du titre en Bourse. Evelyn, qui ne croit pas au gigantisme, met son veto et évince Jacob du fauteuil présidentiel en 1980.

« *Mon cousin n'a plus rien à voir avec cette maison, dont il ne possède aucune action. Il fait de la finance et pas de la banque* » ; le rappel des événements passés est insupportable pour Sir Evelyn. Que Jacob Rothschild, élevé récemment à la pairie à la suite de la mort de Lord Victor, se soit allié à Jimmy Goldsmith (un cousin éloigné) dans le raid avorté contre BAT a sans doute aggravé cette inimitié.

Image de marque

La volonté de rester coûte que coûte privé ne limite-t-elle pas la marge de manœuvre de N. M. Rothschild ? Face aux énormes capitaux des nababs du « square mile », les *merchant banks* britanniques ou les conglomérats américains et japonais, elle ne pèse pas lourd. « *Le critère n'est pas la taille ni le capital, mais le genre d'affaires que vous traitez. La stabilité de l'actionnariat permet de travailler à plus long terme et facilite la prise de décisions* », répond Sir Evelyn, chef de file des partisans du *statu quo*. A ses yeux, la culture d'entreprise « paternaliste », un système d'intéressement aux bénéfices, l'absence de lourdes hiérarchies, la mystique d'un nom qui efface tous les prénoms et sent la vieille Angleterre demeurent les principaux atouts du groupe.

Mezza voce, une contestation « moderniste » milite cependant en faveur d'un bouleversement de structures jugées archaïques. « *Comment voulez-vous garder les meilleurs talents quand on refuse de leur distribuer au titre de la rémunération des actions de la compagnie pour laquelle ils travaillent, ce qui se fait partout ailleurs ?* » commente un « rebelle ». D'autres critiquent la trop grande prudence du top management à l'égard de l'Europe de l'Est ou la stratégie de développement centrée sur la péninsule Ibérique en prévision du grand marché de 1993.

« *Nous sommes une banque juive. Mais, contrairement à ce qui se passe en France, où l'on continue de parler de banques catholiques, protestantes ou israélites,*



Sir Evelyn, président de N.M. Rothschild

cette caractéristique n'a guère d'importance dans la City. Si certaines poches d'antisémitisme existent, l'Angleterre a toujours été un pays tolérant. »

De quoi l'avenir de la banque sera-t-il fait quand, dans deux ans, Sir Evelyn prendra sa retraite ? Selon les rumeurs de la City, la succession devrait être assurée par Amschel de Rothschild, le patron d'Assets Management, le demi-frère de Lord Jacob. « *Le travail en famille est notre image de marque.* » La confession s'arrête là : ce jardin secret restera secret. Evelyn de Rothschild ne joue pas aux Rothschild, il se contente d'en être un.

MARC ROZEN





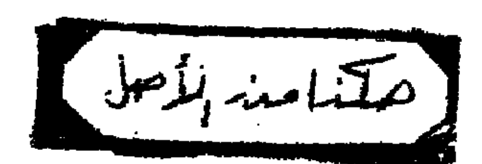
LUNDI

LES DIRIGEANTS

LES JURISTES

UNIVERS LA GESTION

LE MONDE, poli…
des grandes a…







Le Monde

CADRES DÉBUTANTS, CADRES CONFIRMÉS

VOS 3 RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

dans la section C - Economie

LUNDI

(numéro daté mardi)

LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

MARDI

(numéro daté mercredi)

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

+

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

► **L'informatique :** *un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données...*

► **Secteurs de pointe :** *pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.*

SUPPLÉMENT SPÉCIAL, diffusé gratuitement avec votre quotidien.

MERCREDI

(numéro daté jeudi)

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes basés à l'étranger dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

36 15 LM

un mois d'offres d'emplois parues dans *le Monde*. Le service télématique expert de l'emploi des cadres.

LE MONDE, point de rencontre des grandes ambitions

Accor, un hôtelier qui rêve de tourisme

856 hôtels, 2 712 restaurants, des chèques-restaurants dans douze pays : Paul Dubrule et Gérard Pélisson veulent profiter des atouts de leur groupe pour percer dans le tourisme, même si le Club et Wagons-lits ne répondent pas à leurs avances

DEPUIS vingt ans, Accor a toujours fait du tourisme... mais par petits bouts. Quarante hôtels de loisirs et trois voyagistes ne lui ont pas permis d'offrir des circuits et des séjours en très grand nombre. Les hommes d'affaires désertent les hôtels du groupe pendant le week-end. Sa réservation centrale n'est pas en mesure de proposer à un client un produit complet comportant une place de train, une chambre d'hôtel et une visite de Bruxelles. *« Il nous faut, désormais, faire quelque chose de sérieux, à une grande échelle et cela nous prendra du temps, peut-être cinq ans*, déclarent Paul Dubrule et Gérard Pélisson, les deux présidents d'Accor. *Il y a beaucoup d'argent à prendre auprès des 325 millions d'Européens qui bougent de plus en plus. Nous possédons d'importantes capacités d'hébergement ; nos restaurants d'autoroute attendent le voyageur qui pourra se récréer dans notre filiale, le parc Astérix, ou se distraire dans un des casinos du groupe Barrière auquel nous sommes associés. »*

Une entité spécifique sera bientôt créée pour développer ce tourisme de court séjour (de vingt quatre heures à trois jours) dans un rayon de trois cents kilomètres et le week-end. Elle proposera des « produits automobiles », comprenant des nuits d'hôtels, des loisirs pour les automobilistes désireux de visiter une région. Se rajouteront des « produits avions », puis des « produits en autocar ». Dans l'optique de ce développement, Accor multipliera ses établissements de tourisme (car il lui faut au moins mille lits aux Antilles ou en Polynésie) et ses bateaux de croisière exploités avec Paquet. En troisième lieu, Accor misera sur le tourisme de congrès et toutes les activités qui mêlent le travail et les loisirs.

La prise de 2 % dans le capital du Club Méditerranée doit être replacée dans ce contexte. *« Accor et le Club se trouvent sur des marchés qui se recoupent*, expliquent MM. Dubrule et Pélisson. *Il vient au tourisme d'affaires et nous au tourisme classique. Nous pouvons développer des synergies ponctuelles : un voyagiste, par exemple, ou l'Australie. Nous avons pris 2 % de son capital pour témoigner notre intérêt amical, mais nous n'augmenterons, en aucun cas, notre participation sans la bénédiction du patron du Club, Gilbert Trigano. Pour nous, c'est une façon de faire connaissance, mais s'il désire que nous revendions, nous vendrons. Pas question d'agressivité. »*

Développer des produits forts

Les dirigeants d'Accor sont un peu agacés par les réticences manifestées par Gilbert Trigano à leur égard et notamment par l'affirmation souvent entendue qu'Accor (20 milliards de francs de chiffre d'affaires) se comporterait comme un vulgaire financier et non comme un professionnel. *« Certes, nous avons réussi de brillantes opérations financières*, répliquent-ils, *mais nous ne sommes pas des financiers. La réussite de Novotel nous a fait comprendre qu'il fallait décliner un produit un cran en dessous, Ibis, devenue la deuxième chaîne hôtelière après Novotel. Nous allons fêter le centième restaurant Courtepaille. Nous implanterons plusieurs centaines de Pizza del Arte en Europe. Ce ne sont pas des produits, peut-être ? Nous sommes des hôteliers-restaurateurs qui essayons de développer des produits forts et de les multiplier. L'ennui du Club, c'est qu'il a un superbe produit, mais un seul. Pierre par pierre, Accor ne cesse pas de se construire et de se diversifier. Le Club est entré à grand bruit dans le capital de la compagnie Minerve pour 80 millions de francs ; pour nous, c'est le prix d'un hôtel et un peu moins que les terrains que nous sommes en train d'acheter en Tunisie... »*

Comme on dit, les discussions se poursuivent entre les deux stars du tourisme français qui se regarderaient plutôt en chiens de faïence.

La même volonté de délimiter clairement les responsabilités – et de ne pas partager le pouvoir – inspire les deux responsables d'Accor sur l'offre de partenariat faite par les Wagons-lits pour les hôtels Pullman. *« Nous sommes très intéressés par le parc hôtelier de Pullman. Nous sommes prêts à faire une offre »*. Mais, pour eux, *« la balle est dans le camp des Wagons-lits. Il faut que les responsables nous dévoilent leurs intentions, qu'ils définissent le périmètre qu'ils mettent en vente, qu'ils nous présentent un dossier ficelé. »* Plus que le prix, c'est le partage du pouvoir qui préoccupe les deux présidents : *« Nous n'entendons pas être des partenaires dormants. Si l'on met beaucoup d'argent, c'est pour pouvoir mettre en œuvre des synergies »*, en clair unifier les réseaux.



GRYN/REA

MM. Dubrule (à droite) et Pélisson, présidents d'Accor : « Pas question d'agressivité... »

En revanche, Accor pourrait trouver l'argent nécessaire sans difficulté. *« On n'a jamais 2, 3 ou 4 milliards de francs en cash. Mais il faut au minimum 50 % de fonds propres. Nous en avons 75 %. Nous avons donc la possibilité d'emprunter 5 ou 6 milliards de francs sans déstabiliser notre bilan. Au-delà, nous pouvons trouver un montage permettant d'obtenir des fonds propres de nos actionnaires, ou avec l'aide de la société qu'on achète. »*

A en croire MM. Paul Dubrule et Gérard Pélisson, *« une affaire de 10 milliards de francs ne serait pas un problème »* : emprunts, fonds propres et augmentation de capital (celle ouverte en janvier dernier va apporter encore 1,8 milliard de francs en 1993) permettraient d'y faire face. C'est la situation qui décidera des moyens utilisés. *« Aujourd'hui en France, les emprunts à court terme supportent 10 % d'intérêt*, dit M. Gérard Pélisson. *Les fonds propres doivent rapporter au moins 5 % après impôts. Mais il faut que leur rémunération augmente chaque année : de 7,5 % on doit passer à 8 %, etc. En fin de compte, les emprunts ne sont pas beaucoup plus chers. Evidemment, ce serait différent en Grande-Bretagne, en raison des taux d'intérêt. »*

Garder la maîtrise

Le même pragmatisme prévaut sur la méthode de développement : franchise, création sur fonds propres, rachat de chaînes ou d'établissements existants. *« Nous ne sommes pas manichéens*, déclarent Paul Dubéule et Gérard Pélisson. *La franchise a été utilisée pour développer Novotel. Elle a un grand avantage : elle permet de constituer un réseau de dimension raisonnable. »* Elle peut aider le groupe, déjà premier hôtelier européen – mais qui n'a, par exemple, que trois hôtels en Espagne, s'il est fort en France – à devenir premier mondial comme il l'ambitionne, et en tout cas à renforcer son réseau. En effet *« en matière de réservation, la taille du réseau est déterminante : avec le réseau le plus vaste, on peut se payer le meilleur système. »*

Toutefois, si l'on veut rester hôtelier, *« il faut éviter de perdre la maîtrise du réseau. Parce qu'on risque de voir partir une partie des franchisés... pour constituer une chaîne concurrente. Et parce que les bénéfices ne viennent pas de la franchise, mais des investissements propres du groupe »*. A preuve : en 1989, la franchise n'a apporté que 5 ou 6 millions de francs sur les 806 millions de bénéfice net.

ALAIN FAUJAS et GUY HERZLICH

Bonduelle, le poids lourd du petit pois

L'objectif de l'entreprise nordiste : devenir le numéro un du légume transformé dans l'Europe du grand marché

QUI ose prétendre que rien n'est plus facile que de mettre des petits pois en boîtes ? Personne en tous cas chez Bonduelle, le numéro un européen de la conserve de légumes qui reste fortement attaché à son statut familial et à son enracinement rural. En rachetant l'hiver dernier son concurrent Cassegrain, Bonduelle, qui ambitionne 4 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990, a confirmé sa prédominance dans ce secteur en pleine restructuration.

« Ma stratégie, c'est cela », explique Bruno Bonduelle, président de la société depuis 1985 en plantant au milieu de son bureau un petit drapeau européen. Pour confirmer sa vocation internationale, il a fait construire il y a un peu plus d'un an le siège social à Villeneuve-d'Ascq, à quelques stations de métro du centre de Lille. Auparavant, le personnel administratif était installé en pleine campagne, auprès de l'usine d'Estrées-en-Chaussée (Somme). Etalée sur 50 hectares, cette usine, une des quatorze du groupe, produit chaque année 100 000 tonnes de conserves et 80 000 tonnes de surgelés. Plus extraordinaire : elle réalise 70 % de sa production en l'espace de quatre mois. Du 15 juin au 15 octobre, 10 000 camions débordant de petits pois, haricots verts, carottes, céleris et pommes de terre franchissent les portes de l'usine d'Estrées. A cette époque de l'année, 700 saisonniers viennent prêter main forte aux 830 salariés permanents de l'établissement. Car l'industrie de la conserve vit au rythme de la pousse des légumes : une fois cueilli, le petit pois doit être conditionné dans les quatre heures qui suivent sous peine de devenir immangeable !

Au fil des ans et des progrès technologiques, l'industriel tente de domestiquer ces caprices de la nature. A l'usine d'Estrées, les cinquante personnes du service agronomique s'échinent à combiner semences, qualité et surface des terres pour tenter de planifier la date des récoltes et donc l'approvisionnement de l'usine. Pour y réussir, ils mènent un dialogue permanent avec le groupement de producteurs qui représente les 1 200 planteurs de cette zone. Tout au long de l'année, dix « chefs de rayon » sillonnent la campagne pour maintenir le contact avec ces agriculteurs. Et depuis l'automne 1987, Bonduelle a mis en place des groupes de progrès pour échanger techniques et savoir-faire dans l'espoir d'une amélioration de la productivité. Au total, les petits légumes utilisés par Bonduelle proviennent de 60 000 hectares cultivés par 10 000 agriculteurs. Les quatorze usines qui emploient 3 500 personnes en permanence ont été organisées en *« centres de profit »* regroupant les services commerciaux et les sites industriels par zone géographique et par type d'activités. Exemples : Conserveurs Associés a en charge la fabrication et la commercialisation des marques pour les distributeurs et Nord-Europa chapeaute deux usines situées près de Bruges et les directions commerciales pour la Belgique, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et le Danemark.

La restauration progresse

Si cette organisation remonte seulement à 1985, chez Bonduelle le souci d'internationalisation est bien antérieur. C'est en 1965 qu'a été créée la filiale allemande. Résultat : vingt-cinq ans plus tard, la notoriété de Bonduelle est meilleure outre-Rhin qu'en France : neuf consommateurs sur dix connaissent Bonduelle qui détient 25 % du marché allemand sous sa marque et 15 % sous d'autres étiquettes. Au total, la société réalise la moitié de son chiffre d'affaires en dehors de l'Hexagone.

Outre cette conquête des marchés étrangers, Félix Bonduelle, qui dirigeait l'entreprise dans les années 60, lui a fait prendre un autre tournant, celui de la diversification. En 1968, il a engagé ce spécialiste de la conserve dans la voie, alors nouvelle, des surgelés qui représentent aujourd'hui un tiers du chiffre d'affaires avec une progression de 7 % par an. C'est aussi à cette époque que Bonduelle a décidé de tenter sa chance dans la restauration. Cantines, hôpitaux, restaurants, compagnies aériennes et ferroviaires, colonies de vacances et autres collectivités sont de grands consommateurs de légumes en boîtes ou de plats préparés. Cette activité représente aujourd'hui 12 % du chiffre d'affaires du groupe et progresse de 4 % à 5 % par an. *« Nous essayons d'être à l'écoute de nos clients pour leur offrir ce qu'ils souhaitent c'est-à-dire de plus en plus souvent des produits prêts à l'emploi »* explique Michel Torris, directeur commercial de Bonduelle-France restauration. Au-delà d'une politique commerciale bien comprise, cette attitude présente aussi l'avantage d'orienter la production vers des produits à plus haute valeur ajoutée et à plus forte marge.

Car l'industrie de la conserve n'est pas celle des bénéfices faciles. A moins de 4 francs la boîte, les petits pois ne font pas partie des produits dont le prix est très extensible. En 1899, Bonduelle a réalisé un résultat net de 13,8 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,3 milliards de francs. Une si faible rentabilité contraint à une gestion rigoureuse en matière d'investissements. Elle contraint notamment à limiter les dépenses publicitaires au détriment de la notoriété de la marque. Plus grave, elle laisse peu de marge de manœuvre lorsque la concurrence se fait plus rude. Ce fut par exemple le cas lorsqu'entre l'été 1987 et l'été 1989, les prix ont chuté de 20 % sur le marché français. *« Cela a entraîné des pertes abyssales pour chacune des marques »*, reconnaît Bruno Bonduelle, qui grâce à ses positions à l'étranger et sa diversification sur les autres produits, a pu résister à cette guerre et s'offrir un Cassegrain exsangue.

Cette acquisition symbolise l'achèvement de la restructuration qui s'est effectuée dans ce secteur. Il y a vingt-cinq ans, on comptait près de *soixante-dix conserveries*. Aujourd'hui, Bonduelle, Daucy et Cecab détiennent 85 % du marché français. *« Ce n'est pas un hasard si parmi les rescapés, il reste une seule société privée et deux coopératives »*, commente Bruno Bonduelle, qui fait ainsi allusion à l'éternel débat sur le statut et les avantages fiscaux des coopératives par rapport aux sociétés commerciales et industrielles. Bonduelle a tourné la difficulté en s'inspirant du principe *« If you can't beat them, join them »* (si vous ne pouvez pas les battre, rejoignez-les) : avec Maïsadour en 1987 et la Coopérative du Pau en 1989, Bonduelle a créé deux structures dans lesquelles chacun a apporté la moitié du capital. *« Les coopératives apportent leur savoir-faire agricole et nous nos connaissances industrielles et commerciales »*, explique Bruno Bonduelle. Ces associations ont permis le financement de tois usines dans le Sud-Ouest, notamment celle de Bordères-et-Lamensans, près de Mont-de-Marsan (Landes) qui sera inaugurée en juillet prochain.

Cette stratégie de développement est plutôt celle de Bruno Bonduelle, qui a succédé à son cousin Félix au printemps 1985. Ancien élève de Sciences Po, diplômé de droit, Bruno Bonduelle est à la fois un farouche partisan d'un gouvernement familial de son entreprise et de son expansion. Catholiques du Nord, les Bonduelle sont très attachés à leurs traditions familial et terrienne. Il y a quelques mois d'ailleurs, ils ont pris quelques mesures permettant à la famille de conserver son contrôle sur l'entreprise : emboîtage de deux holdings qui possèdent près de 95 % du capital et droit de préemption familial en cas de cession.

Mais pour autant il ne suffit pas de s'appeler Bonduelle pour travailler dans l'entreprise : sur les 350 cadres, 7 seulement sont des descendants des fondateurs. En revanche, être fils d'agriculteur est un bon passeport. *« La politique humaine est calquée sur les valeurs familiales et terriennes du groupe : reconnaissance de la hiérarchie, du travail bien fait, grande disponibilité liée au travail agricole »*, explique Daniel Bracquart, directeur général.

Formation et qualité

Ces principes sont contenus dans la charte de l'encadrement, élaborée en janvier 1988, un document symbolique de la politique menée par Bruno Bonduelle. Depuis son arrivée, ce président au regard bleu qui, en dehors de son travail, consacre son temps à ses cinq enfants, a créé deux nouvelles directions : les ressources humaines et la communication et il a donné un objectif à l'entreprise : *« être le premier du légume transformé en Europe en 1992 »*. De quoi revigorer un encadrement que la gestion trop prudente de la précédente direction avait un peu démobilisé.

Or la spécificité et le rythme saisonnier de cette industrie constituent déjà des contraintes qui finissent par lasser certains cadres. *« Dès qu'ils ont famille et enfants, l'impossibilité de prendre des vacances l'été leur pose des problèmes »*, note un directeur. La direction de Bonduelle a aussi lancé un grand programme de formation et de cercles de qualité avec l'ambition d'obtenir, en 1992, la certification d'entreprise, une sorte de label de qualité obligatoire. Dans la grande Europe, Bonduelle compte bien améliorer ses parts de marché : *« En pleine vogue de la diététique*, estime Bruno Bonduelle, *les légumes seront de plus en plus à la mode. »*

FRANCOISE CHIROT







Lors de l'Assemblée Générale des actionnaires de PUBLICIS SA du 21 juin 1990, Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, fondateur du Groupe et Président du Conseil de Surveillance proposera d'importantes modifications dans la composition des organes sociaux de la Société.

Les mandats de membres du Conseil de Surveillance de Madame Sophie BLEUSTEIN-BLANCHET, de Messieurs Jean FORGEOT et Jean MORIN viennent à expiration à cette Assemblée et ne pourront être renouvelés en raison des dispositions statutaires.

Le mandat de membre du Directoire de Claude MARCUS est arrivé à expiration et le Conseil de Surveillance a nommé en remplacement, Gérard PEDRAGLIO. Claude MARCUS qui a fait toute sa carrière à PUBLICIS sera proposé pour siéger au Conseil de Surveillance.

Seront également proposés pour siéger au sein du Conseil de Surveillance:
- Monsieur Michel DAVID-WEILL, Associé-gérant de LAZARD Frères,
- Monsieur Jean-Yves HABERER, Inspecteur Général des Finances, Président du CREDIT LYONNAIS,
- Monsieur François HEILBRONNER, Inspecteur Général des Finances, Président du GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES, GAN,
- Monsieur Edmond de ROTHSCHILD, Président du Conseil de Surveillance de la COMPAGNIE FINANCIERE.

A l'issue des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 juin 1990, les organes sociaux du Groupe PUBLICS seront composés comme suit:

Conseil de Surveillance:
Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, Président, Roger FARAGGI, Vice-Président, Mesdames Elisabeth BADINTER et Michèle BLEUSTEIN-BLANCHET, Messieurs Michel DAVID-WEILL, Jean-Yves HABERER, François HEILBRONNER, Claude MARCUS, Edmond de ROTHSCHILD et Henri-Calixte SUAUDEAU.

Directoire:
Maurice LEVY, Président, Messieurs Bruno DESBARATS et Gérard PEDRAGLIO.



46, rue Lauriston - 75116 PARIS - Tél.: 47 27 24 00

L'assemblée générale ordinaire de la Banque française d'investissement, qui s'est tenue le 30 mai 1990, a approuvé les comptes de l'exercice 1989. Le total du bilan s'établit à 2,044 milliards de francs, contre 963 millions de francs à la fin de 1988. Le bénéfice net s'élève à 16,4 millions de francs, contre 15,6 millions de francs à fin 1988.

L'assemblée a pareillement approuvé la décision du conseil d'administration du 15 mai 1990 au cours duquel ont été nommés président-directeur général, M. Joël Viseux, directeur général adjoint du Crédit mutuel Artois-Picardie, et directeur général, M. Roger Batard.

Ont également été ratifiées les nominations de trois nouveaux administrateurs : M. Louis Savary, président du Crédit mutuel Artois-Picardie, M. Jean-Claude Thuillier, directeur général adjoint du Crédit mutuel Artois-Picardie, et M. Ilio Agus, directeur des marchés du Crédit mutuel Artois-Picardie.

A PARTIR DU 2 JUIN

Toutes les informations concernant les dates des Assemblées Générales des actionnaires et la mise à disposition des rapports annuels seront disponibles sur :

3615 LM puis AVIS

Un récapitulatif des entreprises ayant communiqué sur ces sujets paraîtra tous les samedis (daté dimanche-lundi), dans nos colonnes.

COFRACOMI

L'assemblée générale ordinaire de COFRACOMI, réunie le 17 mai 1990 sous la présidence de M. Roland Van Moere, a approuvé les comptes de l'exercice 1989.

L'événement marquant de l'exercice a été la fusion de COFRACOMI avec SICOMELEC, le capital du nouvel ensemble est porté à 572 millions de francs avec, avant affectation du résultat, 749,2 millions de fonds propres.

Les immeubles en location simple, en exploitation au 31 décembre 1989, totalisent 207,9 millions de francs.

En crédit-bail, les nouveaux engagements de l'exercice 1989 se sont élevés à 306,5 millions de francs et le total des engagements en crédit-bail, après la fusion, est de 1,44 milliard de francs réparti pour 61 % à Paris et région parisienne et 39 % en province.

Le résultat net de l'exercice, après dotations aux amortissements et aux provisions pour 44,4 millions de francs, s'est élevé à 70 670 289,08 francs.

L'assemblée a approuvé le versement d'un dividende de 10,40 francs par action correspondant à une distribution de 59 475 000 de francs.



RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 31/12/89

Le conseil d'administration réuni le 9 mai 1990 sous la présidence de Jean-Claude FABIANI a arrêté les comptes de la Société mère et du Groupe au 31 décembre 1989.

Le chiffre d'affaires hors taxes 1989 de la Société mère progresse de 31 % à 333,4 MF : le résultat net d'impôt a atteint 31.891 KF contre 15.469 KF pour l'exercice précédent. Ce résultat incorpore une plus-value de cessions de 5,6 MF principalement réalisée sur la vente de l'entrepôt CREEKS d'Aubervilliers.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à 594,5 MF pour l'exercice 1989, auquel s'ajoute 3,8 MF de redevances de licences et de franchises contre 470,6 MF en 1988, soit une progression de 27 %.
Le résultat net consolidé 1989 (part du Groupe) est de 43,5 MF contre 30,2 MF en 1988.

Ces chiffres intègrent la société SVL (chaîne de 10 magasins dans l'Ouest de la France) mais ne prend pas en compte l'activité de la Société ESQUIROL, détentrice de la marque LIBERTO Junior acquise fin 1989.

L'année 1990 s'annonce bien pour le Groupe dont le carnet de commandes pour les marques CREEKS et LIBERTO laisse prévoir une progression du chiffre d'affaires consolidé d'environ 15 %.

Le conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui sera convoquée le 29 juin 1990 à 10 heures à l'Automobile Club de France, 6, place de la Concorde à Paris 8e, la distribution d'un dividende de 15 F par action assorti d'un avoir fiscal de 7,5 F, soit un revenu de 22,5 F par action.



Financière Saint Dominique

Pour ESCADA et sa conquête des marchés internationaux des industries du luxe, La Financière Saint Dominique est devenue un partenaire financier privilégié.

EN ENTRANT DANS LE CAPITAL DE ESCADA A.G., LA FINANCIÈRE SAINT DOMINIQUE DEVIENT SON PARTENAIRE FRANÇAIS POUR APPUYER LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DE CE GROUPE. ESCADA A.G., COTÉE À FRANCFORT, MUNICH ET BERLIN, EST DEVENUE, SOUS L'IMPULSION DE WOLFGANG ET MARGARETHA LEY, UN DES LEADERS EUROPÉENS DES INDUSTRIES DU LUXE À PARTIR DE LA HAUTE COUTURE FÉMININE. SON CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PRÉVISIONNEL POUR 1990 DE 1 MILLIARD DE DM RÉALISÉ POUR LES 3/4 HORS DE RFA, EST À COMPARER À 640 MILLIONS DE DM RÉALISÉS EN 1989 (CONTRE 463 MILLIONS DE DM EN 1988).

CPM/BROAD STREET

ACTIONNAIRES DE SUEZ, le 19 juin, c'est votre assemblée générale, rendez-vous à la Maison de la Chimie.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Suez aura lieu le 19 juin à 14 h 30 à la Maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.*

Pour participer à cette assemblée, il vous suffit de faire immobiliser vos titres avant le 13 juin. Votre banque ou votre intermédiaire financier vous fournira sur demande les documents d'information, le formulaire de pouvoir et de vote par correspondance ou le formulaire de demande de carte d'admission.

Si vous ne pouvez assister à cette assemblée, renvoyez au plus vite le pouvoir ou le bulletin de vote par correspondance à votre intermédiaire financier.

GROUPE SUEZ

** Au cas probable où l'assemblée convoquée le 5 juin n'aurait pu se tenir, faute de réunir le quorum.*

Pour toute information,
Suez Actionnaires, Direction de la Communication,
1, rue d'Astorg, 75008 PARIS, Tél. 40.06.64.00 Minitel 3615 SUEZ

MARCHÉS FINANCIERS

Cinq mois après l'OPA ratée

Paribas et la Mixte font la paix

L'assemblée générale extraordinaire de la Compagnie financière Paribas a *ratifié*, le mercredi 30 mai, à une majorité de 74 % des votants (incluant les voix de la Mixte, premier actionnaire) la modifi*cation des statuts qui transforme* la *Compagnie en une société* à conseil de surveillance et directoire. Le conseil, présidé par le PDG précédent, M. Michel François-Poncet, aura pour fonction d'approuver les décisions d'ordre stratégique ; le directoire, présidé par M. André Levy-Lang, aura la responsabilité de la gestion du groupe.

***En même temps, il a été annoncé que la participation de Paribas* dans le capital de la Compagnie de navigation mixte allait être ramené de 40,5 % à 30 % et celle de la Mixte dans Paribas de 12,7 % à 9,7 %, avec la faculté, dans les cinq ans de revenir à des planchers de, respectivement, 20 % et 7 %.**

***Enfin, des administrateurs seront échangés entre les deux* groupes (*le Monde* du 31 mai).**

C'est donc un véritable armistice, très attendu après la reprise des négociations à la fin mars, qui *ferme la parenthèse ouverte à* l'automne 1989 avec le lancement par Paribas d'une OPA sur la Mixte. *Cette OPA s'était traduite par un* demi-échec, puisqu'elle n'avait permis d'obtenir que 40,5 % du capital de la société au *lieu* des 66 % visés, mais elle avait permis à Paribas de devenir le premier actionnaire de la Mixte avec une précieuse minorité de blocage. De son côté, la Mixte s'était emparée en Bourse de 12,7 % du capital de Paribas, devenant ainsi son premier actionnaire.

Devant une telle situation, une conciliation avait été tentée ; *M. Gérard Eskenazi, administrateur* de Paribas, avait rencontré en tête à tête M. Marc Fournier, PDG de la Mixte, dont les exigences, jugées trop fortes, firent échouer les négociations. Celles-ci reprirent après la désignation, à la fin mars de cette année, de M. Levy-Lang comme président du futur directoire. M. Fournier trouvait ainsi un nouvel interlocuteur et, par ailleurs, pouvait nourrir quelques inquiétudes sur la solidité de son pacte d'actionnaires majoritaires : *53 % du capital dont 7 % détenus* par Framatome menacés de changer de mains.

Dans le compromis actuel Paribas perd, certes, la minorité de blocage, mais reste « actionnaire de référence » de la Mixte, qui n'en avait pas auparavant. En contrepartie, M. Fournier accepte que la participation de sa compagnie dans le capital de Paribas revienne au-dessous des 10 % fatidiques, comme le souhaitaient ses interlocuteurs.

Paribas, à défaut de mettre la main sur les participations industrielles de la Mixte – son objectif initial – va donc collaborer avec cette dernière, notamment pour renforcer un pôle agroalimentaire déjà riche de 5 milliards de francs d'actifs (avec notamment Guyomarch). A vrai dire, cette collaboration avait déjà commencé puisque, à la fin de 1989, en pleine bataille financière, la Mixte avait cédé au groupe Bonduelle – numéro un européen de la conserve de légumes, entré dans l'orbite de Paribas – sa filiale Cassegrain.

Un tel compromis va, en outre, renforcer la position d'André Levy-Lang. A cet égard, le semi-échec de l'OPA sur la Mixte, qui avait ouvert une sorte de crise morale au sein de Paribas, aura permis d'ac*célérer le changement de structures* à l'étude depuis juin 1988 et de provoquer une petite révolution *dans l'histoire tourmentée de Paribas*, ponctuée de secousse, environ tous les dix ans (1969, 1981, *1990*).

L'affaire Paribas-Mixte aura provoqué bien des remous et des surprises. Ainsi, le PDG du Crédit lyonnais, M. Jean-Yves Haberer, ex-PDG de Paribas, et M. Marc Vienot, président de la Société générale, par exemple, soutinrent fidèlement M. Fournier, qui ne fut pas tendre pour ses adversaires, leur reprochant, entre autres, de *« regarder passer les trains »* (fine allusion au succès de Suez). Elle aura contribué à l'échec de la tentative plus ou moins formulée de prendre la tête de Paribas, tentative effectuée au début de l'année par M. Eskenazi, aujourd'hui menacé de se faire évincer de la holding suisse Pargesa, sa création, par les bons soins de MM. Frères et Desmarais.

Une telle affaire, enfin, comme *celle de la Société générale* l'an dernier, a durci les antagonismes et accentué les clivages au sein d'un *très traditionnel établissement* parisien qui, autrefois, prenait soin de ménager les susceptibilités et les positions acquises, mais qui, aujourd'hui, a appris à ne plus faire de cadeau.

FRANÇOIS RENARD

Quatre banques françaises adhèrent au réseau Eurocard-Mastercard

La carte de paiement et de retrait Eurocard-Mastercard, qui vient de fêter son trois millionnième exemplaire et qui représente un tiers du parc français et des parcs bancaires internationaux contre deux tiers pour la carte Visa, va être émise par les banques du groupe CIC, celles du groupe des Banques populaires, la Sogenal (filiale alsacienne de la Société générale) et l'Aisance Banque (filiale de Renault et du Crédit agricole). En France, les cartes Eurocard-Mastercard sont déjà émises par les réseaux du Crédit agricole et du Crédit mutuel.

Les nouveaux adhérents étant déjà affiliés au réseau Visa, la dualité d'émission Visa-Eurocard-Mastercard va s'étendre et aviver la concurrence. On peut penser que l'adhésion massive et récente des banques allemandes au réseau Eurocard-Mastercard n'est pas étrangère à l'extension de cette dualité en France où Visa occupe une position majoritaire, ayant passé autrefois un accord avec le système Carte bleue, qui regroupe l'immense majorité des banques inscrites.

F. R.

NEW-YORK, 30 mai ↑

Nouveau record

Un nouveau record d'altitude est tombé mercredi à Wall Street. Mais *il a été* beaucoup plus difficile à établir que les précédents. Sous l'effet de prises de bénéfices, les cours ont évolué de façon très irrégulière durant la majeure partie de la séance et ce n'est qu'à l'approche de la clôture que le marché s'est vraiment *hissé sur un nouveau sommet*. Atteint de justesse du reste, puisqu'en finale l'indice des industrielles s'inscrivait à 2 878,55 avec 8,06 points de hausse.

Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 2 006 valeurs traitées, 801 ont monté, 699 ont baissé et 506 n'ont pas varié.

Manifestement, les investisseurs n'ont guère tenu compte du léger recul de l'indice composite des indicateurs économiques *pour* avril (– 0,2%), le deuxième survenu cette année. Ce chiffre, paraît-il, est en ligne avec les prévisions des analystes, permettant une légère baisse des taux d'intérêt à long terme.

Pour l'instant, le point est de savoir si Wall Street est capable de poursuivre son ascension, et jusqu'où ?

Autour du «Big Board», on attend les derniers chiffres du chômage pour mai dont la publication sera *faite à la veille du* week-end. *La réaction* du marché au résultat qui sera annoncé pourrait être un test intéressant, indique-t-on dans les milieux boursiers new-yorkais.

L'activité a fortement augmenté et 199,54 millions de titres ont changé de mains contre 137,41 millions la veille.

VALEURS	Cours du 29 mai	Cours du 30 mai
Alcoa	64 7/8	65 1/2
ATT	41 7/8	42 3/4
Boeing	81 3/4	82
Chase Manhattan Bank	25 7/8	26 1/2
Du Pont de Nemours	39 1/4	39 7/8
Eastman Kodak	40 1/2	41 1/8
Exxon	46 3/4	47 3/4
Ford	48 1/2	48 1/2
General Electric	68 3/8	69 3/8
General Motors	49 1/4	49 1/4
Goodyear	34 7/8	36 1/8
IBM	117 1/4	120 7/8
ITT	56 1/8	56 3/4
Mobil Oil	60 3/4	62 7/8
Pfizer	62 1/2	63 5/8
Schlumberger	56 1/4	57 3/4
Texaco	57 3/4	59 1/8
UAL Corp. ex-Allegis	151 1/2	150 7/8
Union Carbide	20	20 1/4
USX	33 3/4	34
Westinghouse	34 7/8	35
Xerox Corp.	48 1/4	45 1/2

LONDRES, 29 mai ↑

Hausse de 2,2 %

Les cours des valeurs se sont à nouveau envolés mercredi au Stock Exchange, les courtiers s'empressant de suivre les indications positives de Wall Street, alors que l'offre de nombreux titres apparaissait insuffisante. L'*indice Footsie des cent* principales valeurs terminait en hausse de 50,4 points ou 2,2%, à 2.346,2 points, après avoir gagné 30 points la veille. Le volume de transactions a été soutenu avec 548 millions de titres échangés *contre 328 millions seulement* mardi.

La vigueur de la progression initiale a pris les *teneurs de marché* par surprise, ce qui a suscité des pénuries sur certains titres et des primes considérables des cours à terme sur les cours au comptant qui ont, à leur tour, entraîné une nouvelle vague d'achats. Les analystes ont estimé que la hausse du marché londonien se justifiait, compte tenu de la progression *des autres places mondiales qui a* rendu les actions britanniques relativement bon marché. Le Footsie reste encore à quelque 115 points sous son record du 3 janvier dernier (2.463,7 points), tandis que le Dow Jones vole de record en record.

PARIS, 30 mai

Indécis

Le moins que l'on puisse en dire, la Bourse de Paris a du vague à l'âme. *Bien orientée pour la troisième journée* consécutive, la tendance, devenue presque ferme mercredi dans la *matinée aux alentours* de 11 heures (+ 0,75%), s'est en quelque sorte relâchée. En début d'après-midi, l'indice CAC-40 n'enregistrait plus qu'une avance minime de 0,09 %. Plus tard, il entrait dans le rouge (– 0,01 %) puis en ressortait (+ 0,01 %), pour se maintenir ensuite presque au point mort. Tandis que Wall Street, un court instant affaibli à *la fin de la semaine écoulée*, se remet à battre ses records d'altitude, de ce côté de l'Atlantique l'indécision est au menu. Le marché parisien, en particulier, ne sait trop quelle attitude prendre. Si aux EtatsUnis, l'ouverture du nouveau sommet américano-soviétique agit comme un facteur stimulant, elle est *plutôt sujet* à l'expectative sur le Vieux Continent. Il est vrai que si les *taux d'intérêt* ont plutôt tendance à se détendre légèrement de l'autre côté de l'eau, beaucoup *craignent de nouvelles* tensions de ce côté çi, qui pourraient bien venir d'allemagne fédérale.

L'indécision est aussi nourrie par la perspective de la publication imminente dans le nouveau Monde des *derniers indicateurs avancés de l'économie* pour avril.

Et puis la communauté boursière se méfie des troubles que l'on enregistre en Afrique noire.

L'action Elf Gabon a progressé mais beaucoup plus lentement, maintenant que l'effet d'annonce de la reprise de production pétrolière s'est un peu estompé. L'action du groupe-mère Elf a été bien orientée mais sans plus. Sur le parquet, les rares boursiers que *la modernisation du* marché n'avait pas réussi à écarter des lieux, s'entretenaient des *rumeurs nées* à Londres sur une possible OPA qu'Elf pourrait lancer sur Enterprise Oil.

TOKYO, 31 mai ↑

Nouvelle avance

Nouvelle séance de hausse jeudi au Kabuto-Cho. Cette fois, cependant, le *marché japonais n'a pu réussir* à se maintenir aux plus hauts niveaux atteints au cours de la journée. En fin de matinée, l'indice Nikkei avait progressé de plus de 300 points. Il dut rétrocéder par la suite un peu du terrain conquis, pour s'établir en clôture *à 33 130,80 avec un gain de* 204,54 points (+0,62%).

Selon les spécialistes, ce ton plus indécis est à mettre sur le compte du yen, qui après s'être montré ferme vis-à-vis du dollar, allait reculer par la suite. Reste que les *économistes sont toujours assez optimistes* sur le court terme, mais, quand même plus hésitant à moyen terme, surtout à partir de juillet quand les perspectives deviendront plus floues, faisait observer M. Shigeru Akiba, principal opérateur *d'UBS Phillips and Drew International* Ltd. Brad Bauer, spécialiste chez Barclays de Zoette Wedd Securities, parle, quant à lui, de *« reprise roulante »*, notant que la demande passe d'un compartiment à l'autre. *« Le marché se retrouve dans une situation de stabilité après les chutes du début de l'année »*, souligne t-il.

L'activité est restée assez importante, avec, pour la troisième journée consécutive, quelque 800 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours du 30 mai	Cours du 31 mai
Akai	1 030	1 040
Bridgestone	1 570	1 600
Canon	1 780	1 760
Fuji Bank	2 780	2 800
Honda Motors	1 800	1 780
Matsushita Electric	2 200	2 170
Mitsubishi Heavy	1 060	1 070
Sony Corp.	8 560	8 620
Toyota Motors	2 480	2 520

FAITS ET RÉSULTATS

□ **La Générale des eaux confirme avoir acquis 2,3% de Northwest Water.** – La Générale des eaux a reconnu avoir acheté, fin décembre, 2,3 % du capital de Northwest Water, *troisième société régionale de* distribution d'eau privatisée, desservant 2,8 millions de ménages : un investissement purement financier, affirme le groupe. La Lyonnaise des eaux, de son côté, a pris des participations dans trois sociétés privatisées : 2 % dans Severn Trent, deuxième société, desservant 3,5 millions de ménages, 6 % dans Wessex et 9 % dans Anglian. La Générale des eaux attend, d'autre part, la réponse du gouvernement à sa demande de fusion de trois sociétés privées de distribution d'eau au nord-ouest de Londres (Les « Trois Vallées »).

□ **Docks de France acquiert 34 % du capital de Gramif.** – Super-Marchés Doc (du groupe Docks de France) va acquérir 34 % du capital de Gramif (grands magasins de l'Ile-de-France) et sera représenté au conseil d'administration de cette *société qui* conservera son identité et sa direction. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. D'autre part, un accord de coopération entre les deux distributeurs verra six magasins actuellement exploités sous l'enseigne G20 en banlieue *parisienne* et dans la capitale (d'un chiffre d'affaires global de 300 MF) prendre l'enseigne Atac dans le cadre d'un contrat de franchise.

□ **Participations de JAL et Lufthansa dans DHL.** – Les deux compagnies aériennes Japan Air Lines (JAL) et Lufthansa (RFA) vont prendre chacune 5 % du transporteur dans les deux compagnies holding (DHL *International*, basée à Hongkong et Middlestown NV, installée aux Antilles néerlandaises) du premier transporteur de plis urgents DHL, selon un accord annoncé mardi 29 mai ; de son côté, la firme de négoce japonaise Nissho Iwai prendra 2,5 %.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	428	428
Asystel	106	95 50 o
B.A.C.	250	250
B. Demachy Ass.	577	....
Bque Tarneaud	190	....
B.I.C.M.	840	....
Boiron (Ly)	385	385
Boisset (Lyon)	290	....
Câbles de Lyon	3463	3459
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1235	1200
Calberson	560	545
Cardif	710	710
C.D.M.E.	2639	2630
C.E.E.	365	373
C.E.G.E.P.	284 50	284 50
C.F.P.I.	271 30	....
Ciments d'Origny	700	705
C.N.I.M.	1299	1300
Codetour	300	....
Comareg	380	....
Conforama	1110	1120
Creeks	405 50	415
Dafsa	210 50	....
Dauphin	740	740
Desquenne et Giral	262	256
Devanlay	1339	1300
Deville	525	....
Dolisos	180	159 90
Editions Belfond	309	310
Elysee Invest.	14 95	14 55
Finacor	201	....
Garonor	800	....
GFF (group.fon.f.)	519	520
Grand Livre	475	....
Gravograph	280	263 50
Guintoli	980	....
I.C.C.	288 10	288 30
IDIA	340 50	340 50
Idianova	151 50	150 10
I.M.S.	1297	1292

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
IN2	300	300
I.M.S.	1259	1249
I.P.B.M.	139	....
Loca Investis.	310	306
Locamic	165	165 90
Matra Comm.	209	205
Métall. Minière	224	....
Molex	235	....
Navale-Delmas	1310	1275
Olivetti Logabax	590	598
Om. Gest. Fin.	582	573
Pinault	584	580
Presbourg	97	....
Présence Assur.	432	....
Publ. Filipacchi	834	....
Razel	700	....
Rémy et Associés	371 50	....
Rhone-Alp. Ecu (Ly.)	323	318
St-H. Matignon	280	....
S.C.G.P.M.	725	....
Segin (Li)	377	....
Select Invest (Ly)	105 30	106 40
S.E.P.	....	....
Serbo	548	....
S.M.T. Goupil	284 90	....
Sopra	205 70	....
Supra	215	....
TF1	331	....
Thermador H. (Ly)	370	379
Unilog	197 90	....
Union Fin. de Fr.	500	....
Viel et Cie	190 50	....
Yves St Laurent	1150	....

Marché des options négociables le 30 mai 1990

Nombre de contrats : 18 665.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier
Bouygues	560	130	–	–	–
CGE	640	13	30	12	25
Elf-Aquitaine	600	40	48	6,50	19,50
Eurotunnel SA-PLC	50	4	8	1,25	3,50
Euro Disneyland SC	110	2,40	6,80	–	–
Havas	675	37	–	6	–
Lafarge-Coppée	450	31	40	4,50	15
Michelin	120	14	–	0 80	3
Midi	1 400	34,50	–	35	–
Paribas	600	20	90	–	–
Pernod-Ricard	1 333	–	–	–	60
Peugeot SA	775	80	–	3	–
Rhône-Poulenc CI	400	50	53	–	–
Saint-Gobain	600	8	25	26	33
Source Perrier	1 700	61	–	38	–
Société générale	600	26	–	11	22
Suez Financière	400	8,50	22,50	14	–
Thomson-CSF	120	10,45	12,40	1,72	6,20

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 30 mai 1990

Nombre de contrats : 31 709.

COURS	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90
Dernier	102,52	102,50	102,66
Précédent	102,34	102,28	102,28

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90
102	1,36	–	0,86	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,68 ↑

Le dollar s'échangeait en nette hausse à Paris, le jeudi 31 mai au matin. La vigueur du billet vert s'expliquait par la faiblesse du mark, et par la montée des inquiétudes relatives à la situation internationale, le jour où s'ouvrait le sommet améri*cano-soviétique à Washington*. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,68 francs contre 5,6380 francs la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT	30 mai	31 mai
Dollar (en DM)	1,6780	1,6860

TOKYO	30 mai	31 mai
Dollar (en yens)	150,75	151,75

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (31 mai)	9 7/8 -10	%
New-York (30 mai)	7 -7 1/2	%

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	29 mai	30 mai
Valeurs françaises	103 50	103,30
Valeurs étrangères	96,10	96,90
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	560,07	564,62
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 123,09	2 120,80

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	29 mai	30 mai
Industrielles	2 870,49	2 878,56

LONDRES *(indice « Financial Times »)*

	29 mai	30 mai
Industrielles	1 823,30	1 857,40
Mines d'or	215,70	216,20
Fonds d'Etat	78,16	78,58

TOKYO

	30 mai	31 mai
Nikkei Dow Jones	32 926,26	33 130,80
Indice général	2 417,09	2 435,75

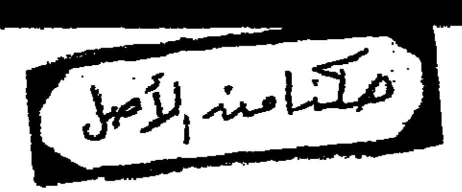
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E-U.	5,6730	5,6750	+ 60	+ 80	+ 130	+ 150	+ 400	+ 460
$ can.	4,8281	4,8339	– 194	– 145	– 358	– 302	– 870	– 775
Yen (100)	3,7384	3,7414	+ 60	+ 90	+ 147	+ 171	+ 463	+ 516
DM	3,3698	3,3724	+ 36	+ 58	+ 81	+ 105	+ 219	+ 267
Florin	2,9937	2,9963	+ 32	+ 50	+ 70	+ 90	+ 198	+ 241
FB (100)	16,3865	16,4017	– 75	+ 46	– 121	+ 54	+ 43	+ 450
FS	3,9937	3,9979	+ 20	+ 42	+ 49	+ 77	+ 225	+ 287
L (1 000)	4,5879	4,5933	– 109	– 47	– 181	– 101	– 448	– 329
£	9,6016	9,6106	– 466	– 387	– 906	– 827	– 2351	– 2184

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2
$ Yen	7 1/8	7 3/8	7 1/4	7 3/8	7 1/4	7 3/8	7 5/16	7 7/16
DM	7 3/4	8	7 7/8	8	8	8 1/8	8 3/8	8 1/2
Florin	7 7/8	8 1/8	8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 3/8	8 1/2
F.B. (100)	9 3/4	10	9 13/16	10	9 13/16	10	9 11/16	9 13/16
F.S.	8 3/4	9	8 5/8	8 3/4	8 5/8	8 3/4	8 9/16	8 11/16
L (1000)	5 1/2	6 1/2	10 3/4	11 1/4	11 1/8	11 5/8	11 1/2	12
£	15	15 1/4	15	15 1/8	15 1/16	15 3/16	15 3/16	15 5/16
F franç.	9 13/16	9 15/16	9 11/16	9 13/16	9 11/16	9 13/16	9 15/16	10 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



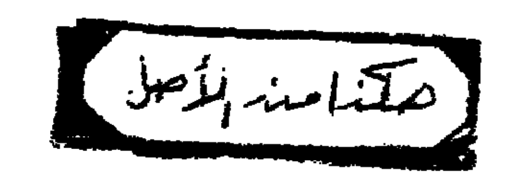
PARIS

3615 TAPEZ LE MONDE

ès le 30 mai 1990

BOURSES

DES DEVISES



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 31 MAI

Cours relevés à 10 h 12

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3711	C.N.E 3%	3695	3760	3760	+ 1 49
1130	B.N.P. T.P.	1120	1120	1120	....
....	C.C.F. T.P.	1301	....	....	....
1118	Cr.Lyon. T.P.	1118	....	....	....
2021	Renault T.P.	2025	2025	2025	....
2006	Rhône Poul. T.P.	2030	2030	2030	....
1251	Saint Gobain T.P.	1248	....	....	....
1260	Thomson T.P.	1260	....	....	....
975	ACCOR	1018	1016	1015	- 0 29
730	Air Liquide	752	747	746	- 0 80
2090	Als.Superm.	2070	2080	2080	- 0 48
565	ALSPI	557	....	....	....
2520	Arjom. Prioux	2580	2580	2580	+ 0 39
1200	AGF Sté Centrale	1194	1185	1185	- 0 75
1040	Aux. Entrepr.	1099	1095	1090	- 0 82
505	Av. Dassault	510	510	510	....
275	Axa Midi Ass.	275 90	276 80	276 80	+ 0 33
320	Bafip	306	310	310	+ 1 31
315	Bail-Equipem.	340	345	345	+ 1 47
940	Bail Investiss.	1020	1001	1001	- 1 86
650	Bancaire	639	632	632	- 1 10
765	Bazar H.-V.	794	790	790	- 0 50
875	Beghin-Say	934	940	937	+ 0 32
1460	Berger (M)	1460	....	....	....
605	Bic	614	613	613	- 0 16
915	B.I.P.	940	....	....	....
710	BIS	710	701	701	- 1 27
480	BNP (CI)	484	483	483	- 0 21
1000	Bolloré Tech.	1113	1110	1110	- 0 27
3380	Bongrain	3460	3450	3450	- 0 29
1050	Bon-Marché	1053	1055	1055	+ 0 19
670	Bouygues	674	664	672	- 0 30
163	BP France	159	157	157	- 1 26
870	BSN	864	865	864	....
905	Canal Plus	939	942	942	+ 0 32
510	Cap Gem.S.	520	525	525	+ 0 96
3670	Carrefour	3750	3770	3770	+ 0 53
150	Casino	148 60	148	149	+ 0 27
118	Casino ADP	116 20	116	116	- 0 17
1200	Castorama D.L.	1280	1280	1280	....
245	C.C.F.	248 80	243	246	- 1 13
150	CCMC Ly.	149 50	....	....	....
635	C.E.G.I.D.	635	640	640	+ 0 79
260	Centrest (Ny)	280	....	....	....
640	C.E.P. Comm.	689	690	690	+ 0 15
400	Cerus	395 10	395	397 70	+ 0 66
640	Cetelem	643	643	643	....
665	CFAO	595	590	590	- 0 84
495	CF Int.	502	503	503	+ 0 20
630	CGE	640	639	639	- 0 16
1700	CGI Info.	466	450	460	- 1 32
1410	CGIP	1460	1465	1465	+ 0 34
630	CGP	640	....	....	....
1060	Chargeurs S.A.	1096	1090	1090	- 0 55
845	CICA (M)	800	....	....	....
1720	Ciments franc.	1790	1795	1795	+ 0 28
640	Club Médit.	653	650	649	- 0 61
194	CMB Packa.	211 10	210 80	209 40	- 0 81
155	Codetel	181	180	180	- 0 62
365	Cofimeg	386 50	386 50	386 50	....
780	Colas	748	760	760	+ 1 60

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
395	Cpt. Entrep.	429	425	425	- 0 93
1160	Compt. Mod.	1204	1205	1205	+ 0 08
400	Comipt S.A.	393 50	394	394	+ 0 13
470	CPR (Paris Réu.)	470	471	471	+ 0 21
1390	Créd. Foncier	1420	1417	1417	- 0 21
865	Cr Lyon. (CI)	898	870	870	- 3 12
1640	Credit Nat.	1588	1591	1590	+ 0 13
385	CSEE	400	398	398	- 0 50
3200	Damart	3395	....	....	....
1920	De Dietrich	1976	1955	1955	- 1 06
230	Dév.R.d.C.(Li)	235	235	235	....
315	Dév.R.Sud-Est	327	320	320	- 2 14
600	DMC	599	595	595	- 0 67
4000	Docks France	3900	3965	3965	+ 1 67
680	Dumez	639	635	635	- 0 63
2650	Eaux (Gle)	2745	2729	2739	- 0 22
565	Ecco	602	609	609	+ 1 16
1030	Electro-Finan.	1083	1085	1085	+ 0 18
350	ELS Dassault	384	384	384	....
715	Elf Aquitaine	710	709	709	- 0 14
505	- (Certific.)	517	523	523	+ 1 16
1270	Epeda B.-F.	1230	1230	1230	....
2430	Essilor	2605	2629	2600	- 0 19
1270	Essil.Int.(DP)	1310	1310	1310	....
655	Esso	701	702	706	+ 0 71
2150	Eurafrance	2151	2165	2165	+ 0 65
2250	Eurocom	2445	2450	2450	+ 0 62
106	Eurodisneyland	107 50	107 70	107 10	- 0 37
4080	Euromarché	3910	3980	3980	+ 1 79
1400	Europe 1	1400	1400	1400	....
50	Eurotunnel	52 70	52 60	52 20	- 0 95
1870	Exor	1958	1941	1941	- 0 87
1900	Facom	1828	1800	1800	- 1 53
199	Financ.	204 80	202	202	- 1 37
420	Fives-Lille	422	425	425	+ 0 71
2450	Fromager. Bel	2400	....	....	....
1830	Gal. Lafayette	1899	1899	1899	....
2180	G.A.N.	2190	2175	2175	- 0 68
490	Gascogne (B)	489	487	490	+ 0 20
1510	Gaz et Eaux	1540	1540	1540	....
1260	Géophysique	1380	1390	1390	+ 0 72
550	Gerland Ly.	614	614	614	....
870	Groupe Cité	935	930	939	+ 0 43
1560	GTM-Entrep.	1650	1650	1650	....
1150	Guyenne-Gasc.	1146	1141	1141	- 0 44
435	Hachette	410	412	412	+ 0 49
680	Havas	698	700	700	+ 0 29
610	Hénin (La)	655	652	652	- 0 46
1220	Hutchinson	1240	....	....	....
355	Imétal	371	371	371	....
113	Immob. Phénix	125 10	127	127	+ 1 52
144	Ingénico	132	129 80	129 80	- 1 67
4780	Inst. Mérieux	4600	4600	4600	....
515	Intertail	517	520	520	+ 0 58
1380	Intertechnique	1390	1385	1385	- 0 36
1020	J. Lefebvre	1000	1008	1008	+ 0 80
1140	Labinal	1070	....	....	....
2780	Lab. Bellon	2780	2800	2800	+ 0 72

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
455	Lafarge	468	468	468	....
1350	Lebon	1360	1360	1360	....
4410	Legrand	4520	4520	4520	....
2550	Legrand (DP)	2584	2580	2580	- 0 15
670	Legris Industrie	670	669	669	- 0 15
750	Locabail Imm.	753	759	759	+ 0 80
525	Locafrance	525	522	522	- 0 57
845	Locindus	845	845	846	....
545	Luchaire	510	520	520	+ 1 96
4420	L.V.M.H.	4713	4730	4730	+ 0 36
715	Lyonn. Eaux	743	750	745	+ 0 27
370	Majorette Ly.	370 20	370 10	370 10	- 0 03
430	Mar. Wendel	464 90	460	460	- 1 05
420	Matra	412	405 60	410	- 0 49
6030	Merlin-Gerin	6360	6380	6380	+ 0 31
215	Metaleurop	208	209 20	209 20	+ 0 58
220	Métrologie In.	220	223	223	+ 1 36
130	Michelin	131 90	131 90	131 90	....
1370	Midi (Cie)	1381	1390	1389	+ 0 58
161	Midl. Bt Sa *	170	170	170	....
335	Min. Sabag (Ny)	365	....	....	....
198	MMB	199	198 80	198 80	- 0 10
123	Moulinex	123	122 50	122 50	- 0 41
1890	Navig. Mixte	1845	1820	1820	- 1 36
198	Nord-Est	199 90	201	201	+ 0 55
570	Nordon (Ny)	598	595	595	- 0 67
745	Nouv Galeries	804	805	805	+ 0 12
770	Occid. (Gle)	812	810	810	- 0 25
1980	Omn. f. Paris	1949	1950	1950	+ 0 05
375	Olipar	380 10	386 90	386 90	+ 1 79
5400	Oréal	5410	5420	5420	+ 0 18
695	Paribas	676	674	672	- 0 59
1810	Pechelbronn	1827	1825	1825	- 0 11
150	Pechiney Int.	152 50	153	153	+ 0 33
335	Pechiney (CIP)	336 60	335 50	335 50	- 0 30
600	Penhoet	625	....	....	....
1290	Pernod Ricard	1297	1300	1295	- 0 15
835	Peugeot	837	837	836	- 0 12
440	Plastic-Omn.	440	442 50	442 50	+ 0 57
616	Poliet	629	616	616	- 2 07
1180	Présénail-Sic.	1196	1199	1199	+ 0 25
830	Primagaz	815	810	810	- 0 61
670	Printemps	716	714	710	- 0 84
4200	Promodès	4230	4250	4250	+ 0 47
700	Radiotechn.	708	710	710	+ 0 28
230	Raff. D.Total	227	221 20	221 20	- 2 56
3200	Redoute (La)	3403	3480	3480	+ 1 67
430	R. Poulenc CIP	451	454	455	+ 0 89
380	Robur Financ.	395	395	395	....
88	Rochette (La)	86	85	85 40	+ 0 47
2280	Roussel Uclaf	2330	2330	2330	....
4880	R. Impé.Ly *	4850	....	....	....
205	Sade (Ny)	206 50	205 50	205 50	- 0 48
1400	Sagem	1439	1445	1445	+ 0 42
595	Saint Gobain	590	591	591	+ 0 17
1560	Saint Louis	1561	1580	1570	+ 0 58
1570	Salomon Ly.	1600	1590	1590	- 0 63
580	Salvepar (Ny)	537	520	520	- 3 17

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1020	Sanofi	1044	1044	1044	....
1650	S A T	1700	....	....	....
350	Saul. Chât.	334	....	....	....
1700	Saupiquet (Ny)	1900	1900	1880	- 1 05
1150	Schneider	1088	1090	1092	+ 0 37
28	SCOA	27 50	27 80	27 80	+ 1 09
1300	S.E.B.	1315	1326	1326	+ 0 84
505	Sefimeg	505	514	514	+ 1 78
675	Sextant A.	682	680	680	- 0 29
1410	SFIM	1430	1433	1433	+ 0 21
250	S.G.E.	268 90	269	269	+ 0 04
620	Simco	633	635	635	+ 0 32
1090	Sk. Rossignol	1070	1078	1078	+ 0 75
1050	Sligos	1055	1055	1056	....
615	Société Génér.	620	620	622	+ 0 32
136	Sodecco (B)	138	....	....	....
170	Sodero (Ny)	171	172	172	+ 0 58
730	Sodexho	729	739	739	+ 1 37
111	Sogenal (Ny)	118	116 50	119	+ 0 85
530	Sogerap	510	....	....	....
2360	Sommer-Allib.	2340	2300	2300	- 1 71
1740	Source Perrier	1705	1705	1708	+ 0 18
760	Sovac	780	780	780	....
740	SPEP	700	705	706	+ 0 71
880	Spie-Batignol.	864	865	865	+ 0 12
1240	Strafor	1295	1290	1290	- 0 38
470	Suez	470	470	471	+ 0 21
525	Synthélabo	513	510	510	- 0 58
129	Thomson	127 80	128 20	128 30	+ 0 39
705	Total	702	698	698	- 0 57
122	- (certif.)	122 60	124	124	+ 1 14
415	Truffaut Fin.	409	408	406	- 0 73
626	U.A.P.	627	625	624	- 0 48
465	UFB Locab.	468	465	465	- 0 64
1140	UIC	1165	1180	1180	+ 1 29
685	UIF	674	675	675	+ 0 15
970	UIS	993	990	990	- 0 30
800	Unibail	945	930	930	- 1 59
220	U.C.B.	232	233	233	+ 0 43
645	Valéo	630	630	630	....
410	Vallourec	387	387	387	....
420	Via Banque	439	437 50	437 50	- 0 34
1380	Zodiac	1395	1383	1383	- 0 86
1370	Elf Gabon	1255	1230	1230	- 1 99
141	Amax	136	....	....	....
189	Amer. Express	167 50	....	....	....
245	A.T.T.	241 50	....	....	....
183	Anglo Amer.C.	190 10	....	....	....
475	Amgold	485	....	....	....
250	Banco Santander	250 90	....	....	....
985	B.A.S.F.	983	....	....	....
985	Bayer	986	....	....	....
85	Buffelsfont.	85 40	....	....	....
149	Chase Manh.	148	....	....	....
143	De Beers	147 50	....	....	....
2570	Deutsche Bank	2630	....	....	....
1440	Dresdner Bank	1401	....	....	....
62	Driefontein	63	....	....	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
230	Du Pont-Nem.	230 50	....	....	....
225	Eastman Kodak	237	....	....	....
20	East Rand	15 05	....	....	....
73	Echo Bay	73	....	....	....
215	Electrolux	234	....	....	....
1030	Ericsson	1110	....	....	....
275	Exxon Corp.	271	....	....	....
270	Ford Motor	270	....	....	....
65	Freegold	56 50	....	....	....
18	Gencor	18 40	....	....	....
385	Gén. Electr.	380	....	....	....
275	Gén. Motors	283 80	....	....	....
540	Gén. Belgique	542	....	....	....
57	Gd. Métropol.	59	....	....	....
68	Guinness	70	....	....	....
23	Hanson PLC	23 60	....	....	....
40	Harmony Gold	40 50	....	....	....
255	Hewlett Packard	269	....	....	....
59	Hitachi	59 05	....	....	....
965	Hoechst	967	....	....	....
109	Homestake	108 50	....	....	....
113	Imp. Chemical	116 90	....	....	....
860	I.B.M.	889	....	....	....
320	I.T.T.	322	....	....	....
153	Ito Yokado	155 70	....	....	....
82	Matsushita	83 15	....	....	....
18	Maxwell	18 70	....	....	....
188	Mc Donald's	195	....	....	....
455	Merck	474 50	....	....	....
465	Minnesota M.	471	....	....	....
355	Mobil corp.	355 30	....	....	....
205	Morgan J.P.	214 20	....	....	....
34790	Nestlé	35890	....	....	....
1100	Nixdorf	1145	....	....	....
180	Norsk Hydro	179	....	....	....
134	OFSI	138	....	....	....
1890	Pétrofina	1931	....	....	....
250	Philip Morris	247	....	....	....
98	Philips	103 60	....	....	....
94	Placer Dome	91 95	....	....	....
320	Quilmès	338	....	....	....
32	Randfontein	31 80	....	....	....
425	Royal Dutch	429	....	....	....
53	R T Z	54 20	....	....	....
9 50	Saat.& Saatchi	9 50	....	....	....
57	St Helena	58	....	....	....
325	Schlumberger	328 50	....	....	....
45	Shell transp.	44 05	....	....	....
2420	Siemens	2465	....	....	....
325	Sony	325	....	....	....
100	Sumitomo Bank	101 50	....	....	....
250	T.D.K.	250	....	....	....
44	Telefonica	43	....	....	....
40	Toshiba	41 50	....	....	....
465	Unilever	458 80	....	....	....
325	Utd.Techn.	327 50	....	....	....
450	Vaal Reefs	469	....	....	....
300	Volvo	335 50	....	....	....
195	West. Deep.	203 10	....	....	....
275	Xerox Corp.	289 50	....	....	....
107	Yamanouchi	111	....	....	....
2 23	Zambia Cop.	2 20	....	....	....

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	....	0 19
Emp.Etat 9,8%78	....	8 67
10,80% 79/94	....	7 95
Emp.Etat 13,25%80	....	13 14
Emp.Etat 16%82	....	15 60
Emp.Etat 14,6% 83	....	3 96
Emp.Etat 13,4%83	110 35	5 91
Emp.Etat 12,2% 84	....	7 85
Emp.Etat 11% 85	107 10	2 98
10,26% mars 86	101 99	2 24
OAT 10% 5/2000	102 40	0 11
OAT 9,9% 12/1997	101 94	4 58
OAT 9,8% 1/1996	100 50	3 24
PTT 11,2% 85	103 85	5 16
CFF 10,30% 86	....	3 32
CNB Bques 5000F	....	3 83
CNB Paribas 5000F	....	3 83
CNB Suez 5000F	....	3 63
CNE 11,5% 85	103 40	10 25
CNI 1/82 5000F	....	3 63
CNT 9 % 88	....	1 19
CRH 10,90% déc.85	103 70	4 08
CHARB FCE 3%-100	....	....
CNCA	1128 70	....
Cerus	....	....
CGE 6 janv. 89/99	616	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex Fin.)	1620	1581
Applications Hydr.	1574	1637 d
Arbel	1137	1137
Astorg	330	333
Avenir Publicité	431	432
Bains C.Monaco	1056	1096 d
B.Hypoth.Europ.	358	....
B.N.P. Intercont.	265	261
Beghin-Say (CI)	625	....
Bénédictine	4250	....
Blanzy Ouest	3700	3240 o
BTP	106 50	106 50
Cambodge	1069	1051
Carbone Lorraine	1100	1110
Case Poclain	27	27 80
CEGF (Frigor.)	435	....
Centenaire Blanzy	805	....
Cerabati	136	....
Champex Ny.	147	161
CIC (CIP)	272 80	272 50
C.I.M.	850	850
CITRAM (B)	2230	....
Clause	961	961

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cofradel	1360	....
Cogif	416	416 50
Comiphos	744	744
Cie Industrielle	7130	....
Cpt Lyon Alemand	565	570
Concorde	1250	1250
Constr.Méc.Prov.	37	43 40d
Crédit Gén.Ind.	900	....
Cr Universel (Cie)	706	710
Crédixel	146 50	145
Darblay	695	695
Degremont	1656	....
Delalande	2814	2897
Delmas Vieljeux	4300	4305
Didot Bottin	1670	1702
Drouot Assur.	330	335
Eaux Bassin Vichy	2870	2918 d
Eaux Vittel	7800	7850
Ecia	1391	1414
Electro-Banque	350	355
El Antargaz	1415	....
E.L.M. Leblanc	659	651
Ennilli Bretagne	397	....
Ent.Mag. Paris	3130	4030
Eternit	2325	....
Europ Soudure Ind.	65 20	54 20o
Finalens	274 70	273 70
F.I.P.P.	250	....
F.M.A.C.	2130	2110
Foncière (Cie)	866	873
Fonc.Lyonnaise	1049	1049
Foncina	595	595
Fougerolle	866	866
France I.A.R.D.	1275	....
France SA (La)	2856	2860
From. Paul-Renard	2374	2374
Gaumont	1130	1125
Genelim	346 20	....
Gévelot	702	702
G.F.C.	485	....
G.F.I.I.	328 10	329 50
Gds Moulins Paris	1455	....
G.T.I (Transport)	640	621
Immobail	388 50	385
Immobanque	811	....
Im.Marseillaise	8550	....
Imm. Plaine-Monceau	589	582
Immofice	551	558
Invest.(Sté Cle.)	3300	....
Jaeger	186	....
Lambert Frères	371	387 40d
Lille Bonnières	1710	....
Loca-Expansion	318	318
Locafinancière	445	438
Locatel	367	....
Louis Vuitton	1105	1124
Louvre	5750	5800
Lucia	2000	....
Machines Bull	72	72
Mag.Uniprix	182	....
Magnant	475	484 d
Métal Déployé	621	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Mors	196	190
Navigation (Nle)	279	278 50
Nozal	286	286
Optorg	451	442
Oréal (CI)	2480	....
Origny-Desvroise	1470	1459
Palais Nouveauté	1200	....
Paluel Marmont	691	694
Parfinance	239 50	....
Paribas (CIP)	650	....
Paris France	252	....
Paris Orléans	292	290
Partheno Invest.	510	....
Paternelle RD	1675	....
Pathé Cinéma	745	774 80d
Piper Heidsieck	2289	2207 o
PLM	540	....
Porcher	726	....
Promodès (CI)	1903	....
Publicis	940	....
Rochefortaise	1390	....
Rosario	665	....
Rosière (usine)	665	....
Rougier	520	....
S.A.C.E.R.	620	....
S.A.F.A.A.	582	....
S.A.F.I.C Alcan	532	....
SAFT	2250	....
Saga	238	....
Salins du Midi	886	....
Satam	128 40	....
Savoisienne M.	178	....
S.C.A.C.	840	....
Sanelle Maubeuge	549	....
S.Etud.Part. (M)	180	....
Sci	450	....
Smin	698	....
S.I.P.H.	505	....
Sofal	855	....
Soffo	685	....
Sofical	1095	....
Soficomi	700	....
SOFIP (M)	816	746 o
Sofragi	1749	....
Sophia-Bail	470	471
Sopagri	181	....
Soudure Autogène	910	....
Sovabail	556	....
Sremi	721	....
Suez (CIP)	426	....
Taittinger	5840	....
Télémécanique Elect.	5060	....
Testut-Aequitas	790	....
Tour Eiffel	307	....
Ufiner	1150	....
Union Assur Paris	624	....
U.T.A.	2701	....
Vicat	3385	....
Viniprix	2380	....
Virax	196	....
Waterman	1209	....
Maroc Sté Brasserie	240	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1070	....
Akzo Nv Sico	346	....
Alcan Aluminium	116 50	....
Algemene B.Ned.	113 50	....
American Brands	414	....
Arbed	815	....
Asturienne Mines	223	....
Banco Popular Espa.	435	....
Banque Ottomane	1880	1892
B.Reglements Int.	37600	....
Br. Lambert	....	....
Can.Pacifique	98 10	....
Chrysler Corp.	90	....
C.I.R.	25	....
Commerzbank	939	....
Dart and Kraft	....	....
De Beers (port.)	141 50	....
Dow Chemical	358	....
GBL (Brux Lamb.)	638	....
Gevaert	1260	....
Glaxo Holdings Ltd.	75	....
Goodyear Tire	206	....
Grace and Co (WR)	160 20	....
GTE Corp.	380	....
Honeywell Inc.	548	....
Johannesburg	1445	....
Kubota	41 50	....
Latonia	312	....
Midland Bank	27 60	....
Minéral-Ress.	....	....
Noranda Mines	94 80	....
Olivetti priv.	22 20	....
pakhoed hold.	563	....
Pfizer Inc.	365 50	....
Procter Gamble	430	....
Ricoh	41 80	....
Robeco	295 40	....
Rodamco NV	239	....
Rolinco	295 60	....
Saipem	8	....
Sema Group	50 10	....
Shell fr (port)	....	....
SKF Aktiebolaget	142	....
Steel Cy of Can.	....	....
Tenneco Inc.	370 40	....
Thorn Electrical	67 50	....
Toray Ind.	31 50	....
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1560	....
West Rand Cons.	13 95	....
Whitman Corp.	153	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Petro.	....	....
Bque Hydro Energie	315	....
Buitoni	850	....
Calciphos	172	....
C G H Cogedom	100	....
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	380	....
Coparex	560	....
Europ. Accum.	67 80	....
Gechot S.A.	125	....
Guy Degrenne	481	....
Haribo Ricqlès Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs Du Monde	401	....
Merlin Imm.	240	....
Nicolas	925	....
Parcip. Parcier	370	....
Rorento N.V.	175 10	....
St-Gobain-Emballage	1990	....
Sem Mpnz	326	....
S.E.P.R.	1918	....
S.P.R. act. B	730	....
Ufinex	380	....
Union Brasseries	....	....
Wonder	968	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 31/5	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 638	....	5 450	5 850
Ecu	6 931	....	....	....
Allemagne (100 dm)	336 980	....	325 500	347
Belgique (100 F)	16 377	....	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	299 270	....	288 500	308
Italie (1000 lires)	4 584	....	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	88 470	....	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 613	....	9 250	10 050
Grèce (100 drachmes)	3 435	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	400 680	....	387	409
Suède (100 krs)	93 040	....	89	96 500
Norvège (100 k)	87 570	....	83	90 500
Autriche (100 sch)	47 890	....	46 500	49 600
Espagne (100 pes)	5 431	....	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 832	....	3 650	4 350
Canada (1 S can)	4 782	....	4 600	5
Japon (100 yens)	3 743	....	3 660	3 660

Marché libre de L'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/5
Or fin (kilo en barre)	66700	....
Or fin (en lingot)	66700	....
Napoléon (20f)	395	....
Pièce Fr (10 f)	380	....
Pièce Suisse (20 f)	429	....
Pièce Latine (20 f)	386	....
Souverain	492	....
Pièce 20 dollars	2320	....
Pièce 10 dollars	1200	....
Pièce 5 dollars	776	....
Pièce 50 pesos	2495	....
Pièce 10 florins	399	....

SICAV (sélection) 30/5

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1201 98	1172 66
Action	241 50	235 04 •
Agaplacement	6836 62	6836 62
Agepremière	105 48	105 16
AGF Actions ex CIP	1192 35	1163 27
A.G.F. 5000	720 73	703 15
AGF ECU	1007 95	997 97
AGF Foncier	124 28	121 25
AGF Invest Sicav	132 33	129 10
AGF Interfonds	411 91	401 86
AGF Oblig.	1086 64	1061 33
AGF Sécurité Sicav	10580 34	10580 34
A.G.F.I.M.O.	721 27	703 68
AMERI-GAN	8530 43	8234 30
Amplitude	687 79	687 76
Arbitrages Court.T	5978 57	5984 63
Associc	1098 46	1098 46
Atout Futur	391 43	378 56
Aurecic	1337 64	1298 68
Avenir Alizes	1594 59	1563 32
Avenir CIC	110 64	107 32
Axa Capital	141 41	135 32
Axa Europe	129 05	123 49
Axa Investiments	133 09	127 36
Axa NPI	116 87	111 65
Axa Valeurs PER	139 70	133 68
Capitacic	1088 21	1070 18
Capital-Monde	446 13	434 27
Capital Plus	1705 83	1705 83
Cardan Pierre	37 65	36 73
Coexis	1092 47	1076 33
Comptavalor	5846 84	5838 08 •
Convertimmo	442 56	425 54 •
Creditar	526 45	511 12
Credit Mutuel Capital	1077 46	1056 33
Dase	1233 93	1193 36
Drouot France	915 40	875 98
Drouot Investiss.	1097 31	1050 06
Drouot Sécurité	243 09	232 82
Drouot Sélection	152 66	146 09
Ecucic	1052 42	1036 87 •
Ecupar	122 22	116 96
Ecureuil Capitalisation	2144 02	2122 79
Ecureuil Invest	425 92	413 51 •
Ecureuil Monépremière	66672 76	66672 76
Ecureuil Monétaire	32743 05	32743 05 •
Ecureuil Trimestr.	1967 39	1947 91
Elicash	311670 16	311670 16
Energie	308 10	294 13
Eparcic	2989 18	2989 18
Eparcourt-Sicav	4191 17	4180 72
Epargne Associat.	24218 02	24181 75
Epargne Capital	8860 80	8773 07
Epargne Court Terme	565 81	565 81
Epargne Croissance	1689 14	1643 93
Epargne Industrie	103 87	101 09
Epargne Inter	591 69	575 85
Epargne J.	58253 15	58253 15
Epargne Long Terme	197 17	191 89
Epargne Monde	1332 83	1297 16
Epargne Oblig.	186 76	181 76
Epargne Première	12197 81	12107 01
Epargne Quatre	1092 67	1063 43
Epargne-Unie	1402 85	1352 14
Epargne Valeurs	453 05	440 92
Epsilon	1161 96	1150 46 •
Eufinvest	718 25	697 33 •
Eurocic Leaders	1147 85	1114 42
Eurodyn	1251 64	1210 48
Euro Gan	7753 12	7401 55
Euromaf	26 38	25 99
Foncival	274 83	268 18 •
Fonsicav	11906 37	11906 37
FRANCE-GAN	10639 23	10158 78
France Garantie	256 19	255 68
France Investiss.	439 69	428 97 •
France Oblig.	443 72	439 33
Francic	530 64	515 18
Francic Pierre	124 79	121 16
Francic-Régions	1370 40	1330 49

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Association	29 79	29 79
Fructi-Capi	34 89	34 37
Fructi Court	118300 85	118300 85
Fructidor	234 72	231 25
Fructi-Ecu	557 75	549 51
Fructi-Epargne	30 74	29 98
Fructifrance	1007 24	982 67 •
Fructimmo	34 20	33 37
Fructi-Première	11169 88	11004 61
Fructivar	4557 42	4546 05
Futurobligs	1190 15	1151 02
Gestilion	61184 65	61032 07 •
Gest.Associations	163 81	160 21
Gest. F. Sécur.	10702 37	10702 37
Horizon	1244 03	1207 80 •
Interpar	105089 46	102028 60
Interoblig.	11870 23	11413 68 •
Intersélection Fce	586 35	569 27 •
Japacic	185 98	180 56 •
Jeunepargne	249 89	246 20
Laffite Amérique	217 09	207 25
Laffitte Europe	304 02	290 23
Laffitte Expan.	279 14	266 48
Laffitte France	372 73	355 83
Laffitte Immobil.	269 53	257 31
Laffitte Japon	443 72	423 60
Laffitte Oblig.	135 35	129 21
Laffitte Rendement	180 22	172 05
Laffitte Tokyo	372 57	355 68
Lionnade	5657 45	5648 98
Lion C.T.	10556 61	10556 61
Lion L.T.	5824 06	5654 43
Lion Association	11093 42	11093 42 •
Lion Institution	24364 24	24303 48 •
Lionplus	803 30	795 35 •
Lion Trésor	2054 60	2034 26 •
Lion 20 000	22063 72	22063 72 •
Livret Bourse Inv.	573 46	556 76 •
Livret Portefeuil.	719 02	698 08 •
Méditerranée	207 79	198 84
Mensuel CIC	10101 47	10000 46
Mondial Investissem.	440 67	420 69
Monecic	5775 59	5775 59
Monédan	58146 33	58146 33 •
Mone.J.	60735 83	60735 83
Mutualité dépôts	11261 04	11238 56 •
Mutuelle Unie Sel.	151 53	145
Natio Court Terme	235648 00	235648
Natio-Epargne	14730 78	14584 91
Natio-Ep. Ret.	132 15	128 61
Natio Epargne Trésor	6604 05	6590 87
Natio-Imm.	1315 46	1280 25
Natio-Inter	1169 63	1138 33
Natio-Monétaire	21279 54	21279 54
Natio Obligations	504 50	491
Natio-Patrimoine	1528 30	1487 40
Natio-Placements	63919 50	63919 50
Natio-Revenu	1006 07	996 11
Natio Sécurité	11829 19	11829 19
Natio-Valeurs	901 85	877 71
Nippon-Gan	6471 30	6177 85
Nord Sud Dévelop.	1266 90	1264 37
Normacif	12688 82	12440 02 •
Obli-Associations	128 18	124 93
Oblicic-Mondial	2306 91	2272 82
Oblicic-Régions	1084 27	1068 25
Oblig. très caté.	150 46	148 24 •
Oblifion	1106 56	1095 60 •
Oblisécurité	10710 61	10710 61
Oraction	1216 41	1176 41
Orvalor	6192 56	5968 73 •
Paribas Epargne	17299 91	17265 38
Paribas Opportunités	129 97	124 67
Paribas Patrimoine	570 54	547 28
Paribas Revenus	91 02	90 12
Patrimoine Retraite	186 08	182 43
Pervalor	705 50	684 95 •
Phenix Placement	276 56	268 50
Pierre Investissements	773 47	754 60
Placement A	1283 41	1268 05 •

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placements C.T.	75381 59	75231 13 •
Placement J.	6012 43	6000 43 •
Placement Premier	55729 77	55618 53 •
Plénitude	121 74	118 48
Poste Gestion	54479 82	54479 82
Première Oblig.	10470 15	10459 69 •
Prév. Ecureuil	109 79	108 85 •
Privassocation	24526 40	24526 40 •
Quartz	132 34	129 08
Réalvalor	1071 19	1039 99 •
Rentacic	161 43	158 04
Revenus Trimestr.	5252 07	5200 07 •
Revenu-Vert	1133 49	1116 74
St Honoré Bio-Alim.	939 57	896 96
St Honoré Global	275 39	262 90
St Honoré Mat Plac.	251 13	239 74
St Honoré Pacifique	639 02	610 04
St Honoré PME	566 09	540 42
St Honoré Real.	12518 57	12488 70
St Honoré Services	526 13	505 89
St Honoré Techno.	797 42	761 26
Sécuricic	1466 97	1466 97
Sécuri-Taux	1167 16	1167 16
Sicasdan	701 24	690 88
Sicav Associations	1551 48	1549 16 •
S.F.I. fr. et etr.	712 80	692 04
Sicav 5 000	457 73	445 48 •
Slivafrance	749 32	729 27 •
Slivam	438 42	426 69 •
Slivarente	221 43	219 24 •
Slivinter	438 59	426 85 •
S.N.I.	1260 11	1223 41
Sogepargne	339 58	327 31 •
Sogevar	1118 38	1067 67 •
Sogenter	1353 93	1292 53 •
Soleil Investissements	563 84	538 27
Stratégie Actions	1253 32	1205 12
Stratégie Rendements	1202 11	1164 27
Technocic	1191 72	1157 01
Techno-Gan	6281 97	5997 11
Thesora	546 85	541 44
Transplus	133 69	127 93
Trésor Avenir	105 90	104 85
Trésor Plus	1072 92	1062 30
Trésor Real	11974 03	11974 03
Trésoricic	107364 36	107364 36
Trilion	5151 73	5100 72 •
U.A.P. Investiss.	479 31	461 99 •
U.A.P. Act. F.	627 86	605 17 •
U.A.P. Act. Sél.	680 97	656 36 •
U.A.P. Audif.	650 79	627 27 •
U.A.P. Altaf.	481 66	464 25 •
U.A.P. Alto	114 11	109 99 •
UAP Moyen Terme	115 19	111 03 •
Uni-Associations	114 52	114 52
Uni-Foncier	1531 95	1476 58
Unifrance	644 59	621 29
Uni-Garantie	1289 74	1264 43
Uni Régions	1673 08	1612 62
Univers	2395 29	2316 53
Univar	200 59	200 59
Univers Actions	1352 07	1307 61
Univers-Obligations	1844 50	1590 43
Valorem	579 40	565 27
Valorg	1746 43	1744 69
Valreal	44547 06	44524 80
Vauban	24150 89	24126 74 •

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

M. Joxe n'a pas l'intention de désarmer la police

Faut-il désarmer la police nationale ? Faut-il armer les policiers municipaux ? Lors de la séance des questions au gouvernement, mercredi 30 mai, le RPR et l'UDF s'en sont pris au ministre de l'intérieur, qui, le 28 mai, avait déclaré que « l'immense majorité des policiers n'ont pas besoin d'être armés ». Il avait fait cette déclaration à l'occasion de la remise du rapport Clauzel sur les polices municipales.

« Consternant ! », s'est exclamé M. Gérard Longuet (UDF, Meuse), en accusant le ministre de l'intérieur de considérer les policiers comme des *« gardiens de square, des moutons, des boy-scouts ! Dans ces conditions, pourquoi, effectivement, les armer ? »*. Un peu plus tard, M. Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes) revenait à l'attaque en se demandant si les déclarations du ministre selon lesquelles *« l'immense majorité des policiers n'ont pas besoin d'être armés »* (*le Monde* du 30 mai) ne tendraient pas à *« transformer les policiers français, nationaux ou municipaux, en cibles pour tous les voyous et les truands »*.

Le ministre de l'intérieur s'est efforcé de relativiser la portée de son propos. Il a demandé que l'on relise son intervention afin de constater qu'il n'y avait *« nulle intention et aucun programme »* allant dans le sens d'un désarmement de la police. *« A l'occasion d'un rapport relatif aux polices municipales, qui en règle générale ne sont pas armées – lequel rapport suggérait de désarmer les quelques milliers de policiers municipaux qui sont armés, – j'ai dit que la question méritait d'être examinée, d'autant plus qu'elle se pose sur un plan général. En effet, un très grand nombre de fonctionnaires de police n'ont pas l'usage de leur arme. Certains en ont toujours besoin, d'autres parfois, d'autres jamais »*, a précisé M. Joxe. Le ministre a également indiqué que le gouvernement entendait déposer un projet de loi permettant d'harmoniser les compétences, les formations, le mode de recrutement, le port d'arme (un tiers des dix mille policiers municipaux sont armés) des polices municipales, qui présentent, pour l'heure, un aspect pour le moins bigarré.

L'utilité des municipaux

Dans les couloirs, la plupart des élus se prononcaient pour *une complémentarité bien pensée* entre polices municipales et police nationale. La tendance était au non-armement des policiers municipaux. Pour M. Jacques Limouzy (RPR, Tarn), le port d'arme pour des policiers municipaux devrait être autorisé *et contrôlé par le procureur de la* République. A Castres, dont il est maire, les huit policiers municipaux sont armés : *« Ils vont au tir. Le fait qu'ils portent une arme a une valeur dissuasive. »* M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise), maire de Franconville, n'a que deux gardes champêtres, *« non armés bien sûr »*. Pour lui, il faut éviter les risques de rivalités entre les polices en ne confiant aux polices municipales que des tâches de police administrative (stationnement, sortie des écoles, contrôles sanitaires, etc.).

« A Versailles, nous avons un embryon de police municipale, une douzaine de personnes chargées notamment de faire la circulation à des points névralgiques, de surveiller la sortie des écoles. Il n'est pas question d'aller plus loin, certainement pas de les armer », explique M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines), adjoint au maire. Le maire de Saint-Ouen-l'Aumône, M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), partage le même sentiment sur les policiers municipaux qu'il préfère appeler *« gardes municipaux ; j'en ai deux qui mettent surtout des PV »*. Quant à M. Pierre Lequiller (UDF, Yvelines), maire de Louveciennes, il juge très positivement l'action de ses six policiers municipaux : *« Leurs voitures et leurs motos sont équipées de radios reliées à la police nationale, et c'est ainsi qu'ils ont pu faciliter certaines arrestations. »* Mais, pour cet élu, né d'une mère anglaise, pas question de les armer. De là à copier les bobbies anglais, il y a un pas que M. Lequiller se refuse à franchir : *« Ce serait de la folie, les tempéraments ne sont pas les mêmes. Il y aurait des drames si nos policiers n'étaient pas armés. »*

PIERRE SERVENT

En tant que « consultant extérieur »

M. Pierre Desgraupes chargé d'un audit sur Antenne 2

Seul à la barre depuis la démission d'Eve Ruggiéri de la direction des programmes (*le Monde* du 13 avril 1990), le directeur général d'Antenne 2, M. Jean-Michel Gaillard, a confié, mercredi 30 mai, une mission d'audit de sa société à M. Pierre Desgraupes. L'ancien PDG de la chaîne, qui avait su entre 1982 et 1984 remonter son image et son audience, devra se pencher sur l'organisation de la société, le contenu de ses programmes ainsi que sur son positionnement dans le paysage audiovisuel. *« C'est en tant que consultant extérieur*, précise un communiqué, *que M. Desgraupes effectuera cette mission dont le terme est fixé au 15 juillet 1990, date à laquelle son rapport sera remis au directeur général d'A.2. »*

Les résultats de la « mission Desgraupes » seront précédés, à la mi-juin, d'une « réflexion stratégique » sur la grille des programmes de la chaîne, à laquelle collaboreront tous les directeurs de département de la société sous la houlette de M. Gaillard. La grille de rentrée devrait être achevée pour la fin du mois de juillet. Une grille particulièrement importante pour l'avenir d'une chaîne en situation financière difficile et qui doit remplacer des émissions aussi prestigieuses qu'*Apostrophes* et *Champs-Elysées*.

M. Jean-Michel Gaillard, qui a présenté la semaine dernière ses programmes d'été au Conseil supérieur de l'audiovisuel, s'était vu fermement inciter par les « sages » à trouver un nouveau directeur de programmes et à ne pas tenter de cumuler cette fonction avec celle de directeur général.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Bachotage

ALORS, les enfants, le bachot, c'est pour bientôt ? Bon, ben, arrêtez de montrer les dents et d'aboyer après vos parents, je vais vous filer des conseils pour réussir sans se fouler, très librement empruntés à *Phosphore*, le magazine des lycéens.

1) Bouffer un max. Faites-vous plaisir. Bananes, Nuts, saucisson, gâteaux secs et frites mayo à volonté. Celles ou ceux qui ont encore plus peur de gagner des kilos que de perdre des points supprimeront la mayo.

2) Dormez sur vos deux oreilles. Pour obtenir un sommeil réparateur, couchez-vous tôt et évitez toute activité intellectuelle pendant les dix heures qui précèdent. Préférez un bain chaud, une tisane de camomille ou une séance de yoga à la révision d'un cours de philo.

3) Au réveil, prenez des amphétamines. Elles vous permettront de potasser l'indispensable manuel de Désiré Audric *Comment tricher en vingt leçons*, pendant la dernière semaine. Mais ne les stockez pas. Les pharmaciens ne les délivrent qu'au compte-gouttes. Laissez-en pour les copains.

4) A l'oral, en cas de trac, plantez-vous, pieds écartés, mains bien à plat sur la table, face à l'examinateur et livrez-vous à des exercices de respiration répétés en le regardant dans les yeux et en lui soufflant dans le nez. Si la question est recouverte par le bruit de vos ahanements, faites-la répéter autant de fois qu'il le faudra, en employant des formules telles que : Quoi ? Comment vous dites ? Quel écrivain ? Quelle révolution ? Quel fleuve ? Quel traité ? Quitte à la reformuler à votre façon : Ah ! Montaigne, le mec qui a écrit des poèmes mis en musique par Aragon... Pour ne pas donner la fâcheuse impression de parler comme un livre en récitant une leçon apprise par cœur.

Ce n'est pas sur vos connaissances qu'on vous jugera cette année, mais sur votre personnalité, votre sens de l'observation et l'originalité de votre pensée. Exemple à suivre fourni par ce « spécial bac ». Le prof : Qu'y a-t-il d'intéressant dans ce texte autobiographique ? Qu'indique le choix des mots ? L'élève : Un côté narcissique. Le prof : Bravo ! Montrez-le. L'élève : Je relève un certain nombre de *je* et même une phrase qui se termine par *moi*, alors voyez !

□ **M. Franjo Tudjman a été élu président de la Croatie.** – M. Franjo Tudjman, ancien général de Tito, a été nommé, mercredi 30 mai, président de la république de Croatie lors de la session constitutive du nouveau Parlement issu des premières élections libres d'après-guerre. Le leader de l'Union démocratique croate (HDZ), qui contrôle les deux tiers des sièges au Parlement de Zagreb, a déclaré que la Croatie « ne pouvait être assurée de sa souveraineté qu'au sein d'une Yougoslavie qui serait une alliance confédérale d'Etats souverains ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 mai

Indécise

A l'image de la veille, la séance a encore été marquée par l'indécision des intervenants. L'indice CAC 40 après s'être déprécié de 0,11% la veille, ouvrait sur une note quasi stable mercredi (-0,03%). En fin de matinée, les pertes avoisinaient les 1,15%. Parmi les plus fortes hausses figuraient le Bon Marché (+2,6%), Géophysique (+2,2%)

M. Parretti tente de reprendre le contrôle total de Pathé-Cinéma

La Société des Bourses françaises a suspendu la cotation du titre Pathé-Cinéma le 30 mai. Le groupe Rivaud, qui détient 52 % du troisième groupe cinématographique français, a en effet signé une promesse de vente de ses actions à la société Pathé-France Holding de M. Gian Carlo Parretti. L'homme d'affaires italien tente ainsi de prendre le contrôle total de la firme qui lui avait échappé l'an dernier.

En mai 1989, le Trésor s'était opposé à la vente de Pathé-Cinéma au groupe Max Théret Investissement (MTI). L'administration estimait que ce groupe, dont les capitaux n'étaient pas majoritairement européens, n'avait pas déposé de demande d'autorisation préalable. Pour mettre fin au conflit, le groupe Rivaud avait alors repris le contrôle majoritaire de Pathé-Cinéma. Entre-temps, M. Max Théret s'est retiré de MTI. La société a été rebaptisée Pathé-France Holding et M. Parretti en détient désormais 99 % par l'intermédiaire de sa holding luxembourgeoise Comfinance.

Si l'opération en cours réussit, M. Parretti, qui tente en même temps de prendre le contrôle aux Etats-Unis de la Metro Goldwyn Mayer, pourra définitivement ajouter la France à son empire cinématographique en voie de constitution. Mais ce nouveau rachat relance les polémiques sur l'origine des fonds, apparemment illimités, dont dispose M. Parretti (*le Monde* du 29 mai). M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, tente d'obtenir, sur ce sujet, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire.

J.-F. L.

Accord entre Athènes et Washington sur l'avenir des bases américaines

La Grèce et les Etats-Unis sont parvenus mercredi 30 mai à un accord sur l'avenir des bases américaines sur le sol hellénique. Les chefs des délégations des deux pays, Christos Zacharakis pour la Grèce et Alan Flanigan pour les Etats-Unis, qui avaient entamé en novembre 1987 des négociations bilatérales, ont paraphé au ministère grec des Affaires étrangères le texte d'un accord de coopération militaire (DCA).

ATHÈNES

de notre correspondant

Cet accord, a indiqué le porte-parole du gouvernement grec Vyron Polydoras, ne sera publié que dans une quinzaine de jours car les Américains *« doivent régler certaines procédures juridiques »*. Le texte devrait être signé officiellement par les deux gouvernements dans quatre à six semaines. Selon le porte-parole grec l'accord *« sert les intérêts supérieurs de la Grèce »*

L'annonce de ce réglement intervient quatre jours avant le départ du premier ministre grec Constantin Mitsotakis pour une visite de dix jours aux Etats-Unis où il rencontrera le président George Bush.

Au cours d'un débat parlementaire de politique générale, M. Mitsotakis avait indiqué lundi 28 mai que l'accord devrait être de huit ans et que *« certaines installations »* de la base aérienne d'Hellénikon près d'Athènes seraient transférées à la base de navale de Souda sur la côte nord de l'île de Crète. Les Américains qui disposaient de quatre grandes bases (deux près d'Athènes et deux en Crète) ont décidé en janvier dernier dans le cadre de la réduction de leurs dépenses militaires de fermer la base d'Hellénikon et celle de Néa Makri, au nord de la capitale, spécialisée dans les communications.

Le leader socialiste Andréas Papandréou et le chef de la Coalition de Gauche et du Progrès (dominée par les communistes), Harilaos Florakis ont vivement critiqué l'accord qui fait selon eux la part belle aux Américains. Ils ont notamment accusé M. Mitsotakis de laisser transformer l'île de Crète, qui jouit face à la Libye et sur la route du Proche-Orient d'une position géographique remarquable, en une véritable « forteresse » américaine.

DIDIER KUNZ

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 mai 1990 a été tiré à 523 480 exemplaires.

Le Monde

LIVRES • IDEES

LA VIE DU CARDINAL DE RETZ
de Simone Bertière.
B. de Fallois, 644 p., 150 F.



COLLECTION TALLANDIER

Eloge de la Fronde

Une biographie du cardinal de Retz, grand acteur de l'ancien théâtre politique

La littérature française pourrait être essentiellement définie comme une suite unique de Mémoires, c'est-à-dire comme l'invention d'une première personne en acte, aussi vive à écrire qu'à se souvenir. Toutes les interrogations sur le roman ne peuvent pas cacher que c'est là, dans ce creuset effervescent, que la langue se déploie avec le maximum de couleurs et de force. Saint-Simon, Rousseau, Chateaubriand, Stendhal, Proust, Céline (mais aussi Bataille, Genet, Malraux, le Sartre des *Mots*)... Serions-nous en train de perdre la conscience de cette large et contradictoire identité sans cesse renouvelée ? L'époque le suggère : ce serait étrange.

Raison de plus pour lire ou relire l'un des grands acteurs de ce théâtre de style : Paul de Gondi, cardinal de Retz (prononcez un fois pour toutes : *Rais*), l'âme, le corps et la plume de feu de la Fronde. *Fronde* est un beau mot. Un de mes anciens condisciples de lycée se vante encore d'avoir eu régulièrement, en marge de son carnet scolaire, par ailleurs plus qu'honorable, cette appréciation professorale pincée ou complice : *« esprit frondeur »*.

La loi et le savoir sont défiés, contestés, contournés. La stabilité des pouvoirs est mise en cause. Heureuse époque que celle qui est désignée par ce nom ! L'histoire, alors, semble balbutier et hésiter entre plusieurs voies. Les complots foisonnent, les émeutes brûlent, la réalité sociale est d'une fluidité qui court d'instant en instant. Comme le dit Simone Bertière dans son livre : *« La Fronde, tous partis confondus, a poussé très loin la provocation, l'intoxication, et ce que nous nommons la désinformation. Fausses rumeurs, fausses confidences, accusations mensongères ou forcées, attentats simulés, textes truqués imprimés comme authentiques, fausses lettres à faire saisir pour compromettre le destinataire présumé, substitution de documents, autant de pratiques si courantes qu'elles finissent par passer pour naturelles... »*

Une reine énergique (Anne d'Autriche), un cardinal retors et brocardé (Mazarin), un roi enfant instrumenté (Louis XIV). Face à eux, nouant et dénouant leurs alliances, les princes (Condé) et ce prêtre sans vocation, coadjuteur de l'archevêché de Paris, futur archevêque et cardinal, présent partout, accélérant tout, transversal à tout, lettré, chef de parti, libertin naturel *(« je ne pouvais me passer de galanteries »)*, pieux quand il le faut, formidable athée de la politique : l'auteur des *Mémoires* (trois mille pages écrites vers la fin de sa vie en dix mois).

Qui est-il ? Il fallait, en plus de sa version emportée, le récit objectif de sa vie pour vérifier à quel point il échappe aux opinions simples (cela choque, en nous, le dix-neuvième siècle acharné à vouloir classer le bien et le mal). Comment s'y retrouver, en effet, parmi tous les rôles qu'il semble pouvoir incarner *(« il me fallut jouer, en un quart d'heure, trente personnages tous différents »)* des barricades à l'église, des appartements de ses maîtresses aux conclaves, du Parlement à la prison, des carrosses dissimulés dans la nuit au monastère ? *« Je trouvai cette fourmilière de fripiers tout en armes. Je les flattai, je les caressai, je les injuriai, je les menaçai : enfin je les persuadai. »*

Tout Retz est dans cette série de verbes. Il peut utiliser tous les discours, c'est le triomphe de la rhétorique agissante *au moment même*. S'il perturbe la scène, les coulisses, les cartes et le dessous des cartes, c'est précisément à cause de ce débordement incessant du calcul. *« Bréviaire des hommes politiques »*, a-t-on dit. Mais les hommes politiques sont de bien petits curés par rapport à ce grand seigneur qui snobe même les papes (d'ailleurs, il les fait élire). *« Il est juste que je me soutienne en faisant du bien ou du mal, ce qui dépend du traitement que je recevrai. »* Libelles, pamphlets, lettres dans toutes les directions, billets chiffrés *(« l'indéchiffrable »* avec la Palatine), conversations dans un sens puis dans l'autre, utilisation comme personne du latin et du grec, mobilité insaisissable d'une éloquence qu'on n'arrive pas à fixer ou à enfermer (Colbert : *« se persuader que le coadjuteur fixe son esprit est prétendre que l'eau s'arrête dans son penchant »*), tel est ce profond et léger mathématicien des attitudes humaines.

On l'arrête? Il s'évade. On tente de l'assassiner ? Il change de voiture et passe. *« Je ne compte le fer et le poison pour rien ; rien ne me touche que ce qui est dans moi ; l'on meurt également partout. »* On le diffame ? Il se renforce *(« en fait de calomnies, tout ce qui ne nuit pas sert à celui qui est attaqué. »)* Il est de toutes les affaires, les petites, les grandes, les secrètes surtout. Détaché : *« Supérieur*, écrit Suarès, *au point qu'il s'amuse de ce qu'il méprise et se moque de ses plus dangereux ennemis.* (1) *»* Il faut voir le manuscrit des *Mémoires*, cette grande écriture aiguë, sabrant la page : les échecs sont redressés d'un coup par une grâce qui donne *« un plaisir incroyable »*. Sévigné, tout en guignant pour sa fille son héritage, ne s'y est pas trompée : elle l'adore *(« j'ai le cœur bien pressé de Monsieur le cardinal de Retz »)*.

Son vieil ennemi La Rochefoucauld ne s'y trompe pas non plus, et pas davantage, en plus des marquises ou des duchesses, les simples filles d'auberge pendant sa clandestinité. Mazarin, lui, agonise en le vomissant. Mais Bossuet s'incline : *« D'un caractère si haut qu'on ne pouvait ni l'estimer, ni le craindre, ni l'aimer, ni le haïr à demi... Il remua tout par de secrets et puissants ressorts. »* Puissance du langage : cet homme plutôt laid, *« basané »*, myope et maladroit, enchante ou révulse son temps à bout portant. Il plaît aujourd'hui encore à sa biographe qui n'évite pas toujours un agacement à notre avis singulièrement familier *(« incorrigible coureur de jupons »)*.

Un saint ? Non. Un monstre ? Non plus. Et la Fronde ? Une tragédie ? Non : une farce, *« digne de Molière »*. L'histoire ne serait donc pas un cauchemar ? Tout au plus, terrible blasphème, une comédie serrée et complexe ? Il a agi, il a perdu, il gagnera sur la page, mais (autre blasphème) il s'en moque (écrire ne saurait être une fonction pour un grand nom). Bref, il brille dans l'avenir de toutes les révoltes individuelles. Jugement par lui-même : *« La vérité jette, lorsqu'elle est à un certain carat, une manière d'éclat auquel on ne peut résister. »*

Philippe Sollers

(1) Andre Suarès, *Ames et Visages*, Gallimard *(voir « le Monde des livres » du 26 janvier)*.

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau
Un grand sujet

Voici Gabriel Garcia Marquez, écrivain de belle envergure et que les plus fortes compétitions n'effraient pas, lancé sur les traces de Simon Bolivar, *le Libertador* de l'Amérique latine. Résultat : un portrait touchant, des pages d'une belle exubérance, mais, finalement, pour le lecteur, un certain ennui. Un trop « grand sujet » pour l'art de Marquez ?
Page 34

LE DÉBAT
Vive les revues « d'idées » !

La crise de la fin des années 60 semble bien surmontée pour les revues généralistes. En témoignent, ce printemps, la parution de deux nouvelles publications, *la Règle du jeu* et *Rive droite*, et le dixième anniversaire du « *Débat* », la revue fondée par Pierre Nora. En témoigne aussi la « la table ronde » que *le Monde* a organisée avec des animateurs des *Temps modernes*, d'*Esprit* et de *Lignes*.
Page 36 et 37

LA VIE DU LANGAGE
par Denis Slakta
Le français de M. Le Pen

Le président du Front national se vante volontiers de *« parler français dans la nuance. »* La nuance, en l'occurrence, c'est surtout la pratique de l'insinuation et du sous-entendu ; le recours à l'ambiguïté et à l'implicite.
Page 38

D'AUTRES MONDES
par Nicole Zand
Un kamikaze de l'édition

Mille pages : ce sont les deux premiers tomes de l'autobiographie passionnante de Maurice Girodias, éditeur-aventurier
Page 42

La « drôle de guerre », cette inconnue

Huit ans de recherches pour un petit chef-d'œuvre : Jean-Louis Crémieux-Brilhac dévoile une France dont on ne savait rien ou presque.

LES FRANÇAIS DE L'AN 40
de Jean-Louis Crémieux-Brilhac.
Gallimard.
tome 1 : La guerre oui ou non ?, *647 p., 160 F.*
tome 2 : Ouvriers et soldats, *740 p., 160 F.*

Quelle belle revanche historiographique que ces deux forts volumes consacrés à ce qu'il est convenu de dénommer la « drôle de guerre » ! Car cette dernière jouit dans la mémoire collective d'une réputation détestable : dans le meilleur des cas, elle apparaît comme une période d'aboulie totale, qui voit l'immobilisme de l'arrière prolongé aux armées par des dizaines de milliers de parties de belotes ou de manilles qu'agrémentent des lampées de vin chaud ; dans les réquisitoires les plus acerbes, en évoquant abondamment les complots et les machinations de la cinquième colonne, on la rend même directement responsable de la déroute. Et les historiens, à quelques rares exceptions près, ont pris l'habitude de sauter allègrement de Munich, où il s'était malgré tout passé quelque chose, à cet été 40 qui vit les événements se bousculer au portillon. On avait bien analysé, dans l'entre-deux-guerres, la France de Daladier, celle de l'immédiate avant-guerre, mais en s'arrêtant à l'instant précis où les Français reprenaient leur barda.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac comble justement cette lacune. Il fait partie de cette cohorte de plus en plus fournie d'acteurs faisant œuvre d'historiens professionnels. Car il s'est évadé d'un oflag, avant d'être interné sans ménagement par les Soviétiques, puis autorisé, après l'attaque allemande de juin 1941, à gagner Londres où il travaille dans les service gaulliens du Commissariat à l'intérieur. Et bien qu'il n'évoque rien de ce passé – encore moins les souvenirs bruts d'un ancien combattant, – l'ego-histoire est bien sous-jacente au livre : le jeune officier de réserve Crémieux-Brilhac avait fort mal vécu cette drôle de guerre et a cherché, quarante ans plus tard, à comprendre les enjeux de ces mois singuliers. Huit ans de recherches ont produit ce petit chef-d'œuvre.

Raoul Dautry l'exception

L'analyse de tous les gisements d'archives disponibles, hexagonaux bien sûr, mais aussi étrangers, a permis à l'auteur d'ausculter de façon très complète la France et les Français. Le diagnostic final porté sur la classe parlementaire et sur ceux qui avaient en charge les affaires de l'Etat n'est guère exaltant. Bien peu de responsables sortent grandis de l'aventure. Une exception notable, celle de Raoul Dautry, qui sut mener à bien une mobilisation industrielle dont la réusite – indéniable – est trop souvent passée sous silence ; un accessit de conduite satisfaisante à Paul Reynaud, à l'endroit duquel l'auteur fait preuve d'une certaine indulgence.

Cela dit, Crémieux-Brilhac s'attache surtout à passer au peigne fin une France dont on ne savait rien ou presque, celle du patronat de choc, d'une bureaucratie aux pesanteurs stupéfiantes et du monde des usines, encore plus mal connu.

Jean-Pierre Azéma
Lire la suite page 39

DERNIÈRES LIVRAISONS

CRITIQUE LITTÉRAIRE

NELLY WOLF : *Le Peuple dans le roman français de Zola à Céline.* – Liée aux bouleversements politiques et sociaux, la « *réévaluation symbolique du peuple* » a donné à celui-ci une place nouvelle et un autre statut dans la production romanesque à partir de la fin du dix-neuvième siècle. A partir de Zola et jusqu'à Céline, en passant par Romain Rolland, Charles-Louis Philippe et Jean Giono, l'auteur analyse cette place et ce statut. (PUF, 264 p., 160 F.)

HISTOIRE

ELZBIETA ETTINGER : *Rosa Luxemburg. Une vie.* – « *A côté de la révolutionnaire célèbre,* explique l'auteur, *il y a une autre Rosa Luxemburg, presque inconnue, et qui fut triplement stigmatisée : en tant que femme, en tant que juive et en tant qu'infirme.* » C'est cette Rosa Luxemburg-là, née en Pologne en 1870, installée en Suisse à partir de 1889, puis en Allemagne, où elle fut assassinée en 1919, que présente surtout Elzbieta Ettinger, mais, à travers les péripéties de son existence, c'est aussi son itinéraire politique qu'elle retrace (Belfond, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Dominique Peters, 365 p., 148 F.)

VICTOR SERGE : *Notes d'Allemagne (1923).* – Pierre Broué présente les chroniques que l'écrivain, envoyé à Berlin par l'Internationale communiste, adressa à la revue *Correspondance internationale. 1923 : la* Ruhr est occupée ; Hitler est arrêté à la suite de son putsch manqué ; le mark *s'effondre dans des proportions vertigineuses et avec lui la révo*lution allemande ; Staline s'impose contre Trotski en URSS..., (La Brèche, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, 214 p., 90 F.). Chez le même éditeur paraissent les *Mémoires* d'A. Stinas, « *révolutionnaire dans la Grèce du vingtième siècle* », préfacés par Michel Pablo, présentés et traduits par Olivier Houdart. (370 p., 130 F.)

SOCIETE

Les Droits de l'homme : Universalité et renouveau, 1789-1989. – Il *s'agit d'un ouvrage collectif réunissant,* sous la direction de Guy Braibant et Gérard Marcou, les interventions et les travaux de la conférence organisée en mars 1989 par l'Association internationale des juristes démocrates dans le cadre du bicentenaire de la Révolution française et qui avait pour thème la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : actualité, universalité, perspectives (Editions L'Harmattan, 432 p., 180 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

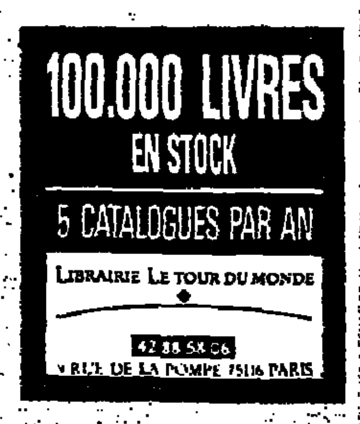
JOHN MILTON : *Le Paradis perdu.* – Reprise de la traduction intégrale du célèbre poème de Milton par Chateaubriand. Parue en 1836, saluée par Pouchkine, cette superbe traduction rend justice à la grande œuvre épique de la littérature anglaise dans laquelle le vieux poète aveugle élevait sa vision spirituelle du monde et de l'homme au rang de son modèle biblique. Edition bilingue, accompagnée des *Réflexions* de Chateaubriand sur sa version du texte et de son *Essai* sur Milton. L'introduction et les notes de cette édition exemplaire sont *dûes à Claude* Mouchard. (Belin, 536 p., 170 F.)

SOCIOLOGIE

DANIEL BOUGNOUX, JEAN-LOUIS LE MOIGNE, SERGE PROULX (sous la direction de) : *Arguments pour une méthode. Autour d'Edgar Morin.* – Complexe et multiforme, l'œuvre d'Edgar Morin déroute, séduit ou irrite. De la « sociologie du présent », qui sous-tend *les Stars, l'Esprit du temps, la Rumeur d'Orléans,* à l'épistémologie, qui inspire les trois volumes de *la Méthode,* en passant par *la politique et l'autobiographie,* l'unité de ces travaux n'est pas toujours facile à saisir. Les spécialistes *réunis à Cerisy en juin 1986 ont tenté de définir* le projet d'anthropologie fondamentale qui donne son sens à cette vaste entreprise (Le Seuil, 272 p., 150 F). Dans la collection « Points-Seuil » paraît une nouvelle édition du livre d'Edgar Morin, *Science avec conscience* (nº 564).

DANIÈLE LINHART ET ANNA MALAN : *Fin de siècle, début de vie. Voyage au pays des 18-25 ans.* – Les 18-25 ans étaient près de 7 millions en France en mars 1986, dont près de 3 millions d'actifs, 1,5 million de scolarisés et 1 million de chômeurs. De plusieurs enquêtes menées principalement dans le monde du travail se dégagent, selon les deux auteurs, les contours d'une personnalité originale, marquée par le pragmatisme, l'individualisme et la tolérance. (Syros « Alternatives », 190 p., 89 F.)

— LA VIE DU LIVRE —



LE GÉNÉRAL DANS SON LABYRINTHE,
de Gabriel Garcia Marquez.
Traduit de l'espagnol par Annie Morvan.
Grasset, 318 p., 116 F.

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau


Les derniers jours de Bolivar

Un grand sujet

POUR les romanciers en quête d'un « grand sujet », la vie d'un « grand homme » est toujours une aubaine : elle permet d'aborder tous les registres, l'histoire des nations, les causes des guerres, le hasard des batailles, la psychologie des masses et celle des individus ; on passe du général – les mœurs, la cuisine – au particulier – les caprices, les manies amoureuses ou vestimentaires du héros – avec la légitime euphorie que procure toujours cette noble balançoire d'où le comte Tolstoï s'est envolé avec génie et plus haut que tout le monde, son *Guerre et Paix* sous le bras.

L'aubaine est encore plus séduisante si le grand homme que l'on a choisi a eu ses périodes d'ombre, d'inconnu, où l'écrivain peut glisser sans scrupule le sel de son imagination et échapper ainsi au strict contrat de l'historien. Tolstoï, qui s'occupa moins des grands hommes (encore que Napoléon, Koutouzov, Rostopchine...) que des lois inhumaines et inconnaissables qui les gouvernent comme des pantins, eux et nous tous, explique fort bien pourquoi il a introduit des personnages inventés à côté de caractères historiques et des épisodes d'amour fictifs entre deux études de batailles réellement livrées. Il est vrai qu'il réfutait avoir écrit un roman, encore moins un poème et encore moins une chronique historique.

Toujours est-il que l'on comprend bien qu'un écrivain de belle envergure et que les plus fortes compétitions n'effraient pas, comme Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel et mondialement fameux pour ses *Cent ans de solitude,* se soit intéressé au personnage éminent de Simon Bolivar, *le Libertador* de l'Amérique latine. Pendant de nombreuses années, dit-il dans ses remerciements en fin d'ouvrage, il s'est entretenu avec Alvaro Mutis du projet qu'avait celui-ci d'écrire le dernier voyage de Bolivar sur le rio Magdalena. Mutis en publia un fragment anticipé, *le Dernier Visage* (traduit dans *les Cahiers de l'Herne* consacrés à Bolivar en 1986), puis ne donna pas suite à son projet. Marquez attendit un peu et lui demanda l'autorisation de le reprendre à son compte. Bien volontiers. Apprécions au passage la générosité latine de ces mœurs littéraires.

COMME Mutis, Marquez prend pour cadre de sa narration les derniers jours de Bolivar. Les deux mois qui précèdent sa mort près de Santa-Martia, où le rio Magdalena se jette dans la mer des Caraïbes. D'abord parce que, selon le mot de Malraux, c'est la mort qui transforme la vie en destin, et que les pensées d'un Bolivar à l'approche de sa mort devaient être les plus lucidement désespérées. Surtout parce que l'on sait très peu de choses sur l'ultime voyage de Bolivar : « *Il n'écrivit alors que trois ou quatre lettres – lui qui en avait dicté plus de dix mille – et aucun de ceux qui l'accompagnaient ne laissa de souvenirs écrits de ces quatorze jours funestes (...). Pendant deux longues années, je m'enfonçai peu à peu dans les sables mouvants d'une documentation torrentielle, contradictoire et souvent peu précise, allant des trente-quatre tomes des* Mémoires *de Daniel Florencio O'Leary jusqu'aux coupures de journaux les plus insolites.* » Il a mobilisé en outre trois historiens colombiens, un historien bolivien, un ambassadeur panaméen, un ancien président, quelques poètes, un linguiste, un géographe et un astronome, et même un typographe mexicain, lointain descendant de Bolivar, afin de déterminer aussi bien la date des pleines lunes dans les trente premières années du dix-neuvième siècle que la pointure des bottes de Bolivar et la date d'apparition du manguier en Amérique.

Le portrait que donne Marquez de Bolivar avant sa fin est pittoresque et poignant. Ce Vénézuélien, né en 1783 à Caracas, qui en 1819 avait chassé définitivement les Espagnols de Caracas et de Bogota, puis, avec son lieutenant Sucre, rendu son indépendance au Pérou, créé la Bolivie – pour résumer vingt années tumultueuses d'une histoire qui ne connaîtrait plus la paix jusqu'à nos jours – et avait vu ses efforts d'union politique, *son rêve d'une grande Amérique qui s'étendrait du Mexique au cap Horn,* échouer dans d'incessantes querelles, est à quarante-sept ans, en 1830, un homme désespéré, ruiné, usé.

POUR commencer, il est malade, à peu près constamment, on ne sait trop de quoi, mais il souffre de flatulences odorantes, d'épouvantables constipations ou de diarrhées et de vomissements torrentiels. Beaucoup de nuits sans dormir, à lire la chronique galante des intrigues de Lima en 1826, son livre de chevet, d'autant qu'il a une crise de démence par nuit, pendant laquelle il délire, ce qui n'alarme plus personne. « *Le jour suivant, on le voyait renaître de ses cendres, la raison intacte.* » Au lever, il se rase sans se couper malgré le tremblement constant de ses mains. Il se dit mourant à qui veut l'entendre. S'est fait déclarer mort déjà plusieurs fois, par ruse, pour mieux surprendre ses ennemis. Quand on l'avait cru mort à Pativilca, il avait traversé la cordillère des Andes, libéré le Pérou. « *De sorte que l'annonce répétée de son abandon du pays et du pouvoir pour cause de maladie, ainsi que les manifestations officielles qui paraissaient la confirmer, n'étaient que les réitérations vicieuses d'un drame trop vu pour être cru.* »

Et pourtant, il démissionne vraiment de toutes ses charges, s'en va, désabusé, au milieu des soupçons que nourrissent les candidats à sa succession. « *Son sourire était feint pour que l'on ne remarquât pas qu'en ce 15 mai de roses inéluctables il entreprenait le voyage de retour vers le néant.* » Il voyage donc en Colombie, sans doute vers un port, un bateau, bien qu'il n'ait plus la force nécessaire pour envisager une traversée, l'exil, l'avenir même. Il se souvient de son passé en chaque lieu où il s'arrête. Il a été sportif, danseur infatigable, élégant ; il a eu des femmes à satiété, des aristocrates et des filles de joie ; il a su faire la cour et l'amour au milieu des guerres, des attentats, d'ailleurs il est très doué pour échapper aux attentats, depuis toujours ; en fait, il n'a jamais eu peur de rien et, comme le pense sa maîtresse, Manuela Saenz, ce n'est pas de l'inconscience ni du fatalisme, « *mais la certitude mélancolique qu'il mourrait dans son lit, pauvre et nu, sans la consolation de la reconnaissance publique* ».

IL n'y a que peu de comparses autour de Bolivar lorsque Marquez s'apprête à en faire le portrait. Manuela est une maîtresse tempétueuse, qui défend son héros bec et ongles, pistolet au poing s'il le faut. Elle est la seule confidente de Bolivar depuis la mort de sa femme, sa lectrice avec grade de colonel dans son état-major, et la seule personne autorisée à lui dire la vérité. José Palacios est le valet de chambre, barbier, factotum indispensable du général, témoin de tout (le seul à connaître, lui, la vérité), de ses crises de folie, de ses nuits d'amour sans sommeil, de ses fièvres et de ses bains extatiques dans l'eau parfumée où son maître retrouve ses esprits et son inspiration de stratège. *Toujours présent,* vêtu avec coquetterie, patient et fidèle jusqu'à l'abnégation, Palacios est le majordome et la nourrice de cet enfant génial et difficile qu'est Bolivar. Enfin, le maréchal Sucre, une belle figure à la romaine, qu'on dirait sortie des pages de Tacite, héroïque et las de la guerre, qui renonce à tous les honneurs pour vivre avec sa femme et sa fille, et meurt assassiné. C'est la première fois sans doute qu'on nous donne une image si touchante de ce personnage immense que la maladie rapetisse physiquement, amaigrit, ratatine, et que le désespoir d'avoir manqué un trop vaste dessein rend si désolé, si sage. Son désintéressement – il a dilapidé sa fortune personnelle en dons à sa famille, à ses officiers, à ses victimes, refusé les présents qu'on lui faisait – et son intelligence politique, notamment le discours qu'il oppose à un Français sur les cruautés dont l'Europe s'est rendue coupable, qui devraient lui interdire de jamais s'élever en championne de la morale contre la barbarie des peuples du Nouveau Monde, sont excellemment dessinés et d'une lecture tout à fait nécessaire.

MAIS où donc le bât blesse-t-il, puisqu'il faut bien en finir par l'aveu d'un certain ennui entre deux envols d'oiseaux écarlates, trois cris de singes dans la jungle et quelques grandes maximes prononcées par « *le malade le plus glorieux des Amériques* » avant son fébrile trépas ? Sans doute, nous ne connaissons pas assez bien, ici, l'histoire de l'indépendance sud-américaine pour qu'à l'énoncé de telle ville, tel général se lèvent pas aussitôt des légions de souvenirs évidents (après tout, les Boliviens, les Vénézuéliens sont-ils mieux avertis de Fontenoy, de Varennes, du Grand Condé ou du général Cambronne ?).

Mais c'est la méthode même adoptée par Marquez qui nous semble pêché pour une telle entreprise. En l'espace de quelques jours d'une vie s'effilochant, nous sommes censés revoir le passé, subodorer l'avenir, arrêter le chronomètre, le temps de maints retours en arrière et de nombreuses digressions assez décoratives sur telle maîtresse conquise à Mompox, telle adolescente velue que le général rase tendrement, telle recette de gâteau de maïs – toujours cette exubérance du détail qui freine le pas du chroniqueur ; c'est le cas de l'y encourager : Marquez devrait relire Tacite, où rien ne fait bricole, où chaque détail porte, – et reprendre ensuite le fil interrompu de l'agonie. Le maniérisme faussement sobre de Marquez nous promène dans trop d'anecdotes et de méandres pour un destin si puissamment pathétique. Tout son art, si sensible en d'autres domaines plus quotidiens et merveilleux, échoue devant ce grand sujet. Ce qui repose la question, pas très neuve : qu'est-ce qu'un « grand sujet », en soi, avant qu'un grand artiste en ait triomphé ?

□ Pour ceux à qui l'évocation de Simon Bolivar par Marquez aura donné l'envie d'en savoir plus, on ne saurait trop conseiller la biographie de Gilette Saurat, *Simon Bolivar le Libertador,* moins romancée mais bien informée (l'auteur a passé dix ans à étudier Bolivar et à parcourir les pays traversés par son héros), et d'une facture très classique. (Grasset, 508 p., 175 F.)

Les mystères Cabanis

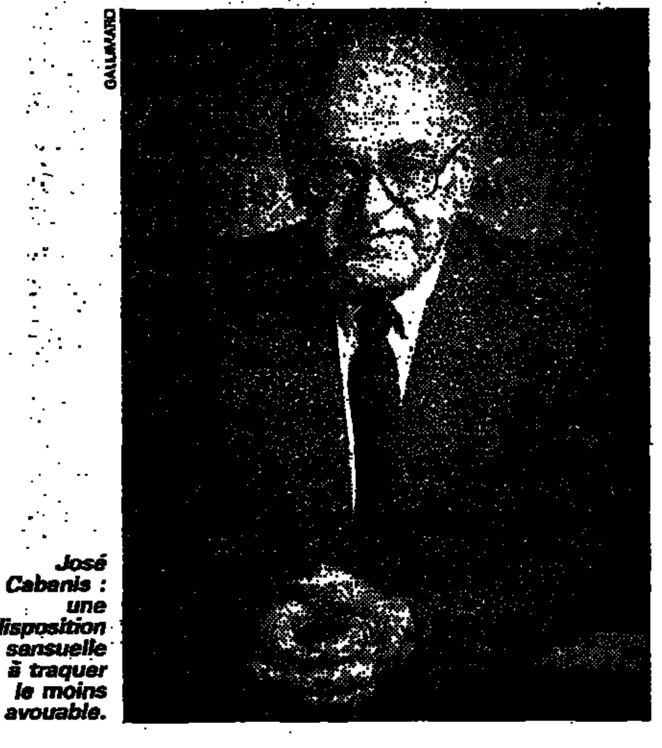
Un cycle romanesque en un volume, la conclusion d'un autre : tout l'art d'un alchimiste

LE CRIME DE TORCY suivi de FAUSSES NOUVELLES
de José Cabanis.
Gallimard, 138 p., 70 F.

L'AGE INGRAT
de José Cabanis.
Gallimard, 762 p. 165 F.

Alchimiste de la province toulousaine, José Cabanis distille, de livre en livre, de subtiles et attirantes solutions où les composants de sa propre vie semblent activer ce que ce scrupuleux enquêteur a pu tirer de ses observations. Par une approche discrète et sûre, une fermeté de touche et une disposition sensuelle à traquer le moins avouable sous le plus évident, il compose ainsi des philtres ambigus, tentateurs et troubles, où le parfum et la couleur cachent parfois le poison.

On s'en convaincra en lisant *le Crime de Torcy* qui apporte aujourd'hui un ténébreuse conclusion à l'admirable cycle du *Bonheur du jour*, des *Cartes du Tendre*, etc. alors même que son éditeur rassemble en un seul volume, sous le titre *l'Age ingrat*, les diverses parties d'une œuvre conçue comme un ensemble – mais qui avaient d'abord été publiées séparément et qui constituent les débuts littéraires de Cabanis.



José Cabanis : une disposition sensuelle à traquer le moins avouable.

La baronne de Marsant, énigmatique sirène d'amour qui avait autrefois séduit le trop jeune et trop naïf écrivain, a été retrouvée morte, un poignard dans le dos, dans ce château de Torcy où elle organisait des parties fines avec la complicité de Joseph Carpucci, le beau jardinier puissamment armé pour répondre à tous les désirs et qui fut son amant. C'est sur lui que se portent les soupçons du juge d'instruction mais, pour y voir plus clair, il vient interroger l'écrivain qui, par son œuvre, a prouvé qu'il ne connaissait que trop bien les lieux, les êtres, leurs liens et leurs secrètes motivations.

Un dialogue s'engage alors où l'un cherche une vérité alors que l'autre lui oppose les raisons d'être du créateur et de l'imaginaire ; réalité et fiction se coupent et se recoupent ainsi en une fascinante progression qui révèle l'antagonisme profond des deux hommes, le premier croyant au bien-fondé de sa mission et avide d'évidences rassurantes, le second, rêveur et voyeur, tenant à garder dans l'ombre cette part de mystère que recèlent les conduites humaines les plus folles ou les plus accablantes, et pour qui le droit, qu'il exerce comme un gagne-pain, ingrat, n'est jamais qu'une « foutaise ».

« Où est la vérité ? », se demande le juge. *« Que vaut-elle ? »*, semble lui répondre l'écrivain.

La conclusion implicite de José Cabanis est que la justice est, au mieux dérisoire, au pire scandaleuse. On la perçoit aussi au travers des courts textes qui, sous le titre *Fausses nouvelles*, complètent le volume : portraits, saynètes, petits drames domestiques et intimes, autant d'histoires de solitude, de malignité, de détresse que l'écrivain nous révèle sans appuyer, du même beau style « chuchoté », concis et lumineux, qui fait toute la grâce énergique du *Crime de Torcy* comme des volumes qui l'ont précédé.

Pierre Kyria

Les illusions Arrou-Vignod

Le Cabinet à éclipses *ou le portrait d'un prestidigitateur.*
Mais, du héros ou de son créateur, qui est le maître des apparences ?

LE CABINET A ÉCLIPSES
de Jean-Philippe Arrou-Vignod.
Gallimard, 178 p, 85 F.

Jean-Philippe Arrou-Vignod aime les lanternes magiques et *les jeux de miroirs qui se reflètent* à l'infini. Le héros de son précédent roman, *Un amateur en sentiments* (1), était un écrivain, Philip Fowler, dont le livre le plus abstrait, le plus étrange, était un roman en trompe-l'œil, *le Magicien* : l'histoire d'un *« illusionniste de renom, inventeur d'un cabinet des disparitions, et maître incontesté des apparences, que les facéties du réel (allaient) abuser si aisément »*. Ce roman dans le roman, où Fowler se voulait indifférent aux exigences des lecteurs, était d'ailleurs fort mal accueilli par le public.

Ayant ainsi d'avance conjuré le sort, Jean-Philippe Arrou-Vignod reprend dans *le Cabinet à éclipses* ce thème qui lui tient à cœur, celui du prestidigitateur, du bateleur qui figure traditionnellement la virtuosité de l'ar*tiste et dont il donne une version* nouvelle et paradoxale. Son illusionniste, Adrien Sable, reste dans la vie quotidienne d'une insigne maladresse mais, dans le domaine de la magie, il triomphe sur scène où, mains nues, sans *« oripeaux de foire »*, il semble se jouer des lois de la matière.

L'histoire commence à la fin du siècle dernier et se prolonge jusqu'aux années qui précèdent la guerre de 1914. Elle retrace, comme une chronique, la biographie d'Adrien depuis sa triste enfance de petit garçon disgracieux. Le père est médecin, la mère a horreur des « fariboles » du théâtre ; et c'est par un bizarre concours de circonstances qu'Adrien se rend, à sept ans, au spectacle avec sa gouvernante. A défaut des éléphants qu'elle lui a, on ne sait pourquoi, promis, il voit sur scène un petit *homme à chapeau claque qui fait* surgir de ses mains gantées des tourterelles, des bouquets, des flammes... Ce moment va décider de toute la vie d'Adrien, d'autant qu'il coïncide exactement avec la disparition de sa sœur Lucile, emportée par une pneumonie aiguë.

Quelques années plus tard, c'est un professeur, M. Loisel, expert en tours de cartes, qui l'initie à la théorie de la magie et aux techniques de la manipulation. Adrien est alors un adolescent myope, aux *« doigts spatulés »*, à la démarche pesante. Mais M. Loisel lui fait découvrir un univers où se réconcilient raison et imagination, un *« monde de lois pures »* où l'intelligence évolue, libre et légère. L'apprenti magicien, après avoir débuté dans les salons, devient bientôt au Théâtre des illusions le *« grand Hadrien »* et invente ses propres tours comme le *portrait miraculeux* et le fameux *cabinet à éclipses*, où il fait disparaître un objet prisonnier d'un lieu clos.

Bénéficier par erreur du bonheur

C'est comme malgré lui, distraitement, qu'il connaît, sans trop y croire, l'amour avec la jolie Maud, son *assistante*, qu'il épouse avec le sentiment de bénéficier par erreur du bonheur. Quant à la paternité, il la découvre d'abord avec stupeur *(« Des enfants ? Grands dieux ! mais pour quoi faire ? »)*, puis avec un émerveillement pataud. Sa carrière, elle, est menacée par son ancien « porte-boîte », devenu son rival, Axel Raimondi : querelle fratricide suivie d'une apparente réconciliation *jusqu'au dénouement tragique*, où s'affrontent en fait deux conceptions différentes de l'art : car pour Adrien artifice ne signifie pas imposture.

Pour peindre Adrien, qu'il présente comme un *« contretype »* de l'illusionniste, Jean-Philippe Arrou-Vignod écrit à contre-courant, parodiant avec une discrète ironie un mode de narration désuet, adapté au décor et à l'atmosphère 1900, évoquant les *souvenirs du pavillon asiatique* de l'Exposition et les images tremblotantes des débuts du cinématographe. A travers ses biographies, Arrou-Vignod, livre après livre, s'avance masqué, avec la pudeur de la sécheresse, comme Adrien, ce montreur de rêves qui pour les exprimer doit *« faire transiter chacune de ses émotions par le domaine des sciences éprouvées »* et que brûle pourtant la passion d'un idéal inaccessible.

Monique Petillon

(1) Gallimard, 1987.

□ Jean-Philippe Arrou-Vignod vient également de publier aux éditions Arléa, dans la collection « Lieux dits », *l'Afrique intérieure* (120 p., 79 F).

ROMANS

Deux femmes blessées

Joyce Johnson, Marie Chaix : le langage de la douleur

LE CAFÉ DE LA NUIT,
de Joyce Johnson.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis).
par Benjamin Legrand
Ed. Sylvie Messinger. 134 F.

LE FILS DE MARTHE,
de Marie Chaix.
Ed. Calmann-Lévy, 236 p., 89 F.

« S'appeler Tom Murphy, en Amérique, c'est à peu près aussi ordinaire que l'herbe. » Joyce Johnson, dans *le Café de la nuit*, raconte l'histoire d'un brin d'herbe, un Tom Murphy, le seul homme qui l'ait aimée. Il lui disait : *« Petite, tu es le genre de fille qui a besoin qu'on l'épouse. »* Il savait des choses, *pas assez pour s'empêcher* de mourir. Sa moto Harley rouge est entrée dans un camion. Franchement, Joanna, la narratrice, en avait peur depuis longtemps.

Il lui avait dit : *« Ne regarde jamais en arrière, quelqu'un pourrait te rattraper. »* Elle avait l'habitude de ne pas faire ce qu'on lui dit. *Le Café de la nuit*, c'est un peu le chant d'Eurydice qui se serait retournée sur Orphée deux fois perdu.

Lou Andreas Salomé affirmait que les points éclairés de la mémoire sont mal choisis, mais que si l'on joint tous les points de cette mémoire seconde, on obtient une image inédite. Et alors le conte redevient authentique. C'est ce que fait Joyce Johnson. Elle relie entre eux des points invisibles, pour faire surgir la vraie vie de Tom Murphy. Elle remonte loin, avant sa naissance, parce que les tragédies ont toujours une source cachée. Point de départ : un type solide et silencieux, aux phalanges écrasées par les bagarres de mômes dans le Bronx ; un peintre, torturé par ses exigences. Avant : un autre Tom Murphy, le père, lui aussi mort trop tôt, et un petit garçon aux cils blancs, que son beau-père enferme et bat. Tommy Murphy : *« Je ne t'ai jamais raconté comment j'ai vendu ma mère pour deux roulements à bille ? »* Sa mère, Marie, une fille très je-m'en-foutiste.

« Je ne cesse de trier dans les tessons qui restent, histoires aux morceaux manquants, qui ne seront jamais complètées. » Joanna sans cesse ressasse la rencontre : *« Nous tombions du haut d'une cataracte, on ne peut pas ralentir, avait-il dit. »* L'installation dans l'atelier immense, et le retour des fantômes. Ce combat entre soleil et ombre, perdu d'avance.

La mère de Joanna lui avait, elle aussi, autrefois, donné un conseil : *« J'espère que tu ne te livreras jamais à personne. »* Elle s'est livrée le plus possible, et n'est jamais parvenue à *revenir*. La force du récit déchiqueté, haletant, de Joyce Johnson, c'est que, à travers la silhouette douloureuse et pudique de Tom Murphy, elle décrit une sorte d'aimantation, la souffrance commune qui peut coller deux personnes l'une à l'autre, sans pour autant les protéger du manque, du malheur.

Les fantômes et leurs craquements

A l'inverse de l'écriture haletante et elliptique de Joyce Johnson, le livre de Marie Chaix, *le Fils de Marthe*, est écrit avec la patience de qui veut rester au plus près des choses comme elles se passent, ni plus ni moins. Les *fantômes et leurs craquements* sont priés de rester dehors. Pourtant, le récit ici est fait sur le vif, à même la douleur de Marthe, dont le fils est mort en montagne à vingt-quatre ans. Joyce Johnson, des années plus tard, ne cessait de traquer son étonnement devant la souffrance, tant de *souffrance possible, sans tenter* le moins du monde de la conjurer. Marie Chaix dit comment se passe ce deuil impensable, quelles réactions imprévisibles sont celles de l'être humain, comment, malgré tout, une femme guérit de la mort de son fils unique, de son unique amour.

Au début, enfin presque, Marthe enterre son fils, sans une larme, en chemisier blanc. Ensuite, elle se met à marcher pendant des jours, dans la ville. Il faudra des mois avant qu'elle puisse aller dans la montagne, admettre que le temps a repris sa marche, qu'*il ne s'est jamais* arrêté, que la chute de Jean a eu lieu. Contrairement à Joyce Johnson, quand elle sort, elle ne rencontre pas des ombres grimaçantes, mais des gens chaleureux, qui chassent les cauchemars, qu'on peut même brutaliser un peu, ou aimer.

Au début, elle ne veut voir personne, et surtout pas risquer l'*émotion. Ensuite le carcan se* dissout, avec le temps, grâce à Mélanie, la tante anticonformiste, à Claude, l'ami discret, ou à Arthur, l'adolescent silencieux fou de zoologie. Après les jours de révolte, cambrée contre les conventions, les fausses complicités, les condoléances salissantes, *elle retrouve sa place*, retourne à la lumière.

Queneau *disait que* les hommes ont inventé le langage pour exprimer la douleur. La creuser, ou la lisser jusqu'à la cicatrice. Les livres de Joyce Johnson et Marie Chaix, avec leurs paradoxes, le rappellent.

Geneviève Brisac

LE DÉBAT

Revues d'« idées » : la sortie de la crise

Si les revues – et notamment les revues d'idées – ont connu une crise d'identité depuis la fin des années 60 – crise liée sans doute à un désarroi des idéologies traditionnelles, – il semble bien aujourd'hui que cette crise ait été surmontée. On en verra pour preuve la parution, ce printemps, de deux nouvelles publications, « la Règle du jeu » et « Rive droite ». En témoigne encore la vitalité de « Débat », la revue fondée par Pierre Nora et qui publie un numéro spécial à l'occasion de son dixième anniversaire. En témoigne enfin la capacité d'évolution et de renouvellement dont ont fait preuve deux revues-phares du paysage intellectuel, « Esprit » et « les Temps modernes » et la place prise dans ce débat par « Lignes », fondé il y a trois ans. Mais on ne discute plus aujourd'hui, comme le montre notre « table ronde », à coups d'anathème et d'exclusion. Le spectacle médiatique y perd, mais sûrement pas le sérieux de la réflexion.

LES revues *qu'on dit* « généralistes », celles qui *traitent* aussi bien dans leurs livraisons de politique que de littérature, de cinéma que de questions sociales, de philosophie que d'histoire appartiennent-elles à une époque révolue de la vie intellectuelle ? On l'a fréquemment écrit. Le développement de la presse et des *nouveaux* médias, d'un côté, la spécialisa*tion croissante des savoirs*, de l'autre, n'offraient plus aux revues qu'un espace de réflexion et d'influence restreint. S'ajoutait ou se superposait à ces phénomènes la fameuse « mort des idéologies » qui contestait à une *philosophie*, à un courant de pensée, la légitimité de parler de tout, d'interpréter tous les phénomènes de l'activité humaine selon une grille politique et philosophique unique. Si le mouvement des idées, si les grands débats de société, si les affrontements idéologiques les plus rudes, les plus décisifs avaient eu lieu pour l'essentiel, pendant presque un siècle, dans des revues *qui étaient aussi* des organes de combat, les conditions – internes et externes – de la vie intellectuelle et du débat social étaient désormais si différentes que les revues « d'idées » étaient condamnées à la mort *lente*, faute de vrais combats de lecteurs engagés à leurs côtés.

Pourtant, certaines de ces revues continuent à exister et à trouver un public suffisant et fidèle. D'autres sont nées ; d'autres encore, comme l'antiquissime *Revue des deux mondes*, entreprennent un « lifting » aussi spectaculaire qu'inespéré.

Trois hommes pour un credo

Claude Lanzmann, Olivier Mongin, Michel Surya : pourquoi les revues généralistes ont toujours leur raison d'être

Nous avons réuni trois directeurs de ces revues afin qu'ils discutent ensemble des raisons qui les font, dans des conditions matérielles toujours difficiles, *dépenser leur temps et leur énergie* à faire exister une revue généraliste. Autour de la table, Claude Lanzmann, directeur des *Temps modernes*. Olivier Mongin, directeur d'*Esprit* et Michel Surya, directeur de *Lignes*.

Les Temps modernes, fondée par Sartre il y a quarante-cinq ans, publie son 562e numéro mensuel. Claude Lanzmann, l'auteur de *Shoah*, la dirige seul depuis la mort de Simone de Beauvoir. La revue est tirée à 6 000 exemplaires ; elle est publiée par Gallimard et diffusée *uniquement par abonnements* et en librairies. Un tiers des numéros se vendent à l'étranger. Personne n'y est payé, sauf une secrétaire.

Esprit a été fondée par Emmanuel Mounier en 1932. Longtemps liée aux éditions du Seuil, la revue est désormais totale*ment indépendante* et *Olivier* Mongin en a été désigné responsable il y a dix-huit mois. Le tirage d'*Esprit* atteint 8 200 exemplaires dont 4 000 diffusés par abonnements. La diffusion au numéro par les NMPP a *permis de tripler* les ventes hors abonnements en moins d'un an. La revue vient d'effectuer une augmentation de capital. Ses comptes sont équilibrés. Elle salarie deux personnes, dont une à mi-temps.

Lignes est née en décembre 1987 de la réunion de *trois personnes qui demeurent* intentionnellement les seuls membres de son comité de rédaction : Michel Surya, Francis Marmande et Daniel Döbbels. Trimestrielle, la revue est éditée par la librairire Séguier. Avec un tirage de 3 000 exemplaires, exclusivement diffusée en librairie, la revue parvient déjà *« presque à l'équilibre »*.

– Avez-vous le sentiment que la vie des revues d'idées connaît une crise : crise d'auteurs, crise de lecteurs, crise d'influence ?

Claude Lanzmann. – Ce qui me frappe au contraire, c'est la quantité de textes non sollicités, souvent de très bonne qualité, que nous recevons. Des textes de *bonne qualité intellectuelle, mais* également de bonne qualité littéraire. Ce point est important : après 1968, aux *Temps modernes*, on avait accueilli, sous prétexte d'expression spontanée, des tas de textes qui étaient écrits avec les pieds. Les lecteurs d'aujourd'hui ne le supporteraient plus.

Michel Surya. – Il y aurait crise, si les revues comme les nôtres ne publiaient pas des *textes qui ne trouvent leur place* nulle part ailleurs. On l'a bien vu lors des récents événements internationaux. La plupart des commentateurs politiques ne pouvaient exprimer que leur perplexité, alors que des articles de revues, depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, avaient *analysé la situation, anticipé* sur les changements. Mais les commentateurs politiques ne lisent pas les revues.

C. L. – Cette ignorance de la presse pour les revues est un vrai problème. Qui va parler des revues, sinon les journaux ? Chacun paraît bouclé dans son île. Tout se passe comme si les journalistes nous percevaient comme des *concurrents. Nous avons* publié sur la Roumanie un numéro spécial qui avait évidemment été préparé bien des mois avant la chute de Ceausescu et qui s'est arraché. Mis à part *le Monde* et *Libération*, il n'y a pas eu une ligne dans la presse, télévision et radios comprises. Notre « crise » *tient* d'abord au fait que nous ne *sommes pas « visibles »*.

Olivier Mongin. – Les revues ont vécu, c'est vrai, une phase critique. Pour la plupart, elles étaient liées à des aventures idéologiques et aux personnages charismatiques qui les avaient fondées et qui en avaient garanti l'influence. Le déclin des pas*sions idéologiques*, la *disparition* de ces personnages, le développement rapide d'une presse magazine qui se faisait l'écho des débats intellectuels, politiques et sociaux, tout cela nous a obligés à repenser, à spécifier notre pro*pre travail. Cette crise a été* bénéfique ; elle nous a appris à sortir de la tribalisation intellectuelle, à travailler, par exemple, avec des journalistes, à ne pas nous perdre dans le jargon spécialisé, à créer des groupes de travail, à être aussi un lieu de formation, une sorte d'université sauvage *où se réunissent* des gens pour discuter d'un pro*blème. Nous venons de le faire* à propos de l'affaire de Carpentras. Les revues font un travail d'avant-garde, d'anticipation. Si nous sommes « récupérés », tant mieux.

M. S. – Nous avons vécu dans le déficit intellectuel. L'idée était partagée qu'il n'y avait plus rien à penser. Depuis quinze ans, la défense des droits de l'homme fonctionne comme le fantôme, le semblant d'une philosophie poli*tique. Or, les idéologies ne sont* pas mortes ; elles ont seulement changé. L'extrême droite idéologique, par exemple, n'est pas morte, mais nous nous trouvons totalement démunis face à elle si nous ne pouvons lui opposer que des geignements moraux. Nous n'avons pas davantage été prépa*rés à penser ce qui se passait* dans les pays de l'Est. Le déficit n'est pas seulement médiatique il est culturel. Pour notre part, nous voulons contribuer à repenser le politique de façon non morale. Je ne me pose donc pas la question de savoir pourquoi nous publions une revue.

C. L. – Une revue est faite d'un recul sur l'événement et d'une avance. Nous sommes des « dévoilants ». Les historiens de demain liront dans les revues l'histoire telle qu'elle est en train de se donner à voir.

O. M. – La revue vient également combler le déficit qui se produit dans l'université. Notre société ne sait plus débattre. Les revues doivent aussi être ces espaces d'animation dans les*quels des publics* vont réapprendre le débat démocratique. La démocratie, ce n'est pas le consensus sympathique et vague qu'on nous propose en guise de politique, c'est aussi un creuset de passions.

C. L. – Une revue ne peut pas être un lieu de débat idéologique permanent. *Lorsque Sartre* dirigeait *les Temps modernes*, il y avait peu de débats proprement idéologiques. Nous fonctionnions par un accord commun implicite, par une sorte de complicité du non-dit. Dans les débats, on est toujours abstrait et pauvre par rapport au réel.

M. S. – *Je crois* qu'on dirige une revue comme on le ferait d'un livre qu'on écrirait collectivement. Il y a une sorte de communauté tacite entre les intervenants. C'est pourquoi, à *Lignes*, nous limitons le comité de rédaction à trois personnes. Nous sommes partis avec le sentiment commun qu'il existait une sorte de fatalisme du pire dans nos *sociétés. Nous voulons empêcher* le retour du pire. De ce point de vue, notre revue est extrêmement engagée.

– Mais vous êtes, aux Temps modernes comme à Esprit, les continuateurs d'une aventure intellectuelle, celle de Sartre et de l'existentialisme ; celle de Mounier et du personnalisme. Poursuivez-vous cette aventure ou bien vous situez-vous en rupture avec elle ?

C. L. – Lorsqu'à la mort de Sartre, la question s'est posée de savoir, à Simone de Beauvoir et à moi, si nous allions continuer la revue, nous avons pensé qu'arrêter *les Temps modernes* serait scandaleux, que ce serait décider comme une seconde mort de Sartre. Mais en même temps, *sans rupture brutale*, la revue est en train de changer. Le comité de rédaction a été très élargi. La revue est la même, mais avec plus de liberté, plus de surprises. Nous préparons un numéro spécial sur Sartre qui n'aura, croyez-moi, rien d'hagiographique. Je crois que je n'aurais pas accepté la direction de la revue si je n'avais pas fait *Shoah*. Cela m'a donné une autonomie très réelle, ayant fait cela, je me sens libre par rapport à Sartre.

O. M. – Je n'ai pas été élevé dans le personnalisme. Il faut éviter de se recroqueviller autour de l'image des pères fondateurs. Il n'y a pas un courant unique *dans Esprit, mais une équipe qui* nous a accordé sa confiance. Il n'y a pas, en ce qui nous concerne, un glissement par rapport à une ligne originelle, mais un débordement : on regarde ailleurs. Ce qui importe aujourd'*hui*, ce n'*est pas l'illustration* d'une philosophie, c'est que des intellectuels puissent avoir des controverses, y compris sur des questions quotidiennes.

M. S. – Ce qui me frappe, c'est que les controverses perdent beaucoup de leur virulence. Lanzmann et Mongin, *les Temps modernes* et *Esprit* échangent courtoisement leurs expériences. Entre Sartre et Mounier, le ton aurait été bien différent.

C. L. et O. M. – La rencontre n'aurait même pas pu avoir lieu.

C. L. – Même si les antagonismes n'ont, heureusement, plus la même violence, nos revues continuent à bénéficier d'un caractère identitaire très *fort. Nous* recevons beaucoup de courrier, beaucoup de marques d'attachement *militant, souvent* passionnel. Nous ne sommes pas soumis, comme le sont souvent les livres, à la dévoration consommatrice, mais à une relation beaucoup plus active. Nous sommes dans la position de la Synagogue par rapport à l'Eglise.

Propos recueillis par
Pierre Lepape





Ecrivains de tous les pays...

La Règle du jeu se propose de définir un nouvel esprit des lois

La nouvelle revue fondée par Bernard-Henri Lévy a pour titre *la Règle du jeu* (1) : ce titre est aussi celui de deux œuvres majeures du vingtième siècle, l'autobiographie de Michel Leiris et le film de Jean Renoir. Du premier, défini ici comme *« l'impeccable ethnologue ajustant ses romans intérieurs à la quête d'un réel dont la langue n'est jamais acquise »*, l'entreprise de Bernard-Henri Lévy retient l'idée que la connaissance de soi-même et du monde passe par le travail des mots : aussi les écrivains en seront-ils les principaux acteurs, eux qui sont les seuls à *« savoir explorer les zones d'ombre du lien social »*. Du second, cet *« éternel contemporain »*, elle garde le souvenir d'un artiste incompris pour avoir voulu *« hâter la mise à mort des choses en sursis »* : la revue tentera donc de dresser le bilan d'une époque qui s'achève, en s'efforçant de penser la *« sortie du communisme »* après la chute du mur de Berlin. Mais au-delà de cette double référence, *la Règle du jeu* se propose à la fois de définir *« un nouvel esprit des lois dans une vie intellectuelle dont les repères vacillent »* et de respecter la *« part de chance, de plaisir, de gratuité »* qui est aussi celle de la liberté.

Comme l'Europe de l'Est est l'épicentre des derniers bouleversements, il faut essayer de comprendre ce qui s'est passé là-bas et ce qui s'y joue aujourd'hui. Bernard-Henri Lévy a fait le tour des capitales, où il a rencontré quelques-uns des intellectuels les plus éminents, Stephan Hermlin à Berlin-Est, Ivan Klima à Prague, Peter Nadas à Budapest, Octavian Paler à Bucarest, Adam Michnik à Varsovie, et découvert autant de motifs d'inquiétude (*« cet enchevêtrement de régionalismes, nationalismes et tribalismes que le communisme avait figé mais qui faisait, avant lui, partie du paysage »*) que de raisons d'espérer (les traditions démocratiques, l'idée européenne). Guy Scarpetta, rédacteur en chef de *la Règle du jeu*, est allé voir le grand metteur en scène polonais Tadeusz Kantor, fondateur du théâtre Tricot, qui continue, dit-il, de frapper contre le mur avec son crâne parce qu'un artiste est toujours dans l'opposition : *« Le mur, c'était le communisme, et maintenant c'est ce qu'ils appellent la liberté. »* Quant à Peter Esterhazy, l'écrivain hongrois, il écrit : *« C'est comme si l'on sortait d'une guerre. Tout est en ruines et nous essayons de nous souvenir comment c'était quand c'était normal. Mais nous n'avons pas de souvenir, il faudrait tout réinventer. »*

La Règle du jeu n'a peut-être pas l'ambition de *« tout ré-inventer »*, mais elle a celle d'inviter à réfléchir sur un héritage culturel et sur la façon de le faire fructifier. Elle le fait, par exemple, en rendant hommage à Roland Barthes, mort il y a tout juste dix ans. Ou en publiant un texte inédit d'Alexandre Kojève, *daté de 1945, sur un projet d'« empire latin »* unissant la France à ses voisins d'Espagne et d'Italie.

On reconnaîtra au moins deux mérites à *la Règle du jeu*, dont le premier numéro est plus que prometteur. Celui de rendre au journalisme ses lettres de noblesse en réhabilitant le rôle des hommes de lettres, ou plutôt des *« hommes d'écriture »*, et non des moindres, puisque le comité éditorial – à condition qu'il soit autre chose qu'une collection de noms prestigieux mais lointains - réunit quelques-uns des plus grands, de Carlos Fuentes à Alexandre Zinoviev, en passant par György Konrad, Czeslaw Milosz, Salman Rushdie, Mario Vargas Llosa ; et celui de défendre avec fermeté la ligne d'un « cosmopolitisme » intellectuel qui est le meilleur antidote contre les provincialismes, qu'ils soient politiques ou culturels.

Thomas Ferenczi

► ***La règle du jeu*, numéro 1, mai 1990, 288 p., 88 F.**

(1) 54, rue des Saints-Pères, 75007 Paris. Abonnement annuel (trois numéros par an) : 248 F (étranger 260 F).

Un entretien avec Pierre Nora

La revue « le Débat », qu'il a fondée voici tout juste dix ans, veut être aux sciences humaines ce que la NRF fut à la littérature

EN 1980, à la demande de Claude Gallimard, Pierre Nora créait la revue *le Débat*. Pour le patron des éditions Gallimard, il s'agissait de concrétiser par une revue le tournant éditorial qu'il avait fait prendre à la prestigieuse maison littéraire en développant, sous la direction de Pierre Nora, un vaste secteur de sciences humaines. *Le Débat* devait être, dans ce domaine, le pendant de *la Nouvelle Revue française* dont l'influence s'était exercée sur toute la littérature française jusqu'à l'après-guerre.

Pour Pierre Nora, historien, éditeur, pilier de l'Ecole des hautes études, *le Débat* s'inscrivait dans une phase nouvelle des relations entre les intellectuels et la société. *« Nous avions l'impression que les revues traditionnelles étaient mortes. Le début de ces années 80 marquait un tournant idéologique. C'était la fin, sur le plan politique, du couple gaullo-communiste ; la fin dans le domaine des idées, du couple structuralo-marxiste. On était au creux de la vague ; on était forcément post-quelque chose : post-marxiste, post-structuraliste, post-freudien, post-libéral. L'espace était dégagé pour autre chose : ce que nous avons appelé la démocratie intellectuelle et qui me paraît triompher aujourd'hui.*

» En même temps, nous voulions proposer un mode d'intervention des intellectuels dans la vie sociale radicalement différent de ce qui se pratiquait jusqu'alors. Il y avait d'un côté le monde des politiques, le monde du pouvoir qui était mauvais, médiocre, compromis ; de l'autre celui des pures spéculations philosophico-intellectuelles. Il m'apparaît au contraire que les décideurs de toute sorte sont demandeurs d'éclairages intellectuels, que les intellectuels ont à se prononcer d'une manière qui n'est pas celle de l'expert, du spécialiste, mais celle, parfois transversale, d'un éclaireur compétent.

» Le rassemblement intellectuel qui s'est fait autour du Débat *possède une réelle capacité d'intervention. Cela a été le cas lorsque nous avons publié notre dossier sur la Bibliothèque de France et mis en évidence certaines erreurs graves qui risquaient de dénaturer le projet. Mais il nous semble aussi que les intellectuels peuvent intervenir, de manière légitime, hors de toute organisation officielle ou partisane, sur des questions essentielles comme celle de la réforme constitutionnelle, l'immigration, l'enseignement et l'université, le patrimoine ; sur ce que devrait être la télévision publique ou l'organisation de la librairie, sur tout ce qui concerne les conditions de la vie culturelle. Dans tous ces domaines, et dans bien d'autres, les intellectuels peuvent apporter beaucoup au débat démocratique. Tous les problèmes de la culture de masse, ce sont les nôtres et, parce que nous nous situons librement, hors de l'opposition ou de l'encensement systématiques, hors des considérations technocratiques, nous pouvons apporter, par la réunion et le jeu de nos capacités critiques, des éclairages indispensables. »*

Pierre Nora se refuse néanmoins à parler, à propos du *Débat* et des intellectuels qui gravitent autour de la revue d'une *« école »* et moins encore d'un *« réseau »* : *« Nous sommes deux à animer cette revue, Marcel Gauchet qui en est le secrétaire général et moi. Deux personnalités très différentes, très complémentaires. C'est ce cocktail qui fait* le Débat. *Un cocktail très français avec un mélange d'articles de fond longs, de caractère scientifique, et d'interventions rapides, de tables rondes, d'articles d'actualité. Nous voulons tirer de la marée des spécialisations ce qui peut intéresser un public large, désenclaver les spécialités intellectuelles, publier aussi parfois des recherches spécialisées inconscientes des enjeux généraux qu'elles comportent.*

» Il y a aussi des limites qui tiennent à la nature même du support « revue » : il ne faut pas coûter de l'argent à la maison – ce que nous obtenons avec 8 000 à 10 000 exemplaires vendus et avec les retombées indirectes de la revue sur les éditions Gallimard ; nous manquons de relais médiatiques – la presse parle peu et rarement des revues ; nous sommes victimes, plus encore que les livres, du piratage par photocopies ; enfin le rythme de notre fabrication ne nous permet pas de coller à l'actualité : il nous faut sans cesse anticiper sur les évènements et travailler souvent à la hâte, sans toujours pouvoir trouver le ou les spécialistes qui auraient pu traiter le mieux une question. Tout cela reste fragile, lié à très peu de personnes, limité par le manque de moyens. Mais si les réactions hostiles au Débat *qui se sont manifestées dès sa naissance ne sont pas encore toutes tombées sur le plan intellectuel, je crois qu'aujourd'hui chacun reconnaît notre sérieux, notre professionnalisme et la qualité de nos interventions. »*

S'il n'y a donc pas d'« école du *Débat* », la revue de Pierre Nora bénéficie d'une identification forte. Il y a un « esprit *Débat* » comme il y avait en littérature un « esprit *NRF* ». Nora le reconnaît : *« Si large que je veuille que soit l'assiette du* Débat, *il y a, en effet, une marque intellectuelle aisément repérable. Mais ce n'est pas la mienne ; plutôt celle d'une génération. Lorsqu'on regarde le travail fait depuis dix ans, tout cela a, en effet, fini par prendre une certaine cohérence, alors qu'au jour le jour, on a l'impression de tâtonner et de ne publier qu'une infime parcelle de ce dont on rêvait. Je crois que* le Débat *a accueilli, détecté, favorisé, organisé l'expression d'une nouvelle génération intellectuelle dans certains secteurs importants : celui de la philosophie politique, de l'analyse empirique des formes neuves de l'individualisme démocratique ; celui de l'historiographie : nous avons organisé autour de François Furet les premiers débats, bien avant le Bicentenaire, sur les nouvelles problématiques autour de la Révolution française. Nous avons aussi ouvert, avec les « lieux de mémoire » un nouveau champ de recherche, celui de l'imaginaire historique qui constitue sans doute l'« étape suivante » de l'école des Annales.*

» Enfin, sur le plan politique, nous avons aidé à la prise de conscience des difficultés qui vont accompagner le triomphe de la démocratie. Voir, par exemple, notre dossier sur la transition économique dans les pays d'Europe de l'Est. L'histoire de ces dix années a porté le Débat. »

Si la revue de Pierre Nora a été si bien « portée » par le mouvement historique de ces dernières années, c'est sans doute parce qu'elle a su mieux qu'une autre anticiper ce mouvement et en comprendre la portée et les enjeux. Mais, pour approfondir et développer son rôle d'intervention intellectuelle dans le débat démocratique, la revue devrait trouver un public plus large, se donner des ambitions plus étendues. Pierre Nora n'en a ni le temps ni les moyens matériels. Alors, Pierre Nora et Marcel Gauchet vont lancer une collection de livres autour du *Débat* ; ils vont organiser, ça et là, des manifestations publiques autour de quelques thèmes développés par la revue, essayer d'améliorer encore la lisibilité des textes qu'ils proposent. *« Mais vouloir à tout prix passer de 8 000 à 20 000 acheteurs demanderait des efforts financiers disproportionnés aux résultats. Il nous faut, d'autre part, maintenir un niveau intellectuel et scientifique au-dessous duquel nos auteurs refuseraient d'écrire pour nous. »* Même lorsqu'elle a placé la démocratie au centre de son projet, une revue est condamnée à demeurer élitaire.

Propos recueillis par
Pierre Lepape

La rive droite, c'est où ?

« Ils » parlent d'eux à la troisième personne. « Ils » se nomment Thierry Ardisson, Frédéric Berthet, Patrick Besson, Olivier Frébourg, Jean-Michel Gravier, Jérôme Leroy, Eric Neuhoff, Jean-Marc Parisis, Denis Tillinac, Jean-René Van der Plaetsen et *« ne sont pas (tous) de droite »* ; *« ils ont terminé les années 80 au Meurice »* (voir « le Monde des livres » du 5 janvier) ; *« ils n'ont pas voulu se quitter comme ça »* ; *« maintenant, ils se demandent si on doit appeler ça une génération. Ou une bande »*.

Afin de garder le sens de la mesure, retenons ce dernier terme. Une *« bande »*, donc, avec ses signes de reconnaissance et de connivence, qui se retrouve et se congratule dans le premier numéro de *Rive droite*. Que le lecteur à ce propos ne se laisse pas égarer : la droite n'est pas ici de l'autre côté de la gauche – vision vulgaire, « bigote », – elle est... « ailleurs » ! C'est du moins ce que tente de faire accroire Denis Tillinac dans le pétillant texte-manifeste qu'il signe en tête de la revue. S'arrachant un instant à sa Corrèze natale, notre auteur chante, avec ce qu'il faut d'arrogance stylée – ou qui se donne pour telle – les vertus de l'exotisme chic. En fermant les yeux, on entend presque le bruit (tellement élégant...) d'une bouteille de champagne débouchée dans le salon d'un grand hôtel ou sur la passerelle des premières de quelque paquebot de la Transatlantique.

L'ensemble du cahier – hormis peut-être une nouvelle de Sylvia Plath – serait rigoureusement futile, désespérément anodin, si les animateurs de *Rive droite* n'avaient – un des signes de connivence, sans doute, dont nous parlions – inscrit dans leur premier sommaire le nom de Lucien Rebatet, honteuse figure de la collaboration et de la propagande antisémite. Le texte en question – une très plate et déplaisante critique de l'œuvre cinématographique de Pasolini, où le naturel parvient à pointer à propos de son *Œdipe roi « plus ou moins négrifié »* – ne jure pas avec la tonalité générale du numéro. Le nom de Rebatet, en revanche, nous hèle d'une « rive » que l'on pouvait croire, ou espérer, infréquentable. Elle ne l'est visiblement pas pour tout le monde. Cela donne quelques indications pour situer l'*« ailleurs »* dont ces insouciants jeunes gens semblent avoir ne si pressante nostalgie.

Patrick Kéchichian

► ***Rive droite, le magazine de la littérature*, numéro 1, 162 p., 58 F, diff. Editions du Rocher.**

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

Le « français courant » de M. Le Pen

POUR interpréter avec justesse et justice les discours de M. Le Pen, il faudrait – à en croire certains – *faire appel* à la grammaire : et à la sémantique. C'est que les Français de bonne foi ont été surpris par un discours politique qui paraît original à force de bassesse et de médiocrité. Aussi, mis à part un enthousiasme qui se fonde sur la connivence, les évaluations s'engagent-elles dans trois directions.

La première conduit tout droit à la colère et à l'indignation. Mais une indignation qui se *connaît* est plus efficace qu'une colère sans lendemain.

D'autres analyses se prennent à distinguer le fond du discours qui est inquiétant et malsain, et la forme qui manifesterait, en même temps que la perfidie, l'habileté du « tribun ». A qui l'on *n'hésite pas à reconnaître* une grande maîtrise de la langue. M. Le Pen s'empresse d'accepter l'éloge, qu'il *amplifie à toutes fins* utiles : *« Je me pique de parler français dans la nuance »* (« L'heure de vérité », Antenne 2, 9 mai). Pour un peu, il porterait perruque, lui qui pratique Pascal et qui vit protégé du détail par sept dictionnaires : comme Blanche-Neige par ses sept nains.

Au vrai, les « arguments » du « tribun » sont issus des lieux communs les plus plats et se retournent comme un gant. Ainsi M. Le Pen ne serait pas antisémite puisqu'*« il y a des juifs qui se réclament du Front national »* (9 mai, A 2). Il suit que M. Le Pen n'est pas anti-nazi puisqu'il fréquente, comme tous les résistants notoires, un ancien Waffen SS.

Ordinairement, nul besoin d'un dictionnaire pour entendre M. Le Pen. D'une faconde plutôt commune, il a le verbe haut, sans être rare. Comme tout le monde ou presque, il utilise spontanément et fautivement *de façon à ce que*, et le subjonctif avec *après que* (*« Après que les Blancs* aient quitté *l'Afrique* »). Il flirte aussi avec le pléonasme quand il emploie *« cloaque nauséabond »*. Ni le hiatus – « Ça a *un nom* » –, ni des joliesses comme « Ça *s'appelle la dictature* » ne l'indisposent particulièrement. Quant aux imparfaits du subjonctif, qui peuvent éblouir quelques parachutistes, ils se limitent à quelques verbes du premier groupe. En somme, M. Le Pen parle le français *courant* : peu à blâmer ; rien à louer.

La troisième direction vise à mettre en évidence les manœuvres habituelles de M. Le Pen : la pratique de l'insinuation et du sous-entendu ; le recours à l'ambiguïté et à l'implicite.

Comme on sait, *implicite* s'oppose à *explicite* ; et dire explicitement c'est dire tout simplement. Pourquoi dès lors recourir à l'implicite ? Voici la réponse d'un sémanticien, Oswald Ducrot : *« On a bien fréquemment besoin, à la fois de dire certaines choses et de pouvoir faire comme si on ne les avait pas dites, de les dire, mais de façon telle qu'on puisse en refuser la responsabilité* (1) ». De fait, le responsable de l'implicite, c'est toujours l'autre : *« C'est toi qui l'as nommé »* ; *« C'est vous qui le dites »* ; *« C'est un procès en sorcellerie »*, etc. Pratiquer l'implicite contraint l'autre à formuler des hypothèses, à évoquer des images qu'on aura tout loisir, si besoin est, de dissiper ou de démentir.

PETIT échantillon. A « L'heure de vérité », M. Le Pen parle de Pétain, et du général de Gaulle qu'il a croisé. Ce qui a frappé M. Le Pen, c'est que le général *« serre* mollement *la main »*. Pour les Français, l'image d'une main molle est parfaitement désagréable et pousse à cette conclusion : il faut se méfier ; l'individu n'est pas franc du collier ; il est capable de trahir. Mais M. Le Pen est un homme honorable, il n'a jamais proféré pareille horreur. M. Le Pen est aussi un homme charitable ; qu'on oublie donc Montoire et la franche poignée de main échangée par Hitler et Pétain, encore maréchal de France. De quoi réjouir les anciens collabos réfugiés autour du Front national, la *nouvelle Argentine*.

L'implicite permet donc de cacher ses intentions, ou de les rendre « faiblement manifestes ». S'ils avaient pensé à M. Le Pen, Dan Sperber et Deirdre Wilson n'auraient pas eu besoin d'inventer cette petite anecdote : *« Imaginez que Pierre souhaite séduire grâce à l'odeur virile de son eau de toilette. Pierre craint cependant que Marie ne se détourne de lui si elle devine son intention ; il devra se servir de son eau de toilette avec modération, puisqu'un parfum trop fort pourrait attirer l'attention de Marie et rendre l'intention de Pierre* par trop manifeste (2) ». Portrait du « tribun » en garçon coiffeur ménageant son patchouli. Et Jean Daniel peut alors parler de *« racisme soft »*, ou de racisme *« honorable »* (*le Nouvel Observateur* du 17 mai).

Le recours à l'ambiguïté est plus délicat, et suppose au moins la nuance. Une des lois du discours formulées par Paul Grice (3) stipule *« Evitez les ambiguïtés »*, ou *« Parlez clairement »*. On peut transgresser cette loi pour donner à entendre une obscénité, par exemple ; ou pour éviter une condamnation. Ainsi, pour définir « la solution finale » – et au risque allègrement couru d'être mal compris – M. Le Pen aurait utilisé, soudain dans la nuance, le mot *détail*. Le *Petit Robert* donne *à juste titre* comme *courant* le sens d'*« élément non essentiel d'un ensemble »*. Tout le monde avait parfaitement compris.

Supposez une absence de réaction : la nuance, inventée *a posteriori* comme parade, serait demeurée ensevelie dans les dictionnaires de Blanche-Neige. De toute façon, *l'acception courante* n'est pas éliminée. D'autant moins que de soi-disant historiens sont encouragés en sous-main à nier l'existence des chambres à gaz. Dès lors, on touche à *« l'abjecte jouissance de l'implicite »* (Gérard Miller, *Libération* du 7 avril), qui nécessite aussi une certaine division du travail.

COMME toujours, le procédé est grossier. M. Le Pen se charge de proclamer que les médias sont *trop* soumis aux *« lobbies juifs »* (9 mai, Antenne 2). Puis dans *Présent* du 17 mai, on lit pour la défense de l'honorable M. Notin : *« On lui reproche d'avoir écrit un article, dans une revue extérieure à l'université, où il présentait l'existence des chambres à gaz comme étant un postulat médiatique plutôt qu'une vérité historique. »* Vous avez bien compris l'implicite ; mais *Présent* ne le dit pas ; M. Notin non plus : les chambres à gaz sont une invention, indémontrable, des lobbies juifs. Mme Stirbois peut donc conclure à l'Assemblée nationale, sans sourciller : *« L'accusation de racisme est aujourd'hui subjective et arbitraire. »*

Il apparaît cependant que la division du travail s'accentue encore : M. Le Pen et ses amis s'occupent de *l'implicite*, tandis que les journaux proches du Front national entretiennent *l'explicite*. Qu'on se reporte, par exemple, à l'article d'Edwy Plenel : « L'antisémitisme dans le texte » (*le Monde* du 15 mai). Mais l'honorable M. Le Pen soutient toujours que le racisme et l'antisémitisme sont des *« concepts flous »* (*le Figaro* du 14 mai).

PRIS dans leur ensemble, tous ces discours puisent leurs *thèmes* et leur *vocabulaire* dans un fonds qui a déjà servi. A lire l'article de Lasswell (4) consacré à la détection de la propagande nazie aux Etats-Unis entre 1937 et 1943, on remarque de curieuses concordances, et quelques mises à jour. La France est menacée et corrompue par *« la sédition communiste »*, *« la conspiration juive »*, et maintenant par *« l'invasion des Maghrébins »*. Les hommes politiques subissent la pression des *« lobbies internationaux »* et sont aussi corrompus par l'argent.

Chaste et pur, M. Le Pen voit l'Assemblée nationale comme *« un cloaque nauséabond »* (9 mai, A 2) où prospèrent de vils *politiciens* dont *l'inefficacité* est patente. Un déclin *spirituel* et *moral* affecte la nation ; l'éducation est en crise ; aux mains des marxistes. Partout enfin se répand la notion d'*égalité*, *« cet odieux procès de nivellement qui est la malédiction des démocraties modernes »* (1939, cité par Lasswell). En 1990, le Front national recommande d'éliminer *égalitarisme* au profit de *nivellement*.

Il existe des honnêtes gens qui se demandent encore ce que l'implicite du Front national pourrait bien cacher.

(1) *Dire et ne pas dire. Principes de sémantique linguistique*, Oswald Ducrot, Hermann, 1980.

(2) *La Pertinence. Communication et cognition*. Dan Sperber/Deirdre Wilson, Editions de Minuit, 1989.

(3) « Logique et conversation », H. Paul Grice, revue *Communications*, n° 30, (Le Seuil.)

(4) *Language of Politics. Studies in quantitative semantics*. Harold Lasswell, Nathan Leites and associates, The MIT-Press, Cambridge.

Au-delà de la psychanalyse

L'écoute, cette « hospitalité » intérieure

L'ÉCOUTE
de Maurice Bellet.
Editions Epi, Desclée de Brouwer, 202 p. 85 F.

« Il arrive que quelqu'un vienne à quelqu'un d'autre avec le désir d'être entendu. » Cette phrase d'ouverture fait déjà pressentir la portée humaine du travail entrepris par Maurice Bellet dans *l'Ecoute*. Sa spécificité tient tout d'abord à sa distance, justifiée avec rigueur, par rapport au travail thérapeutique institué, notamment la cure psychanalytique. Par là surgit l'enjeu universel de l'écoute. Celle-ci n'est pas exclusivement liée à une *méthode, une fonction sociale*, à des règles. Elle est indispensable en *« tout rôle, toute tâche où il y a rapport de l'homme avec l'homme »*, ou encore, selon une belle formule : *« L'écoute est l'hospitalité intérieure »*. Elle est refus de tout ce qui tue en l'autre la parole.

Cependant, toute tentative pour méconnaître l'enjeu de la découverte freudienne, ou pour revenir en deçà, se trouve radicalement critiquée dans le texte de Maurice Bellet. Il faut lire les pages où l'auteur traite avec une clarté remarquable de tout ce qui a chance de venir à la parole dans l'écoute. Il le fait avec un sens aigu de ce qui est essentiel dans la psychanalyse. Là est sa force : chaque fois qu'il soulève *un problème lié à la psychanalyse*, c'est toujours à partir d'une conscience de ce qui est irréversible dans la révolution freudienne.

Maurice Bellet ouvre de nouvelles pistes sur des sujets urgents : rapports entre théorie et pratique, *risques de la clôture* théorique, le besoin de théorie, la relation conflictuelle entre écoute et théorie... Pour l'auteur, ce qui menace le plus l'écoute est qu'on prétende la faire découler d'une théorie, c'est-à-dire qu'elle ne retienne de la parole toujours inouïe et créatrice que ce qui répète la théorie déjà écrite.

Voici un livre qui vient à point dans le paysage présent des sciences de l'homme et de la psychanalyse. A sa *manière* et sur son terrain propre, cette recherche bouscule, autant que celle de René Girard ou de Marcel Gauchet, les discours communément admis. Mais la surdité ambiante, justifiée par l'agitation bruyante, saura-t-elle nous laisser entendre, malgré tout, quelque chose de ce texte ?

Guy Coq

Le divan au cinéma

Le dossier du premier film psychanalytique réalisé par Georg W. Pabst

L'ÉTRANGE CAS DU PROFESSEUR M.,
de Patrick Lacoste.
Gallimard, coll. « Connaissance de l'inconscient », 320 p., 98 F.

A la question : *« Quel fut le premier film directement inspiré par les théories freudiennes ? »*, tout psychanalyste averti, et tout cinéphile consciencieux, répondra aussitôt : *les Mystères d'une âme* et, pour peu qu'il soit en verve, il racontera comment à Berlin, en 1925, le metteur en scène Georg Wilhelm Pabst, conseillé par les psychanalystes Karl Abraham et Hanns Sachs, se lança dans la réalisation d'un projet qui irritait au plus haut point Freud.

Il est vrai que ce dernier n'avait pour le cinéma qu'un goût très *modéré* et qu'il avait toujours rejeté les propositions les plus alléchantes venues de Hollywood. Il refusa même les 100 000 dollars que lui offrait Samuel Goldwyn pour collaborer à un scénario sur les amours d'Antoine et de Cléopâtre, refus qui, dit-on, aurait plus fait pour sa notoriété aux Etats-Unis que la traduction de ses livres.

En dépit des objections de Freud (il y a une lettre fort drôle de lui où il écrit : *« On ne peut éviter le cinéma, semble-t-il, pas plus que les cheveux taillés à la garçonne, mais, quant à moi, je ne me les laisserai pas couper et je ne veux personnellement rien avoir à faire avec ce film »*), les *Mystères d'une âme* fut projeté en mars 1926, à Berlin, au Gloria Palast, accompagné d'un opuscule rédigé par Hanns Sachs et qui fut distribué aux spectateurs. Ils y apprenaient le b.a.-ba de la théorie psychanalytique. Par la suite, le film, encensé par la critique, et qui ne fut supplanté un mois plus tard que par le *Potemkine* d'Eisenstein, fut diffusé en Europe sous des titres divers, notamment *l'Etrange Cas du professeur Mathias* et même *Au seuil de la chambre à coucher*... Il faudra attendre près de quarante ans pour qu'un autre cinéaste d'envergure prenne à nouveau la psychanalyse comme thème. Ce sera John Huston avec *Freud, passion secrète*.

Un grand talent à contretemps

Jusqu'à présent, personne ne s'était vraiment penché sur le dossier des *Mystères d'une âme*. C'est dire l'intérêt de l'enquête qu'a menée Patrick Lacoste jusque dans les archives de la cinémathèque de Berlin. Il a interrogé la correspondance de Freud et d'Abraham, il a retrouvé et traduit la monographie de Hanns Sachs, il a étudié plan par plan le film de Pabst, il a analysé les réactions de la critique et celles de théoriciens comme Siegfried Kracauer, il a suivi le destin de l'acteur Werner Krauss, qui incarna d'abord le docteur Caligari avant de se métamorphoser en névropathe et d'achever sa carrière comme « acteur d'Etat » et gloire du Reich.

Enfin, il a tracé un portrait d'une grande finesse de Pabst, qui poursuivit son investigation freudienne dans *Loulou* avec l'incandescente Louise Brooks, et s'engagea violemment contre le nazisme, avant de répondre, lui aussi, favorablement aux propositions de Goebbels. Ainsi écrit Lacoste à propos de Pabst, *« c'est donc cet homme instable, qui sut penser juste et se tromper répétitivement dans ses actes, cet individu concerné par l'humain, l'amour et le sexuel, mais qui en donna des images si fortes que le contraste avec les préoccupations du moment en apparut d'autant plus choquant, c'est ce cinéaste d'un grand talent, le plus souvent utilisé à contretemps, qui le premier tenta de mettre la psychanalyse en images »*.

Freud ne vit jamais *les Mystères d'une âme*. Karl Abraham mourut avant que le film ne fût achevé et Hanns Sachs avoua dans ses *Mémoires* avoir toujours éprouvé *« une certaine honte »* en repensant à cette affaire. Werner Krauss, lui, décéda à Vienne en 1959 après avoir encore interprété Tartuffe et... Paracelse, qui fut son dernier rôle. Quant à Pabst, qui tenait Kafka et Freud pour les deux génies de notre siècle, il rendit hommage en 1947 à la communauté juive dans *le Procès* et tourna un dernier film en 1955 sur la mort de Hitler. *Les Mystères d'une âme* appartiennent maintenant à l'histoire du cinéma comme à celle de la psychanalyse.

Il faut savoir gré à Patrick Lacoste de nous l'avoir rappelé. Peut-être son excellent livre incitera-t-il un producteur à reprogrammer ces *Mystères d'une âme* dont Freud se trompait en pensant qu'ils trahiraient sa pensée. Rarement, au contraire, un film n'aura aussi subtilement épousé ses théories.

Roland Jaccard





L'armistice revu et corrigé

La récente ouverture des archives espagnoles permet de préciser le rôle joué en 1940 par l'Espagne franquiste

LE SECRET DE L'ARMISTICE 1940
de Philippe Simonnot.
Plon, 306 p., 150 F.

Philippe Simonnot a horreur du secret et des idées reçues qui l'entérinent souvent. Il défonce les plates-bandes les mieux ratissées pour déterrer des tubercules ignorés. Ainsi se lance-t-il avec une délectation sarcastique dans le récit maintes fois entrepris par les historiens et les mémorialistes des événements qui précédèrent et accompagnèrent l'armistice de 1940. Cette vaste entreprise aboutit à un livre pétaradant qui n'épargne personne. Ni Paul Reynaud, flanqué de son omniprésente égérie Hélène de Portes, ni Philippe Pétain, froid égocentrique, ni Charles de Gaulle *« proclamant une guerre purement imaginaire »*. S'il a quelque indulgence pour Edouard Daladier, il n'en a aucune pour le généralissime Gamelin, pourtant soutenu par le premier. Portraits féroces d'un monde politique et militaire semé d'intrigues, bloqué par les impuissances et les incompétences. Il a tout lu, tout confronté, et démontre que les erreurs de dates de l'un ou de l'autre ne sont pas forcément innocentes. La récente ouverture des archives espagnoles lui permet d'analyser le rôle joué dans l'armistice par l'Espagne franquiste, qui consentit à servir d'intermédiaire entre le gouvernement Pétain et l'Allemagne hitlérienne, et par son ambassadeur José-Felix de Lequerica. Ses rapports sont une mine d'informations, passionnantes. Lequerica n'est pas un simple agent d'exécution et de transmission. Il est pratiquement le meneur de jeu de la diplomatie de Madrid à l'égard de la France. Il entretient des relations dans les milieux politiques les plus variés.

Certes, comme l'écrit Philippe Simonnot, *« on peut supposer* [qu'il] *a gonflé le rôle qu'il a joué à Bordeaux pour se faire bien voir de Franco et aussi de Pétain auquel il devait arracher des concessions au Maroc »*. Car Franco, lorsque la défaite des troupes françaises devient évidente, se précipite à la curée. Les troupes espagnoles sont prêtes à entrer dans ce qu'on appelle à Madrid *« la zone française du Maroc »*. Elles se contenteront d'occuper le 14 juin la zone internationale de Tanger.

Le jeu de Franco est complexe. Il entrerait volontiers en guerre contre la France le 16 juin 1940. Mais Hitler hésite, encore étonné de sa victoire. Mieux vaut soutenir le tandem favorable à l'Espagne que forment Pétain, quelques semaines plus tôt encore ambassadeur à Madrid, et Laval. Lequerica jouera les médiateurs, transmettra la demande d'armistice du gouvernement de Bordeaux le 17 juin. La réponse tardant à venir, l'ambassadeur manœuvre, les 19 et 20 juin, pour éviter le départ du président de la République Albert Lebrun pour l'Afrique du Nord. Le nonce Valerio Valeri, doyen du corps diplomatique, vient à la rescousse en convainquant ses collègues *de ne pas quitter* la France.

Tout en prêtant ses « bons offices », l'Espagne continue de faire pression pour agrandir sa place au Maroc. Elle poursuivra ses tentatives jusqu'à la mi-juillet. Vainement. Pétain et son gouvernement, même s'ils l'avaient voulu, n'auraient pu ouvrir les portes du protectorat aux forces franquistes. C'eût été provoquer une réaction très vive des populations et rejeter dans la dissidence le général Noguès, résident général de France à Rabat, – qui y avait songé un instant – et l'ensemble de l'armée d'Afrique du Nord. On ne l'ignorait pas, mais l'auteur, grâce aux rapports de Lequerica, précise le jeu de Madrid. Et son échec.

Le livre de Simonnot, « amateur » et journaliste d'investigation, selon l'expression à la mode, sera discuté par les spécialistes. Son approche sans complexes, ses déductions parfois osées seront discutées. Mais la vivacité et la nouveauté du regard qu'il porte sur une période sombre et embrouillée restent un aiguillon pour l'histoire. Et pour le lecteur.

Jean Planchais



GOURSAT/RAPHO

15 juin 1940, sur les routes de France...

Examen de conscience

L'ÉTRANGE DÉFAITE
de Marc Bloch.
Gallimard, coll. « Folio Histoire », 326 p., 48,50 F.

La guerre de 1939-1940, telle qu'elle a été menée, ne cessera d'étonner. Un historien de premier rang, spécialiste du Moyen Age et un des fondateurs des *Annales*, père de six enfants, brillant ancien combattant de la première guerre mondiale, est mobilisé à cinquante-trois ans comme capitaine... pour se voir confier des tâches bureaucratiques sans utilité. On finit par lui confier, par hasard, le ravitaillement en essence à l'état-major de la première armée. Il s'acquitte de cette tâche fort éloignée de ses compétences et participe aux combats de mai et juin 1940.

Démobilisé, il est touché par les lois antijuives de Vichy. Même pour les artisans de la *Révolution nationale*, la décision passe la mesure. Marc Bloch est *« relevé de déchéance »*. Après l'invasion de la zone libre, il rejoint la Résistance sur le terrain. La Gestapo *l'arrête le 8 mars* 1944, le torture et le fusille le 18 juin 1944 à Saint-Didier-de-Formans.

Dès après sa démobilisation, Marc Bloch avait écrit son témoignage – le récit de la guerre telle qu'il l'avait vécue – et entrepris d'analyser les causes de *« l'étrange défaite »*. Retrouvées à la Libération, ces pages furent publiées une première fois en 1946 par le mouvement Franc-Tireur, à un nombre restreint d'exemplaires. Elles le sont à nouveau aujourd'hui, et on ne peut que s'en réjouir.

Marc Bloch écrit *« en pleine rage »*. Mais, en historien minutieux, s'il décrit les lenteurs, les scléroses, les incohérences de la grande machine militaire qui vient de s'effondrer autour de lui, il cherche toujours à en détecter les causes. Il va plus loin. Dans *« l'examen de conscience d'un Français »*, d'une lucidité sans faille, il n'épargne personne, ni la bourgeoisie, ni une classe ouvrière au *« manque de supériorité morale éclatante »*, ni sa génération elle-même, rentrée fatiguée des tranchées.

Dans sa remarquable préface, Stanley Hoffmann s'interroge : *« Dans le miroir que lui tend* l'Étrange défaite, *dans l'exemple que lui donne la vie de son auteur, la France d'aujourd'hui se retrouve-t-elle ? »* Et il répond : *« Heureusement, pas trop... »*

J.P.

La « drôle de guerre »

Suite de la page 33

Et pour couronner le tout, il nous fournit, grâce aux synthèses du contrôle postal, une analyse rigoureuse de l'opinion des Français, des mobilisés et des autres. Il montre comment cette opinion évolue en dents de scie (au plus haut dans l'automne 1939, quand elle est convaincue que le Reich affamé est décidé à négocier), mais ne vire jamais au défaitisme. Précision intéressante : le bon peuple d'outre-Rhin est tout aussi inquiet et son moral est loin d'être au beau fixe. Au passage, Jean-Louis Crémieux-Brilhac tord le cou à nombre de légendes. L'une de celles qui ont la vie dure tourne autour des faits et méfaits de Ferdonnet, alias « le traître de Radio-Stuttgart », un folliculaire de l'extrême droite recruté par Goebbels.

Le sursaut jacobin

Tout un chacun était alors intimement convaincu que grâce à la Cinquième colonne omniprésente, il savait tout, vraiment tout, de ce qui se passait sur le front et ailleurs. Or l'écoute des bandes saisies démontre l'inverse : Radio-Stuttgart n'a pas fourni la moindre indication précise, les Français ont bel et bien été victimes d'une superbe auto-intoxication.

Au total, la « drôle de guerre » vaut globalement mieux que la réputation qui lui est faite. En tout cas, elle n'a pas eu d'effets délétères sur les semaines décisives de mai et de juin. Car, à la fin mai, dès que la guerre devient nationale, c'est-à-dire dès que l'Hexagone est envahi, il y a bel et bien sursaut jacobin : c'est sans esprit de recul qu'on se fait tuer dans les « hérissons » érigés à la hâte pour contenir la ruée de la Wehrmacht ; de même travaille-t-on littéralement jour et nuit dans les usines d'armement. Les retombées de la « drôle de guerre » ne se feront sentir *qu'immédiatement* après la défaite, en décuplant les effets de la crise d'identité nationale qui saisit le pays. Mais, comme on le sait, il y eut d'autres ingrédients dans cette potion amère.

Quand on aura précisé que l'écriture est très élégante, l'édition soignée, le lecteur ne devrait plus hésiter à se lancer dans ces quelque treize cents pages couronnées, à juste titre, par le jury du prix de l'Assemblée nationale, que vient de créer Laurent Fabius. On ne pouvait plus intelligemment commémorer le cinquantenaire de cette année terrible.

Jean-Pierre Azéma

▶ **Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, auteur notamment de *De Munich à la Libération (1938-1944)* dans la collection *« Points Histoire » du Seuil*, Jean-Pierre Azéma vient de publier *1940, l'année terrible*, édition légèrement modifiée du feuilleton paru dans *le Monde* au cours de l'été 1989 (Le Seuil, 384 p., 110 F).**

Autres parutions

• *La tragédie des Malgré-nous. Tambov, le camp des Français*, de Pierre Rigoulot. – Incorporés de force en 1942 dans l'armée allemande et envoyés pour la plupart sur le front russe, beaucoup d'Alsaciens et de Lorrains ont été ensuite détenus en URSS, au camp de Tambov, dans des conditions sévères : ce livre raconte leur douloureuse odyssée (Denoël, 290 p., 120 F).

• *Le 18 juin 40*, d'Henri Amouroux. – Réédition mise à jour du récit d'une journée historique par l'auteur de *la Grande Histoire des Français sous l'Occupation* (Fayard, 385 p., 120 F).

• *Vingt mille heures d'angoisse. 1940-1945*, du général Chevance-Bertin. – Le témoignage d'un résistant de la première heure qui fut l'un des dirigeants du mouvement Combat puis des FFI.

• *La guerre de 1940*, de Pierre Rocolle, *tome 1, les Illusions, novembre 1918-mai 1940, tome 2, La défaite, 10 mai-25 juin.* – L'auteur, saint-cyrien, ancien professeur à l'Ecole de guerre et à l'Institut catholique de Paris, se propose de faire le départ entre les fautes d'ordre stratégique et tactique imputables aux militaires et les fautes d'ordre diplomatique, politique, économique qui sont le fait des gouvernants. Ses conclusions sont aussi sévères pour les uns que pour les autres. (A. Colin, 364 p., 155 F, et 414 p., 165 F).

• *Perdre une bataille. mai-juin 1940*, d'Alistair Horne. – Réédition d'un « classique » publié en 1969 par un historien anglais, professeur à Oxford (Plon, 459 p., 150 F).

• *Le drame de Mers El-Kébir. 1940*, de Jean-Jacques Antier. – Le récit du torpillage de la flotte française par la marine britannique le 3 juillet 1940 (Presses de la cité, 391 p., 140 F).

SCIENCE-FICTION

Pour tuer le temps

JUSQU'AUX PORTES DE LA VIE,
de Robert Silverberg.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Nathalie Zimmerman.
Robert Laffont,
coll. « Ailleurs et demain »,
336 p., 125 F.

ROMANS ET CONTES FANTASTIQUES,
de Maurice Renard.
Robert Laffont,
coll. « Bouquins »,
1 271 p., 120 F.

FUTURS SANS ESCALE,
sous la direction de Patrice Duvic.
Presses Pocket, 251 p., 27,50 F.

LES ANNÉES FLÉAUX,
de Norman Spinrad.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Luc Carissimo, Denoël,
coll. « Présence du futur »,
311 p., 51 F.

RÉVÉLATIONS EN NOIR,
de Carl Jacobi.
Néo, coll. « Néomnibus »,
320 p., 150 F.

LA collection « Ailleurs et demain », dirigée par Gérard Klein aux éditions Robert Laffont, vient de fêter ses vingt ans d'existence. Sa naissance avait constitué une manière de révolution dans l'édition française : le genre qu'elle entendait illustrer *par une sélection rigoureuse* des titres sur les critères de la qualité littéraire et des fastes de l'imagination accédait avec elle au statut du livre grand format, donc respectable – alors qu'il demeurait jusqu'alors confiné au format de poche. Pour célébrer dignement cet anniversaire, Gérard Klein a publié – outre un « collector » contenant deux *nouvelles, une bibliographie et* un travelling arrière du directeur sur les vingt ans écoulés : « Ailleurs et demain à vingt ans » – le roman de l'un de ses auteurs fétiches : Robert Silverberg.

Dans *Jusqu'aux portes de la vie*, il imagine qu'après la mort *les terriens se retrouvent* pêle-mêle, dans un au-delà qui n'est pas sans rappeler *le Monde du fleuve* de Philip José Farmer, où les civilisation et les époques se brassent, où l'on rejoue la comédie des pouvoirs et où chacun, immortel, tue le temps. Dans cet enfer vaste et mouvant qui semble une copie follement déglinguée de notre bonne vieille planète, Silverberg s'attache à la quête erratique du mythique Gilgamesh, ce roi *sumérien dont les exploits nous* sont parvenus des aubes de l'humanité, et lui fit rencontrer une multitude de personnages historiques ou issus de ses propres fictions. A ce petit jeu, l'intérêt *qu*'on porte au roman tient pour beaucoup à celui qu'on accorde aux personnages rencontrés. Si la première partie, *qui met en scène Lovecraft*, Hemingway et un Robert E. Howard convaincu d'avoir *croisé Conan en personne*, amuse beaucoup, on s'ennuie un peu dans les dédales magiques de Brasil et plus encore lors du séjour dans la nouvelle Ourouk en proie à Picesso et aux corridas... Par bonheur, un final sarcastique redonne un peu de tonus à une intrigue enlisée dans ses complots à l'antique.

∴

Chez Robert Laffont toujours, mais dans la collection « Bouquins », *Francis Lacassin et Jean* Tulard ont regroupé sous le titre *Romans et contes fantastiques* quelques-uns des textes les plus célèbres : *le Docteur Lerne sous-Dieu, le Péril bleu, les Mains d'Orlac, l'Homme truqué, Un homme chez les microbes*, de l'un des pères de la S-F française : Maurice Renard. On les relit encore aujourd'hui avec beaucoup de plaisir en raison de la grâce un peu désuète du style et de l'imagination flamboyante qui s'y déploie. Mais cet épais volume contient aussi des textes rares : un curieux roman, *le Maître de la lumière*, au croisement du roman policier et de la S-F, *deux recueils de nouvelles*, des contes parus dans *le Matin* où Maurice Renard joua les Shé*hérazade et surtout l'ensemble* des textes théoriques que l'auteur consacra à ce qu'il appelait le *« merveilleux scientifique »*.

∴

Depuis plus d'une dizaine d'années, le magazine leader de la S-F américaine est le *Isaac Asimov's Science Fiction Magazine*. Il truste les nominations *aux prix annuels – Nébula ou* Hugo – et a joué un rôle de tout premier plan dans l'évolution du genre... *Il n'y a jamais eu d'édi*tion française de cette revue mensuelle. Presses Pocket vient d'y remédier partiellement avec une première anthologie *Isaac Asimov présente : Futurs sans escale*, dont le sommaire a été établi par Patrice Duvic. Lequel a *fait preuve* d'un bel *éclectisme* en faisant figurer côte à côte Frederick Pohl, l'ancien, avec *une manière d'uchronie latine* et Walter Jon Williams, le cyberpunk, le picaresque récit d'aventures signé Neal Barrett Jr et dont le titre est à lui seul un *poème : le Lupanar ambulant de Ginny Hanches de velours* et la belle variation sur le thème des *univers parallèle due à la plume* de Lawrence Watt Evans, le texte émouvant et sensible de *Pat Murphy sur l'enfance* « perdue » et la lecture des énigmatiques vestiges extraterrestres de Roche à laquelle nous convie Jan Watson. Et j'ai gardé pour la bonne bouche la nouvelle la plus étonnante de l'anthologie : l'horrifique *Plus près de toi, mon Dieu* de Charles Sheffield, inclassable et glaçante. Le tout compose un ensemble multitonal d'une qualité très soutenue : on en redemande !

∴

Les Années fléaux regroupe trois novellas de Norman Spinrad dans lesquelles il règle ses comptes avec une Amérique qui a trahi le rêve américain. La première *Chair à pavé*, se déroule dans le même New-York d'apocalypse que sont dernier roman *Rock machine* dont elle constitue une sorte d'esquisse. La seconde, *Chroniques de l'âge du fléau*, est une parabole enfiévrée *sur le sida. La troisième, la Vie continue*, met en scène, dans un proche futur, l'auteur lui-même, exilé à Paris pour échapper à la vindicte d'un gouvernement post-reaganien et partagé entre son amitié pour un agent russe de la perestroïka et la proposition d'un retour négocié aux Etats-Unis. Toutes possèdent les qualités qui rendent les fictions de Spinrad mieux que précieuses : l'insolence iconoclaste, la verve convulsive du récit, un certain sens de l'épique, la fabuleuse vitalité des personnages. En cette époque molle comme les montres de Dali, sachons gré à Norman Spinrad d'être resté *un homme en colère* (1)...

∴

Aux éditions Néo, la collection « Néomnibus » nous propose avec *Révélations en noir* la totalité des nouvelles fantastiques de l'écrivain américain Carl Jacobi. On avait découvert jadis cet acteur dans les anthologies de Jacques Papy et plus tard dans celle *concoctée par* Jacques Finné, *les Ecarlates*. De tous les auteurs de pulps fantastiques – *il a collaboré à Weird Tales, Ghost Stories, Strange Stories*, etc. – il est sans conteste le plus raffiné, le plus proche de la veine classique du genre. Il sait construire une intrigue, maîtrise à merveille l'effet de chute et écrit joliment avec *parfois de véritables trouvailles* poétiques. Qu'il situe ses récits sur le Vieux ou le Nouveau Continent ou bien même dans des contrées infiniment plus exotiques, qu'il nous conte des histoires de fantômes, de monstres ou de malédictions, le résultat est toujours plaisant, efficace et souvent brillant. C'est assez dire qu'un détour du côté de ces *vingt-neuf révélations* (dont neuf inédites) s'impose.

Jacques Baudou

(1) Pourtant, le meilleur ouvrage de ces dernières semaines n'est ni un roman, ni un recueil de nouvelles mais tout bonnement un album de cartoons : *l'Univers impitoyable de Gary Larson*. Et pas seulement parce que dans la loufoque galerie zoologique *mise en œuvre par Gary Larson*, l'extraterrestre occupe une place non négligeable... (Presses de la Cité).

VOYAGES

Le Tibet dans la nuit

La présence chinoise sur le Toit du monde, c'est l'infamie de la place Tiananmen sans cesse répétée

TIBET MORT OU VIF
de Pierre-Antoine Donnet.
Préface d'Elisabeth Badinter.
Gallimard,
coll. « Au vif du sujet »
352 p., 120 F.

Après des ouvrages des érudits, des spécialistes, il manquait un livre, à propos du Tibet, qui dise simplement le destin d'un peuple abandonné, martyrisé, mais toujours vivant sur ses hautes terres. Pierre-Antoine Donnet vient précisément de publier ce livre-là. Rigoureux et lucide, sans parti pris *ni* concession, l'ancien correspondant de l'AFP à Pékin s'est voulu historien, reporter et témoin. Aussi ne passe-t-il pas sous silence le comportement *désastreux des autorités de Lhassa* pendant la première moitié du siècle : *« Les seuls vrais responsables de la facilité déconcertante avec laquelle le Tibet est tombé dans l'orbite chinoise sont les membres du gouvernement tibétain de l'époque. Jamais en effet, entre 1911 et 1949, ils n'eurent la volonté de moderniser le pays et de rechercher à l'étranger un soutien diplomatique qui faisait cruellement défaut. Si bien que le Tibet se retrouva totalement à la merci de la Chine en 1950. »*

Une effroyable colonisation

Sur plusieurs points importants, Donnet s'oppose ainsi à l'historiographie tibétaine officielle, ce qui ne donne que plus de crédit à son récit de l'invasion chinoise et de l'effroyable colonisation qui fut imposée au Toit du monde. *« Les pages qui suivent*, prévient-il à la fin de sa préface, *présentent des événements parfois atroces. En les écrivant, il m'est arrivé de me demander si les lecteurs qui ne connaissent pas cette région du monde me croiraient. Victime d'une propagande chinoise efficace, une partie de l'opinion publique occidentale a longtemps cru à une Chine démocratisée et modernisée. Quelques naïfs pensaient même la Chine devenue capitaliste. Le massacre sur la place Tiananmen dans la nuit du 3 au 4 juin 1989 a eu au moins un effet salutaire : il a montré la Chine post-maoïste sous son vrai jour.*

En une nuit, cette vision d'un peuple assassiné à la mitrailleuse par l'armée de son propre pays a brisé le mythe que, depuis des années, Deng Xiaoping forgeait patiemment. Depuis cette date, les Chinois eux-mêmes observent avec un regard très différent les horreurs qui sont perpétrées au Tibet. » Car la présence chinoise au Tibet, c'est la nuit de Tiananmen sans cesse répétée depuis plus de trente ans. De nombreux écrivains, journalistes, voyageurs *ou ethnologues l'avaient déjà dit* et publié, mais qui se souciait de les entendre et par là d'indisposer les autorités de Pékin ? Les destructions, les tortures et les massacres *étaient avérés, mais quel Etat* prenait le risque de s'en émouvoir ? Le droit international et les droits de l'homme comptaient pour rien face à la vente d'un avion ou d'une usine, et qui pourrait prétendre que cette amnésie sélective, que cette hypocrisie productive ne soient plus de saison ?

Avec ce livre, désormais personne ne pourra plus ignorer l'infamie et les crimes, la mise à sac des monastères et la volonté d'avilir et de détruire un peuple tout entier. Donnet parle de *« la destruction systématique, méthodique, calculée, planifiée et totale de la civilisation tibétaine »*. Il fournit les preuves chiffrées du pillage, l'ampleur des ravages : les 6 000 temples bouddhistes laissés à l'état de ruines, les statues d'or, d'argent et de pierres précieuses entassées dans des caisses et expédiées en Chine sans que l'on connaisse jamais les vrais bénéficiaires de ces gigantesques razzias.

Témoignages recueillis sur le terrain ou parmi des exilés, dépouillement scrupuleux des sources chinoises, description minutieuse de l'état des lieux, pré*sentation des enjeux politiques*, stratégiques ou diplomatiques, l'enquête de Pierre-Antoine Donnet suggère qu'après la répression des années 1988-1989 l'ultime survie de l'identité *tibétaine* est en jeu, et que le prix Nobel de la paix attribué au Dalaï-Lama ne saurait à lui seul garantir la sauvegarde de son peuple. Le plus haut pays du monde ne pourra préserver son message de non-violence et de lumière qu'avec le soutien et l'éveil de l'opinion mondiale. Voilà pourquoi il importe sans cesse de rompre le silence à propos du Tibet et de ne pas laisser *de repos aux bourreaux*.

André Velter


ACHDOU

C'est l'identité d'un peuple qui est en jeu...

L'Italie selon Schifano

Une passion qui est une manière d'autoportrait

par Hector Bianciotti

DÉSIR D'ITALIE
de Jean-Noël Schifano.
Gallimard, coll. « Folio-essais »,
478 p., 48,50 F.

De plus en plus, nombreux sont les écrivains qui se penchent sur l'Italie, comme si la culture dont on espère sauver les traces y était plus glorieuse que partout ailleurs. C'est peut-être que l'Italie est chargée du poids d'une histoire dont chacune de ses villes témoigne et que l'image réelle de ce poids est donnée par la dette que tout l'Occident outre une bonne partie de l'Orient ont contractée à son égard.

Mais aussi, et avant tout, parce qu'elle représente le goût du réel poussé à l'essentiel et, *comme* disait Valéry – symbole même de l'intellectuel français, avec dans les veines *rien que de la Corse*, du Gênes, du Capo d'Istria, du Milan – *« une légèreté, un scepticisme tout contredits d'activité »*.

Sicilien par son père, lyonnais par sa mère, et napolitain de cœur, Jean-Noël Schifano doit à la Péninsule, et pour le principal, à Naples – ce labyrinthe des labyrinthes, dénué peut-être de centre, mais réceptacle de tant de minotaures – l'essentiel de son inspiration.

Désir d'Italie est donc un livre amical qui abonde en reflets et en interpolations, et qui semble s'être composé de lui-même au cours des ans. Recueil de textes critiques, de « choses vues », et entrevues, Schifano y pratique des coupes dans la mémoire stratifiée du pays élu, en même temps qu'il analyse l'œuvre d'un contemporain, et qu'il traque, comme sans y penser, les échos et les affinités reliant les œuvres en apparence les plus éloignées les unes des autres.

Aussi suggère-t-il que les rires enfantins de *Vous les entendez ?*, de Nathalie Sarraute, font écho à certains qui résonnent dans telle nouvelle de Pirandello. Et ce rappel inattendu suffit à nous mettre sur la piste d'autres liens qui pour*raient bien exister entre la* romancière de *Tropismes* et le dramaturge de *Six personnages*. Plus loin, il décèle, dans le dernier roman de celui-ci, *Un, personne et cent mille*, que la recherche de toute une vie au sujet des incertitudes et fluctuations de l'identité, aboutissent à *une nostalgie de la sagesse orien*tale. Et c'est là un aperçu tout nouveau qui, d'un coup, enrichit notre vision du pirandellisme.

Sicilien et cosmospolite

Savinio, l'*« Etrusque »*, le Piémontais Beppe Fenoglio, J. Rodolfo Wilcock, poète argentin devenu, en italien, une sorte de Wittgenstein de la fiction, et Ferdinando Camon, romancier du monde des sous-prolétaires où il est né, ainsi que des années du terrorisme et, pour finir, du théâtre de la psychanalyse, sont, parmi d'autres, les auteurs sur lesquels Schifano s'attarde. Sans oublier Giuseppe Antonio Borghese, si méconnu – *« Un Malraux, côté face. Un Morand, côté pile »*, – qui réussit l'exploit d'être à la fois sicilien et cosmopolite. Et qui écrivit, en anglais, en marge de son œuvre romanesque, un essai de plus de cinq cents pages sur le fascisme, dont, en 1945, Etiemble a donné une version abrégée, publiée à Montréal.

D'Umberto Eco, on trouve une réjouissante auto-analyse, et de Moravia, de bien curieux aveux.

Mais, sans doute, les pages les plus précieuses vont-elles à Elsa Morante, la grande romancière, *« la divine barbare »* qui, à l'hôpital *où elle allait mourir*, se livre avec la sérénité d'une Shéhérazade n'ayant plus rien à craindre de son roi. De même que les entretiens avec Leonardo Sciascia, repris année après année, au gré des rencontres amicales, et qui semblent poser les bases d'une biographie du Sicilien, *dont il serait* fort dommage que Schifano nous prive.

Cela dit, si un courant profond – passion qu'enfièvre, en l'occurrence, une érudition gourmande – relie les écrivains, les villes, les tableaux, les paysages, la Maffia, les saveurs, les architectures, les mœurs qui composent une manière de portrait de l'Italie, peut-être, entre les lignes, *l'auteur a-t-il brossé, à son* insu, le plus sincère des autoportraits...

□ Signalons la parution d'*Images d'Italie*, de Charles Dickens, qui, dans son intégralité, était encore inédit en français (traduit de l'anglais par Henriette Bordenave, préface de Sylvère Monod : éditions A. Barthélemy, 248 p., 120 F).

HUMOUR

Les amoureux de Serguei

Marianne et Gorbatchev dans « Il était une fois à l'Est »

IL ÉTAIT UNE FOIS A L'EST,
par Serguei,
Denoël édit. 142 p. 69 F.

Cette année-là, Marianne, on vous demande un peu, se prit pour une personne de la plus haute importance. Sous prétexte qu'elle venait de fêter le deux centième anniversaire de son avènement – nous étions en 1989 – elle se mit en tête, sous son phrygien bonnet, de prendre des airs planétaires. Fêtée en France, sa terre natale, adulée dans les rues et dans tous les discours, elle s'enquit du reste de l'Europe. Elle se gonfla d'importance, croyant voir en tous lieux de la très vieille Europe les signes d'intelligence des peuples, ses amants platoniques.

Elle eut pour Mikhaïl les yeux de Chimène. Un mur honni tombait ? C'était lui. Un dictateur mordait la poussière ? Lui. Des Etats entiers vacillaient choisissant la déesse de la démocratie et les miraculeux mirages de la consommation ? Lui, toujours lui. Bien sûr, elle eut des moments d'abattement succédant à des périodes de folle euphorie. Elle redoutait son affaiblissement et l'émiettement de son empire. Par la pensée, elle était avec lui sur tous les fronts, le gardant à droite, le gardant à gauche.

1989, année du bicentenaire de la Révolution française, 1989, année des *grands ébranlements* de l'Europe de l'Est, vents d'ouest, vents d'est, comment Serguei, dessinateur des enthousiasmes décapants, décrypteur de la *rhétorique* des puissants et de la mécanique des peuples, n'aurait-il pas vibré ? Il le fit, jour après jour, et les lecteurs du *Monde* le savent bien. Pour eux et pour les autres, il a rassemblé, construisant *a posteriori* un scénario, nombre des dessins publiés dans notre journal et des inédits pour lier des faits et des émotions.

Quand Serguei fait irruption dans l'actualité, il considère, philosophiquement, l'essence des choses. Il décolle très vite du réel pour mieux le faire comprendre. Alors il mêle l'humour, qu'il a léger, la conviction sans faille *ni* oeillères, et l'irrespect. Nul tabou, nul sacré sous son regard. Il semble toujours sourire en dessinant et à le lire les pires avanies paraissent conserver des traces de tendresse. Jamais il ne tonitrue. Il surprend car il n'illustre pas l'actualité : il la réinvente, poétiquement. Ses amoureux de 1989, l'histoire dira si leurs amours éperdues étaient fantasmées ou réelles. L'essentiel, c'est qu'il nous donne à croire qu'il y croit et que son talent nous fait croire que nous y croyons aussi.

Bruno Frappat

LIVRES ◆ IDÉES

VOYAGES

Un blanc-bec au cap Horn

Richard Henry Dana fut l'homme d'un seul livre. Mais quel livre !

DEUX ANNÉES SUR LE GAILLARD D'AVANT,
de Richard Henry Dana. Traduit de l'américain et présenté par Simon Leys, coll. « Pavillons », Laffont, 334 p., 125 F.

Il y a d'abord le bruit de l'eau rejaillissant sous l'étrave. Il y a des hommes à la complexion recuite par le soleil qui semblent être voués aux intempérances et aux intempéries. Un monde de nuits étoilées et de fureur : la fumée des pipes, les embruns, les tempêtes, les jurons polyglottes. Une nuée de voiles. Le cap Horn au cœur de l'hiver.

Deux années sur le gaillard d'avant est un livre magnifique, non seulement parce qu'il est un témoignage de première mains sur la marine commerciale du dix-neuvième siècle, mais parce que celui qui écrit en a fait un plaidoyer sur la condition de marin. Herman Melville et D. H. Lawrence ont salué ce texte. Simon Leys l'a retraduit (1) avec ce qu'il faut de compétence et de grâce. Sous la simple description de ce qu'il advint, il a su préserver la ligne obscure qui court entre les souvenirs, les images, les heurs et les peurs : un voyage initiatique.

En 1834, Richard Henry Dana, fils de famille, étudiant américain (qui a appris le français et le latin), Bostonien jusqu'au bout des ongles, s'engage sur un voilier de commerce à destination de la Californie. Il vivra sur le gaillard d'avant pendant presque deux ans. Il n'a que dix-neuf ans, et il va connaître l'exotisme douloureux de l'exil et du travail à bord.

Une colère rentrée

Le prétexte de ce départ ? Dana invoque *« des troubles de la vue et des migraines »* qu'il va soigner au loin, pour changer d'air. On devine cependant autre chose : une colère rentrée, une rébellion d'adolescent jamais avouée. Cela affleure entre les lignes et, cachée dans la narration, le lecteur tombe sur une véritable profession de foi : *« Si nous voulons découvrir la vérité à force de contrastes, nous devons descendre de nos hauteurs et abandonner nos droits chemins pour emprunter les chemins de traverse et visiter les bas-fonds de l'existence ; il nous faut également observer dans les taudis, dans les postes d'équipage et parmi nos propres parias dans les pays étrangers ce que le hasard, le malheur ou le vice ont fait de nos frères humains. »*

A bord du *Pilgrim*, puis de l'*Alert*, navires à deux mâts gréés de voiles carrées, Dana fait figure de blanc-bec. Même s'il s'amarine, même s'il s'encanaille et prend du biceps, il restera une sorte d'esthète qui se grise de mots techniques et de manœuvres hauturières. Ivre de fatigue, il a encore la force de noter dans ses carnets les ordres des officiers – ceux de l'arrière – qui hurlent *« Sur le beaupré, à serrer le foc ! »* ou des dialogues du genre *« Paré devant, Monsieur ! – Paré pour le grand mât ! – Paré pour l'artimon, Monsieur ! – En bas tout le monde, à l'exception d'un homme sur chaque vergue ! »*... L'efficacité du chant des marins ne lui échappe pas non plus ; *« Les matelots ont besoin de chansons comme les soldats ont besoin de tambours et de fifres. »* Parfois, oubliant les rudesses d'hier et celles de demain, il s'abandonne au bonheur éolien : *« C'était une navigation splendide. Une brise régulière, les légers nuages alizés au-dessus de nos têtes, le climat incomparable du Pacifique, parfaitement tempéré, un clair soleil le jour, l'éclat de la lune et des étoiles chaque nuit, de nouvelles constellations qui montaient au midi, tandis que les étoiles familières sombraient derrière l'horizon septentrional au fur et à mesure que nous progressions vers le sud. »*

Mais ces moments d'immensité intime sont rares. Il faut – activité obsessive – raccommoder ses vêtements, gratter les ancres et les chaînes, détoroner de vieux filins ou préparer des garcettes et des rabans. La vie ordinaire du marin ressemble à une *« thérapeutique occupationnelle »*, comme disent les psychiatres. La routine de bord relève visiblement de l'hypnose collective. Chacun fonctionne au rythme des quarts et des repas. Heureusement, il y a les escales : *« La liberté du matelot ne dure qu'un jour, mais, tant qu'elle dure, elle est totale. »* Le cabotage sur la côte californienne offre aussi – malgré la rude tâche de préparer les quarante mille peaux qui rempliront le bateau – des plages d'attente et de solitude.

L'arrière-pays, à l'opposé, est prodigue en rencontres. Car la Californie, encore espagnole, papiste, abrite une société composite et bigarrée. Dana en fait un portrait moral d'une étonnante acuité. Son amitié va naturellement aux « Canaques » – des marins hawaïens débarqués – dont il dit : *« J'eus l'occasion de bien les connaître et je fis de grands efforts pour m'initier à leur langue, à leurs coutumes et leur mentalité. C'étaient assurément les gens les plus intéressants, les plus intelligents et les plus généreux que j'eusse jamais rencontrés. »*

Le légendaire de l'Amérique passe par *Deux années sur le gaillard d'avant*. En plus du goût pour l'entreprise individuelle, vous y trouverez la dynamique du défi, l'éthique du mérite, une religion naïve de l'efficacité et un scoutisme social très prosélyte. La vision de Monterey a la beauté d'une gravure anglaise, la baie de San-Francisco – parcourue seulement par des cerfs et des daims – rappelle le mythe de la Terre sans mal, le chant des baleines a des échos cosmiques, les compagnons de Dana (Nicolas-le-Français, Tom Harris, Frank Thompson, etc.) sont des figures d'épopée, et un iceberg isolé, scintillant, croisé du côté du cap Horn, esquisse le spectre de la mort. Les marins n'en parlent pas, car *« quand la mort vous manque, il est indifférent que ce soit d'un cheveu ou d'un mille »*.

Dana a été l'homme d'un seul livre, mais quel livre !

Jacques Meunier

(1) Une traduction de Georges Dupuy a été publiée en 1946, aux Éditions du Sagittaire.


Extrait d'Hommes et navires au cap Horn, de Jean Randier/CELIV éd.

Sur un cap-hornier

« Gulliver » à Saint-Malo

Les « étonnants voyageurs » ont fait escale le week-end dernier à Saint-Malo pour le premier Festival international du livre d'aventures et de voyages (voir « le Monde des livres » du 25 mai et l'inédit de Joseph Conrad) qui, désormais, coexistera avec le Festival annuel de la BD. C'est ainsi que Hugo Pratt pouvait participer aux deux manifestations, tandis que *Titouan Lamazou coauteur du* récit de son tour du monde en solitaire précédait de peu un autre navigateur amateur, Jean-*François Deniau, et que l'on* rencontrait entre Grand-Bé et le palais du Grand-Large, Jacques Lacarrière et Alvaro Mutis, *Patrick Carré et Jacques Meu*nier, Nicolas Bouvier, Redmond O'Hanlon et Cees Nooteboom, John Saul et Nicolas Hulot, Kenneth White et Tony Cartano, etc.

Maître d'œuvre de cette manifestation, à laquelle on ne peut que souhaiter bon vent, Michel Le Bris (l'auteur de l'*Homme aux semelles de vent*) fêtait avec Olivier Cohen et Alain Dugrand le nouveau numéro de leur revue *Gulliver* consacré au *« travelling writing*, l'écriture en voyage.. Un sommaire de qualité, qui n'aligne pas seulement les kilomètres, mais donne surtout une place aux écrivains qui ne vont au bout du monde que pour se trouver soi-même et qui, sur le modèle d'un Conrad ou d'un *Graham Greene, ont pour but la* littérature.

Gulliver nous propose donc des heures de (bonne) littérature : un *Journal de marche au Congo*, de Joseph Conrad, des souvenirs sur Bruce Chatwin, par Salman Rushdie et une conversation de Chatwin avec Paul Theroux, *les Voyages de Maqroll le Gabier*, par Alvaro Mutis, des souvenirs égrenés par Nicolas Bouvier, *L'Indochine enchaînée*, par André Malraux, des photos de Li Ping Mei, « un Chinois chez les Apaches », etc. A noter que le prochain numéro de *Gulliver* sera consacré à ceux qui voyagent en *France...*

N. Z

► *Gulliver. Nos 2-3 juin 1990*, 98 F. Abonnement d'un an : 260 F (6, bd Sébastopol 75004 Paris.)

Voyages rêvés, voyages réels

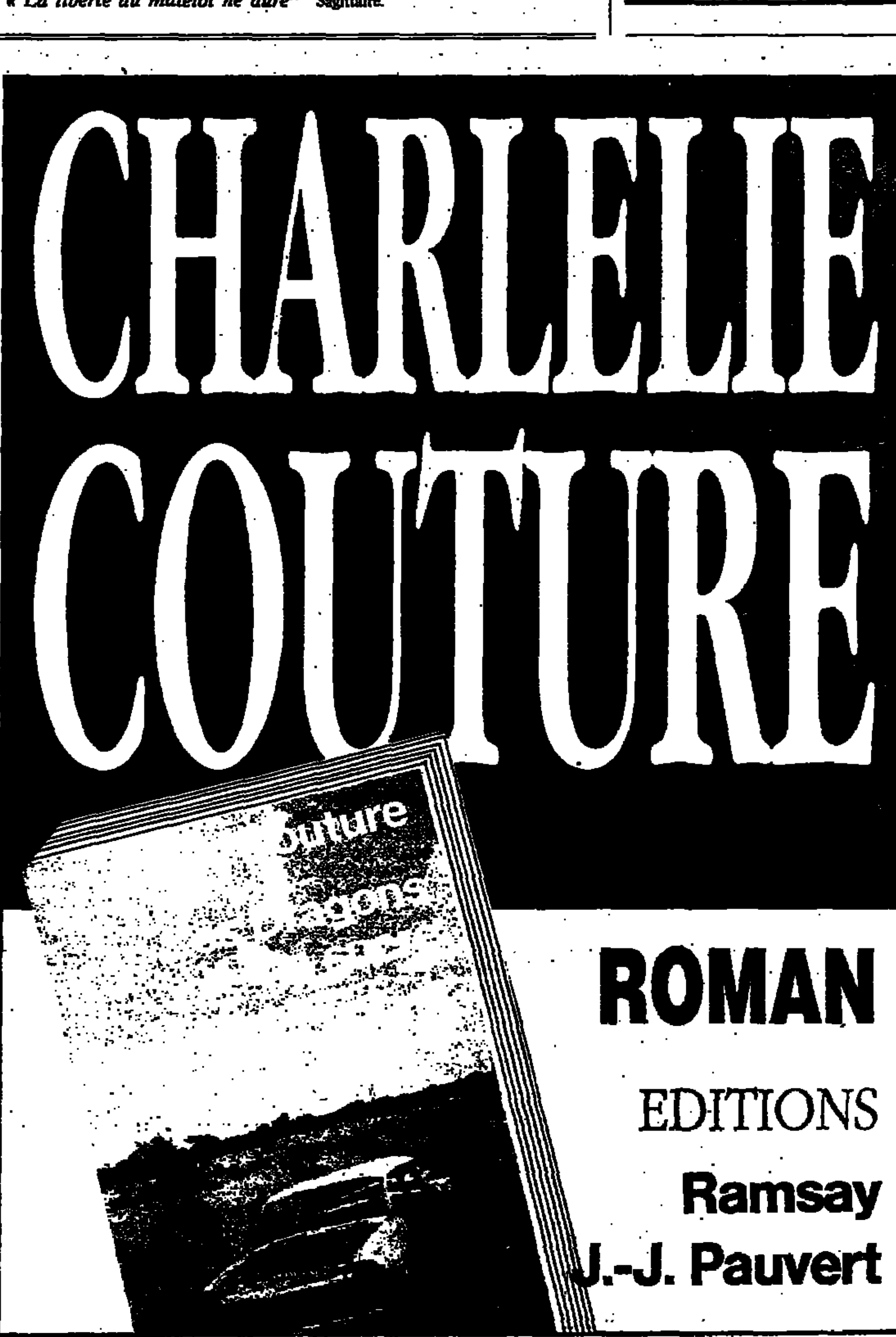
Pour une revue comme *Autrement* qui se voue, avec un bonheur inégal il est vrai, aux voyages à travers villes, régions et pays, consacrer un cahier à la notion de lieu n'a rien qui puisse surprendre. Ce sont même les « hauts lieux », avec leurs significations mythologiques, symboliques et spirituelles, que Michel Crépu, Richard Figuier et René Louis ont choisi de parcourir et de nous faire visiter.

Dans ce riche et passionnant périple auquel invitent les nombreux auteurs présents au sommaire de ce numéro d'*Autrement*, les lieux réels – la *« colline inspirée »* de Barrès, le Colombey de de Gaulle, le Lascaux de Bataille, la roche de Solutré de François Mitterrand... – jouxtent constamment les espaces rêvés ou imaginaires.

Entre ces deux dimensions, l'esprit vagabonde, cherche un sol, trouve un sens en même temps qu'une demeure. La profonde méditation d'Yves Bonnefoy – poète de l'*« arrière-pays »* et du *« vrai lieu »* – qui ouvre le cahier, donne à cet ensemble sa juste tonalité. *Les belles pages de Pierre* Sansot sur *« le voyageur et son ombre »* disent bien la nature de ce *« pèlerinage »* que tout voyage pourrait ou devrait, être : *« Les routes redessinent le visage du monde ; mieux, elles font que le monde a un visage parce qu'il cesse d'être une masse innommable. Grâce à nos parcours, même les plus insignifiants, les lieux accèdent à la visibilité, et un territoire, quel qu'il soit, prend du relief. »*

Objets de fascination et d'amour, de rêve et de désir, certaines villes sont propres à incarner ce *« visage »*. Prague est l'une de celles-là. Xavier Galmiche et Petr Kral, dans un autre cahier de la même revue (série Monde, no 46, mai 1990), nous initie aux *« secrets et métamorphoses »* de la *« cité dolente »*. Signalons enfin le dernier numéro d'*Autrement* sur la Pologne, dirigé par Emmanuel Wallon (série Monde no 47, juin 90).

P. Ke.





UNE JOURNÉE SUR LA TERRE
de Maurice Girodias.
Tome I : l'Arrivée ;
tome II : les Jardins d'Eros.
Editions de la Différence,
458 p. et 540 p., 128 et 148 F.

D'AUTRES MONDES
par Nicole Zand

Un kamikaze de l'édition

QUAND on voit aujourd'hui aux éventaires des libraires Miller et Sade, *Ulysse* et *Lolita*, on a du mal à imaginer ce qu'était la censure dans l'édition jusqu'à la fin des années 60. Les moins de quarante ans ne peuvent se souvenir des multiples procès pour *« outrage aux mœurs par la voie du livre »* faits à des écrits infiniment moins vulgaires et outrageants que les films « hard » des télévisions, ni n'imaginer que Miller ou Nabokov auraient pensé que les *Tropiques* et *Lolita* seraient publiés en Amérique de leur vivant.

En effet, c'est dans les pays anglo-saxons que la répression de ce qu'on appelle la « pornographie » eut longtemps son système le plus draconien, même si, en France, c'est sous le gouvernement de la SFIO qu'on revint à des lois plus strictes aboutissant à des poursuites contre Jean-Jacques Pauvert ou Régine Desforges dans un dernier sursaut de défense de la morale.

Intitulée *Une journée sur la terre*, l'autobiographie de Maurice Girodias – dont les deux premiers tomes (1) paraissent aux Editions de la Différence – est un véritable livre sur l'histoire des mœurs de notre temps à travers les dernières années de la « censure morale » racontée par un éditeur pas comme les autres. Un éditeur de ce qu'on nommait, en baissant les yeux et la voix, de livres « sous le manteau ». De la pornographie... Mais oui.

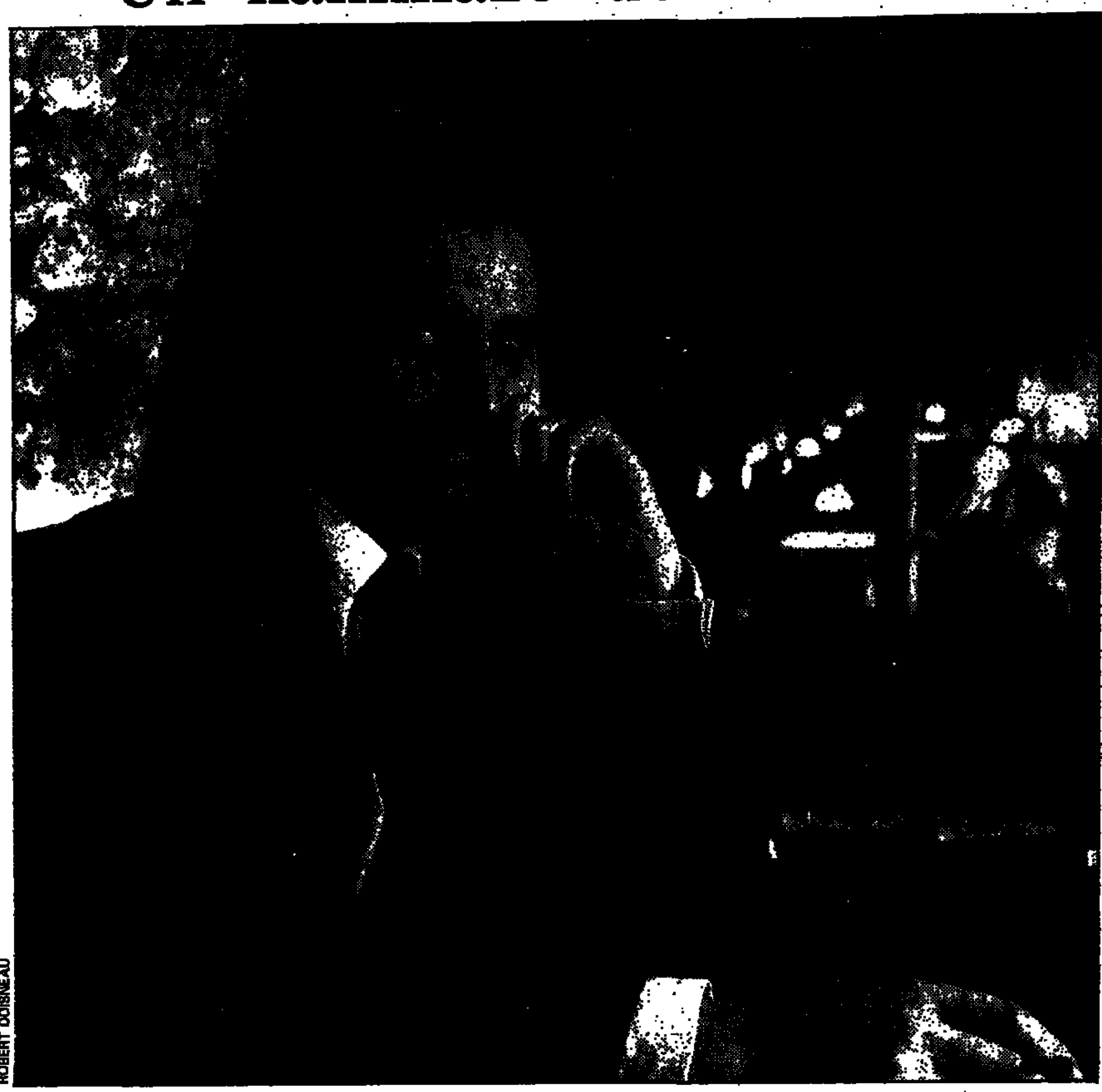
Un éditeur-aventurier, un éditeur-découvreur, un éditeur qui prenait des risques, un éditeur-kamikaze – race en voie d'extinction ! – et qui fut le premier à publier en langue anglaise Henry Miller, William Burroughs, Donleavy, *Lolita*, de Nabokov, et *Watt*, de Beckett, des traductions de Jean Genet, de Georges Bataille, de Pauline Réage, de Raymond Queneau *(Zazie dans le métro*, traduit en anglais par son frère Eric), mais qui fut aussi avec Bataille le fondateur de la revue *Critique* (12 numéros) et qui publia en langue française *Alexis Zorba*, de Kazantzaki (dont aucun critique ne parla alors), *Dieu d'eau*, de Marcel Griaule, une petite collection de livres d'actualité avec Roger Vailland, des revues de tricot, *la Poésie médiévale française*, par Régine Pernoud, une collection de livres russes : une *Histoire de la littérature russe jusqu'à la Révolution*, par Rotislav Hofmann, complétée par une *Histoire de la littérature soviétique*, par Gleb Struve, et même la première biographie d'Alexandre Blok, écrite par... Nina Berberova. *(« Ah ! Les yeux de Nina, la voix de Nina, incomparable lorsqu'elle récitait ses propres traductions de poèmes russes... »*, se souvient Girodias).

Un éditeur qui faisait dans sa vie du Brecht sans le savoir et qui, telle la « bonne âme de Sé-Tchouan », ne pouvait survivre qu'avec deux visages : pour lui, c'était le porno et la littérature, en un temps où les flics de la brigade mondaine chargés de réprimer toutes les sortes d'outrages à la pudeur ne pouvaient imaginer qu'on pût confondre ces deux sortes d'écrits ! Sous l'appellation des Editions du Chêne (en français), puis d'Olympia Press (en anglais), qui se souvient que c'est grâce à lui qu'on a pu découvrir quelques-uns des plus grands noms de la littérature mondiale depuis la guerre ?

Finalement, il faut certainement se féliciter que Maurice Girodias, après plusieurs condamnations – *en tout*, six ans de prison ferme... qu'il n'a pas faits et quatre-vingt-dix ans et trois mois d'interdiction d'exercer la profession d'éditeur, – plusieurs faillites en France et ailleurs, ait été complètement ruiné. Ce qui lui a donné le loisir d'écrire des Mémoires passionnants qui raviront plus d'un lecteur, et exaspéreront peut-être encore ses juges et ses créanciers. Il faut féliciter aussi Joachim Vital et les Editions de la Différence de lui avoir commandé la suite d'*Une journée sur la terre* et d'avoir eu la patience d'attendre.

DANS le premier tome intitulé *l'Arrivée*, légèrement augmenté par rapport à l'édition de 1977 *(« Les enfances d'un « pornographe » qui a du style et de l'âme »*, écrivait Jacqueline Piatier dans *le Monde* du 18 juin 1977), Maurice Girodias se raconte : né le 12 avril 1919 avenue du Bois, il est le fils aîné de Marcelle Girodias et de Jack Kahane. Son père, fils d'une famille d'industriels juifs de Manchester établie depuis longtemps en Angleterre, lui-même agnostique, cultivé, élégant, ne savait pas un mot de français quand il a demandé la main de sa mère, aperçue sous une ombrelle, sur une plage, l'été 1914, alors qu'il venait d'être mobilisé ; son grand-père maternel, ingénieur, avait construit des chemins de fer dans la pampa argentine ; sa grand-mère s'adonna à la théosophie. C'est en 1940, sous l'occupation, qu'il prendra le nom de sa mère.

Deux familles d'excentriques qui lui donneront une grande liberté de pensée : interne de huit à douze ans au collège Georges-Courteline de Meaux


ROBERT DOISNEAU
Le patron de La Grande Séverine

où il fut, selon lui, *« un cancre exceptionnellement inventif »* avant de poursuivre sa *« seconde carrière de cancre »* au lycée Pasteur qu'il quitte avant le baccalauréat. Il va entrer dans le métier en travaillant avec son père. Celui-ci, qui rêvait de marcher sur les traces de Sylvia Beach, s'était lancé dans l'édition en fondant Obelisk Press, pour publier en France des œuvres d'auteurs anglo-saxons interdits dans leur pays ; il avait commencé par publier de la *« littérature gentiment salace facile à vendre aux touristes afin de créer une base financière solide »* ; hanté par la gloire internationale d'*Ulysse*, il avait dû attendre pour être en mesure de publier un texte d'un auteur inconnu qu'il avait découvert en 1932 *(« Un grand dieu barbare, un sauvage surgi tout nu de la jungle urbaine, un Américain quasi clochard arrivé à Paris en traînant une valise de manuscrits impubliables »)*. *Tropique du Cancer* (pour lequel il demande à son fils âgé de quinze ans de dessiner la couverture) parut donc l'été 1934. Le jeune Maurice, ses frère et sœurs vont rencontrer alors les auteurs-maison : Miller, Anaïs Nin, Cyril Connolly.

« L'idée d'une seconde guerre décourage tellement mon père qu'il en meurt, la veille de la déclaration de guerre, après avoir avalé une bouteille de cognac. » Maurice reprend l'affaire et s'associe avec un émigré allemand, Kurt Enoch, qui partira bientôt en Amérique (où il créera la New American Library qui lancera la mode des éditions populaires à bas prix), puis, grâce à Raymond Queneau, trouve un banquier qui va lui permettre de fonder les Editions du Chêne. Editeur à vingt ans !

LE second tome de plus de cinq cents pages, entièrement inédit, *les Jardins d'Eros*, va couvrir les années 1944-1964 : de la Libération de Paris à la fermeture de la Grande Séverine en passant par la reprise par Hachette des Editions du Chêne à l'issue d'une joute judiciaire assez sauvage... Début août 1944, alors que les étudiants du quartier Latin sont en vacances et que Paris est vide, avec les clochards du quartier, il organise la prise de la Halle aux vins, avec réquisition des réserves pour les besoins de la guerre. *« Une partie de plaisir dans tous les sens du terme... »*

C'est en 1953, après trois années de demi-clochardise, une déprime et un traitement Bogomoletz (à trente-trois ans) qui lui avait procuré *« six mois de délire érotique »*, que, sur le modèle de l'Obelisk Press de son père, il crée, sans un sou, une maison d'édition de langue anglaise qu'il baptise Olympia Press. Le succès est rapide : *Watt*, de Beckett (1953 : *voir encadré*), *Histoire d'O* (1954), *Lolita, le Festin nu, le Cahier noir* (1955)... En même temps, il se crée le catalogue qui fait vivre la maison : d'abord, il invente des titres de livre, des noms d'auteur, des textes de présentation suffisamment suggestifs pour convaincre le client d'envoyer sa commande. *« Cela ne ratait jamais : à peine le catalogue était-il envoyé que les dollars affluaient sous les formes les plus diverses, chèques, mandats, billets. Cette fortune toute fraîche était aussitôt répartie entre les membres de mon équipe. Chacun choisissait les sujets qui lui convenaient le mieux parmi ceux que proposait le catalogue... et c'était à lui de rédiger deux cents pages de texte imprimé ! »* Les pseudonymes vont de Carmencita de Las Lunas à Marcus Van Heller ou à Abkar del Piombo ; parfois on recycle les vieilles gloires du second rayon et Pierre Louys devient Peter Lewys. Les titres se doivent d'être affriolants : *« Tout cela était calculé pour chatouiller les papilles érotogènes du lecteur, et je soignais mes titres comme un jardinier s'occupe de ses plus belles fleurs. Le catalogue était conçu de manière à porter le suspense libidineux à son apogée. »* La collection à couverture verte de cette collection baptisée d'un titre victorien, « Travelers Companion », n'éveillait pas la curiosité des douaniers anglo-saxons. Les GI's et les matelots de la VIe flotte la baptisèrent du nom de « greenbacks », le même mot qui servait à désigner le dollar. *« Il faut bien reconnaître que ma situation était paradoxale*, écrit-il. *Né français, devenu éditeur d'avant-garde dans une langue qui n'était pas la mienne... Je n'avais jamais mis les pieds aux Etats-Unis, et je publiais l'œuvre du plus américain des auteurs américains, Henry Miller... J'avais consacré ma jeunesse à la philosophie mystique et à la chasteté et je me transformais en éditeur pornographique »*...

Avec Jean-Jacques Pauvert, et le même jour, il sort en anglais *Histoire d'O*, un roman érotique d'un auteur inconnu avec une préface de Jean Paulhan intitulée *le Bonheur dans l'esclavage*. La brigade mondaine voudra absolument identifier l'auteur du livre et cuisinera assidûment les deux éditeurs pour leur faire avouer que c'est Lucie Faure !).

LES péripéties de la publication de *Lolita* resteront sans doute dans l'histoire de l'édition au même titre que *Madame Bovary* pour étonner nos descendants. Il faut dire que ce professeur Nabokov avec son curriculum vitae d'aristocrate peterbourgeois émigré lui semble d'abord *« affreusement respectable »* ; puis il lit le manuscrit : *« Une chose est certaine, c'est que le destin m'a apporté une merveille. Bien entendu, le livre est trop beau pour se vendre, trop subtil, et comme il ne sera jamais publié en Amérique, en tout cas pas au cours de ce siècle, je vais perdre une fortune... Mais comment hésiter ? Avec ce livre, je vais accomplir mon destin d'éditeur ; et pourtant, je n'en suis encore qu'à la page trente ! »* L'édition anglaise de *Lolita* sera interdite, mais, deux ans plus tard, en 1958, un miracle : *Lolita* est publié aux Etats-Unis ; c'est le premier livre « scandaleux » qui franchit la censure.

Signe avant-coureur des temps qui vont changer. Une véritable révolution dans les mœurs ! Best-seller aux Etats-Unis, *Lolita* amènera gloire et fortune au grand Vladimir Nabokov, dont les œuvres antérieures, en russe, étaient restées jusque-là désespérément confidentielles. On trouvera, aussi, dans les pages de son premier éditeur en anglais, alors détenteur des droits mondiaux de *Lolita*, l'envers d'un noble métier régi, qu'on le veuille ou non, par l'argent : *« L'argent, le manque d'argent, l'anxiété de la pénurie sont le leitmotiv de la vie des artistes aussi bien que des clochards, des petits salariés autant que des grands »*, note Maurice le Flambeur, théosophe-philosophe.

DEVENU bistrotier de luxe avec La Grande Séverine, haut lieu de la nuit parisienne avec ses trois étages de spectacles différents Chez Vodka cabaret russe, La Batucada, cabaret brésilien, Le Blues-Bar club de jazz, un café-théâtre..., Girodias se retrouvera sur la paille après cinq ans de folle ivresse. Fermé en 1964 sur ordre du préfet Papon pour avoir présenté une adaptation théâtrale de Sade, *la Philosophie dans le Boudoir* (mise en scène de Nicolas Bataille, avec Gaby Sylvia, Pierre Clementi, Elisabeth Wiener). *« Ruiné, alors que tous mes anciens auteurs ont trouvé de nouveaux éditeurs aux Etats-Unis. Et le principal bénéficiaire de ce déplacement de forces, c'est mon ami Barney Rossett, dont la maison Grove Press est en train de faire fortune grâce à mes découvertes. »*

Maurice Girodias a un vrai talent ; il a beaucoup d'histoires à raconter et il raconte bien. Il aime les femmes ; il aime séduire, il aime le picaresque, jamais le scabreux ; son récit, rempli d'anecdotes piquantes, n'est jamais l'énumération des noms célèbres qu'il a connus. Avec la distance que donne l'âge, sans aigreur, sans regret des millions perdus, il évoque avec humour une époque cruciale pour la littérature, un combat contre la censure, pour une libération qui n'est pas seulement celle du sexe (2). En 1964, il n'en a pas encore fini de se bagarrer. Il va s'installer aux Etats-Unis, se faire expulser par Henry Kissinger, tête de turc d'un nouveau livre qui sera interdit. Mais c'est une autre histoire...

On attend le tome III. Pour l'index. Et la suite.

(1) Le premier tome, sous le titre *J'arrive*, était paru chez Stock en 1977. Avec une nouvelle préface, il est repris à la Différence.

(2) Il est étrange de constater que tout se passe encore comme si le premier éditeur n'avait jamais existé. Ainsi pour la récente publication de *Sexus* (en même temps que *Plexus* et *Nexus*) chez Christian Bourgois dans *« une nouvelle traduction inédite de Georges Belmont »*, l'éditeur signale que *« la première édition en France de Sexus a paru aux Éditions Buchet-Chastel en 1962 dans la collection « Le chemin de la vie » que dirigeait Maurice Nadeau. »* Aucune mention n'est faite de l'édition de 1949 aux Editions de la Terre de feu. Dans la traduction de Jean-Claude Lefaure... qui n'est autre que Georges Belmont-Pelorson !

Lettre ouverte de l'éditeur à son auteur devenu célèbre

« Mon cher Sam,

Cette lettre qui t'arrive en droite ligne du temps jadis doit bien avoir, malgré tout, sa raison d'être. (...) Je considère que j'ai le droit et même le devoir de revendiquer ma place parmi ces parias de l'édition (Sylvia Beach, Jack Kahane), puisque si je ne le fais pas, personne ne le fera : j'ai publié l'un des deux seuls livres que tu aies écrit en anglais, et je ne suis pas peu fier de partager avec Herbert Read l'honneur d'avoir été l'un des deux premiers éditeurs en langue anglaise de Samuel Beckett, en 1954, soit dix ans après l'achèvement du manuscrit, et après qu'il ait été refusé un nombre incalculable de fois par les éditeurs les plus divers.

Je suis cependant plutôt agacé de constater à quel point mon rôle dans la publication de Watt a été déformé au cours des années, et en particulier dans le livre de Deirdre Bair qui passe désormais pour la seule biographie autorisée de Beckett. J'y suis dépeint sous les traits d'un pornographe fils de pornographe, un arriéré mental dont la seule raison de publier Watt était qu'il l'avait pris pour un roman pornographique.

J'ai publié ton livre en connaissance de cause, et en sachant fort bien que j'allais y laisser des plumes. (...) Ce qui ne veut pas dire que je récuse pour autant ma réputation de pornographe ! J'étais – et je reste – fier de mes fameux dirty books sans lesquels je n'aurais jamais pu lancer les livres de mes auteurs plus glorieux ; car c'est, hélas ! un fait que, sur les œuvres de ces derniers (et en particulier les tiennes), j'ai perdu de l'argent. Le seul de mes champions qui m'en ait rapporté est en fait une championne : Lolita, dont j'ai pu vendre les droits à l'étranger.

(...) Il serait certes bien difficile de faire comprendre aux jeunes intellectuels d'aujourd'hui qu'il n'y a pas si longtemps l'œuvre de Samuel Beckett pouvait être menacée par la censure. Je ne pense pas seulement aux censeurs irlandais, les plus rétrogrades qui soient, et aux divers censeurs des pays de langue anglaise qui s'offusquaient de l'usage de certains mots à connotation sexuelle ; je pense surtout à cet « esprit de censure », à ce réflexe répressif si répandu dans la classe moyenne, et qui faisait que les éditeurs refusaient d'accorder ses chances à une œuvre qui leur paraissait suspecte simplement parce qu'elle était difficile d'accès. La censure de la bêtise, cela existe. (...) »

► In Cahiers de la différence, nº 2, avril-juin 1988.

